TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11 625 — MARDI 15 JUIN 1982

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr. ; Irak, 125 rls ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1000 l. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 280 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris nº 650572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Importante victoire de la gauche à l'île Maurice

LIRE PAGE 7

Après la dévaluation du franc, le gouvernement est contraint de donner la priorité à la lutte contre l'inflation

• M. Mauroy réunira le 17 juin les partenaires sociaux pour examiner les modalités de blocage des prix et des salaires

• Le dollar est à plus de 6,65 F, le deutschemark à plus de 2,77 F

Réunis samedi 12 juin à Bruxelles, les ministres des finances des Dix ont décidé de *réajuster les parités de quatre des sept monnaies* du système monétaire européen (S.M.E.). Le mark et le florin ont été réévalués de 4,25 %. Le franc français et la lire ont été dévalués *respectivement de 5,75 et 2,75 %. Le mark* est ainsi réévalué de 10,61 % par rapport au franc français, et ce dernier est dévalué de 9,59 % par rapport à la devise allemande.

Ce réajustement prévu, selon M. Delors, depuis plus de cinq semaines, va être accompagné en France par une série de mesures visant à obtenir d'ici à la fin de l'année *« un taux d'inflation intérieur à 10 % »*, et de 8 % en 1983. Ainsi a-t-il été décidé de bloquer jusqu'au 31 octobre l'ensemble des prix (à l'exception des prix agricoles à la production, des produits *alimentaires frais et des prix énergétiques*) et de suspendre — toujours jusqu'au 31 octobre — les clauses conventionnelles de hausse de salaires et les clauses d'indexation pour les *revenus non salariaux, en même temps que sont* gelées les marges commerciales et les distributions de dividendes.

M. Mauroy a réitéré l'intention gouvernementale de *maintenir le déficit du budget à 3 %* du PIB et de rééquilibrer les budgets sociaux.

Les mesures examinées le 17 juin par les partenaires sociaux seront définitivement arrêtées *le 22 juin par le conseil des ministres*. Elles seront ensuite présentées au Parlement par le premier ministre, qui engagera vraisemblablement la responsabilité du gouvernement. *M. Mauroy a déjeuné, ce lundi, avec M. Edmond* Maire, secrétaire général de la C.F.D.T.

Sur les marchés des changes comme lors du réajustement du 5 octobre, le mark est passé *de son cours-plafond antérieur (2,6205 F)* au voisinage de son nouveau cours-plancher (2,7709 F).

Le dollar a monté de près de 6,50 %, passant *à plus de 6,65 F.*

D'autre part, le gouvernement français avait obtenu de ses partenaires du S.M.E. l'assurance de pouvoir disposer d'un prêt à moyen *terme de 2 milliards d'ECU (environ 2 milliards de dollars)* pour reconstituer ses réserves.

L'ancrage au S.M.E.

Le système monétaire européen (S.M.E.) ne sort apparemment pas trop affaibli du sixième *ajustement* des parités qu'il vient de connaître depuis sa création en mars 1979. Au contraire, l'attitude constructive *adoptée* par les ministres des finances de la C.E.E. témoigne de leur attachement à un dispositif dont l'expérience révèle que les avantages vont au-delà de ceux qui peuvent être attendus d'un simple accord de change.

Des rumeurs accréditaient l'idée que le président de la République française n'éprouvait qu'une sympathie limitée pour un dispositif qui expose en permanence son gouvernement à des ajustements de parité dont l'effet sur l'opinion publique et sur les électeurs a toutes chances d'être *négatif*. Ce risque, de *surcroît*, est amplifié par la défiance qu'inspire, chez les détenteurs de capitaux, un pouvoir de gauche.

En matière *économique*, un gouvernement socialiste doit faire mieux qu'un autre pour obtenir les mêmes résultats. Ne serait-il pas tentant dans ces conditions de placer le franc en congé du S.M.E. et d'en revenir aux facilités discrètes d'un taux de change *complètement flottant* ?

A cette question, M. Delors a donné une réponse responsable, c'est-à-dire complètement négative. Pour justifier cette fidélité au système, il a rappelé que, à la suite de la sortie du franc du « serpent » — le précurseur du S.M.E. — *en mars* 1976, la monnaie nationale avait perdu 21 % de sa valeur en moins d'un an. Autre observation, le dollar *s'est apprécié* de 44 % au cours des douze derniers mois. « Dans ce climat de tourmente monétaire, le S.M.E. a *tenu*, a *souligné le ministre* de l'économie. Moyennant, certes, des ajustements plus fréquents qu'à ses débuts, il a atténué *la funeste fluctuation* du dollar. »

Les Allemands ont réagi dans le même esprit. De l'avis général, M. Lahnstein, le nouveau *ministre des finances*, très proche du chancelier fédéral, s'est tenu aux côtés des Français, comme *s'il s'agissait pour lui d'une affaire* essentielle. Les raisons qui, en dépit des réticences de la Bundesbank, avaient incité *M. Schmidt et M. Giscard* d'Estaing à créer le S.M.E. demeurent valables : défiance à l'égard des foucades de la *politique américaine*, nécessité d'assurer un minimum de stabilité des changes entre des pays qui sont, les uns pour les autres, les principaux partenaires commerciaux...

Il existe aujourd'hui de nouvelles raisons. La coopération dans la Communauté, en particulier vis-à-vis du Japon et des Etats-Unis, n'est possible que s'il y a un minimum de *compatibilité* entre les politiques économiques des pays membres. Le gouvernement français, qui souhaite cette coopération et qui en a *besoin*, ne peut tourner totalement le dos à ce qui se fait chez les voisins. Tel est, parmi d'autres, le sens du programme d'accompagnement : sans renoncer aux objectifs socialistes, parvenir à une meilleure cohésion avec les pays *partenaires*.

Le S.M.E. est un *dispositif* de change où il est débattu du taux des ajustements monétaires, ce qui interdit *les dévaluations compétitives* (l'exemple de la Belgique, en février 1982, montre que cette concertation limite effectivement le danger *d'exagération*). Mais il devient en plus, pour tous, le point d'ancrage d'une politique économique concertée. Si cette évolution se confirme, il pourra légitimement être admis que le S.M.E. sort renforcé de l'épreuve.

Mesure accessoire ou principale ?

par PAUL FABRA

Sans doute le gouvernement compte-t-il d'abord sur l'effet de choc produit par le blocage des *prix et des salaires pour gagner* la bataille de la deuxième dévaluation du septennat après avoir perdu la première (*celle de la dévaluation du 4 octobre*).

Il s'agit pour lui de casser, par un geste spectaculaire, l'ascension *irrésistible* des prix, qui montent actuellement au rythme annuel de 14,3 %, et des rémunérations salariales, dont la progression a atteint au premier trimestre 4,7 % correspondant à une hausse sur douze mois d'environ 18 %, mais ce premier trimestre était exceptionnel *à cause du passage aux trente-neuf heures*), soit tout de même quatre fois le pourcentage allemand.

Dans quatre mois, on sortirait dans un climat apaisé du dispositif rigide dans lequel on va enfermer *pour l'été et le début de l'automne* l'économie française. Les pouvoirs publics pourraient alors négocier *avec les professionnels des accords de modération permettant de limiter* à 3 % la hausse des prix au second semestre.

(Lire la suite page 8.)

« Souffrir » autrement

par ALAIN ROLLAT

Austérité ! Le mot fait peur aux socialistes. Il évoque trop ce qu'ils abhorraient et dénonçaient naguère dans la politique économique et sociale de leurs adversaires. MM. François Mitterrand et Pierre Mauroy se gardent donc de l'employer, préférant utiliser des motsparavents pour exprimer la même idée : effort, rigueur, patience, solidarité...

Pourtant, le président de la République et le premier ministre n'ont plus le choix. Le problème *politique auquel ils sont confrontés* apparaît d'une extrême limpidité : comment parvenir à démontrer que sous un pouvoir de *gauche l'austérité* peut se révéler aussi bénéfique qu'elle a pu être nocive sous un pouvoir de droite ?

(Lire la suite page 11.)

Les syndicats à l'épreuve

Pour la plupart des syndicats, l'électrochoc annoncé samedi par le gouvernement est devenu, dimanche, un sérieux choc doublé d'un appel bien délicat à la coopération et à l'effort.

En décidant de bloquer les salaires, le gouvernement pose non seulement aux parlementaires mais aussi et surtout aux syndicats et aux salariés la question de confiance. Sans loi nouvelle suspendant celle de 1950 — toujours en vigueur — sur la liberté de négocier des rémunérations, les pouvoirs publics ne peuvent aboutir à la suspension des clauses salariales inscrites dans les accords et conventions que s'il obtient un consensus du patronat et des centrales... surtout des sections syndicales d'entreprises.

Chez Renault, Citroën et dans de nombreuses entreprises où des textes dûment signés prévoient des majorations de salaire d'ici à octobre 1982, les partenaires sociaux accepteront-ils de revenir sur leurs engagements ? Autant pour le gouvernement que pour les confédérations de salariés, le programme de M. Mauroy constitue une épreuve redoutable.

Deux étapes délicates doivent être franchies. La première implique que les centrales acceptent cette semaine de conclure avec le gouvernement un contrat moral qui les engagerait à préconiser la pause des salaires.

La deuxième étape — si la première est surmontée — s'avère bien plus aléatoire. Les confédérations, si elles acceptent la nouvelle règle du jeu, seront-elles capables de convaincre leurs troupes ? Plus que jamais les syndicats seront à l'épreuve et devront démontrer s'ils sont capables de défendre les intérêts, non pas immédiats, mais à venir des salariés.

Achevant l'encerclement du secteur ouest les Israéliens s'emparent de l'aéroport de Beyrouth

Après des combats acharnés, l'armée israélienne s'est emparée, ce lundi 14 juin, de l'aéroport de Beyrouth et du carrefour routier de Khalde, « verrou » méridional de la capitale libanaise.

Ecartant deux requêtes consécutives d'un cessez-le-feu, formulées par l'O.L.P., comme étant *« non crédibles »*, les forces du général Sharon ont parachevé, ce lundi, l'encerclement de Beyrouth-Ouest où sont retranchés des dirigeants palestiniens et du Mouvement national libanais.

Dimanche, elles avaient atteint Baabda avant de camper à 200 m du palais présidentiel, où le cabinet se réunit, ce lundi matin, sous la présidence de M. Sarkis. Selon l'A.F.P., il serait question de former un gouvernement militaire qui décréterait l'état d'urgence et veillerait à l'évacuation de toutes les *« forces étrangères »*.

(Lire page 3 à 5.)

Henri Vincenot

Les étoiles de Compostelle

Henri Vincenot, jette sur le Moyen Age un regard si joyeux, si frais et si cru qu'on en vient à douter de tout ce qu'on a lu avant lui...
J.F. BAZIN / LES DEPECHES

Roman - Denoël

Un entretien avec M. Defferre sur la sécurité

• Davantage de policiers sur le terrain

• Rompre l'engrenage de la délinquance juvénile

La sécurité reste au centre des préoccupations gouvernementales. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Gaston Defferre estime que le gouvernement pourrait prendre de nouvelles initiatives si la situation d'un « état d'insécurité » ne s'améliorait pas.

« Vous avez obtenu gain de cause à propos des contrôles d'identité. Et depuis quelques semaines, il semble que vous vouliez durcir la politique du gouvernement en matière de sécurité. Pensez-vous qu'il faille encore aller plus loin dans cette voie ?

— La réponse ne dépend pas de moi mais de l'évolution de la situation. En France, comme dans tous les pays en ce moment nous souffrons d'un état d'insécurité, ce qui n'est ni supportable ni admissible. J'ai pris toutes les mesures que je pensais devoir prendre. J'espère arriver à améliorer la situation. Si je n'y parviens pas, je serai amené à compléter les mesures prises.

— Y a-t-il des mesures concrètes auxquelles vous pensez déjà ?

— L'arsenal juridique français est suffisant pour agir. En revanche, les effectifs de la police ne sont pas encore assez nombreux. Car je souhaite que la police joue surtout un rôle préventif, empêche les agressions, les vols, les cambriolages. Pour cela, il faut qu'il y ait de plus en plus de policiers dans les rues, que la méthode de l'îlotage (1) soit de plus en plus employée, que des postes de police, des commissariats plutôt que des grands hôtels de police soient construits ou aménagés.

» J'ai réuni, il y a quelques jours, les préfets et je leur ai demandé, compte-tenu de ce qui a été dit lors de la réunion des maires de toutes opinions autour de Pierre Mauroy, de prendre contact avec les maires et les présidents de conseils généraux pour que les assemblées élues prennent en charge les tâches administratives qui sont actuellement confiées aux policiers.

» Je désire que tous les policiers soient employés à défendre la sécurité et pas à autre chose. Par ce moyen, nous devrions libérer dès maintenant plusieurs milliers de policiers. Les crédits inscrits au budget 1982, nous ont permis de recruter six mille policiers supplémentaires, j'ai demandé un supplément de crédits que j'espère obtenir pour 1983. »

Propos recueillis par
J.-M. DURAND-SOUFFLAND
et B. LE GENDRE.

(Lire la suite page 15.)

(1) Surveillance des villes par quartier. Cette surveillance est en principe exercée par les mêmes policiers, connus de la population.

En raison de l'abondance des informations et des commentaires concernant la dévaluation du franc, « le Monde de l'économie » ne paraîtra pas cette semaine.

AU JOUR LE JOUR

Mesure

Le deuxième mouvement (baptisé « phase ») du concerto pour serpent monétaire, franc dévalué et mesures d'accompagnement nous vaut une belle mobilisation politico-instrumentale.

Au point que l'accompagnement devient assourdissant et couvre le fifre rigoureux du soliste de Matignon.

La C.G.T. a fourni le chœur des travailleurs mécontents et l'opposition ses plus illustres voix. Dans les grands airs des crocodiles en larmes on perçoit, parfois, comme un Jubilate *qui dépasse la mesure.*

BRUNO FRAPPAT.

LES ROLLING STONES A PARIS

Rock'n roll circus

Soixante-dix mille personnes ont assisté, le dimanche 13 juin, au premier des deux concerts donnés par les Rolling Stones à l'Hippodrome d'Auteuil.

Le lieu pouvait prêter au parallèle avec les grands rassemblements rock du début des années 70, avec les immenses kermesses où les jeunes battaient la loi en brèche par le nombre et cherchaient de nouvelles formes de rapports, une nouvelle manière de redécouvrir une communauté. Mais cette comparaison n'est pas de mise. Même si la *musique garde ses droits* et s'il y a eu à Auteuil des moments de pure beauté.

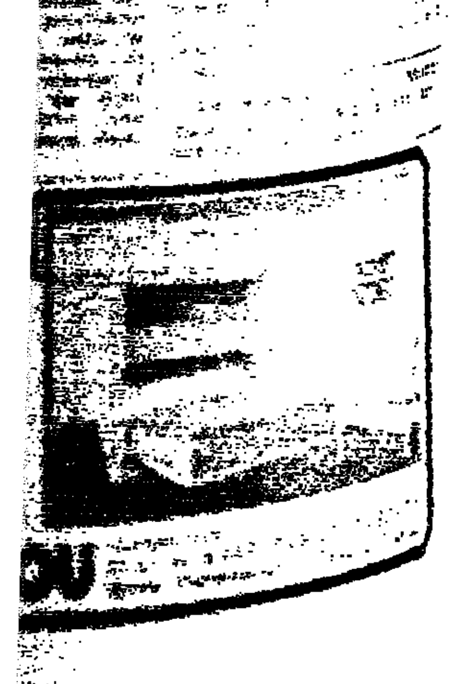
Les spectateurs réunis sur la pelouse *protégée par des bâches sont* venus assister à ce qui demeure, vingt ans après sa constitution, la plus grande machine de rock'n roll : les Rolling Stones.

Depuis longtemps, le groupe a exorcisé ses propres démons. Les Rolling Stones ne *veulent plus de* crise d'identité. Ils ne souhaitent pas non plus baisser les bras.

Régulièrement, Mick Jagger, Keith Richard *et leurs complices* mettent en commun leur énergie et offrent un spectacle toujours plus gigantesque où comptent les apparences, *l'image d'eux-mêmes qu'ils donnent*. Deux heures durant, ils font leur travail et puis s'en vont en ne donnant rien d'autre que de la sueur.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 18.)



Le Monde

idées

POLOGNE

Il y a six mois, le général Jaruzelski imposait l'état de guerre à la Pologne. Il est visiblement tout aussi loin de se concilier les Polonais. Jacek Kuron invite, de sa prison, les chefs de l'organisation clandestine de Solidarité à lancer un programme commun de la Résistance. De son côté, Natalya Gorbanevskaya répond à Gabriel Matzneff, dont elle conteste les vues sur les relations polono-russes.

Vous tenez le clairon d'or

par JACEK KURON

Jacek Kuron, l'un des fondateurs du KOR (comité de soutien aux travailleurs), a écrit de sa prison à Zbigniew Bujak et Wiltor Kulerski, respectivement président et vice-président de la section Solidarité de Varsovie, actuellement dans la clandestinité, pour répondre à l'appel à la résistance qu'ils ont lancé (*le Monde* du 28 avril).

La polémique entre nous révèle de *grandes différences dans notre évaluation* de la situation et des moyens d'agir. (...)

I. – Si je comprends bien, vous appelez à la création d'un mouvement social analogue à celui que nous appelions, avant août 80, autodéfense sociale, où les hommes de divers milieux s'organisaient pour résoudre en commun les problèmes qui se posaient à eux. A partir de cette organisation se développaient des initiatives à vocation plus large : maisons d'édition, cours universitaires parallèles, programmes d'action. Dans mes « propositions d'un programme d'action » (1976), je prônais l'autonomie absolue de ces groupes socialement et géographiquement indépendants. Pardonnez cette autopublicité : je tiens seulement à souligner à quel point votre idée m'est proche. Elle a fait ses *preuves et a permis la victoire* d'août, désormais irréversible. Je ne m'étonne donc guère de voir qu'une telle conception de la résistance soit aujourd'hui largement soutenue. Mais la discussion porte sur les moyens d'action. Or ils dépendent en premier lieu de conditions aujourd'hui tout à fait différentes de celles d'avant août 1980.

II. – Je vois trois conditions indispensables au développement d'un mouvement d'autodéfense : les individus doivent pouvoir agir ; leur action doit avoir une chance d'être efficace ; le système social dans le cadre duquel se crée le mouvement doit avoir ne serait-ce que de minimes perspectives de développement.

Le système de Gierek remplissait les deux premières conditions. Son équipe voulait s'appuyer sur l'approbation sociale et empêchait donc l'appareil d'exercer de trop fortes pressions.

Aujourd'hui, les généraux et les secrétaires ont décidé de régner, non *seulement sans l'approbation de la* société, mais carrément contre elle. Ils fondent leur pouvoir sur leur capacité à disperser les manifestations de rues, à étouffer les grèves, à arrêter, interner, tabasser et fusiller... Tant qu'ils le pourront, ils ne reculeront pas d'un millimètre, quelles que soient les pressions. En la matière, tout a été dit et démontré. Le temps des illusions n'est plus. Ajoutons que, faute de réserves, ils *ne peuvent satisfaire aucune revendication.* Ils ne pourront éviter de baisser les salaires, de licencier, de réduire les rations alimentaires. Or il n'y a pas de mouvement social qui puisse renoncer aux revendications *matérielles*, sauf à *se sentir* cogestionnaire de son pays. On ne contiendra pas l'agonie galopante de l'économie sans un véritable contrat social. (...)

Sous la loi martiale, un mouvement d'autodéfense, ou tout autre mouvement dont la seule existence serait censée transformer progressivement le système, est impossible.

III. – Envisageons maintenant *la naissance d'une résistance clandestine* massive. Elle lance des publications, elle organise une éducation parallèle et, surtout, des manifestations diverses de la volonté populaire. Sont-ce là des objectifs pour *lesquels les gens puissent* se mobiliser en dépit des risques ? A mon avis, non. Un mouvement social de masse répond toujours à des objectifs importants que l'on peut atteindre par l'action commune. On peut très bien parfaire son instruction sans un tel mouvement. L'activité d'édition engage à elle seule une partie minime de la société. Les manifestations ne peuvent entraîner aucun succès. Elles sont certes très importantes pour soutenir le moral parce qu'elles montrent la force du mouvement ; mais, si cette force ne doit servir qu'à soutenir le moral, elle se mue peu à peu en impuissance.

Pourquoi l'action clandestine

En ce moment, bon nombre de gens sont absorbés par la création d'une organisation de masse qui se cherchera des tâches en vue de réaliser les objectifs définis. L'objectif le plus modeste et le plus *général* à la fois concerné des conditions de vie normales. Les revendications que vous formulez ne les rapprocheront pas d'un pouce, pas plus que ne les rapprocheront d'autres actions dispersées ou locales. L'activité clandestine n'y contribuera pas davantage, car elle n'est jamais qu'une préparation à quelque chose. Par conséquent, si vous ne dites pas clai*rement à quoi doit préparer la résis*tance, vous resterez avec une organisation sur les bras et avec de la déception, de la colère, de la haine. La haine engendrera forcément la terreur.

Une direction centrale peut contenir, dans certaines limites, les actes de désespoir et d'agression. A condition qu'elle existe et qu'elle sache *établir efficacement des contacts* à tous les échelons. Mais la direction centrale perdra son autorité sur le mouvement le jour où on verra qu'elle n'a aucun programme pour répondre à la situation. Notons accessoirement que *l'activité qui se* développe maintenant conduit tout naturellement vers la centralisation du mouvement. Si les militants de Solidarité, ou une partie d'entre eux, s'efforcent à contenir ce processus, on verra naître plusieurs centres de direction, ce qui créera, outre d'inévitables conflits, un terrain rêvé pour la provocation.

IV. – Vous affirmez que les gens peuvent tenir encore longtemps, et vous vous référez à l'histoire. Sur ce point, notre appréciation des faits diffère. L'année passée, le P.N.B. avait baissé de 13 %. Cette année, si nous obtenons *une aide substantielle de l'Est* et certains crédits de l'Ouest, il ne baissera que de 17 % à 20 % (pronostics officiels). Passons sur le fait qu'il n'y aura pas d'aide substantielle de l'Est et que les crédits de l'Occident *sont plus que douteux. Admettons* que la chute ne dépasse pas les 20 %. Ce sera une catastrophe sans pareil dans l'histoire des sociétés modernes, aux conséquences économiques, sociales et morales que nous sommes tous incapables d'imaginer.

Sur quoi fondez-vous votre conviction que les Polonais supporteront patiemment une telle catastrophe, alors que, de surcroît, le pouvoir ne cesse de les provoquer par son arrogance et sa terreur ? Sur la patience qu'ils ont montrée depuis janvier ? Passons sur le fait que les conditions de vie empirent de jour en jour. Considérons, par contre, que la *maturité des Polonais*, sur laquelle nous sommes d'accord, n'est rien d'autre que leur foi en Solidarité, c'est-à-dire en vous et en la résistance.

Les gens contiennent leur désespoir et leur colère, parce qu'ils s'engagent dans des actions auxquelles vous les appelez ou auxquelles ils croient être appelés. Ils vous font confiance, sûr que vous connaissez le chemin et les conduisez vers la victoire. Ils auront vite fait de comprendre que persister dans la clandestinité est le chemin le plus coûteux vers la défaite. Que se passera-t-il alors ? Il est bien entendu possible que le pouvoir réussisse à contenir l'explosion générale. Il n'y aura peut-être que de nombreuses explosions locales, étouffées de manière plus ou moins sanglante. Ajoutons les conséquences biologiques, sociales et morales de la catastrophe économique. Même sans intervention étrangère, nous pouvons assister à l'anéantissement de notre peuple. Je ne sais pas si Solidarité ne peut plus se permettre aucune défaite. Je sais par contre que nous ne les éviterons pas en renonçant au combat.

V. – En organisant Solidarité, nous avons pris, nous, ses militants, une énorme responsabilité. Nous ne *lui échapperons* pas en nous soustrayant aux décisions fondamentales. Pour éviter la catastrophe qui plane sur la Pologne depuis l'instauration de l'état de guerre, je suis prêt à rappeler la collectivité à des concessions majeures. Mais ces concessions ont une limite : l'établissement d'une situation où le pouvoir négocierait avec la société et non pas avec lui-même, incarné par des institutions et des personnes différentes. Bref, au départ d'un compromis, il doit y avoir une société organisée indépendamment du pouvoir étatique.

On ne peut fonder un programme *sur l'espoir que les généraux et les* secrétaires accepteront volontairement un compromis. Il faut admettre que la force ne cède que devant la force et annoncer clairement que la résistance n'hésitera pas à y recourir.

User de la force

Dans mon idée, une telle déclaration devrait préciser un délai : « à l'automne », par exemple, ou « en été ». Ce serait le moyen le plus efficace pour contenir les actes de désespoir et d'agressivité. A partir de là, toutes les manifestations de par le pays (bougies allumées, minutes de silence, grèves de la faim collectives, démonstrations ponctuelles, grèves de courte durée) ne feraient que visualiser la menace et démontrer l'aptitude du mouvement à agir.

L'action annoncée peut évidemment prendre la forme d'une grève générale illimitée. Mais ce serait donner aux généraux la chance d'attaquer simultanément tous les centres et de mettre à profit leur supériorité en hommes et en matériel. Si nous ne nous assurons pas au préalable la complicité de la majorité des soldats et des miliciens, la grève devra s'accompagner d'une attaque simultanée sur tous les centres de pouvoir et d'information, en accord avec la *minorité de l'armée* et de la milice qui se sera portée de notre côté. Nous pourrions également annoncer que cette attaque sera déclenchée dans le cas d'un assaut contre les grévistes. Nous pourrions légitimement supposer que la peur d'une attaque entraînerait le durcissement des généraux et des secrétaires, mais y a-t-il autre chose que la peur pour les amener aux concessions ? Lorsque vous déclarez que la résistance n'usera pas de la force, vous les induisez en erreur. Convaincus de leur sécurité, ils ne céderont pas d'un pouce.

Le pouvoir a certes entamé avec l'épiscopat des négociations sur l'accord social, mais il ne l'a fait que pour légaliser des pratiques contraires à tout accord. Dès qu'il y aura une menace réelle, l'épiscopat cessera d'être partie prenante pour devenir un médiateur désirable. Remarquez que les propositions modérées de l'épiscopat, étant les seules en dehors des propositions officielles, paraissent très extrémistes. Dès que vous, vous vous serez manifestés en tant que partie prenante du conflit, elles deviendront, et alors seulement, la plate-forme d'un compromis réaliste. Il est vrai que lorsqu'on aura atteint un tel compromis, ceux qui auront *brandi la menace seront rejetés en* marge de la vie sociale renaissante. Tant pis.

VI. – Je ne vous incite pas à annoncer que vous attaquerez. Je vous recommande par contre, avec insistance, de structurer le mouvement et un réseau d'information efficace. Il faut préciser clairement que cela ne limitera aucunement l'autonomie des maillons respectifs *du mouvement, mais réduira le ris*que de provocations et de manifestations irréfléchies. Car la décision de certains types d'action doit être rigoureusement réservée à une direction centrale.

Je vous suggère aussi de déclarer que la résistance se verra contrainte à user de la force si le pouvoir ne prête pas l'oreille aux revendications de la société, exprimées sous *diverses formes, et ne tente pas de* sauver le pays de la catastrophe en concluant un accord avec la société.

Je vous recommande en outre de préparer l'action chez les soldats et les miliciens. Vous y trouverez des oreilles attentives. Ce sera déjà un très grand danger pour le pouvoir.

Mais, par-dessus tout, il faut élaborer un programme commun qui serait accepté par tous les militants importants de la résistance.

Pardonnez-moi ce ton docte. Je sais quel travail acharné vous faites. Je sais vos succès. Mais nous nous trouvons dans une situation sans issue et, même si elle nous dépasse, nous sommes obligés de faire face. Dans cette situation apparemment sans issue, c'est à nous de montrer la voie.

Vous n'avez pas choisi de porter une telle charge, mais hélas ! vous ne pouvez pas vous y soustraire. Vous tenez le clairon d'or...

Réplique à... Gabriel Matzneff

La poétesse russe Natalya Gorbanevskaya, membre du comité de rédaction de la revue Continent, *nous écrit :*

L'article de Gabriel Matzneff « Maison d'Autriche et Maison Blanche » (*le Monde* du 22 mai) se termine sur ces mots : « *La différence est que de nos jours la politique traditionnelle des Etats européens est faussée par le poids de l'idéologie marxiste-léniniste. Celui-ci ne subjugue pas les seuls Polonais, mais aussi les peuples voisins, et, en premier lieu, depuis soixante-cinq ans, le peuple russe. Ce n'est que le jour où il existera une Russie libre, enfin libre, que les Polonais auront une chance réelle de recouvrer, eux aussi, leur liberté.* » Ces mots, je pourrais y souscrire, de même que nombre de mes compatriotes. Mais il n'y a que le dieu spécifique de Matzneff qui puisse comprendre par quel tour de logique il a pu arriver à cette conclusion eu égard à ce qui précède. A l'en croire en effet, la « différence » est « *de peu* » entre la scène politique aux dix-neuvième et vingtième siècles : Reagan n'a fait que se substituer aux Habsbourg dans les coulisses d'un Vatican excitant la haine des Polonais contre les Russes (on peut imaginer la joie de la presse soviétique : « *même le journal bourgeois* le Monde *fut contraint d'avouer...* »).

« Tsar-libérateur »

G. *Matzneff s'étend largement* sur les mérites d'Alexandre Ier, qui « *a sauvé* [la Pologne] *de la germanisation* », mais dont les Polonais n'ont fait aucun cas. Ce faisant, il manifeste une ignorance historico-politique stupéfiante (ou alors mise-t-il sur l'ignorance du lecteur français ?). Tout semble indiquer que, pour un homme d'Etat vivant à cette époque, Alexandre Ier était un monarque animé d'*intentions* réellement libérales vis-à-vis de « ses » Polonais, vis-à-vis du royaume polonais, qu'il dota certes d'une Constitution (sans la respecter pour autant, d'ailleurs), mais il est faux de dire qu'il « sauva de la germanisation » les territoires passés à l'Autriche et à la Prusse conformément aux trois partages de la Pologne entérinés par lui-même. Sa « *générosité* », dit *Matzneff*, valut à Alexandre Ier l'appellation de « *tsar-libérateur* ». En un tour de plume, Alexandre II, dont le règne commença trente ans après la mort d'Alexandre Ier, est dépossédé d'un titre conquis par lui pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec la Pologne.

« Naïveté et immaturité »

Pourquoi les Polonais n'ont-ils pas *su faire cas de cette « générosité »* ? A cause de l'hostilité qu'ils vouent « *depuis toujours* » aux Russes, répond G. Matzneff. Sauf que cette hostilité est loin d'exister depuis toujours : née en conséquence d'un siècle et demi de domination étrangère, visant aussi les autres occupants, Prussiens et Autrichiens, elle décrut une fois l'indépendance acquise. Après la seconde guerre mondiale, *la haine envers l'Union soviétique* a souvent pris l'allure d'une haine dirigée contre la Russie (quand bien même inexistante en tant qu'Etat), contre la banque russe (déjà soviétisée), car obligatoire, et même contre la culture russe (que les bolcheviks s'acharnent pourtant à détruire depuis leur prise du pouvoir). Un état de choses qui arrange autant les chefs du Kremlin : mieux vaut la haine de la Russie que celle du communisme international, que les communistes polonais du moment que Moscou est le bouc émissaire... Mais au cours des dix-quinze dernières années une évolution *prometteuse s'est fait jour* : les Polonais ont commencé à perdre à cet égard ce que Matzneff appelle leur « naïveté » et leur « immaturité ». De plus en plus de gens en Pologne ont commencé à différencier russe et soviétique, Russie asservie et communisme triomphant. Il est facile de le vérifier, d'ailleurs : il suffit de jeter un coup d'œil sur les publications des maisons d'édition indépendantes ou de feuilleter les pages de la presse libre en Pologne. Et de lire surtout la lettre du Ier Congrès de Solidarité adressée aux travailleurs de tous les peuples de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. Même après le coup du 13 décembre, je n'ai rencontré aucune note anti-russe dans la presse clandestine de *Solidarité* que je suis pourtant avec régularité et attention.

Dû à un journaliste du monde libre et non à un propagandiste soviétique, l'article de G. Matzneff *ne peut qu'attiser les sentiments* anti-russes. De ceux bien sûr qui feront l'erreur d'y voir autre chose qu'une voix volontairement isolée de ce que sentent et pensent les Russes libres.

NATALYA GORBANEVSKAYA.

[Mme Gorbanevskaya voit une confusion là où, dans mon esprit, il n'y en a aucune. Quand on appelle Alexandre Ier « le Libérateur », on se réfère à la guerre de 1812 contre l'envahisseur français. Quant à Alexandre II, c'est l'affranchissement des serfs qui, en 1861, lui a valu le beau nom de « Tsar libérateur ». Il s'agit là de deux cas bien distincts.

En ce qui touche la question polonaise, il est paradoxal que ce soit moi, écrivain français, qui doive conseiller à Mme Gorbanevskaya, écrivain russe, la lecture d'un texte extrêmement célèbre de Vladimir Solovieff – le plus grand philosophe russe chrétien, – où les idées que j'ai formulée dans *le Monde* du 22 mai sont exposées dans le détail. *La Grande Controverse* a paru en Russie en 1883. Une traduction française a été publiée en 1953 aux éditions Aubier. C'est assurément ce qui s'est écrit de plus juste, de plus perspicace, sur les relations de la Pologne et de la Russie. Je me permets d'y renvoyer Mme Gorbanevskaya, qui y puisera de nouvelles lumières sur une question que, je le lui accorde volontiers, elle connaît infiniment mieux que moi. – G. M.]

RECTIFICATIF. – Dans l'article d'Alain Ravennes (*le Monde* du 11 juin, page 2), nous avons imprimé, 4e § 3e ligne « *L'enracinement verbeux dans un vingtième siècle indéfiniment étiré leur paraît* (aux intellectuels) *dérisoire et agressif* ». L'auteur parlait, bien entendu, du *dix-neuvième* siècle.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.	273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	533 F	962 F	1 391 F	1 820 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	313 F	522 F	731 F	940 F
II. – SUISSE, TUNISIE	386 F	667 F	949 F	1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
André Laurens.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

"Un remarquable instrument de travail." *LE MONDE*

Revue d'études Palestiniennes

ouverte à tous ceux que ces questions concernent, d'où qu'ils viennent, du moment que le souci de la vérité guide leurs travaux.

AU SOMMAIRE DU N° 4

YOUAKIM MOUBARAC
La question de Jérusalem
MOURAD HAIM WAHBA
Les juifs égyptiens entre identité et déclin occidental
JEAN-FRANÇOIS LEGRAIN
L'annexion de la Cisjordanie
RAFIC KHOURY
Education des Palestiniens
ISRAEL SHAHAK
Israël arme les dictatures du Tiers-Monde
Dossier
La visite de M. François Mitterrand en Israël

RAPPEL AU SOMMAIRE DU N° 3
Stratégies au Proche-Orient

ROGER NAB'AA
La nouvelle question d'Orient
FAYEZ A. SAYEGH
Les accords de Camp David et le problème palestinien
ELIAS SHOUFANI
Le concept israélien de sécurité nationale
PIERRE WEISS
L'administration Reagan et le Proche-Orient
Un premier bilan
CAMILLE MANSOUR
La Palestine et le Golfe
RACHID KHALIDI
L'Union soviétique et la crise du Proche-Orient

Le n° 40 F – Abonnement 1 an (quatre numéros), 120 F
Etudiants (sur justificatif), 90 F
Règlement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes
Diffusion : les Editions de Minuit – 7 rue Bernard Palissy – 75006 Paris

Le Monde

étranger

L'invasion israélienne au Liban

Le drame que vit le Liban continue à susciter de nombreuses réactions dans le monde et dans les capitales arabes. *A Beyrouth, le* président Elias Sarkis a reçu dimanche 13 juin un message du président syrien Assad condamnant notamment les « tirs d'artillerie dont a été l'objet, le palais présidentiel de Baada » samedi. Le président Sarkis s'est entretenu dimanche avec l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Robert Dillon.

On précise à *Beyrouth que le roi* Fahd, d'Arabie Saoudite, avant de succéder à son frère Khaled, avait joué un rôle capital dans les négociations qui ont abouti samedi au *cessez-le-feu* entre les forces israéliennes et palestiniennes au Liban. Il a notamment servi d'intermédiaire, par téléphone, entre le chef *de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, et le président* Reagan.

● A DAMAS, le cessez-le-feu conclu vendredi entre Syriens et Israéliens est présenté par la presse comme une « victoire politique et militaire » de la Syrie : elle souligne que c'est la première fois dans le conflit israélo-arabe qu'Israël prend l'initiative d'un *cessez-le-feu.*

● A ALGER, alors que *la* Libye qualifie *le cessez-le-feu* israélo-palestinien de « complot américano-sioniste mettant la résistance palestinienne à la merci de ses ennemis », le quotidien « *El Moudjahid* » estime au contraire qu'il s'agit d'une victoire de l'O.L.P. et écrit : « Les Israéliens n'ont pas réussi à s'emparer de Beyrouth, comme ils le projetaient, en raison *de l'implacable résistance des Palestiniens.* »

● *A TEHERAN, un premier groupe de* volontaires iraniens pour le Liban a quitté le pays pour Damas, où il est arrivé dans la nuit de samedi à dimanche. Ce contingent, fort de cinq cents hommes, comprend des gardiens de la révolution et des soldats de l'armée régulière. Trois mille autres volontaires doivent encore rejoindre le Liban par petits groupes. *De son côté l'iman Khomeiny* a déclaré dimanche que les événements du Liban sont une « catastrophe pour l'Islam et tous les musulmans » et il a lancé un appel à l'utilisation de l'« *arme du pétrole* ».

● *A TUNIS, la réunion des ministres des* affaires étrangères de la Ligue arabe, qui devait se tenir pour discuter de la situation au Liban, a été ajournée, les représentants *libanais et palestiniens ne pouvant s'y rendre.*

● *L'EGYPTE a demandé à Israël de repor*ter « sine die » la visite que devaient faire cinq délégations économique, commerciale, touristique, culturelle et de jeunesse, dans le cadre de la normalisation entre les deux pays, a annoncé le journal « Al Goumhouria ».

● LE PAPE JEAN-PAUL II, *à peine rentré* d'Argentine, a lancé un appel en faveur du règlement du conflit au Liban et s'est déclaré « prêt à aller même au Liban, si les conditions le permettaient, pour être utile à la *paix* dans le monde ».

● A LA HAVANE, M. Fidel Castro a lancé samedi un appel aux chefs d'Etat et de gouvernement du mouvement des non-alignés pour qu'ils condamnent « les actes d'agression et de vandalisme commis par les hordes israéliennes contre les peuples libanais et palestinien, *actes qui ont déjà fait plus de dix mille* victimes ».

DANS LA NÉGOCIATION QU'IL ENTEND OUVRIR

Israël exigerait la signature d'un traité de paix avec le Liban après le départ de l'O.L.P. et des Syriens

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement de M. Begin a transmis à l'émissaire américain, M. Philippe Habib, les grandes lignes des conditions posées par Israël à un retrait de ses troupes. Le document, qui a été élaboré dimanche en conseil des *ministres, n'a pas été* rendu public, mais, dans les milieux gouvernementaux, on *laisse entendre qu'il porte sur* l'avenir politique d'un Liban « *indépendant* ». Israël exige dans *un premier temps la création* d'une zone démilitarisée, sur quarante kilomètres à compter de la frontière israélo-libanaise, contrôlée par une force internationale (de préférence n'étant pas sous l'égide des Nations unies). Jérusalem réclame en outre des garanties pour que les « *terroristes* » ne puissent plus agir depuis le territoire libanais.

A terme, Israël demande le *départ de tous les éléments* étrangers au Liban — l'O.L.P. et l'armée syrienne. De plus, le gouvernement de M. Begin réclame que le principe de la signature d'un traité de paix entre Jérusalem et Beyrouth soit acquis. Le ministre des affaires étrangères, *M. Shamir, a précisé que* l'armée israélienne ne commencerait pas à se replier avant que des « *assurances sérieuses* » n'aient été obtenues sur tous ces points dans les négociations.

D'autre part, le conseil des ministres a adopté des mesures exceptionnelles pour *financer* l'effort de guerre dont le coût est une menace pour l'économie israélienne : *la T.V.A. est* augmentée de 12 à 15 %, les transactions boursières et les voyages à l'étranger *feront l'objet d'une* taxe spéciale. Selon le président de la commission parlementaire *des finances*, la campagne militaire aurait déjà coûté aux contribuables israéliens entre 600 et 700 millions de dollars.

Par ailleurs, l'arrêt — très partiel — des combats semble avoir délié certains Israéliens de ce qu'ils considèrent comme leur « devoir » *de ne pas critiquer* ouvertement le gouvernement en temps de guerre. Les objections sont *encore rares ou timides. On* savait déjà que, la semaine dernière, des réserves avaient été *émises au sein* du cabinet de M. Begin à propos de l'étendue de l'intervention militaire et de ses véritables objectifs. Après les cessez-le-feu des 11 et 12 juin, plusieurs ministres ont *discrètement confirmé* qu'ils avaient bien reproché au ministre de la défense, M. Ariel Sharon, d'avoir, fort de l'appui du premier ministre, dissimulé volontairement qu'elles étaient ses véritables intentions et les conséquences de chacune des principales opérations pour lesquelles il demandait une approbation.

L'un de ces ministres a laissé *entendre que lui et ses collègues* avaient été ainsi « manipulés ». Lorsqu'il est devenu évident que l'armée israélienne irait bien au-delà de ce qui était prévu au départ, quatre ministres (dont deux *s'étaient* initialement abstenus le 5 juin d'accepter le principe même de l'intervention) se seraient mis d'accord pour réclamer un cessez-le-feu sans attendre des pressions américaines. Cette initiative aurait joué un rôle important dans la décision de suspendre « *unilatéralement* » les hostilités avec l'armée syrienne.

Mise en garde de M. Pérès

Dans l'opinion publique, généralement acquise à l'idée de l'opération « Paix pour la Galilée », les dénonciations du tour qu'elle a pris *ont été plus fréquentes* au cours du week-end. Samedi, un groupe d'universitaires, pour la *plupart membres du mouvement* Paix maintenant, et parmi lesquels se trouvait le général de réserve Mattityahou Paled, a accusé le gouvernement d'avoir « *trompé la nation* » en menant une guerre « *injuste* » qui a pour but « *le massacre des Palestiniens* ». *Dimanche*, une centaine de manifestants se sont réunis à Jérusalem pour exiger le retrait *immédiat de l'armée israélienne* du Liban. Une partie de la presse commence à émettre des doutes *sur le bien-fondé des choix* gouvernementaux, tandis que l'autre continue de reprocher à M. Begin et au ministre de la défense d'avoir été « *trop loin* ». Le quotidien *Haaretz* estime notamment qu'Israël ne doit pas chercher à instaurer un « *ordre nouveau au Liban* ». Dans *Yediot Aharonot*, M. Boaz Evron, chroniqueur célèbre en Israël, est plus virulent. *Il écrit que la tentative* d'assassinat de l'ambassadeur d'Israël à Londres — officiellement imputable à *l'O.L.P.* — *n'était* qu'un « *prétexte* », car, selon lui, l'armée était « *prête depuis deux mois* » à entrer au Liban. Il affirme que le vrai but de l'opération est de « *briser la colonne vertébrale du peuple palestinien, afin de lui imposer l'autonomie* « *version Begin-Sharon* » (c'est-à-dire l'annexion.

Le parti travailliste et son président, M. Shimon Pérès, ont *renouvelé* avec plus de fermeté leur mise en garde contre les « *excès* » de l'opération « Paix pour la Galilée ». Ils ont lancé à M. Begin un appel urgent pour que Beyrouth soit épargnée et pour que la vie des civils libanais ne soit pas mise en danger.

Il convient de remarquer que de l'avis *de nombreux observateurs*, le deuxième cessez-le-feu ordonné samedi soir dans le *secteur de Beyrouth* par le *gouvernement* de M. Begin a été dû à de fortes pressions de la part des Etats-Unis. Cependant, les bombardements ont repris dimanche, apparemment sans attirer de nouvelles protestations américaines.

Les Israéliens commencent à mieux comprendre à quel point depuis une *semaine cette aviation* a été meurtrière et destructrice. Divers reportages dans la presse et à la *télévision ont* montré — ou laissé deviner (car la censure et les autorisations de l'armée sont très *sélectives*) — que les dégâts étaient sans commune mesure avec ceux que l'on reprochait les années précédentes aux Palestiniens et aux Syriens et qui ont justifié, selon la propagande gouvernementale, l'entrée de l'armée israélienne au Liban. Le *parti MAPAM, allié* des travaillistes, a adressé un message à M. Sharon pour que l'armée arrête « *de tirer sur les camps de réfugiés palestiniens et les quartiers populaires de Beyrouth* ». Les dirigeants israéliens réagissent en annonçant sur un ton magnanime que l'armée a reçu l'ordre d'aider la population libanaise à reconstruire les localités sinistrées. Il s'agit d'un aveu implicite. L'éditorialiste du *Jerusalem Post* affirme qu'Israël « *se doit de porter secours à des centaines de milliers d'innocents* ».

De nouveaux faits accomplis ?

Les quelques images rapportées par les correspondants de guerre israéliens (qui parfois dans leurs commentaires ne peuvent cacher leur émotion) révèlent que les villes de Saïda et de Tyr ont *été dévastées*. Dans les localités où le calme est revenu, l'armée fournit aux habitants des soins médicaux et s'emploie à réparer les canalisations d'eau et le réseau *d'électricité*.

D'autre part, des gouverneurs militaires ont été nommés dans les principales *agglomérations*. C'est une mesure certes conforme aux lois de la guerre, mais était-*elle vraiment nécessaire alors que*, l'armée prétend regagner Israël au plus tôt ? N'est-ce pas pour le *gouvernement une manière de* signifier qu'il entend imposer sa volonté au Liban dans le domaine *politique ? La question se pose* d'autant plus que Jérusalem a déjà décidé quelques « *changements* » par exemple de restituer aux chrétiens la ville de Damour occupée depuis six ans par les Palestiniens. En outre, Israël n'a pas contredit les prétentions du commandant Saad Haddad qui, à l'étroit dans son enclave, s'apprête à prendre le contrôle de tout le territoire « *libéré* » par Tsahal. Entre autres projets, il se propose de déplacer tous les camps de réfugiés « *vers le nord* ». Voilà des indices permettant au moins de soupçonner *qu'Israël pourrait créer*, quelques « *faits accomplis* » avant même le début d'une négociation que Jérusalem veut orienter essentiellement sur l'avenir du Liban.

Une semaine après le début des combats, l'armée n'a toujours pas fourni d'informations sur le nombre des victimes et des prisonniers. M. Sharon a seulement démenti en les jugeant « *exagérés* » les chiffres indiqués par le représentant de la *Croix-Rouge* au Liban (six cent mille sans abri, mille à mille cinq cents tués *dans la seule ville de Saïda*).

En-deçà du front, dans tout le Sud-Liban, de vastes opérations *de « nettoyage » se poursuivent*, car elles ont été expressément exclues du cessez-le-feu par M. Sharon. Le chef d'état-major, le général Raphaël Eytan, laisse entendre que cela prendra du temps, car « *il faudra soulever chaque pierre de la région pour détruire les derniers nids de résistance* ». Cette résistance persiste, en effet, en certains endroits.

La télévision a montré quelques *scènes pénibles* « *tri* » de la population. Alors que l'on devinait au début quelque froideur à l'égard des *épreuves du voisin* ou des contraintes, la télévision a eu souvent le mérite ces derniers jours de diffuser des reportages évocateurs sur les réalités de la guerre. Par exemple, ce débat entre des soldats au bivouac qui déploraient leurs pertes. L'un d'entre eux demandait : « *N'avons-nous pas deux poids deux mesures pour nos propres souffrances et celles des autres ?...* »

FRANCIS CORNU.

L'« informateur en cagoule » et les « terroristes » de Tyr

Tyr (A.F.P.). — Tyr, première grande ville sur la côte méridionale du Liban, après *la* frontière israélienne, est ravagée et sa population semble encore hébétée par les bombardements israéliens subis la semaine dernière. Le bord de mer apparaissait dimanche 13 juin, comme une succession de façades éventrées, d'enchevêtrements de poutrelles et de carcasses de véhicules calcinés.

Les Israéliens affirment avoir bombardé Tyr « sélectivement », leurs services de renseignement ayant fourni à l'aviation des objectifs précis, à savoir quelque cinq ou six bâtiments servant de quartier général à l'O.L.P. Cependant, *plusieurs* centaines d'habitants au moins auraient été tués et la puanteur, *qui s'exhale des décombres*, incommode les familles logées dans les maisons demeurées intactes.

L'armée israélienne fournit quotidiennement des vivres et de l'eau à la population, mais les *médecins* réclament des médicaments et craignent une épidémie en raison des conditions d'hygiène déplorables dans lesquelles vivent les survivants.

Les militaires israéliens affirment en outre, qu'ils ont attendu, avant de bombarder, que la *population* prévenue par tracts soit regroupée sur la plage. Une semaine après le *début de l'invasion* israélienne, c'est sur cette plage que se trouvent les hommes de la ville. Parmi des amas de détritus à l'odeur pestilentielle, ils attendent sous la garde de soldats parfois brutaux, d'obtenir un laisser-passer leur permettant de *circuler librement* dans la ville.

En face, de l'autre côté de la *promenade*, ce document leur est délivré par les services de l'administrateur israélien, à Tyr, M. *Josef Dana*, *installé* dans les locaux d'« Electricité du Liban ». A l'appel de leur nom, *les hommes* se rendent à cette « mairie », où ils sont dévisagés par un individu, la tête enveloppée d'une longue cagoule et le corps dissimulé dans un sac de jute afin que personne ne puisse l'identifier.

De temps à autre, cette silhouette fait un signe de tête vers l'un des gardes : un « suspect » vient d'être dénoncé. « Cet homme est un informateur », nous dit M. Dana, sans autre précision. Le repérage des membres de l'O.L.P. s'effectue aussi grâce à des dossiers — comportant notamment des séries de photos d'identité — dont sont munis les officiers de renseignement qui accompagnent chaque unité israélienne.

Le secteur chrétien de Beyrouth a accueilli plus de 50 000 réfugiés chassés par les bombardements

De notre correspondant

Beyrouth. — Le deuxième cessez-le-feu *décrété* par Israël aura octroyé un court et relatif répit à Beyrouth : la soirée du samedi *12 juin, la matinée et le* début de l'après-midi de dimanche, sans être totalement calmes, n'ont été *émaillés que de tirs d'artillerie* sporadiques. Mais, à 18 h 15, dimanche, l'aviation a procédé à *un raid violent en pleine ville*, qui a touché les quartiers de Basta et de Mazraa. Une fois de plus, les civils, surtout libanais, ont payé de leur vie la guerre qu'Israël livre aux Palestiniens.

Bien que surprises par une résistance farouche au carrefour de Khalde, qui commande l'accès sud de la ville, les troupes de l'Etat hébreu ont pratiquement *achevé l'encerclement de la capi*tale et ne cessent de resserrer leur étau.

En vue d'un assaut final ? La question reste posée. Les quatre cinquièmes de la population de Beyrouth-Ouest sont encore dans la ville, *mais* cent mille personnes ont réussi à fuir l'enfer que certains quartiers ont déjà connu *et que d'autres risquent de subir* à toute heure. La moitié ont emprunté la route de Damas avant *qu'elle ne devienne dangereuse*, les autres sont passés dans le secteur chrétien ou l'a traversé. C'est le cas des étrangers, qu'un bateau recueille ce lundi matin à Jounieh.

Le contrôle est plus *tatillon* que d'habitude de la part des Forces libanaises (chrétiennes), *mais la* plupart des voitures qui se présentent sont acceptées. Si l'on n'est pas un chrétien ayant de la *famille à l'Est ou un musulman* y ayant des amis prêts à vous héberger, si l'on est simplement un *musulman cherchant un refuge*, on est conduit vers un centre de vérification. Là, quelques familles sont refoulées — peu nombreuses à vrai dire, — puis par convois de vingt à vingt-cinq voitures, escortées par des miliciens chrétiens, les réfugiés sont conduits jusqu'à Barbara, au nord de la zone chrétienne, secteur à prédominance musulmane *sous contrôle syrien, supposé* trop éloigné pour être englobé dans l'invasion israélienne.

L'accueil est correct, bien organisé. Il n'est pas pour autant chaleureux. Plus de mille voitures se présentent chaque jour depuis une *semaine*. 50 000 personnes ont ainsi été filtrées, puis soit admises en zone chrétienne, soit, pour la majorité d'entre elles, dirigées vers le nord. Au début, c'étaient des chiites du Sud qui se présentaient. Depuis trois jours, ce sont des sunnites de Beyrouth et des druzes d'Aley ; aucun Palestinien n'a essayé de se faufiler parmi eux.

Comme à l'Ouest, l'électricité est rationnée. Mais l'approvisionnement en carburants est *tant* bien que mal assuré, bien qu'une des deux raffineries du pays soit si*tuée dans le territoire envahi*. Grâce au courage et au génie de l'adaptation développés par les Libanais *durant* sept années de guerre, rien d'essentiel ni même de superflu ne manque encore ni à Beyrouth-Est, ni même à Beyrouth-Ouest : un exemple, les camions de *livraison* de yoghourts arrivent irrégulièrement de la Bekaa, qui est pourtant un des *principaux théâtres* de guerre, en même temps que les cageots de légumes et de fruits.

L'image d'un *secteur chrétien* se délectant du désastre qui s'abat sur l'autre moitié de la *ville est non seulement* simpliste mais fausse, malgré un embouteillage monstre de promeneurs ce dimanche sur l'autoroute côtière. Tout en pensant avoir de bonnes chances de n'être pas pris dans la présente tourmente, la plus grave subie par le Liban qui en a connues de dures depuis sept ans, les chrétiens n'en sont nullement certains. Dans leur zone, on vit en comptant les coups au lieu de les recevoir, mais on y vit au ralenti et dans un sentiment d'*incertitude diffuse* du lendemain.

LUCIEN GEORGE.

LES FRANÇAIS POURRONT ÊTRE ÉVACUÉS PAR MER

L'ambassade de France à Beyrouth a annoncé dimanche 13 juin que les Français qui *le désirent pourront quitter* le Liban à partir de lundi, par mer : « Le paquebot « Azur », envoyé par le gouvernement français, sera attendu en rade de Jounieh, dans la matinée du 14 juin. Il est envisagé d'y accueillir les ressortissants français et leurs *dépendants* qui désireraient quitter le Liban pour rejoindre Chypre, où cer*taines facilités aériennes* vers la France seront disponibles. » (« Le Monde » des 13-14 juin.)

Un porte-parole des Nations unies a indiqué d'autre part que les Américains avaient demandé aux Israéliens l'autorisation de faire venir des unités de la VI[e] flotte afin d'évacuer *les Américains et tous ceux qui* veulent fuir le Liban. Israël aurait répondu aux Américains *qu'il leur donnerait satisfaction* à condition que la VI[e] flotte n'évacue que des Américains. — (A.F.P., A.P.).



L'INVASION DU LIBAN PAR ISRAËL

Les forces de Jérusalem entendent « encercler et détruire complètement le centre nerveux des terroristes à Beyrouth »

Quelques heures à peine après son entrée en vigueur samedi soir 12 juin, le second cessez-le-feu instauré au Liban, cette fois avec l'O.L.P., a été rompu avec la reprise des tirs d'artillerie et des raids israéliens contre les positions palestiniennes aux abords de Beyrouth.

Profitant de l'absence des forces palestino-progressistes dans la montagne du Chouf, les Israéliens ont foncé sur les localités de Kfar-Chima et Choueifate au sud-est de Hadath (banlieue sud-est de Beyrouth). Ces deux villages dominent les pistes de l'aéroport de la capitale, dont ils sont éloignés de moins de 5 kilomètres en droite ligne. Parachevant l'encerclement de Beyrouth, les forces israéliennes ont pénétré dimanche soir dans la localité de Baabda, au sud-est de la ville, avant d'investir le bâtiment abritant le poste de gendarmerie, à environ 200 mètres du palais de la présidence de la République libanaise *où se trouve le président* Sarkis.

D'autre part, une colonne blindée israélienne est parvenue, tard dimanche soir, dans la banlieue résidentielle de Hadeth, près de *Sinn-el-Fil, où sont postées les* milices chrétiennes de M. Bechir Gemayel. Les Israéliens ont traversé sans combat la zone tenue par l'armée libanaise. Dimanche soir, le ministre israélien de la *défense*, M. Ariel Sharon, a visité Baabda et s'est entretenu avec ses habitants, avant d'inspecter le dispositif militaire israélien autour de Beyrouth.

Lundi matin, le chef d'état-major israélien, le général Raphaël Eytan, a déclaré que « le *« gouvernement d'Israël n'a pas donné l'ordre de prendre Beyrouth, mais d'encercler et de détruire complètement le centre nerveux des terroristes* ». Dans un ordre du jour aux armées, le général Eytan affirme qu'« *au huitième jour des combats, la mission confiée à l'armée a été accomplie* ». « *L'infrastructure militaire palestinienne à Beyrouth est complètement encerclée. Il n'existe plus de résistance organisée dans les autres secteurs du Liban et nous détruirons bientôt le centre du « terrorisme international » qui se trouvait à Beyrouth* », a-t-il dit dans une interview accordée à la radio israélienne. Selon le chef d'état-major, « *l'encerclement des Palestiniens a été rendu possible par la défaite imposée aux forces syriennes avant le cessez-le-feu, vendredi matin. Depuis, les Palestiniens sont totalement isolés et coupés de leurs appuis internationaux. Leurs chefs ont pris la fuite et il sera enfin possible à un gouvernement libanais, libre et débarrassé de toute contrainte, de reprendre en main la direction du pays* ».

Le cessez-le-feu conclu samedi soir entre Israël et les Palestiniens avait été rompu dans la soirée de samedi à dimanche. Jérusalem ayant annoncé que les Palestiniens avaient repris leurs attaques contre les positions israéliennes. L'O.L.P. avait proclamé, *samedi soir*, qu'elle acceptait le cessez-le-feu au Liban « *sur la base de son adhésion antérieure aux résolutions 508 et 509 du Conseil de sécurité* ». Israël avait annoncé un peu plus tôt qu'il cesserait ses bombardements sur les positions palestiniennes autour de Beyrouth, à partir de 21 heures, et avait appelé les combattants palestiniens à arrêter les combats.

L'aviation israélienne a intensifié ses raids sur Beyrouth dès dimanche après-midi au cœur même de la capitale libanaise. Une bombe est notamment tombée dans une rue extrêmement fréquentée, la Corniche de Mazraa, faisant plusieurs dizaines de victimes.

Washington voit dans les combats l'occasion d'une « solution à chaud » de la crise libanaise

De notre correspondant

Washington. — Les forces israéliennes doivent-elles évacuer immédiatement le Liban ? Interrogé avec insistance, dimanche 13 juin, à la télévision, le général Haig a répondu : « *Il doit y avoir un retrait de toutes les forces étrangères.* » On ignore si le secrétaire d'Etat incluait l'O.L.P. dans cette catégorie. Il faisait, en tout cas, clairement allusion aux troupes syriennes « *qui occupent le Liban depuis trop longtemps* ».

Pour Washington, le retrait israélien ne peut intervenir sans contrepartie. « *Personne ne souhaiterait revenir au statu quo ante au Liban, avec toutes les instabilités connues depuis 1976* », a précisé M. Haig. On estime ici que les combats de la semaine dernière ont ouvert « *de nouvelles perspectives* » et devraient favoriser « *une solution à long terme de la crise libanaise* ».

Peut-être même, disent les plus optimistes, un début de solution au problème palestinien. N'est-ce pas « à chaud » que se débloquent les conflits très complexes, comme l'enseignait jadis M. Kissinger ?

L'ambivalence de Washington à l'égard des initiatives israéliennes n'a jamais été aussi nette. Si l'on comprend l'Etat hébreu, si l'on admire son audace en y voyant des avantages, on constate aussi avec inquiétude que l'opération « Paix en Galilée » porte atteinte aux intérêts américains dans le monde arabe et menace le processus de paix de Camp David. Deux sons de cloche très différents sont entendus depuis une semaine, au Congrès comme dans la presse.

Les dirigeants américains n'ont été qu'à moitié surpris par l'invasion du Sud-Liban. Lors de sa visite à Washington, le mois dernier, M. Ariel Sharon, le ministre israélien de la défense, les avait clairement avertis que son gouvernement ne tolérerait pas « *l'assassinat d'un juif de plus* ». Mais le moment choisi pour lancer une telle opération a beaucoup gêné *M. Reagan qui se trouvait en* Europe.

Le président voulait faire de son voyage une croisade pour la paix et une dénonciation de l'Union soviétique. Les combats du Liban ont entravé ces deux objectifs, tout en risquant de creuser un nouveau fossé entre Washington et ses alliés européens. Israël a démontré, une fois de plus, que les intérêts américains n'étaient pas son souci principal, et que personne ne pouvait stopper une de ses initiatives.

Quant aux Etats-Unis, ils donnent une nouvelle fois l'impression de réagir aux événements plutôt que de les conduire. Maigre consolation : l'U.R.S.S. s'est trouvée dans le même cas. Les deux grands ont été condamnés à échanger des messages pour s'inciter mutuellement à la prudence. On a appris, dimanche, que M. Brejnev avait adressé, la veille, une nouvelle lettre à M. Reagan pour le mettre en garde contre *la « extension de la violence »* au Proche-Orient.

Les Etats-Unis avaient pris des sanctions contre Israël en juin 1981, après la destruction de la centrale nucléaire irakienne de Tamuz, et en décembre suivant, après l'annexion du Golan. Cette fois, malgré leur embarras, ils ont choisi l'initiative diplomatique et les déclarations ambiguës. On peut y voir trois raisons :

1) Washington cherchait depuis plusieurs semaines à regagner la confiance d'Israël, ne serait-ce que our ouvoir lui imoser, le moment venu, un véritable lan de aix. C'est ainsi que divers rêts à l'Etat hébreu venaient d'être transformés en dons, que la vente de soixante-quinze bombardiers F-16 avait été autorisée et qu'on envisageait le rétablissement rochain du « consensus stratégique » entre les deux ays ;

2) L'offensive israélienne ourrait démanteler l'O.L.P., toujours considéré ici comme une « organisation terroriste ». Elee ourrait également affaiblir la Syrie et, à travers elle, l'influence de l'Iran et de l'U.R.S.S. dans la région. La tournure rise ar les combats montrait ar ailleurs que les Soviétiques étaient incaables de bien défendre leurs amis : olitiquement, mais aussi militairement uisque les Migs ne faisaient as le oids face aux F-15 et aux F-16 de fabrication américaine ;

3) L'invasion est aarue à certains comme un moyen — douloureux sans doute, mais efficace — de restaurer l'Etat libanais. Les Israéliens se chargeaient, en somme, d'une besogne ingrate que ersonne ne ouvait ou ne voulait faire.

Les Etats-Unis étaient l'artisan du récédent cessez-le-feu. Ils sont rêts à jouer un rôle actif dans la recherche d'une solution lus ambitieuse. Enverraient-ils des soldats à la frontière libano-syrienne, dans le cadre d'une force de aix multinationale ? Le général Haig a refusé, dimanche, de réondre à cette question « *encore hypothétique* ».

ROBERT SOLÉ.

UN APPEL D'ORGANISATIONS JUIVES PROGRESSISTES POUR UNE MANIFESTATION CONTRE L'INVASION.

Nous avons reçu le communiqué suivant : « *Pace que nous sommes bouleversés par les massacres du Liban, par les vies libanaises, palestiniennes et israéliennes sacrifiées à des rêves absurdes de grandeur et de puissance, parce que nous sommes attachés à l'avenir de l'Etat d'Israël et de son peuple autant qu'aux droits des Palestiniens, nous voulons marquer par un geste concret de paix notre refus d'accompagner le gouvernement israélien dans une politique de mort et de conquête que rien ne peut aujourd'hui justifier (...).*

» *Nous appelons tous les juifs qui ne peuvent admettre ce qui se passe aujourd'hui au Liban à manifester silencieusement et dignement devant l'ambassade d'Israël, le mardi 15 juin, à 18 h. 30.* »

Le texte est signé notamment par : M. Pierre Vidal-Naquet, les professeurs Laurent Schwartz, Vladimir Yankelevitch, Minkowski, Mᵉ Rappaport, l'Association des juifs de gauche, le Cercle Gaston-Crémieux, Identité et dialogue, Renaissance de la presse progressiste juive, *Combat* pour la diaspora, etc.

Les Libanais du Sud entre le soulagement et la rage

De notre envoyée spéciale

Nabatieh. — « *Israël nous a libérés, maintenant nous sommes libres !...* » « *Israël sème la mort et le deuil...* » Entre ces deux réactions, venant d'un prêtre maronite et d'une étudiante réfugiée de Saïda, beaucoup de Libanais du Sud oscillent entre l'espoir d'une possible renaissance d'un Liban indépendant, et la crainte ou la rage de voir une nouvelle armée d'occupation s'installer au prix de destructions incalculables dans leur pays. Une armée qui a largement montré sa puissance et qui fait peur à beaucoup.

A Nabatieh, un jeune capitaine israélien, qui en est à sa troisième guerre, nous raconte : « *Quand nous sommes arrivés, c'était effrayant. Les gens avaient tellement peur qu'ils n'ont pas hésité à nous offrir leurs femmes. Pourtant, nous ne sommes pas des bêtes.* » Si les plus âgés voient dans la présence israélienne, qu'ils veulent croire temporaire, la fin de plusieurs années d'affrontements sanglants, les jeunes, chrétiens ou musulmans, la ressentent comme une nouvelle humiliation, *d'autant plus difficile à supporter* qu'ils ont conscience de leur impuissance.

Pour les réfugiés des villes de la côte qui ont vécu l'enfer des bombardements de Tyr ou de Saïda, Israël est synonyme de mort. « *Pendant trois jours, ils ont bombardé sans interruption, par air, terre, mer*, nous dit un jeune médecin français qui habitait Saïda. *Le centre de la ville est complètement détruit. Comme il n'y avait pas d'abris, les gens se tenaient au rez-de-chaussée de leurs maisons ou, les plus chanceux, dans des caves. On manquait de tout et, à la première accalmie, les familles se sont jetées sur les routes pour fuir dans toutes les directions.* » L'angoisse, mais aussi la haine se lisent sur le visage de cette jeune fille qui a tout perdu et qui se contente aujourd'hui de souligner « *l'héroïsme des combattants palestiniens* ».

A Nabatieh, ville à majorité chiite, et qui abritait un grand nombre de fedayin, la présence de l'armée israélienne est particulièrement pesante. A chaque carrefour important des automitrailleuses ont pris position et, aux entrées de la ville, des barrages ont été dressés. Les soldats fouillent minutieusement les voitures et leurs occupants.

Ville de plus de cinquante mille habitants, Nabatieh n'en compte plus aujourd'hui que cinq à dix *mille, qui vivent au milieu d'im*meubles à moitié détruits, de maisons calcinées ou criblées d'impacts et auxquelles pendent encore des enseignes en arabe et en français. Sur ce qu'il reste d'un immeuble de trois étages, dévasté et noirci, est accrochée une plaque de carton : « Docteur Sabah, maladies des enfants et gynécologie ».

Bon nombre de ruines remontent à la guerre civile de 1976 puis à l'invasion israélienne de 1978, et n'avaient jamais été réparées. Pendant toutes ces années, les habitants de Nabatieh ont vécu au rythme des affrontements qui ces dernières semaines encore opposaient la milice chiite Amal aux Palestiniens. Les combats de ces derniers jours, qui se sont surtout déroulés autour de la ville, n'ont fait qu'ajouter aux plaies existantes. Le long de la route poussiéreuse et défoncée par le passage des tanks, des commerçants ont ouvert leurs échopes et, symbole de l'occupation, tout est payable en chekels.

Sur les murs, à côté du portrait géant de l'imam Khomeiny ou de l'ayatollah Kalkhali, de grandes affiches blanches reproduisent par centaines le visage de neuf jeunes gens « *martyrs de la foi* ». Ceux-là sont tombés dans les combats contre les Palestiniens. Devant ce qui fut un de leurs quartiers généraux, dans la rue principale de la ville, des affiches de propagande en faveur d'un engagement dans l'Armée de libération de la Palestine n'ont pas encore été arrachées.

Les prisonniers palestiniens

A une centaine de mètres de là, derrière les grilles d'entrée de ce qui était un hôpital, une dizaine de jeunes gens présentés comme de « *dangereux terroristes* », venus se rendre avec des grenades et des pistolets mitrailleurs à la suite d'un appel diffusé dans la ville par haut-parleurs, promettant la vie sauve à tous les sympathisants de l'O.L.P. qui restitueraient leurs armes, attendent d'être interrogés. On ne nous permet pas, pour autant, de vor l'arsenal ainsi récupéré. Ces hommes qui, fait surprenant, peuvent parler librement aux passants, affirmen être libanais et s'être présentés spontanément aux occupants « *pour ne pas avoir d'ennuis* ». Sur le sort des prisonniers palestiniens dont le nombre s'élèverait à plusieurs centaines, l'incertitude demeure. Député du Likoud et membre de la commission de sécurité et des affaires étrangères, M. Joseph Rom affirme catégoriquement : « *Ces hommes ne relèvent pas de la convention de Genève. Ce sont des terroristes, ils ne sont pas membres d'une armée régulière. En attendant, nous les traitons humainement, mais il faudra ensuite savoir selon quelle loi les juger.* »

Le nombre de ces prisonniers augmente chaque jour et même les régions de la frontière ne sont pas totalement « nettoyées », selon le terme consacré. De nombreuses poches de résistance demeure autour de Tyr et de Saïda, et dans cette dernière ville, des francs-tireurs ont ouvert le feu dimanche sur des soldats israéliens. Dans la région du centre-sud, les Israéliens investissent le fief du commandant Haddad qui, samedi 12 juin, a reçu l'allégeance de Douer, gros bourg chrétien à quelques kilomètres de Nabatieh.

Accompagné dans sa tournée des villages par deux vieux tanks de la dernière guerre sur lesquels paradent une dizaine de ses soldats, le commandant prêche la réconciliation, promettant « *une nouvelle ère de prospérité au Liban qui, grâce à Israël, a chassé les Palestiniens communistes* ». Dans cette petite ville chrétienne, le message passe bien, et ici chacun se dit soulagé.

Les drapeaux du Liban libre flottent aux côtés du drapeau irsaélien sur les chars du « major », qui arborent sur leur blindage des images jaunies de la Vierge et du Christ. Entraînée, en plus des conseillers israéliens, par une quinzaine d'instructeurs étrangers qui reconnaissent volontiers le peu de combativité de leurs hommes et leur faible armement, l'armée du commandant Haddad, un millier d'hommes, ne tiendrait pas longtemps sans le soutien israélien.

Israël, en tout cas, semble bien s'installer au Liban. Aux colonnes blindées ont succédé sur les routes du Nord-Est du pays des convois du génie avec d'énormes bulldozers qui, par dizaines, dans la région de Beaufort, entament les collines pour élargir les routes, des centaines de camions qui passent et repassent la frontière avec des munitions, des réserves d'essence, de vivres et même des tables et des chaises.

« *Nous resterons au Liban aussi longtemps qu'une solution politique permettant de respecter la sécurité israélienne n'aura pas été trouvée* », nous dit M. Rom. Les militaires israéliens l'entendent bien ainsi. Ils savent être là non pas pour des semaines mais pour des mois.

FRANÇOISE CHIPAUX.

LES JOURNALISTES ÉTRANGERS PROTESTENT CONTRE LES ENTRAVES IMPOSÉES PAR LES ISRAÉLIENS

Metoulla (Israël, frontière libanaise) (A.F.P.). — Plusieurs dizaines de journalistes et photographes étrangers, bloqués à la frontière libanaise, ont remis samedi une pétition aux autorités militaires israéliennes, qui leur interdisent de se déplacer librement dans les zones libanaises occupées par Israël.

« *Nous considérons*, précisent les signataires, *que les facilités adéquates de travail ne nous sont pas garanties. Nous jugeons totalement insuffisantes les « visites guidées » qu'organise le porte-parole de l'armée israélienne. Nous sommes conscients des risques inhérents à notre travail et n'attendons ni du porte-parole ni de l'armée israélienne qu'ils assument la responsabilité des préjudices pouvant résulter de l'accomplissement de notre tâche professionnelle. Nous demandons de pouvoir couvrir les opérations militaires plus largement et exigeons la liberté d'accès à d'autres zones que celles qui sont à portée de vue de la frontière israélo-libanaise.* »

Les journalistes et photographes, dont certains ont déjà « *couvert* » les guerres israélo-arabes précédentes, se plaignent de n'avoir jamais autant éprouvé de difficultés à suivre l'événement. Outre l'obligation qui leur est faite de former des convois et de voir ce qu'on veut bien leur faire voir, ils déplorent l'ordre du général commandant la région militaire nord d'Israël, en date du 11 juin, menaçant de « *poursuites* » ceux qui entreraient au *Liban sans autorisation.*

La visite du ministre des affaires étrangères israélien à Paris

La Ligue arabe « s'étonne » que M. Shamir soit reçu tandis que Beyrouth brûle

M. Itzhak Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, était attendu à Paris dans l'après-midi de ce lundi 14 juin pour une « visite officielle », selon l'ambassade d'Israël, alors que pour le Quai d'Orsay il s'agit d'une simple « visite de travail ». M. Shamir doit rencontrer mardi M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, qui sera suivi d'une séance de travail. Il tiendra de l'intérieur, avant un déjeuner avec M. Claude Cheysson, qui sera suivi d'une séance de travail. Il tiendra ensuite une conférence de presse, puis participera à un dîner offert en son honneur par M. Alain Poher, président du Sénat. Le lendemain, il sera l'hôte à déjeuner de la presse diplomatique.

Bien que le président Mitterrand ait déclaré, dans sa conférence de presse du 9 juin, que la réunion mixte culturelle, qui devait se réunir à Tel-Aviv ce lundi, n'était pas opportune mais que « *toute explication est bonne* » et que M. Shamir entendra à Paris un « *langage clair et honnête* », cette visite est sévèrement jugée par les Etats arabes. Soulignant qu'il s'agissait d'une « *déclaration de la Ligue arabe* », M. M'Hamed Yazid, directeur du bureau de cette organisation à Paris, a déclaré dimanche : « *La Ligue et les Arabes s'étonnent de l'annonce d'une visite officielle qui intervient alors que le Liban et Beyrouth brûlent encore et que se poursuit le décompte des milliers de morts victimes de l'agression israélienne.* »

Pour sa part, M. Shamir avait déclaré samedi à la télévision israélienne qu'il considérait sa mission à Paris comme « *très importante* ». Il avait également indiqué que son gouvernement estimait que la France devrait jouer, dans la recherche d'un règlement au Liban, un rôle venant immédiatement après celui des Etats-Unis. Dans les *milieux* officiels israéliens on évoquait, ces derniers jours, la possibilité d'une contribution militaire française dans la constitution d'une force multinationale à forte participation américaine, qui prendrait la place des troupes israéliennes après leur retrait du Liban.

M. Mitterrand ayant parlé de l'« *agression israélienne* » et de l'occupation du Liban par trois armées (israélienne, syrienne et palestinienne), M. Shamir a déclaré dans une interview à l'A.F.P. : « *Je regrette beaucoup les différences de vues entre la France et nous. Nous considérons toujours la France comme un peuple ami. Mais la vérité est que nous n'avons jamais occupé le Liban et nous ne pensons pas maintenant occuper la terre libanaise... Ce que nous voulons, c'est avoir pour voisin un Liban libre, indépendant, dont la terre ne sera pas occupée par des forces étrangères.* »

M. Shamir a également indiqué que « *l'opération militaire est maintenant achevée* » et il a exprimé la conviction que « *l'affaiblissement important des organisations palestiniennes apportera des chances de solutions au conflit israélo-arabe* ».

Enfin, le président Mitterrand ayant indiqué dans sa conférence de presse qu'il voyait dans la Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 le centre d'un futur Etat palestinien, M. Shamir a précisé : « *Nous avons maintes fois expliqué à nos amis Français que nous n'accepterons jamais un Etat arabe palestinien dans une partie de notre pays.* »

LE REPRÉSENTANT DE L'O.L.P. A PARIS : les Israéliens n'ont pas atteint leur but.

M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P., interrogé sur Antenne 2, a déclaré dimanche soir : « *Nos forces se sont repliées quand l'énorme machine de guerre israélienne a avancé et l'état-major ainsi que les combattants palestiniens sont en grande partie restés intacts. Les Israéliens n'ont donc pas atteint leur objectif qui était d'écraser la résistance palestinienne.* »

« *Nous faisons une guerre de guérilla contre une énorme armée*, a-t-il ajouté, *et les Israéliens n'ont rien compris à la guerre de guérilla. Ils se sont rendu compte au deuxième jour qu'ils ne pouvaient pas atteindre l'état-major palestinien, mais, de ce fait, ils ont détruit les villes de Saïda, Tyr, Nabatiyeh, Damour et une partie de Beyrouth.* »

Le représentant de l'O.L.P. a qualifié de « *massacre* » et de « *génocide* » les combats qui se déroulent au Liban et lance un appel à la conscience de ceux qui ont vu « *les images horribles de cette destruction* ».

UN DIRIGEANT DE LA GAUCHE LIBANAISE LANCE UN APPEL A LA FRANCE

M. Karim Mroue, membre de la direction du Mouvement national libanais (front des partis démocratiques et progressistes) est arrivé le dimanche 13 juin à Paris, venant de Beyrouth. A sa descente d'avion, M. Mroue a « *proclamé solennellement* » que son mouvement « *ne déposerait pas les armes face à l'agression continue des envahisseurs* ».

« *Les Israéliens*, a-t-il dit, *massacrent sauvagement la population civile (...). En étroite collaboration avec les forces de l'O.L.P. et des milices de l'organisation Amal, nous poursuivons une résistance acharnée aux assauts de l'armée israélienne là où ils se produisent. (...)*

» *Le monde civilisé ne peut pas laisser les peuples libanais et palestinien succomber à la barbarie* », a-t-il ajouté en lançant « *un appel pressant à l'opinion démocratique, à tous les gouvernements quels qu'ils soient d'intervenir sans tarder pour arrêter ce génocide.* » M. Mroue a conclu : « *J'en appelle tout particulièrement à la France, qui a les moyens politiques, diplomatiques et économiques pour exercer les pressions indispensables sur les dirigeants israéliens.* »

A travers le monde

Italie

- DISPARITION D'UN GRAND BANQUIER. — M. Roberto Calvi, président de la banque Ambrosiano, a disparu de son domicile romain dans la nuit du 9 au 10 juin. Inculpé dans l'affaire de la loge P. 2, condamné à quatre ans de prison pour fraude fiscale, puis libéré, M. Calvi règne sur un empire financier important. Il a été mêlé à nombre d'intrigues politiques et financières, notamment le rachat du groupe d'éditions Rizzoli, à qui appartient le *Corriere della Sera*. — (*Corresp.*)

Mozambique

- L'AMBASSADEUR DU MOZAMBIQUE A LISBONNE, M. Joao Ataide, dont on estimait, à la suite d'une absence de huit jours, qu'il pouvait avoir fait défection et « *être passé à l'Ouest* », a regagné vendredi 11 juin son poste dans la capitale portugaise. M. Ataide a expliqué qu'il avait en réalité effectué un simple déplacement professionnel à Paris et à Bruxelles, et a accusé l'Afrique du Sud d'être à l'origine des rumeurs concernant sa défection. — (*U.P.I.*).

Somalie

- SEPT RESPONSABLES POLITIQUES SOMALIENS, dont le troisième vice-président de la République, le général *Ismail Ali Abubakr, ont été* arrêtés la semaine dernière à Mogadiscio, a annoncé samedi 12 juin le bureau politique du parti socialiste révolutionnaire de Somalie (P.S.R.S.).

Les autorités de Mogadiscio affirment que ces personnes, « *arrêtées après une longue enquête* », travaillaient « *à saper l'existence même de la nation, en collusion avec un pays ennemi* ». Ce pays n'est pas mentionné, mais il s'agit vraisemblablement de l'Ethiopie, avec laquelle la Somalie est en état de guerre larvée depuis le conflit de 1978-1979. — (*A.F.P.*)

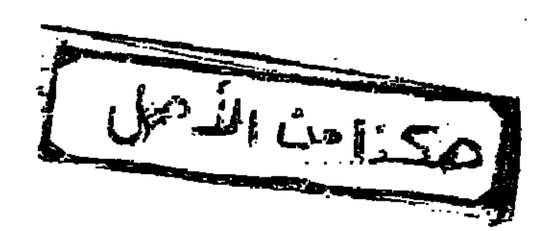
Soudan

- EXPULSION DES DIPLOMATES IRANIENS. — Le gouvernement soudanais a prié samedi 12 juin l'ensemble du personnel de l'ambassade iranienne à Khartoum de quitter le pays dans les quatre jours en raison d'« *activités hostiles au Soudan* ».

SCIENCES-PO
STAGE D'ÉTÉ
Examen d'entrée en A.P.
Corps enseignant diplômé I.E.P.
CENTRE EPSILON
9, rue Yvon-Villarceau
75116 PARIS
Tél. : 500-07-77
Préparation annuelle octobre-juin

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953
Préparations complètes au diplôme d'état de
L'EXPERTISE COMPTABLE
C.P.E.C.F.
Certificat Préparatoire aux Études Comptables et Financières
D.E.C.S.
trois certificats (Novembre à juin)
CENTRE TOLBIAC
83, av. d'Italie - 75013 PARIS
Tél. : 583.59.35

NEUILLY ET SC.PO QUARTIER LATIN
classe préparatoire
CEPES 57, rue Ch.-Laffitte, 92 Neuilly. 722.94.94/745.09.19
enseignement supérieur privé



LA DIASPORA PALESTINIENNE DU GOLFE

Hafez Tahboub, procureur général de l'Emirat de Chardjah, parle couramment l'hébreu. Il est palestinien et a quitté *« volontairement »* Jérusalem il y a tout juste dix ans. *« L'air était devenu irrespirable »*, dit-il. Bien qu'il ne se soit livré à aucune action subversive, ses prises de position contre le régime d'occupation, en tant que membre de l'association des juristes, exaspéraient les autorités israéliennes. Un terrain lui appartenant a été confisqué pour des *« raisons de sécurité »*. Il a été arrêté à deux reprises. Le « chin beth » (l'équivalent de la D.S.T.) le convoquait une fois par semaine, en moyenne, mais le plus souvent le faisait « poireauter » pendant des heures sans l'interroger. On a tenté de faire de lui un « mouchard ». Il reçut un jour une étrange invitation : un officier du « chin beth », bien connu des Palestiniens, le convia instamment à prendre le thé en sa compagnie, un jour de grande affluence, au King David, le plus grand hôtel de Jérusalem. L'objectif était double : compromettre M. Tahboud aux yeux de ses compatriotes et, par la même occasion, lui adresser un *« dernier avertissement »*. S'il ne cessait pas toute *« agitation »*, il serait expulsé. *« J'ai préféré partir de mon propre chef*, explique le procureur général de Chardjah, *car mon expulsion aurait signifié que je n'aurais jamais pu remettre les pieds dans ma patrie. »*

Ali El Yassir, lui, n'a plus revu son pays natal depuis que ses parents ont fui Jaffa, en 1948 — tandis que l'artillerie de la Haganah, l'armée juive d'avant l'indépendance, pilonnait le port — pour se loger dans un sordide camp de réfugiés à Beyrouth. *« Palestinien errant »* dès l'âge de vingt ans, comme il aime se qualifier, Ali réside successivement aux Etats-Unis — grâce à une bourse d'études, — au Liban, en Jordanie, en Arabie Saoudite, avant de s'installer en 1973 à Abou-Dhabi. Là, cet ingénieur électricien, diplômé des universités de Philadelphie et de Princeton, se mue en entrepreneur et ne tarde pas à faire fortune. A cinquante-quatre ans, il envisage de prendre sa retraite... sur un yacht, *« qui ne finirait pas de naviguer en Méditerranée, aussi proche que possible des côtes palestiniennes »*.

Ahmed Kazem et Mohamed Tawil ont quitté dans les années 50, avant l'occupation israélienne de la Cisjordanie, pour échapper au chômage. La guerre de 1967 ayant éclaté alors que le premier travaillait à Gaza (sous occupation égyptienne) et le second à Damas, ils sont parmi les 225 000 Palestiniens de Cisjordanie que les autorités israéliennes empêchent de rentrer *« en Judée et en Samarie »*. Aujourd'hui, ils sont tous les deux enseignants, l'un à Qatar, l'autre au Koweït.

Une transplantation harmonieuse

Par le nombre, par leur composition *sociale et leur qualité*, les communautés palestiniennes disséminées le long des côtes arabes du Golfe ont quelque chose d'unique au sein de la diaspora. En Arabie Saoudite, au Koweït, à Qatar, dans l'Etat des Emirats arabes unis (E.E.A.U.) ou à Bahrein, on ne trouvera que peu ou pas *d'ouvriers, et presque aucun* de ces indigents qui peuplent les camps de réfugiés du Liban, de Syrie ou de Jordanie. Les pays limitrophes d'Israël ont donné asile à tous les Palestiniens, sans distinction, qui fuyaient les horreurs de la guerre ou l'occupation. Les Etats du *Golfe ont, eux, accueilli non des réfugiés* mais des *immigrants* — la distinction est significative — qui ont choisi cette région pour améliorer leur sort.

La transplantation s'est accomplie *harmonieusement* dans la mesure où la demande correspondait à l'offre. Au début des années 50, tandis que la production pétrolière prenait son élan, les cheikhs du Golfe cherchaient des cadres, techniques et administratifs, capables d'édifier les structures économiques, sociales et étatiques de leurs émirats, au seuil de leur indépendance. Malgré les permis de résidence et les hauts salaires qu'ils proposaient généreusement, les candidats à l'immigration dans les divers États arabes étaient à l'époque peu nombreux. Seuls les Palestiniens, souffrant de conditions économiques difficiles surtout sur la rive occidentale de la Jordanie, mais aussi au Liban et en Syrie, *étaient disposés à s'expatrier*. Ils avaient les qualités requises : ils étaient arabes, éduqués, souvent anglophones — précieux atout pour des pays dans la mouvance britannique — et peu exigeants.

La première vague d'émigration, composée en majeure partie d'hommes seuls, qui laissaient leurs familles en Cisjordanie, à Gaza, au Liban ou en Syrie, commence deux ou trois ans après la guerre de 1948. La seconde, la plus importante, déferle après le conflit de 1967. Elle entraîne, avec des réfugiés de fraîche date, les familles de ceux qui avaient pris un emploi provisoire dans le Golfe pour constituer un pécule avant de rentrer au pays, en Cisjordanie ou à Gaza. La guerre civile au Liban, enfin, suscite, à partir de 1975, un troisième flot d'émigrants disposant des atouts, intellectuels ou matériels, qui leur permettaient de refaire leur vie pour la deuxième ou la troisième fois. Ceux qui en avaient les moyens prenaient l'avion pour Abou-Dhabi, Dubai, l'Arabie Saoudite ou Qatar, rarement pour Oman et Bahrein, États méfiants dès le début à l'égard des Palestiniens. Les plus modestes se dirigeaient, par voie de terre, vers le Koweït, où ils étaient mieux accueillis qu'ailleurs en raison notamment de l'ouverture d'esprit de la famille princière.

Médecins, ingénieurs, hommes d'affaires...

Ainsi la communauté palestinienne au Koweït a doublé à trois reprises en 1965, en 1970 et en 1980, passant de 37 000 âmes en 1961 à près de 300 000 l'année dernière, vraisemblablement à 350 000 si l'on tient compte des émigrants illégaux. Au total, les États arabes du Golfe abritent aujourd'hui plus de 600 000 Palestiniens, davantage que le Liban et la Syrie réunis, représentant un membre sur quatre de la diaspora. (Voir l'encadré ci-contre).

Leur poids dépasse, cependant, et de loin, leur importance numérique si on devait les jauger selon la place qu'ils occupent dans ces jeunes pays pétroliers, où les élites sont encore embryonnaires. Les Palestiniens commencent par peupler les administrations de l'État. Jusqu'en 1975 — on ne dispose pas, depuis, de statistiques précises, — un sur deux était fonctionnaire dans les Émirats

I. — « Ils sont partout... »

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

arabes unis et au Koweït : *dans cette* dernière principauté, à l'heure actuelle, un sur quatre employés du secteur public, un enseignant sur trois est palestinien, estime-t-on.

Présents dans une forte proportion dans les écoles et les universités de la région, ils sont souvent prépondérants dans la magistrature, en particulier dans les Émirats arabes, où ils seraient majoritaires chez les *substituts de parquet* et les juges ; ils sont encore nombreux parmi les journalistes de la presse écrite et de l'audiovisuel, parmi les médecins, les ingénieurs, les architectes, les cadres *supérieurs des compagnies pétrolières* et des entreprises privées. Selon une étude effectuée en 1975, un sur quatre des Palestiniens engagés dans la vie active au Koweït exerce une profession libérale ou scientifique de haut niveau (1).

La grande bourgeoisie est bien mieux représentée ici que dans les autres pays arabes, où la modestie des ressources, la relative austérité des régimes « *socialistes* », ou les deux à la fois, constituent des obstacles à l'épanouissement du capital *privé. Y a-t-il dans le Golfe cent* ou trois cents millionnaires palestiniens (en dollars) ? Les estimations varient du simple au triple. Mais il n'est pas douteux que la plupart des sociétés d'électronique leur appartiennent, qu'il y a parmi eux des commerçants, des entrepreneurs, des banquiers, des brasseurs d'affaires de calibre international.

« Ils sont partout... comme les juifs », disent d'eux les autochtones *et* les autres arabes expatriés, sans que l'on puisse discerner, de prime abord, s'il s'agit ou non d'une remarque malveillante. Les admirateurs pratiquent inconsciemment un « racisme » *à rebours en généralisant* les qualités que l'on prête aux Palestiniens : ceux-ci seraient intelligents, débrouillards, efficaces et doués d'un esprit d'entreprise hors du commun. *Des préjugés défavorables* amènent d'autres à les dépeindre comme étant repliés sur eux-mêmes, *cupides, intrigants, orgueilleux*, insolents, et — pour les traditionalistes — enclins à la corruption et aux turpitudes occidentales (2).

La « religion de l'éducation »

Ni démons, ni anges, les Palestiniens de la diaspora ont, à vrai dire, acquis les caractéristiques d'une minorité qui vit dans l'insécurité, réelle ou ressentie. Se rendre indispensable est une manière de se défendre, *nous* disait un journaliste à Chardjah, M. Ghassan Thaboub, avant d'ajouter : *« Apatrides, nous nous accrochons au pays d'accueil comme à une bouée, en donnant le meilleur de nous-mêmes. »*

« L'éducation chez nous est une religion, une obsession », répète-t-on au journaliste qui s'étonne du taux d'alphabétisation, le plus élevé du monde arabe. *Une autre* « obsession » se manifeste dans le domaine de la solidarité. Adnan Derbas, par exemple, dont la famille indigente vivait au camp de réfugiés de Borj-Al-Barajneh, à Beyrouth, a fait tous les métiers dès son adolescence pour payer des études à ses sept frères et sœurs. *Devenu, lui-même, ingénieur* civil, il est à la tête aujourd'hui de l'une des plus grandes entreprises de travaux publics d'Abou-Dhabi.

Abdel Mohsen Kattan, richissime banquier à Koweït, finance la *construction* de deux centres culturels aux universités de Bir-Zeit et de Najah (Naplouse), en Cisjordanie, et offre une bourse d'études à tout Palestinien *« dont le niveau le rendrait admissible dans les universités les plus prestigieuses du monde »*. Une soixantaine de jeunes *gens qui répondent* au critère ainsi défini poursuivent actuellement, à ses frais, des études supérieures aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie, en Yougoslavie, en Inde, et, bien entendu, dans divers pays arabes. *« Mon père*, explique M. Kattan, *ne m'a rien légué d'autre qu'un diplôme universitaire, que j'ai obtenu grâce à son aide ; le bien le plus précieux, me disait-il à la veille de sa mort, puisque je pourrais l'emporter là où les vicissitudes de l'exil me conduiraient. »*

Au début de l'« exil », en 1948, les Palestiniens comptaient 300 à 400 diplômés universitaires. Leur nombre, estimé aujourd'hui à plus de 130 000, est proportionnellement supérieur à celui d'Israël *ou de la* Grande-Bretagne, quatre à cinq fois plus élevé encore que le taux moyen du monde arabe, pris dans son ensemble.

Admirés ou jalousés, les Palestiniens de la diaspora dérangent ou inquiètent les Arabes, à divers titres. *Dans le Golfe*, comme ailleurs, certains gouvernements tentent de restreindre leur présence et leur influence. *En attendant qu'ils « rentrent chez eux »*.

Prochain article :

« ILS SONT INASSIMILABLES

(1) Philippe Fargues, *Étude démographique des migrations de travail vers les pays arabes du Golfe*, CERMOC, Beyrouth, 1980, p. 104.

(2) *Un Palestinien*, M. Awny Farsakh, s'est employé, dans une série d'articles publiés récemment dans un journal de Dubai, à répondre, point par point, à ces propos diffamatoires, ce qui laisse supposer qu'ils sont répandus.

Un peuple de 4,5 millions d'âmes

Selon le *Palestinian Statistical Abstract* de 1981, publié à Damas par le bureau central des statistiques de l'O.L.P., le peuple palestinien comptait à la fin de l'année dernière environ 4,5 millions de personnes réparties comme *suit* :

Israël	550 800
Cisjordanie	833 000
Bande de Gaza	451 000 (1)
Jordanie (Transjordanie)	1 148 334
Syrie	222 525
Liban	358 207
Koweït	299 710
Irak	20 604
Libye	23 759
Egypte	45 805 (1)
Arabie Saoudite	136 779
Emirats Arabes Unis	36 504 (2)
Qatar	24 233 (3)
Bahreïn	2 000
Oman	50 706
Etats-Unis	104 856
Divers pays	140 116

Le total de 4 449 138 est au-dessous de la réalité, les Palestiniens résidant dans d'autres pays arabes que ceux désignés ci-dessus, et probablement, aussi, dans les pays communistes, n'ayant pas été recensés.

(1) Sans compter la population de la région d'El-Arish, rendue à l'Egypte, le 26 avril dernier.

(2) Selon le représentant de l'O.L.P. à Abou-Dhabi, qui se référait à ses registres, les Emirats comptent, en réalité, quelque 70 000 personnes.

(3) Plus de 30 000, selon le représentant de l'O.L.P. à Doha.

Depuis 38 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce
En Vente Partout 3 F et 36 r. Malte. 75011 PARIS TEL. (1) 805.30.30



PROCHE-ORIENT

LA MORT DU ROI KHALED D'ARABIE SAOUDITE

L'avènement du roi Fahd ne modifie en rien les grandes orientations du régime

Le roi Khaled, souverain d'Arabie Saoudite depuis 1975, est mort, dimanche 14 juin à Taef, d'une crise cardiaque. Le prince héritier Fahd, son frère, a aussitôt été proclamé roi, et son autre frère, le prince Abdallah, commandant de la garde nationale, a été désigné comme le nouveau prince héritier. L'avènement du nouveau souverain, qui exerçait en fait l'essentiel du pouvoir, ne modifie en rien les grandes orientations du régime.

Conformément au rite wahabite, le roi Khaled a été inhumé, dimanche à Ryad, avant le coucher du soleil et sans aucun faste. Le corps du monarque défunt, drapé dans un linceul de couleur brune, a été acheminé par avion dans la capitale. A l'aéroport, il a été placé dans une ambulance qui a pris le chemin de la grande mosquée de Ryad pour une brève cérémonie de prières qui a été retransmise à la télévision nationale. Le roi Fahd et le prince héritier Abdallah, entourés des chefs d'Etat de Bahrein, Djibouti, Koweït et Qatar et de membres de la famille royale saoudienne, ont pris part à la cérémonie.

Les membres de la famille royale avaient déjà prêté, dès les premiers instants suivant la mort du roi Khaled, serment d'allégeance au nouveau souverain et au prince héritier Abdallah.

Le roi Fahd a affirmé, dimanche soir, qu'il poursuivrait *« le chemin tracé par ses prédécesseurs »*. Le souverain qui conserve son poste de premier ministre a nommé le prince Abdallah, prince héritier et chef de la garde nationale, au poste de premier vice-premier ministre et le prince Sultan Ibn Abdel Aziz, ministre de la défense, à celui de deuxième vice-premier ministre. Tous les membres du gouvernement ont été reconduits dans leurs fonctions.

La mort du roi Khaled, qui souffrait depuis de longues années de troubles cardiaques a causé une vive émotion dans les pays arabes, dont plusieurs ont décrété des périodes de deuil national : trois jours à Oman, sept jours en Irak et en Jordanie, *quatorze* jours en Egypte et en Syrie, quarante jours au Qatar, aux Emirats arabes unis, à Koweït et à Bahrein. Le président irakien Saddam Hussein s'est aussitôt rendu à Ryad pour présenter ses condoléances au nouveau roi Fahd, cependant que le président égyptien Hosni Moubarak, qui, dans un message au nouveau souverain, a qualifié le monarque de *« symbole de la solidarité arabe et islamique »*, a décidé de se rendre lui-même ce lundi à Ryad pour rendre hommage au défunt et rencontrer le nouveau souverain.

● *A Paris*, le président Mitterrand a exprimé, dimanche, sa *« grande émotion »* et a adressé au roi Fahd les *« condoléances de la France »*. M. Charles Hernu, ministre de la défense, a fait part au prince Sultan, son homologue, de sa *« grande tristesse »*, tandis que M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, adressait un message au prince Saoud El Fayçal, le chef de la diplomatie de Ryad.

● *A Washington*, dont Ryad reste l'allié privilégié dans le Golfe, la mort du roi Khaled et l'accession de son frère Fahd au trône ont été accueilli sans inquiétude. Le secrétaire d'Etat, Alexander Haig, a indiqué que les *« Etats-Unis étaient encouragés par le fait que la succession se soit faite sans heurts »*. Le président Reagan s'est déclaré *« profondément attristé »*. — *(A.F.P., Reuter.)*

● *Les condoléances* seront présentées à l'ambassade d'Arabie Saoudite, 5, avenue Hoche, Paris 8e, durant trois jours à partir de ce lundi 14 juin, de 11 heures à 13 heures et de 16 heures à 18 heures. *Un registre sera ouvert* à cette occasion.

Un souverain modeste et habile

Lorsque la famille royale et le Conseil des ulémas décident, le 2 novembre 1964, de déposer le roi Saoud, celui-ci demande que son cinquième frère, Khaled ibn Abdel Aziz, soit choisi comme futur prince héritier, mais ce n'est que le 29 mars 1965 que le nouveau souverain wahabite, Fayçal, fera entériner officiellement par l'Assemblée des princes cette désignation qui en fait son successeur au trône. Dix ans plus tard, presque jour pour jour, l'assassinat du roi Fayçal par son neveu, l'émir Fayçal ibn Messaed, *provoque* l'installation de Khaled comme roi d'Arabie Saoudite.

C'est à Ryad, en 1913, que Khaled voit le jour. Son père, Abdel-Aziz ibn Saoud, émir du Nedjd et imam des Wahabites depuis 1902, date à laquelle il a repris, avec une quarantaine de Bédouins décidés, cette petite citadelle fortifiée aux Turcs, lui fait donner la même éducation *rigoureuse qu'ont déjà reçue* ses deux frères aînés, Saoud et Fayçal. Il subit l'influence de Fayçal, son aîné de sept ans, dont le caractère s'est affirmé depuis qu'il participe, à peine âgé de treize ans, aux opérations militaires menées par *son père. Tandis que Fayçal fait* connaissance avec le monde extérieur en se rendant en Inde, et de là en Europe, Khaled effectue une longue tournée des tribus bédouines, car il a reçu pour mission de son père d'écouter les doléances et de régler les différends. C'est peut-être à l'occasion de cette première expérience que s'est révélé son goût *prononcé pour* la *vie traditionnelle* du désert.

Après avoir participé aux dernières *campagnes militaires* contre les Hachémites dans l'Assir et le Hedjaz, qui aboutissent à la prise de La Mecque et de Djeddah, l'émir Khaled apportera sa contribution, effacée mais aussi courageuse, à l'édification du *royaume*. Son amabilité, son dévouement, et surtout une profonde honnêteté qui le tenait éloigné de l'intrigue, contribueront par la suite à renforcer l'estime et la confiance que lui portaient ses frères — et surtout Fayçal.

En 1939, *une conférence* sur la Palestine, réunie à Londres, donne l'occasion au prince Khaled d'accompagner Fayçal, vice-roi du Hedjaz et ministre des *affaires* étrangères. Il découvre pour la première fois le monde moderne, et ce qu'il *apprend* le *confirme dans ses* intentions *de ne pas s'engager* dans la politique, ce qu'il fera dès son retour en Arabie Saoudite. Jusqu'en 1960, *il va alors* partager la vie des Bédouins, uniquement préoccupé de la mise en valeur de ses terres.

La *mort du roi Abdel-Aziz ibn* Saoud, en 1953, *place* sur le trône le prince héritier, Saoud, son fils. Secrétaire à la présidence du conseil, depuis *le 13 juin 1960*, le prince Khaled a dû se résigner à abandonner sa vie de nomade, que la *sédentarisation progressive* des tribus a rendue bien difficile. Nommé vice-président du conseil dans le gouvernement formé par Fayçal, en 1962, il jouera un rôle non négligeable dans les tentatives faites pour consolider un pouvoir défaillant.

Khaled devient *enfin* le prince héritier en titre, en mars 1965. Il retrouve donc son frère Fayçal, dont il a partagé autrefois certaines aventures tumultueuses et qu'il a ainsi bien appris à connaître. Les multiples activités du roi Fayçal et ses nombreux déplacements à l'étranger laissent beaucoup de champ *libre au prince Khaled. Mais de* sérieux ennuis de santé l'obligent déjà à restreindre ses activités. Le 17 octobre 1967, il est nommé vice-président *du conseil*, le roi lui adjoignant le prince Fahd, son demi-frère, en qualité de second vice-président.

Une première attaque cardiaque, en 1970, qui devra nécessiter une opération à cœur ouvert en janvier 1972, *aux* Etats-Unis, pays qu'il a visité pour la première *fois*, en 1967, inquiète son entourage. Le prince Fahd prend, dès lors, une *importance qui se verra confirmée* au fil des ans.

L'investiture des ulémas

La disparition *brutale* en mars 1975 du roi Fayçal provoque la stupéfaction *dans le monde entier et* aussi l'inquiétude. Poutrant, une heure après le décès tragique du souverain, alors que l'on ne connaît pas encore les véritables mobiles de l'assassin, le prince Khaled *reçoit* l'investiture des ulémas, le consensus des princes royaux et le serment *d'allégeance* des forces armées. L'émir Fahd, devenu véritablement l'homme fort du royaume, est désigné comme prince héritier.

Le premier souci du roi Khaled est d'exprimer clairement que la voie tracée par Fayçal sera poursuivie. Le roi, qui a une juste notion de ses capacités en matière de gouvernement, *instaure un style qui tranche* nettement avec celui de Fayçal, peu enclin à laisser à d'autres les responsabilités de la conduite des affaires de l'Etat. Au prince Fahd, dont il connaît le goût pour les questions diplomatiques et internationales et la capacité pour *les affaires publiques*, il accorde les plus grandes prérogatives. Il se concilie ainsi les bonnes *grâces* du clan des Soudeyri — les sept fils d'Abdel-Aziz ibn Saoud nés de son union avec son épouse favorite Hassa bint Soudeyri — qui tient les postes-clefs, en particulier ceux de la défense et de l'intérieur. Ainsi le pouvoir n'est plus concentré entre les seules mains du roi mais appartient véritablement à toute la famille royale au terme d'un savant dosage.

Le roi Khaled ne se désintéresse pas pour autant de quelques problèmes majeurs dans lesquels se trouve plus ou moins directement impliquée l'Arabie Saoudite. Ainsi les rapports *avec les deux Yémens sont l'objet de* ses préoccupations à un moment où le développement de la rébellion dans la province omanaise du Dhofar puis l'intervention de l'Iran lui font craindre *pour la sécurité* du flanc sud de l'Arabie. La normalisation des *relations avec Sanaa et Aden et* l'assistance apportée au sultanat d'Oman, longtemps tenu à l'écart, qui devaient rendre à cette partie de l'Arabie du Sud sa stabilité sous les auspices de la puissante *Arabie Saoudite*, sont sans conteste à porter au crédit du roi. La question de la Palestine et la crise soulevée par les événements du Liban sont également parmi ses soucis.

Mais c'est encore au milieu de ses fidèles Bédouins, qui représentent *40 % de la population, que le roi* se sent le *plus à l'aise* : il y consacre toujours une bonne partie de son temps malgré les fatigues résultant d'un état de santé qui ne s'améliore pas. La visite du président Valéry Giscard d'Estaing à la fin de janvier 1977, si elle montre le courage physique du roi, laisse apparaître aussi la gravité de son état, *qui nécessite une hospitalisation à Londres*.

La disparition de la scène politique du roi Khaled sera durement ressentie par un peuple ayant appris à apprécier ses façons simples et qui aimait à citer en exemple ses vertus.

PHILIPPE RONDOT.

Le prince Fahd : « L'homme fort » couronné

La presse américaine peut parfois se montrer féroce à l'égard de ceux qui passent *pour être de fidèles amis des* Etats-Unis. Certains journaux outre-atlantiques présentaient Fahd Ibn Abdel Aziz comme un play-boy, un homme aux goûts immodérés pour les plaisirs sensuels et les salles de jeux, un homme qui consacrait peu de temps aux affaires de l'Etat.

C'était sous-estimer son ambi*tion dévorante, la volonté tenace* qui l'a animé trente ans durant pour accéder aux plus hautes charges du royaume wahabite. Les apparences pouvaient être, en effet, trompeuses. Grand, corpulent, se déplaçant avec lenteur, les traits bouffis et le regard lourd, l'émir Fahd donne l'impression d'avoir un tempé*rament lymphatique. Un couche*-tard, il reçoit généralement ses premiers visiteurs en fin de matinée ou en début d'après-midi, sans tenir compte nécessairement de l'heure fixée ou du temps imparti à l'audience. Toujours affable, il contredit rarement son interlocuteur. Particulièrement généreux, disait-on *de lui, aucun représentant* de gouvernement ou de mouvement politique, qui venait solliciter son aide, ne quittait son bureau les mains vides. Même de hautes personnalités étrangères recevaient de somptueux ca*deaux de celui qui se tenait* dans la pénombre des coulisses pour dominer la scène politique.

Doté d'un subtil flair politique, l'émir Fahd a su choisir opportunément son camp. Ministre de l'enseignement public en 1958 — le premier poste *officiel* qu'il occupe — il prend parti dans la querelle qui oppose le roi Saoud à son frère, le prince héritier Feyçal. Devenu premier ministre, ce dernier confie, en 1962, le ministère de l'intérieur à l'émir Fahd, son demi-frère. C'est le début de l'ascension et du pouvoir occulte du futur souverain. Celui-ci assure, d'une main de fer, la sécurité intérieure à un moment où la crise économique et la guerre au Yémen (Ryad soutient l'insurrection des tribus royalistes contre le gouvernement républicain) alimentent toutes les subversions. En 1969, il étouffe dans l'œuf un complot militaire et en *profite pour éliminer les contestataires* tant dans les forces armées qu'ailleurs. Il ne parvient pas, en revanche, à prévenir, en mars 1975, l'assassinat du roi Feyçal.

Il paraissait alors destiné à monter sur le trône en lieu et place de son demi-frère, le prince héritier Khaled, cardiaque, *aimant davantage la chasse que* la politique. Fahd est, en effet, déjà « l'homme fort » du royaume. Son clan, composé des sept frères Soudeyri, dont il est l'aîné, contrôle les principaux rouages de l'Etat. Leur mère, Hassa Bint Soudeyri, femme de caractère et épouse favorite du roi Ibn Saoud « le grand », fondateur *du royaume, est issue d'une* grande famille tribale, dont elle se servait pour favoriser la carrière de ses enfants. Jusqu'à sa mort en 1969, elle réunissait à déjeuner, tous les jours, ses sept fils auxquels elle prodiguait conseils et recommandations.

Malgré les atouts décisifs qu'il détient, l'émir Fahd re*nonce, au lendemain du meurtre* du roi Fayçal, à revendiquer la couronne. Le conseil de famille — projection de la volonté de quelque trois mille princes de sang — confirme, en effet, Khaled comme le *successeur désigné* et *nomme* Fahd *prince héritier*. Dans la pratique, cependant, ce dernier détient la réalité du pouvoir, préside le conseil des ministres, imprime à la politique du royaume sa propre orientation. En outre, ses frères, Sultan et Turki, contrôlent les forces armées régulières, Nayef le ministère de l'intérieur, *tandis que Salmane, Sattam* et Ahmed gouvernent les villes-clés de Ryad et de La Mecque.

On avait cru, un moment, que le pouvoir des frères Soudeyri touchait à sa fin, après la double insurrection, en novembre 1979, des extrémistes musulmans à La Mecque et des chiites dans la province orientale. *Conservant son flegme, l'émir* Fahd agit promptement dans deux directions : il déclenche une répression implacable et multiplie les déclarations apaisantes. Aux chiites, il *promet* un statut égalitaire ; à la population, dans son ensemble, il annonce — pour la nième fois — la désignation d'un conseil *cosultatif, qui ferait fonction de* « parlement ». Le danger passé, le prince héritier consacre son temps à d'autres tâches.

Résister aux visées soviétiques

L'une d'elles consiste à normaliser ou à améliorer les relations avec tous les pays arabes et islamiques, dont il ambitionne de devenir la référence, sinon le guide. Il réussit, en *particulier*, à combler le fossé avec l'Irak baasiste *avant* de forger l'axe Ryad-Bagdad qui *allait* se diriger contre la République *khomeiniste* d'Iran. L'Islam révolutionnaire et le communisme soviétique sont ses deux « bêtes noires ». Il les contre avec subtilité et ténacité. En 1972, *déjà*, il avait aidé l'Egypte de Sadate à se défaire de son *alliance avec* l'U.R.S.S. ; *il encourage* la Somalie, en 1977, à expulser les experts soviétiques ; il finance largement les maquisards musulmans en Afghanistan, sans tenir compte, comme tant d'autres dirigeants arabes, du soutien de *Moscou* à la cause palestinienne.

Après des années d'efforts incessants, l'émir Fahd *parvient* enfin, l'année dernière, à atteindre l'un de ses principaux objectifs, la création d'un *Conseil de coordination du Golfe* (C.C.G.), destiné à *résister aux visées* hégémoniques de l'U.R.S.S. *Il cherche ensuite, mais* sans succès, à établir un lien organique entre le C.C.G. et la stratégie militaire américaine.

L'homme que la presse outre-atlantique n'hésite pas à qualifier de *« pro-américain inconditionnel »* connaît, cependant, ses limites. Après un long silence, il finit par condamner en 1979 les accords de Camp David mais, après un entretien avec le président Carter, il indique dans un communiqué officiel que tout pays arabe *« a le droit de choisir la voie qui lui convient pour récupérer un territoire occupé »* (par Israël) et, au sommet de Bagdad, il s'emploie à écarter les sanctions que les Etats du « front de la fermeté » souhaitent imposer à l'Egypte. A coup de millions de dollars qu'il verse à l'O.L.P., il parvient néanmoins à *conserver* l'« amitié » de M. *Yasser Arafat* qui, à *l'automne dernier, donne sa caution* — malgré les protestations de ses camarades au sein du comité exécutif de la « centrale » des fedayin — au plan de paix auquel l'émir Fahd donne son nom.

L'invasion du Liban par Israël, l'opération en cours pour « détruire » l'O.L.P., mettent le nouveau souverain dans une situation particulièrement délicate. Il ne peut plus, et pour longtemps, *relancer son projet de paix ; il* devra se déterminer, tôt ou tard, par rapport aux Etats-Unis, perçus *généralement* par l'opinion arabe comme les *« complices de l'Etat sioniste »*.

Le roi Fahd a d'autant moins les coudées franches qu'il a désormais à ses côtés le nouveau prince héritier, l'émir Abdallah, avec lequel il s'entend mal. Son demi-frère, un Bédouin sourcilleux, peu « occidentalisé », *serait davantage sensible aux arguments* des nationalistes arabes, parmi lesquels il compte de nombreux amis, notamment le président syrien Assad et, naguère, avant sa mort, M. Kamal Joumblatt, l'ancien leader de la gauche *libanaise. L'émir* Abdallah *n'a pas* la vocation de jouer les potiches. Puissant par ses *solides relations tribales*, il l'est aussi par la « garde nationale », jumelle de l'armée régulière, dont il conserve la direction.

Il n'en reste pas moins que le roi Fahd peut *compter sur la solidarité familiale pour surmon*ter la crise qu'il *affronte*, régionale aujourd'hui, peut-être nationale *demain si celle-ci devait* se prolonger et s'étendre.

ÉRIC ROULEAU.

EUROPE

Espagne

REPRENANT SA DÉMISSION

M. Carrillo obtient largement satisfaction au congrès du P.C.E.

De notre correspondant

Madrid. — M. Santiago Carrillo, qui est depuis vingt-deux ans à la tête du parti communiste espagnol, a donné une nouvelle preuve de sa traditionnelle habileté. Mis en difficulté devant le comité exécutif (bureau politique), ce qui l'avait conduit, pour la première fois, à présenter sa démission, il a été confirmé samedi 12 juin, à une large majorité, dans ses fonctions de secrétaire général par le comité central. Le « numéro 2 » du parti, M. Nicolas Sartorius, en désaccord avec lui, a, en revanche, maintenu sa démission comme vice-secrétaire général, tout en restant membre du comité exécutif. M. Marcelino Camacho a confirmé, lui aussi, sa décision d'abandonner son poste à la direction du parti, pour se consacrer exclusivement à la centrale syndicale Commissions ouvrières, dont il est le secrétaire général.

Dans la crainte que le départ de son principal dirigeant n'aggrave encore la crise profonde que connait le parti *(le Monde* du 11 juin), le comité central a finalement voté, après trois *jours* d'âpres discussions, et par 67 voix contre 4, avec 12 abstentions (dont celles de MM. Sartorius et Camacho), une résolution *qui donne largement satisfaction* à M. Carrillo. Le texte ratifie la ligne « eurocommuniste » définie au dixième congrès en juillet dernier, et le confirme *dans son* poste de secrétaire général. Mais il élude soigneusement les problèmes délicats qui divisent le parti et avaient provoqué la controverse entre MM. Carrillo et Sartorius.

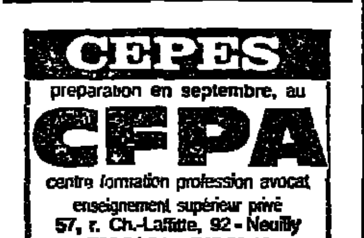
Une seule concession a été faite à ce dernier : la résolution affirme que le P.C.E. maintient une politique de « porte ouverte » à l'égard de ceux des militants qui l'avaient quitté et désirent y revenir. Il est douteux cependant que cette offre suscite beaucoup d'adhésions. Les « eurocommunistes rénovateurs », expulsés du parti en novembre dernier, après avoir demandé sans succès la reconnaissance des tendances en son sein, ont déjà fait savoir que dans les circonstances actuelles, leur retour n'aurait aucun sens.

Rien ne permet donc d'affirmer que la crise au sein du P.C.E. soit en voie de règlement. M. Sartorius reprochait hier leur « impatience » aux « rénovateurs » désireux de transformer plus vite le mode de fonctionnement du parti. Il semble aujourd'hui persuadé, après le revers subi aux élections générales andalouses du 23 mai, que les changements ne peuvent attendre et qu'on ne peut éternellement attribuer à des causes externes au P.C.E. les raisons de ses échecs électoraux.

Ce qui est en cause, c'est la manière dont le parti communiste conçoit une politique, ses difficultés à s'implanter en profondeur au sein de la société espagnole, le manque de crédibilité de *son projet politique*, l'image confuse que donnent les expulsions répétées de ses dirigeants les plus prestigieux. Mais M. Sartorius ne reprend-il pas ainsi, avec des nuances, l'analyse faite il y a peu par les « rénovateurs » pour qui *« un parti ne peut se montrer eurocommuniste à l'extérieur et stalinien à l'intérieur »* ?

THIERRY MALINIAK.

CLEF MONDE ARABE
Sessions intensives
du 5 juillet au 31 juillet
et du 6 au 30 septembre 1982
ARABE MAGHREBIN
ARABE MODERNE
Nouvelle adresse :
148, rue du Fg-Saint-Denis
75010 PARIS
Tél. 239-18-88 et 239-45-48
de 14 h à 19 h





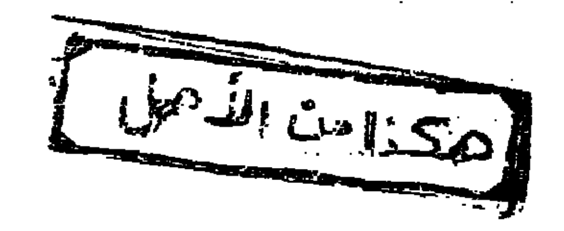
de Victor Malka
et Jean-Loup Demigneux
Éditions Jananik





de Victor Malka
et Jean-Loup Demigneux

ENGINEERING : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12e 347 71 32



هكذا من الأصل

AFRIQUE

Ile Maurice

APRÈS L'ÉCRASANTE VICTOIRE ÉLECTORALE DE LA GAUCHE

M. Jugnauth prend la tête du gouvernement

De notre envoyé spécial

Port-Louis. — La gauche mauricienne a donc commis le « *massacre électoral* » qu'elle annonçait. Sa victoire n'a guère de précédent dans l'histoire du parlementarisme moderne. L'alliance nouée entre le Mouvement militant mauricien (M.M.M.) et le Parti socialiste mauricien (P.S.R.) enlève les soixante sièges à pourvoir à Maurice, tandis qu'une formation soutenue par elle remporte les deux sièges de Rodrigues, la petite « *île-sœur* ». Elle chasse du pouvoir un parti travailliste qui dominait la vie politique depuis trente-quatre ans et gouvernait l'île depuis vingt-trois ans (1).

Première victime de ce verdict sans appel, Sir Seewoosagur Ramgoolam, vétéran des luttes pour l'indépendance — acquise en 1968 — et chef du gouvernement sortant, connaît, à quatre-vingt-deux ans, une piètre fin de carrière. Il n'arrive, dans sa circonscription, qu'en quatrième place. Il cède son poste de premier ministre au président du M.M.M., un avocat hindou de cinquante-deux ans, M. Aneerood Jugnauth. Le chef du P.S.M. et dissident du parti travailliste, M. Harish Boodhoo, sera vice-premier ministre, M. Paul Bérenger, secrétaire général du M.M.M. occupera le poste-clé de ministre des finances.

Rarement dans un pays démocratique une nouvelle équipe aura été portée au pouvoir par un tel élan populaire. Les Mauriciens avaient soif de renouveau. Ils l'ont montré avec éclat. Une série de facteurs expliquent ce raz de marée électoral : l'immobilisme d'un parti travailliste incapable de se régénérer, encore moins de mobiliser une jeunesse qui représente la moitié de la population ; son impuissance à surmonter la crise économique et à résoudre le chômage dont souffre près d'un travailleur adulte sur cinq ; le travail politique en profondeur, enfin accompli par la gauche, surtout depuis sa courte défaite de 1976, dans les municipalités sous son contrôle ou par l'entremise d'un puissant syndicat, la General Worker's Federation.

Le M.M.M. « *cheval de Troie de Moscou* » ? Les Mauriciens, passionnément attachés au « *Westminster System* » ont fait savoir, dans leur majorité, qu'ils n'en croyaient pas un mot. Ils n'ont pas plus été impressionnés par des documents à l'authenticité douteuse, « *révélés* » fort opportunément à trois jours de l'élection tendant à prouver que le M.M.M. était « *vendu à la Libye* ».

Les deux conseillers électoraux — un Américain et un Français — engagés par sir Seewoosagur n'ont pu, quant à eux, empêcher le « *désastre* » travailliste.

Le M.M.M.-P.S.M. préconise un « *socialisme à visage mauricien* », moderne et démocratique. Il rejette tout modèle, mais s'affirme proche des partis socialistes français et espagnol. Ses trois dirigeants symbolisent, chacun à leur manière, les divers courants qui se rencontrent en son sein. M. Jugnauth, ancien chef de l'opposition parlementaire, garantit la continuité des institutions. M. Berenger représente un pragmatisme économique très « *rocardien* », tandis que M. Boodhoo, aux allures de prédicateur, admirateur du Mahatma Gandhi, plaide pour une moralisation des mœurs politiques, corrompues, selon lui, par le régime précédent.

Récupérer Diego Garcia

Les Mauriciens ont opté pour l'alternance, non pour la révolution. L'enracinement des traditions démocratiques, la maturité et le *fair play* politiques de la population, l'influence d'une presse de qualité et libre de ton, le haut niveau de scolarisation, sans égal dans le tiers-monde — plus de 95 % — sont autant de garde-fous contre les éventuels abus de pouvoir d'une formation qui se retrouve parti unique *de facto*. Dans une intervention télévisée, les trois chefs du M.M.M.-P.S.M. ont d'emblée affiché leur volonté d'« *approfondir la démocratie* », dans le souci évident d'apaiser les dernières craintes qui suscite leur triomphe. Ils ont prôné le calme, la discipline et la réconciliation nationale.

Le gouvernement M.M.M.-P.S.M., ont-ils dit, appliquera sur sur une période de cinq ans son programme et lui seul. Il s'en tiendra aux nationalisations annoncées avant le scrutin : deux propriétés sucrières (sur un total de vingt et une), le port, les compagnies d'autobus, la société Air-Mauritus. L'Etat prendra en outre une participation de 51 % dans l'industrie hôtelière, vitals pour l'économie, et il achètera, afin de diversifier l'agriculture — dominée jusqu'à présent par le sucre, — 8 000 hectares de terres qu'il confiera à des coopératives de production.

Le nouveau régime amendera plusieurs chapitres de la Constitution. Il transformera notamment Maurice en une république « *à l'indienne* », membre du Commonwealth et dotée d'un président sans pouvoir exécutif (depuis l'indépendance, l'île relève toujours de l'autorité théorique de la reine d'Angleterre).

La tenue d'élections générales tous les cinq ans sera, d'autre part, rendue obligatoire « *à jamais.* ». La diplomatie du M.M.M.-P.S.M.. sera « *farouchement neutraliste* » et non alignée. La gauche fera tout pour réduire les liens commerciaux entre Maurice et l'Afrique du Sud (celle-ci est le premier partenaire de l'île). Mais cette réalité économique est d'autant plus incontournable que le M.M.M.-P.S.M. ne veut pas prendre la moindre mesure susceptible d'aggraver le chômage.

Partisan de la démilitarisation de l'océan Indien, le nouveau gouvernement n'accordera aucune facilité militaire à une puissance étrangère et demandera le démantèlement de toutes les bases étrangères et le retour de l'archipel des Chagos et de Tromelin (l'une des « îles éparses », actuellement sous-souveraineté française).

Les Chagos abritent l'atoll de *Diego-Garcia*, cédé pour cinquante ans par Londres à Washington avant l'indépendance de Maurice et devenu le principal poit d'appui de l'armée américaine dans la région. Maurice mènera une action diplomatique pour récupérer Diego-Garcia, envisageant aussi de porter l'affaire devant la Cour internationale de justice. A l'ambassade américaine de Port-Louis, on ne s'en émeut guère, mais on observe que l'économie mauricienne aurait au contraire beaucoup à gagner en devenant le « *.upermarché de Diego-Garcia* ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Les autorités judiciaires décideront, dans les prochains jours, s'il y a lieu d'appliquer une procédure complexe, introduite en 1967, afin d'assurer une représentation minimale à toutes les communautés éthniques. Au cas où on aurait recours à ce système dit des « *meilleurs perdants* », l'attribution de huit sièges supplémentaires permettrait éventuellement de « *repêcher* » une poignée d'opposants.

République sud-africaine

DEUX CENTS PERSONNES ARRÊTÉES A SOWETO

Johannesburg *(A.F.P.)*. — Plus de deux cents personnes, parmi lesquelles des syndicalistes nours et des journalistes, ont été arrêtées dimanche 13 juin à Soweto, ville noire (d'un million et demi d'habitants) située aux portes de Johannesburg.

Les personnes appréhendées assistaient aux cérémonies organisées par l'Association des jeunes femmes chrétiennes à la mémoire de Joe Mavi, dirigeant du syndicat des ouvriers municipaux noirs (Black Municipal Workers Union), qui a trouvé récemment la mort dans un accident de voiture, et d'un membre de l'A.N.C. (Africa National Congress, mouvement anti-apartheid interdit), Petrus Nzima, tué avec sa femme dans un attentat à la bombe au Swaziland il y a deux semaines.

Parmi les personnes arrêtées se trouverait en particulier Mme Albertina Sisulu, soixante ans, épouse de Walter Sisulu, leader nationaliste noir qui purge une peine de détention à perpétuité au pénitencier de Robben Island, au large du Cap.

Cette vague d'arrestations, qui survient à trois jours seulement du sixième anniversaire des sanglantes émeutes de juin 1976 à Soweto, au cours desquelles entre 400 et 600 personnes — dont une majorité de jeunes gens — avaient trouvé la mort, risque d'alourdir le climat dans la grande cité noire en deuil.

AMÉRIQUES

États-Unis

La grande manifestation pour la paix s'est déroulée dans le calme

De notre correspondante

New-York. — Combien étaient-ils ? Six cents, huit cent mille ? Ce fut en tout cas le samedi 11 juin la plus grande manifestation politique que New-York a connue. Ils s'étaient rassemblés dès huit heures du matin devant les Nations unies, où venait de se terminer la première semaine de la session spéciale sur le désarmement. Mais les manifestants, qui avaient commencé à envahir la ville trois jours avant, étaient si nombreux qu'ils ont dû se scinder en deux cortèges. Les moines bouddhistes japonais en robes noires, avec leurs tambours de bois venus témoigner pour Hiroshima et Nagasaki, précédaient une foule hétéroclite, bon enfant, avec chiens, bébés, beaucoup de hippies quelque peu blanchis, mais aussi de bons bourgeois venus en famille ; une atmosphère de fête plus que de protestation.

Cent cinquante organisations diverses, deux cent associations locales venues de l'Iowa, du New-Hampshire, de Suède, de Norvège, des Pays-Bas, et une marée de pancartes, de banderoles proclamant toutes la même terreur de « la bombe », parfois avec poésie, comme la troupe du Bread and Puppets Theatre, qui promenait d'immenses formes fantomatiques, ou avec humour, comme ces « écolos », dont la baleine géante gonflable disait : « *Sauvez les humains...* » Partout revenait le slogan du jour : « *Freeze, freeze, freeze* » (Gelez la course aux armements nucléaires).

Une bannière pour Mgr Romero

Vers le milieu du cortège, les groupes religieux qui sont à l'origine du mouvement de ce côté-ci de l'Atlantique : la congrégation Notre-Dame, les sœurs de Maryknoll, très actives dans le Tiers-Monde, des moines franciscains en robe de bure qui chantent : « *When all the saints go marching in...* », une bannière pour Mgr Romero, l'archevêque assassiné à San Salvador en 1980, les Quakers, les « religieux et les laïques du Minnesota ».

Puis venaient les « politiques » : les syndicats (les machinistes, les ouvriers agricoles, les camionneurs), les « médecins pour la responsabilité sociale », qui ont joué un rôle essentiel dans la diffusion du mouvement, les enseignants, les journalistes, les comédiens, des canadiens qui intiment : « *Gelez les armements, pas les salaires* ». La « coalition progressiste du Tiers-Monde », où dominent le peaux brunes, le front noir unifié, une organisation activistes de Brooklyn, le « contingent américano-asiatique », les féministes, les Iraniens anti-Khromeinistes qui balladent un « Ayatollah » au bout d'une corde, les « juifs solidaires des Palestiniens ». On avait l'impression que tout ce que les Etats-Unis comptent d'associations hostiles au « système Reagan était là. On entendait des cris : « *Get Reagan before he gets you* » (attrapez Reagan avant qu'il ne vous attrape), « *Reagan à Hollywood* », affamez le Pentagone, pas les travailleurs.

Sur la grande pelouse de Central Park, la foule s'était assise bien sagement pour écouter un concert « engagé », avec bon nombre d'« anciens » comme Peter, Paul and Mary, Joan Baez, et des orateurs véhéments allant de physiciens japonais et américains, à Abbie Hoffman, l'éternel contestataire, et Orson Welles.

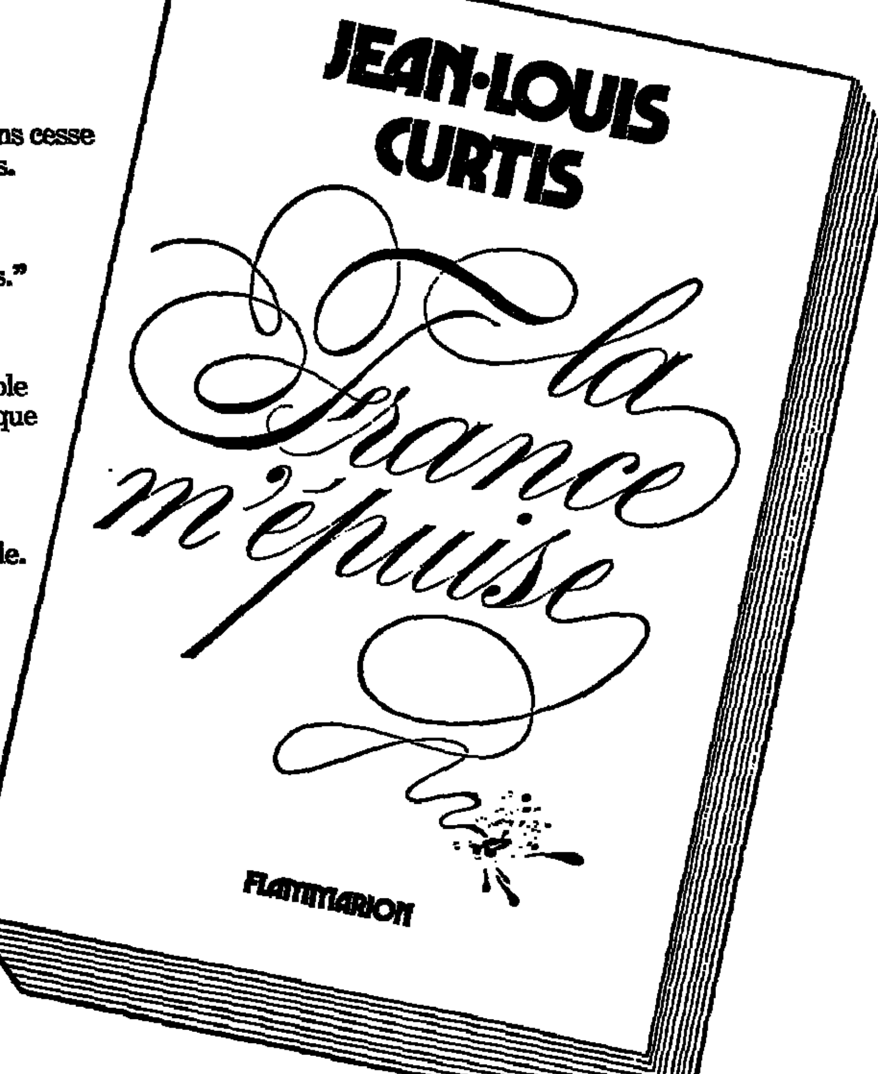
Il n'y a pas eu un seul incident, l'un des cinq mille policiers mobilisés par la municipalité disait d'un air pénétré : « *C'est une foule très coopérative* », un manifestant d'un certain âge assurait : « *aujourd'hui, nous avons changé le cours de l'histoire* », heureuse et naïve Amérique...

NICOLE BERNHEIM.

● *Le gouvernement mexicain* a établi un pont aérien avec le Honduras pour acheminer pendant une semaine vivres, médicaments et matériel à destination du sud du pays, ravagé il y a deux semaines par des inondations. Cette aide s'ajoute à celles de l'Espagne, de la France, de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la Communauté économique européenne. Les inondations ont fait 800 morts et des dégâts matériels estimés à 50 millions de dollars. *(A.F.P.)*

La France m'épuise.
Le rire me sauve.





"Des tranches de rigolade savoureuses et consistantes sans cesse relevées d'insolence." Laurent Dispot - Le Matin de Paris.

"De véritables petits pamphlets libéraux." Jean-Didier Wolfromm - L'Express.

"Neuf pastiches admirablement réussis, mordants, drôles." Jean Clémentin - Le Canard enchaîné.

"Une joie sans mélange". Georges Elgozy - Le Figaro.

"Ce livre tire sa force et sa drôlerie du fait qu'il est à double fond... C'est que Curtis connaît aussi bien notre histoire que notre littérature." Bernard Frank - Le Matin de Paris.

"D'une drôlerie irrésistible... joyeusement féroce." Patrick Besson - Le Quotidien de Paris.

"Un miracle d'intelligence, d'observation ironique, de finesse. Un régal." Françoise Ducout - Elle.

"Une fête du beau langage et de l'humour-roi." Gilles Pudlowski - Paris-Match.

"Ce festival s'ouvre sur un merveilleux accès de bile." François Chabas - Valeurs Actuelles.

"Derrière le paravent de l'humour, que de vérités assénées... dans tous les sens et sur toutes les têtes." Bernard Eluy - Est Eclair.

"Avec une intense jubilation, des analyses parfois très mordantes." Roger Dumont - La République des Pyrénées.

"Une charge comique et féroce... une véritable chronique de notre temps." André Bourin - Le Journal Rhône-Alpes.

"Les moments de franc comique foisonnent." - Minute.

208 pages, 50 F.

Flammarion

LE RÉAJUSTEMENT AU SEIN DU

LA RÉUNION DE BRUXELLES

Bonn a manifesté son souci de coopération avec Paris

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — *« Le système monétaire européen (S.M.E.) sort renforcé des ajustements auxquels nous avons procédé d'un commun accord. »* Telles furent les premières paroles de M. Delors, à l'issue de la réunion qu'ont tenue, samedi 12 juin, à Bruxelles les ministres des finances des neuf pays de la C.E.E. qui participent à l'accord de change européen (la Grande-Bretagne reste en dehors).

Optimisme de façade ? Crânerie *nécessaire dans un moment difficile ? En partie assurément.* Une dévaluation représente toujours un échec, celle-ci comme les autres : 10 % de glissade par rapport au mark et au florin, 18,5 % par rapport aux deux mêmes monnaies si l'on y ajoute le réajustement d'octobre 1981, c'est évidemment bien davantage qu'une alerte.

Néanmoins, la réaction positive de M. Delors semble justifiée. Tous les échos le confirment, cette réunion s'est bien passée. Elle a été longue, parce que la matière était copieuse. *Les ministres ont écouté le ministre* français leur exposer les lignes directrices de la politique d'accompagnement que son gouvernement va mettre en œuvre pour faire en sorte que la dévaluation soit une réussite. Ce programme a été bien accueilli.

Il a fallu ensuite délibérer des ajustements auxquels devaient, le cas échéant, procéder les huit autres pays partenaires. *« La convergence exige des efforts de tous les côtés ; il y a une solidarité de fait. C'est un échange multiple qui a eu lieu »*, a commenté le ministre français.

Dans ce type d'exercice, les Allemands et leur mark, monnaie forte de la Communauté, jouent un *rôle* primordial. Certains d'entre eux, dit-on, auraient souhaité que l'écart entre la réévaluation du mark et *la dévaluation du franc ne dépasse pas sept points.* Quoi qu'il en soit, il ressort clairement des commentaires, comme des résultats de la discussion, que M. Lahnstein, le ministre fédéral des finances, a manifesté, tout au long de la rencontre, un éclatant souci de coopération avec la France.

Les Belges, qui, en février 1982, sur l'insistance des pays partenaires, avaient limité leur dévaluation à 8,5 %, *alors* qu'ils auraient souhaité davantage, ont préféré, cette fois, ne pas bouger. M. de Clercq, le vice-premier ministre et ministre des *finances, considère que les mesures* d'assainissement économique prises par le gouvernement de coalition chrétien-libéral sont suffisantes pour assurer la défense du franc belge au niveau actuel. De surcroît, les Luxembourgeois, dont la monnaie est liée au franc belge au sein de l'U.E.B.L. (Union économique belgo-luxembourgeoise) et qui ont fait de leur pays *au cours des dernières années une* place financière des plus prospères, avaient manifesté une vive mauvaise humeur lors de la dévaluation de février.

Les Italiens, tout en affirmant que dévaluer ne les arrangeait guère, avaient annoncé, au début de la réunion, que, par souci de maintenir la compétitivité relative de leurs produits, ils feraient glisser la lire, *dès lors que la dévaluation du franc* français serait substantielle.

Le « cynisme » des Américains

M. Delors a fourni deux raisons à la nécessité où s'est trouvé le gouvernement de dévaluer la monnaie : l'héritage du précédent septennat et le retard de la reprise internationale. Apurer le passé signifiait arrêter la marée noire du chômage et relancer la croissance, expliqua le ministre français. Au cours de la première phase de la *politique économique du gouvernement.* Il a voulu prendre le risque de la relance *« qui s'est traduit par* de la relance ce qui s'est traduit par des résultats en matière de lutte contre le chômage meilleurs qu'ailleurs, mais à l'inverse par une désinflation moins rapide.

En outre, ajouta M. Delors, *« en octobre dernier, parce que nous entendions agir en bons Européens* (sous-entendu parce que nous avons cherché à ne pas gêner nos partenaires), *nus avons voulu limiter à 8,5 % le décrochage du franc par rapport au mark, alors que le différentiel d'inflation laissé par la gestion de M. Giscard d'Estaing était plus grand »*.

La seconde raison est de nature extérieure : la reprise internationale, si souvent annoncée, n'a pas été au rendez-vous. *La* politique monétaire américaine, le dollar en folie, les taux d'intérêt prohibitifs, contribuent tant à retarder cette reprise qu'à accentuer le désordre des monnaies. Que pense M. Delors de la coopération transatlantique ? La réponse est cinglante : *« Depuis quelque temps, les Américains ont fait preuve d'un extraordinaire cynisme. Ils reviennent sur les accords qui ont été conclus et pratiquent des mesures qu'ils reprochent aux autres. »*

M. Delors constate avec amertume que les Américains affichent le plus parfait manque d'intérêt pour l'étude, décidée à Versailles, sur les moyens de promouvoir une meilleure coopération entre le dollar, l'ECU et le yen. *« Si on agit de la sorte, les conférences internationales perdent leur sens »*, conclut M. Delors. Décidément, triste Versailles.

PHILIPPE LEMAITRE.

Coup dur pour les agriculteurs

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes. — Quels vont être, pour les agriculteurs, les effets de la dévaluation ? *« Nous allons instaurer, comme c'est l'usage, des montants compensatoires monétaires »*, répond M. Delors, écartant ainsi l'autre possibilité, à savoir une dévaluation du « franc vert », qui se traduirait par un relèvement d'autant des prix *garantis aux agriculteurs.*

« Ce qui a été obtenu en mai à Bruxelles en matière de prix agricoles permet de maintenir le revenu des exploitants à un niveau convenable, a souligné le ministre. *Il n'est donc pas nécessaire de procéder à une dévaluation du franc vert. Ce serait là une opération d'autant plus fâcheuse qu'elle interviendrait à un moment où nous allons procéder à un coup de frein de tous les revenus nominaux. »*

Les M.C.M. négatifs qui seront appliqués par la France doivent être fixés, ce lundi 14 juin, par les ministres de l'agriculture des Dix. De l'ordre de 4,25 % (les 5,75 % de la dévaluation *moins une franchise* de 1,50 %), ils joueront comme une taxe à l'exportation et une subvention à l'importation. Leur mise en œuvre — *c'est là une des caractéristiques* de la réglementation communautaire — enlève donc, d'entrée de jeu, aux agriculteurs l'avantage commercial que les exportateurs de produits industriels ou de services retirent d'une dévaluation.

Il ne s'agit pas de l'unique inconvénient : la réévaluation du mark et du florin va se traduire par une augmentation des M.C.M. positifs allemands et néerlandais. Ces M.C.M. positifs *jouent, eux, comme des subventions* à l'exportation et des taxes à l'importation.

Le mouvement monétaire auquel il vient d'être procédé est, par conséquent, doublement défavorable pour les exploitants français :

● Ils vont se retrouver avec des prix garantis en valeur relative plus bas que leurs homologues allemands ou néerlandais, ce qui affaiblit leur capacité d'investissement ;

● Le jeu des M.C.M. réduit leur compétitivité par rapport à leurs concurrents de la C.E.E., surtout par rapport aux Allemands. — Ph. L.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

cycles alternés de formation supérieure développés en collaboration avec des entreprises et des organisations professionnelles.

2e CYCLE
GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

l'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT ou BTS

Prochaine session de recrutement : 2 juillet 1982
Date limite de dépôt des dossiers : 25 juin 1982

3e CYCLE
MANAGEMENT AVANCÉ

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à des jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 2 juillet 1982
Date limite de dépôt des dossiers : 25 juin 1982



dossiers de candidatures et brochures détaillées en précisant le cycle à :
IGS, 25, rue François-Ier 75008 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur.

SI VOUS AVEZ UN PROBLÈME

« CHEVEUX »



pellicules, démangeaisons, cheveux gras, secs, cassants, etc., n'attendez pas qu'il soit TROP TARD pour bien les soigner

L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP
spécialiste des soins du cheveu
— plus de 20 ans d'expérience —
vous offre un examen-conseil de votre chevelure.

Prenez vite rendez-vous à :

EUROCAP : 4, r. de Castiglione, 75001 Paris. Tél (1) 260-38-84
9, place d'Erlon, 51100 REIMS Tél : (26) 88-65-74
et à BORDEAUX (56) 48-06-34 GRENOBLE (76) 49-21-41 LILLE (20) 51-24-19 LIMOGES (55) 34-15-20 LYON (7) 838-09-76 MULHOUSE (89) 45-60-68 NANCY (8) 332-91-98 - NANTES (40) 48-74-57 - RENNES (99) 30-16-69 SAINT-ÉTIENNE (77) 38-10-76 - TOULON (94) 93-55-30 TOULOUSE (61) 23-29-84 ROUEN (35) 73-08-22

COUTS DE LA MAIN-D'ŒUVRE : FREINAGE QUASI GÉNÉRAL

	1980	1981	1982
Etats-Unis	10,9	8,5	8
Japon	1	4	2,7
Allemange	8,2	4	2,5
France	14,5	14	12
Royaume-Uni ..	*23,2*	*8,7*	*3,5*
Italie	13,7	21	15
Canada	11,1	9	11
Total	10,5	8,5	7

Le tableau ci-dessus concerne l'évolution d'une année à l'autre *des coûts unitaires de main-d'œuvre* dans les industries manufacturières (source : O.C.D.E.).

Mesure nécessaire ou

(Suite de la première page.)

Ainsi, dans le schéma qui nous est présenté, *on verrait encore les* syndicats, après la suspension des clauses de salaires des conventions collectives, accepter d'en discuter avec le patronat de nouvelles qui tiendraient compte de l'infléchissement de la courbe des prix.

En faisant un pareil calcul, le gouvernement essaye de retourner la situation en sa faveur car, avant de frapper son grand coup, c'est bien lui qui s'est *laissé surprendre* cette semaine par l'attaque renouvelée contre le franc.

Il est bien vrai que dans sa conférence de presse de jeudi, *M.* Mitterrand avait annoncé, par avance, les principales dispositions qui vont être mises en œuvre dans les mois à venir : budget plus strict, économies sur les dépenses sociales, solidarité accrue pour le financement du chô*mage, introduction de nouveaux ins*truments d'épargne plus favorables à l'investissement industriel (dont la contrepartie sera — cela n'a pas été dit — la réduction des privilèges accordés aux placements liquides et aux placements immobiliers).

Mais ce qui faisait l'originalité du propos présidentiel, c'était précisément le souci du chef de l'Etat de ne pas mettre l'opinion, et encore moins les syndicats et les organisations professionnels, devant le fait accompli. C'est pourquoi il avait annoncé la convocation pour juillet — il n'était pas pressé : septembre lui paraissait encore une date convenable — d'une « table ronde » entre partenaires sociaux.

Or ces derniers seront reçus dès jeudi à Matignon. On n'a pas eu le loisir de les attendre pour décréter un blocage qui, fait sans précédent, comporte l'annulation des dispositions contractuelles entre les partenaires en question.

● Une curieuse solution contractuelle

Pour sauver les apparences et bien montrer qu'on n'a pas renoncé à la recherche du consensus, *M. Delors n'a pas hésité à parler* dimanche d'une solution contractuelle. Le gouvernement prendrait-il ses désirs pour la réalité ?

Pour lui, l'idéal serait, en effet, que patrons et syndicats consentent d'eux-mêmes à suspendre, par branches et par entreprises, l'application de leurs accords mutuels portant sur les salaires pendant une période de quatre mois, à l'expiration de laquelle ils seraient invités à renouer les négociations sur la base des nouvelles hypothèses de prix proposées par les pouvoirs publics. Le mot de suspension *employé par le gouvernement* n'apparaît guère justifié, puisque le délai passé, les choses ne seraient pas reprises exactement en l'état. La procédure proposée serait une sorte de système Delors renforcé visant à sortir de l'indexation (difficile manœuvre...).

C'est un pareil scénario que M. Mauroy va essayer dans quelques jours d'obtenir de ses interlocuteurs, faute de quoi le gouvernement disposera par voie législative. La forme juridique mise à *part, il s'agit dans les deux cas de* la même formule, et elle est très sévère, uisqu'elle implique, sur un point essentiel, l'abandon d'accords signés. Seul le SMIC, dont le montant est calculé par des règles légales, échappera à ce régime dérogatoire.

Il est effectivement des circonstances où un blocage temporaire peut paraître utile, sinon indispensable, pour permettre à une économie minée par l'inflation de repartir du bon pied, et cela parce qu'il peut *arriver que les syndicats*, en formulant des revendications « excessives », les chefs d'entreprises en se hâtant d'augmenter leurs prix, devancent la perte de pouvoir d'achat de la monnaie.

Ces actions anticipatrices ne sont cependant pas les principales *responsables de l'inflation, laquelle tient à une série de déséquilibres* (de nature monétaire et budgétaire) auxquels les acteurs de la vie économique s'efforcent de s'adapter au mieux de leurs intérêts. Autant dire que par nature un blocage s'en prend aux effets et *non* pas aux causes du mal à combattre. C'est pourquoi il ne peut dans le meilleur des cas qu'être considéré comme une mesure *d'accompagnement.*

La question qui se pose est de *savoir* si le gouvernement socialiste, par confiance *excessive* dans l'efficacité d'une disposition dirigiste qui s'inscrit dans sa doctrine d'ensemble *(ou en tout cas qui n'en heurte pas les fondements)*, n'a pas mis au centre de son dispositif une mesure *qui devrait seulement en constituer* un accessoire. Tenter d'y répondre conduit à *s'interroger* sur la portée des autres moyens mis en œuvre. Ils visent à limiter le déficit du secteur public au sens large du terme, soit par compression de certaines dépenses de l'Etat, soit par rééquilibrage des régimes sociaux.

● Changement de cap social

C'est dans ce dernier domaine que la deuxième phase de l'action gouvernementale annoncée par M. Mitterrand apparaît non comme le prolongement de la première, mais comme un changement de politique. La forte augmentation des transferts sociaux (particulièrement justifiée en ce qui concerne la vieillesse, *à laquelle heureusement on ne touchera pas*) était une des caractéristiques de l'action menée par M. Mauroy et son équipe depuis leur installation au pouvoir. Elle est à l'origine de la progression importante du pouvoir d'achat constatée depuis douze mois *et qui contraste* avec la stagnation que l'on remarque dans la plupart des autres pays industriels.

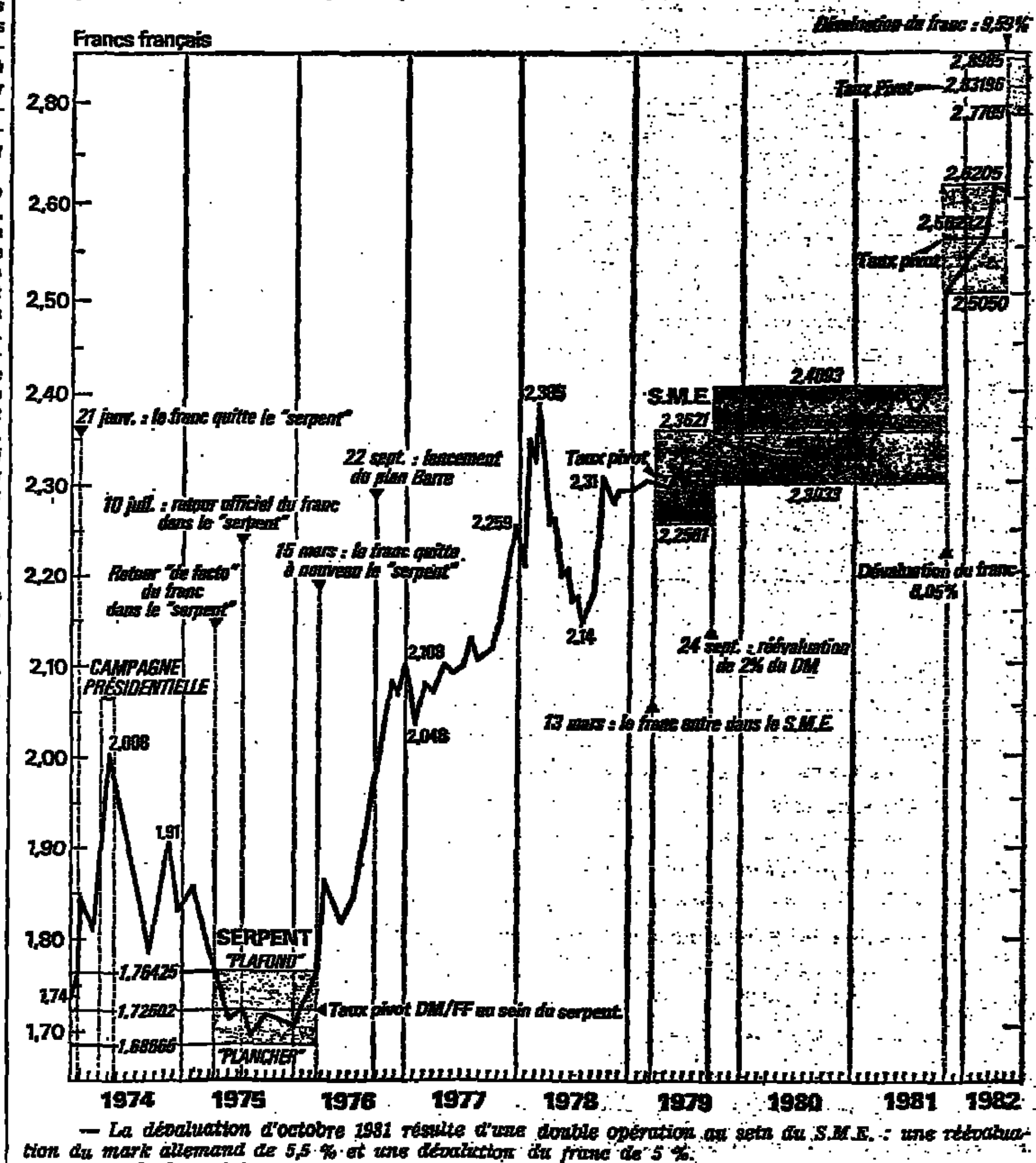
Pour rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale, qui, selon les estimations officielles, devrait connaître un *déficit de 7* milliards à 8 milliards, on « écrêtera », comme disent les spécialistes, les « étapes de hausse » des principales prestations. En réalité, on ralentira fortement leur progression, le principe nouveau étant d'assurer le strict maintien du pouvoir d'achat, *ni plus ni moins* (la différence avec le langage que tenait M. Barre est que l'ancien premier ministre aurait ajouté qu'on devrait déjà s'estimer satisfait d'un tel maintien...).

Au 1er juillet, les allocations familiales devaient être augmentées de 14 %. Elles le seront de 6,2 %. Economie : 3 milliards. L'allocation-logement, qui sera majorée de 6,8 %, subira le même « écrêtage » (le relèvement qui doit intervenir le 1er juillet devait prendre en compte la hausse des *prix* intervenue depuis douze mois : le nouveau point de départ sera le 1er décembre dernier, date du réajustement le plus *récent*). Les économies sont décidées *par voie d'autorité*. La concertation ne portera que sur les mesures relatives à l'année 1983.

Avant le 15 juillet, devra être arrêté *un plan de financement permettant* d'éponger le déficit prévu pour l'UNEDIC (organisme chargé de *l'indemnisation du chômage) pour* le deuxième semestre de cette année, soit 12 milliards (le déficit en question serait de 37 milliards d'ici à *la fin de 1983*). *Les partenaires* sociaux sont invités à se réunir pour discuter de la partie qui les concerne, c'est-à-dire les cotisations. Comme le C.N.P.F. le redoutait, ces dernières seront relevées, avec ou sans consensus. Les offices ministériels et les professions libérales (dont il n'est pas sûr qu'elles bénéficient de la garantie de l'emploi que leur attribue le gouvernement) *seront appelés à donner leur* contribution sous forme, probablement, d'un impôt exceptionnel, le seul *effort* fiscal, semble-t-il, que comporte à ce stade le *programme* gouvernemental.

Ne resterait donc plus que le *déficit de l'Etat proprement dit, qui* doit être égal à 3 % du PIB, un pourcentage quasi magique depuis que le chef de l'Etat en a fait la règle d'or des finances publiques, choisie par référence moyenne à l'étranger, *alors que la situation de* chaque pays est particulière. On ne connaîtra que dans une huitaine de jours le chiffre auquel il correspond, car la commission des comptes de la nation *doit se réunir* la semaine prochaine *seulement* et publier ses nouvelles prévisions. Le déficit, tel qu'il se présente actuellement, devait

Depuis 1975 le franc a perdu plus de 60 % de sa valeur vis-à-vis du mark allemand



— *La dévaluation d'octobre 1981 résulte d'une double opération au sein du S.M.E. : une réévaluation du mark allemand de 5,5 % et une dévaluation du franc de 5 %.*

— *Celle du 12 juin 1982 est le résultat de deux opérations semblables : une réévaluation de 4,25 % du mark allemand et une dévaluation de 5,75 % du franc.*

SEIN DU

cessaire ou

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

principale ?

se situer entre 105 et 115 milliards de francs. *Il est improbable que le chiffre retenu se situe au-dessous de la limite inférieure de cette fourchette.*

On pense que pour respecter la norme des 3 % il suffira de jouer sur les 15 milliards de crédits gelés en octobre par M. Delors ; 5 milliards ont déjà été soit annulés, soit utilisés, notamment pour payer le surcoût du gaz algérien. Reste donc 10 milliards qui concernent surtout des crédits aux travaux publics et aux bâtiments, dont on voudrait préserver une partie au moins, et des crédits militaires, qu'on sera peut-être amené à supprimer pour l'essentiel.

A la fin de juin, se réunira le *comité dit de régulation budgétaire, composé de MM. Mauroy, Delors et Fabius, pour prendre les décisions correspondantes.* Rappelons que le gel des crédits décidé au lendemain de la première dévaluation devait avoir pour effet de ramener à 80 milliards le déficit de l'Etat. Le déficit effectif dépassera, en tout état de cause, ce chiffre d'environ 30 milliards, ce qui est *beaucoup quand* on s'avise que la moitié environ du déficit sera financée par la création monétaire.

● Une grave lacune bancaire

A quoi sert le blocage si, simultanément, *les pressions inflationnistes continuent à s'accumuler ?* Le résultat risque d'être que, une fois période de pénitence terminée, une série de rattrapages plus ou moins visibles auront lieu. Une telle éventualité est malheureusement quasi certaine, le programme du redressement comportant une très grave lacune. Il n'a rien prévu *pour limiter l'accès des banques au concours de la Banque de France. C'est pourtant dans l'alimentation constante du marché monétaire par l'Institut d'émission que se trouve la machine à fabriquer l'inflation.*

Tout continuera à reposer sur le vétuste encadrement du crédit. Les normes de progression des encours de crédits fixées au début de l'année sont dépassées par tous les grands établissements. *On s'apprêtait à les relever mais le gouvernement, par souci de rigueur,* a l'intention de les maintenir sans modification sous prétexte qu'elles s'accordent aux nouvelles hypothèses de prix. On est là en présence d'une audacieuse pétition de principe. *C'est le succès présumé de la lutte contre l'inflation qui détermine l'ampleur des moyens mis en œuvre pour la gagner...*

Quelles devraient être les conséquences sur l'activité économique et le chômage de la nouvelle politique ? A entendre le gouvernement, son programme comporte un volet consacré à la relance des investissements. *Cette relance est-elle compatible avec un blocage des prix ? La remarque vaut surtout pour le secteur privé.* Mais le blocage qui s'appliquera aussi aux tarifs publics, à l'exception de ceux d'E.D.F.-G.D.F., ne manquera pas d'aggraver encore le déficit des grandes sociétés nationales, qui pèse lourdement sur le budget de l'Etat.

A titre de consolation, les entreprises recevront *une compensation sous forme d'allégements* d'impôts, *destinée à réduire* de moitié la charge occasionnée par le relèvement du SMIC. Le coût de cette opération devrait être d'environ *500 millions* de francs pour l'Etat. La méthode choisie illustre la volonté du *gouvernement de faire un nouveau bout de chemin en* direction *des thèses défendues* par le patronat. Le président du C.N.P.F., M. Gattaz, avait fait remarquer à M. Mauroy (non sans de bonnes raisons) que les entreprises préféraient une diminution de leurs charges à l'obtention *d'aides supplémentaires. Ce principe devrait recevoir plusieurs* applications dans le budget de 1983, comme l'a dit, dimanche, M. Laurent Fabius.

Plusieurs des orientations indiquées vont dans le bon sens. Mais on peut se demander si le gouvernement, déjà *échaudé deux fois*, a pris *réellement la mesure* des dangers *qui menacent l'économie et* le franc. Au cours des prochaines semaines, l'attention risque de se concentrer presque exclusivement sur les différents aspects du blocage, alors que la limitation des *dépenses du secteur public ne constitue qu'un premier pas pour réduire le rythme de la création monétaire* en France.

Trop d'entreprises ne survivent que portées à bout de bras par les banques, elles-mêmes adossées à la Banque de France. Où est la grande politique d'assainissement d'ensemble qui s'impose ? *Dans la période de blocage, puis de semi-blocage qui s'ouvre, l'appel* aux concours bancaires sera plus nécessaire que jamais. L'Institut d'émission sera bien obligé de suivre. Le franc n'est pas sauvé. Il est en sursis.

PAUL FABRA.

La dévaluation du franc par rapport au mark : insuffisante et pourtant coûteuse

Au lendemain de la seconde *dévaluation du franc en huit mois*, deux questions se posent : cette opération chirurgicale est-elle suffisante, et quelles vont en être les conséquences pour la *France ? On peut, comme* M. Delors l'a dit récemment, estimer qu'une dévaluation est toujours un échec. Mais c'est avant *tout* une série de *constats* : aggravation du déficit commercial, creusement du différentiel d'inflation et de coûts de produc*tion, tensions et pressions sur* les marchés des changes. Sur ce dernier point, les attaques lancées contre le franc depuis le début de *mars ont fini* par avoir raison de lui, l'après-midi du vendredi 11 juin lui ayant été particulièrement fatal.

Globalement, le déficit commercial est sur la pente d'une forte augmentation. M. Jobert avançait, *en février*, un chiffre de 100 milliards de francs en 1982 contre 50 milliards de francs en 1981. Même si ce montant peut maintenant être révisé en baisse, compte tenu du ralentissement de l'expansion en France et donc des importations, la pente est forte et elle l'est encore plus en ce qui *concerne notre premier fournisseur* et premier client : l'Allemagne (16 % à 17 % de nos importations totales et 15 % envi*ron de nos exportations). Or,* le déficit de nos échanges avec ce pays, qui avait déjà augmenté de 34,8 % en 1981 (22,6 milliards de francs contre 16,8 milliards de francs en 1980) a bondi de 80 % au premier trimestre de 1982 (8,1 milliards de francs contre 4,5 milliards de francs au premier *trimestre 1981). Si ce processus* se poursuivait, le solde négatif atteindrait 30 milliards en 1982, au deuxième rang, après celui enregistré par l'Arabie Saoudite (une *soixantaine de milliards*).

L'essentiel du déficit provient des biens d'équipement professionnels et de l'équipement industriel notamment, mais l'aggravation la plus forte a touché le secteur automobile avec une aug*mentation des importations* de 56 % en 1981 et bien davantage pour les premiers mois de 1982, certains constructeurs d'outre-Rhin *faisant* état d'une progression de leurs ventes avoisinant 70 %. La raison ? Avec des coûts réels de production inférieurs de 7 % à 10 % aux coûts de produc*tion* français, les *constructeurs* allemands peuvent augmenter impunément leur part de notre marché national, tout en continuant à *accumuler* des marges bénéficiaires extrêmement confortables.

Compte à rebours

Les coûts de production ? Depuis la création, en mars 1979, du système monétaire européen, les *prix ont augmenté de 22 % plus* vite en France qu'en Allemagne, ce qui, compte tenu d'une revalorisation du deutschemark de *10 % (en septembre 1979 et en* octobre 1981) laisse un avantage réel de 10 % à 12 % à nos voisins, chiffre confirmé par la plupart des *industriels français* (mécanique, automobile, industrie électrique).

La dévaluation de 10 % du *franc* par rapport au mark ne fait donc que « *remettre le compteur à zéro* », ce qui implique que, théoriquement, le compte à *rebours pour une nouvelle* dévaluation commence déjà. Sans doute des mesures énergiques vont être prises ; mais le ralentissement de l'inflation en France prendra du temps, compte *tenu* de l'effet à retardement des mesures sociales (cinquième semaine de congés payés, réduc*tion à trente-neuf* heures de la durée du travail, etc.), ce qui laissera subsister pendant un certain temps un différentiel *d'inflation non négligeable*. Pour placer la dévaluation du franc dans les meilleures conditions de réussite, il eût fallu se ménager un peu d'avance et adopter un *pourcentage de 13 %, par exem*ple, au lieu de 10 %, certains experts étant même partisans de 15 %. Cela n'a pas été possible *pour de nombreuses* raisons, politiques et économiques, nationales et communautaires (pas de dévaluations « compétitives »), mais c'est bien dommage. Et il y a de *fortes* chances que les 10 % *retenus* se révèlent insuffisants, comme les 8,5 % d'octobre 1981.

Des effets « pervers »

Quant aux conséquences de l'opération pour la France, elles seront fort coûteuses dans l'immédiat, avant que les avantages qui en découlent ne se fassent sentir. Toute dévaluation exerce d'abord des effets « pervers » dans la mesure où elle renchérit sur-le-champ le *coût des importations* et contribue ainsi à nourrir l'inflation. C'est particulièrement vrai vis-à-vis du dollar. Comme le *souligne* une étude *remarquable* de Mme Debonneuil et M. Sterdyniak, parue dans la revue de l'INSEE, *Economie et Statistique* (n° *142*, de *mars 1982*) : *37 %* de nos *importations sont payées en* dollars et elles sont, la plupart du temps, incompressibles, comme c'est le cas pour l'énergie (*27 %* du *total*) et les matières premières *brutes* (*6 %*). *Or toute* hausse du mark à Paris entraîne mécaniquement et automatiquement une hausse du dollar, *puisque cette dernière monnaie* varie vis-à-vis de l'ensemble des monnaies du S.M.E., le mark formant pivot. Cette fois-ci, il est à craindre que le cours du *dollar ne bondisse de 6,30 F* à plus de 6,60 F, tous records historiques battus. Le coût du *pétrole* s'en trouverait *majoré d'au moins 5 %*. Sans *doute, on* pourra incriminer la politique américaine de taux d'intérêt élevés et donc de dollar cher, espérant une baisse hypothétique de son cours. Si *cette* baisse *ne se* produit pas, et c'est à redouter, les effets « pervers » de la reva*lorisation* du « billet vert » joueront à plein.

Selon l'étude *citée précédemment*, ces effets pèsent sur *les* profits des *entreprises et leurs* investissements, annulant pratiquement l'effet expansionniste in*duit* par les gains de compétitivité et *relançant à tout coup* l'inflation. Ajoutons que la réduction des importations engendrée par l'augmentation de leur coût, de*vient de plus en plus illusoire*, dans la mesure où les courants d'importation sont de plus en plus *stables*, notamment pour les ma*tériels* d'équipement en *provenance* des Etats-Unis et *surtout* de R.F.A. Seules, peut-être, les ventes d'automobiles allemandes *en France pourraient être ralenties.*

Quant aux effets « vertueux » — *il y en a*, — *ils* se produiront plus ou moins vite. Outre la réduction possible des importations de voitures germaniques, la reva*lorisation du mark, toujours suivant* la même étude, est *particulièrement* bénéfique. Elle se traduit par une amélioration durable du solde des échanges commerciaux *et une augmentation des exportations* et des investissements des entreprises françaises, sans accélérer l'inflation. Une véritable *bénédiction, sauf si une nouvelle* augmentation des coûts de production français vient annuler ces effets « vertueux » : c'est toute l'énormité du pari engagé par le *gouvernement qui, sous le* coup de l'électrochoc cher à M. Delors, prend conscience avec un terrible retard, de la formidable dérive, amorcée par l'économie française *vis-à-vis de l'environnement* extérieur.

FRANÇOIS RENARD.

TRENTE MILLIONS DE TOURISTES ÉTRANGERS EN FRANCE

Les effets de la dévaluation *sur* les échanges touristiques internationaux ne semblent pas devoir être très importants. Certes, les vacances coûteront relativement moins cher en France et plus cher à l'étranger, mais les réservations de séjour étant généralement faites depuis plusieurs semaines, *voire depuis plusieurs mois* il sera très difficile aux touristes de modifier au dernier moment leur choix.

Cela dit, trente millions d'étrangers ont dépensé, en *1980*, en France *34,5 milliards* de francs. Les Allemands de l'Ouest figurent en tête de ce palmarès avec 7,3 millions de séjours, suivis par les Belges (5,9 *millions*), *les Britanniques* (3,4 millions), les Néerlandais (3,4 millions) et les Italiens (1,5 million).

En sens inverse, 17 millions de séjours ont *été* réalisés par les Français à *l'étranger. Ils y ont dépensé* 25,3 milliards de francs et notamment en Espagne, en Italie, dans les trois pays du Maghreb ainsi qu'au Portugal.

***Le* solde positif de la balance des *paiements* touristiques s'est *élevé*, en 1980, à 9,2 milliards de francs. La balance est positive ou équilibrée, en faveur de la France avec l'ensemble des pays de la C.E.E., les Etats-Unis, la Suisse *et* le *Japon*. Elle reste déficitaire avec l'Italie, l'Espagne, la Grèce, le Portugal, les pays de l'Est et la Turquie.**

Les réserves en devises ont baissé de 60 % en un an

Décidé à maintenir le franc coûte que coûte à l'intérieur du S.M.E., une « *pratique* » qui doit *devenir « une bonne pratique », selon le vœu formulé, le 8 juin,* par M. Mitterrand, au cours de sa conférence de presse, le gouvernement a dû en payer le prix.

Au vu des statistiques *communiquées* en fin de mois par le ministère de l'économie et des finances, les avoirs officiels de change, qui comprennent les *réserves* en or (non mobilisables à *court terme, et qui représentent les deux tiers environ* du total des avoirs) et les créances de la France sur l'étranger (avoirs en ECU, en devises et créances sur le F.M.I.) se situaient à environ *365 milliards de francs à la fin* avril 1981.

Un mois plus tard, ils avaient baissé à 336 milliards de francs, régressant à 322 milliards à la *fin de l'année* 1981 *pour ne plus représenter que 285 milliards à* la fin mai 1982. Dans le *même* temps, les réserves en devises sont tombées de 41,6 milliards de francs en mai 1981, quelques jours après l'élection présidentielle, à 38 milliards à la fin *décembre* 1981, *27 milliards à* fin avril dernier et 16.5 milliards au 3 juin 1982, marquant une *baisse* de 60 % environ en l'espace d'un an.

Encore ces chiffres ne donnent-ils qu'une idée *imprécise de l'évolution réelle des réserves.* Les *gouvernements* abritant la discrétion de leurs interventions monétaires derrière le fonds de stabilisation des changes. Créé en 1936, cet orga*nisme qui* joue un rôle d'écran *très efficace*, permet à la Ban*que de France, agissant pour le* compte de l'Etat, de *procéder* à toutes les opérations voulues directement entre banques centrales, voire par le truchement de banques commerciales.

Seuls quelques cambistes sont en mesure, grâce aux recoupe*ments opérés* à partir des prin*cipales places internationales,* d'évaluer le montant des *interventions* effectuées par la Banque de France pour soutenir la monnaie nationale. Ces spécialistes considèrent que l'Institut d'émission a dépensé environ *70 milliards* de francs *pour défendre le franc depuis février* 1981, la *monnaie française ayant* subi des attaques bien avant le 10 mai de la même année.

S. M.

LES NOUVEAUX TAUX CENTRAUX DE L'ECU

***Voici les nouveaux taux centraux de l'ECU exprimés en monnaies* nationales après le réaménagement des parités au sein du *système* monétaire européen intervenu samedi soir à Bruxelles :**

Franc belgo-luxembourgeois	44,9704
Deutschmark	2,33379
Florin néerlandais	2,57971
Couronne danoise	8,2340
Franc français	6,61387
Lire italienne	1 350,27
Livre irlandaise	0,691011

Avec le Crédit National, développez vos performances.

Face à une concurrence mondiale toujours plus sévère, les entreprises françaises doivent se moderniser, adapter leurs productions, développer leurs investissements. Le Crédit National est là pour les y aider.

UNE EXPÉRIENCE CONFIRMÉE DANS TOUS LES SECTEURS.

En plus de soixante années de collaboration étroite avec les entreprises industrielles et commerciales de *toutes tailles*, le Crédit National a *acquis* une connaissance unique des réalités de chaque secteur de l'économie. Ses spécialistes, ingénieurs ou analystes, *apportent aux entreprises un diagnostic impartial sur leur* situation industrielle, l'appui de leurs techniques modernes d'analyse financière, le conseil *adapté à chaque cas particulier.*

A PROXIMITÉ DES ENTREPRISES DANS TOUTE LA FRANCE.

Grâce à ses *dix* délégations régionales, implantées sur l'ensemble du territoire, le Crédit National est proche des entreprises. Dans chaque région, il les écoute et les *conseille.*

UN LARGE ÉVENTAIL DE PRÊTS ET DE SERVICES.

En proposant de multiples formules de prêts et de *montages financiers,* le Crédit *National* met à la disposition des P.M.E. et des grandes entreprises les moyens d'investir.

● Pour financer les besoins durables de l'entreprise : prêts ordinaires à long terme ou crédit-bail immobilier.

● Pour encourager les exportations, l'automatisation, l'innovation, les économies d'énergie et de matières premières et les créations d'emplois : prêts spéciaux et prêts aidés aux entreprises, à taux réduits.

● Pour aider les entreprises françaises à s'implanter sur les marchés extérieurs : prêts pour le développement industriel à l'étranger.

● Pour renforcer les fonds propres des entreprises : prêts participatifs.

Prêts du Crédit National. Investir pour réussir.

PUBLICIS

LE RÉAJUSTEMENT AU SEIN DU

Les principales mesures du gouvernement français

PRIX : blocage jusqu'au 31 octobre à l'exception de l'énergie, de l'agriculture et des produits alimentaires frais

REVENUS : suspension jusqu'au 31 octobre de clauses conventionnelles de hausse de salaire. Gel des marges commerciales et des dividendes
Augmentation du SMIC et maintien du pouvoir d'achat des principales prestations sociales

FINANCES PUBLIQUES : déficit budgétaire pour 1982 et 1983 limité à 3 % de la PIB

RÉGIMES SOCIAUX : UNEDIC : augmentation des cotisations. Contribution des fonctionnaires

MM. Mauroy, Delors et Fabius ont présenté, dimanche 13 juin, en début d'après-midi au cours d'une conférence de presse les mesures d'accompagnement de la dévaluation du franc. L'ensemble des prix et des revenus sont bloqués pour quatre mois, les budgets publics et sociaux seront mieux maîtrisés. *« Réduire rapidement le taux d'inflation sans casser la croissance économique et en poursuivant de manière dynamique la politique de lutte contre le chômage »*, tels sont les objectifs — ambitieux — avoués par le premier ministre. Il s'agit, en effet, selon M. Mauroy *« d'obtenir un taux d'inflation inférieur à 10 % »*.

Pour expliquer cette politique et tenter de faire accepter l'austérité par les partenaires sociaux, M. Mauroy a établi un calendrier qui fait une large part à la concertation. Le premier ministre qui s'est entretenu, dimanche soir, avec les dirigeants de la C.G.T. qui tient son congrès à Lille doit recevoir M. Maire à déjeuner le 15 juin avant de convier tous les syndicats à Matignon le 17 juin. D'autres rendez-vous seront pris pour traiter de problèmes spécifiques : UNEDIC, Sécurité sociale, salaires.

L'ensemble des projets de loi nécessaires à l'application des mesures annoncées seront arrêtés lors du conseil des ministres du mardi 22 juin. Le Parlement entendra alors une déclaration du gouvernement sur laquelle celui-ci — M. Mauroy l'a laissé entendre — engagera sa responsabilité.

Le premier ministre comme le ministre de l'économie et des finances ont insisté sur la maturation de la mise au point de ces mesures. *« Si vous pensez que les événements de samedi nous ont pris au dépourvu*, a affirmé M. Mauroy, *vous vous trompez »*, pour souligner ensuite que le président de la République, lors de sa *conférence de presse*, avait la connaissance de ce plan d'ensemble.

Interrogé enfin sur les effets de la politique ainsi arrêtée, M. Delors a précisé que, à en croire *les modèles économétriques* qui ont tourné ces derniers jours, la croissance ne serait ralentie que de un ou deux dixièmes : le chômage devrait être stabilisé autour de deux millions de sans-emploi et entre 1982 et 1983 le déficit du commerce extérieur devrait être réduit de *30 milliards de francs*.

M. Delors a annoncé que le franc vert ne serait pas dévalué — les agriculteurs devront supporter, comme les autres catégories sociales, l'austérité — mais *qu'après négociation* avec les autres pays européens, la France appliquerait des montants compensatoires négatifs.

Voici la liste des principales dispositions annoncées par le premier ministre.

● MAITRISE DES PRIX

L'ensemble des prix à la production comme à la distribution sont bloqués jusqu'au 31 octobre *1982 aux niveaux atteints le* vendredi 11 juin. Une disposition législative particulière permettra d'appliquer ce blocage à tous les prix qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'ordonnance de 1945 (loyers, prix des transports, prix de l'eau, taxes parafiscales...).

Trois exceptions sont toutefois faites pour les prix agricoles à la production, en raison, a précisé M. Delors, d'engagements européens sur plusieurs familles de produits (céréales, sucre, lait...) :

— Pour les produits alimentaires frais, car l'expérience a montré, souligne M. Delors, que ces prix fluctuent chaque semaine voire chaque jour et qu'il *est très difficile de les bloquer ;*

— Pour les produits énergétiques, les prix pétroliers continueront d'être *gouvernés* par l'application de leur formule de variation mise en place au mois de mai *et* les tarifs d'E.D.F. et G.D.F. feront l'objet d'un examen dans le courant de l'été. (En revanche, tous les autres tarifs publics sont bloqués.)

La sortie du blocage des prix *s'opérera par la négociation* avec les professionnels, d'accords de régulation qui porteront d'abord sur les prix industriels. Le blocage des prix industriels doit être *« le plus court possible »*, il faut retourner le plus vite possible à la liberté pour les prix industriels, dit le ministre de l'économie et des finances.

Une norme moyenne de hausse des prix de 3 % pour le second semestre 1982 servira de référence pour la conclusion de ces accords de régulation.

● MODERATION DE L'EVOLUTION NOMINALE DES REVENUS

Les clauses conventionnelles *en* matière de hausse des salaires et d'indexation en ce qui concerne les revenus non salariaux sont suspendues jusqu'au 31 octobre. Les marges commerciales et les distributions des dividendes par les sociétés sont gelées. C'est ainsi, a précisé M. Mauroy, que la hausse salariale prévue pour le 1er juillet dans la fonction publique ne sera pas appliquée.

La seule exception concernera le SMIC qui sera relevé, conformément à la loi, de 3,2 % au 1er juillet 1982. (Une compensation portant sur 50 % de cette hausse sera mise en place au bénéfice des entreprises, par réduction des charges fiscales).

Les partenaires sociaux seront invités à négocier de nouvelles conventions salariales pour la fin de 1982 et 1983. Le gouvernement les réunira au mois de septembre.

● MAITRISE DES FINANCES PUBLIQUES

Le déficit du budget pour 1982 sera limité en exécution à 3 % du PIB. Mais il n'y aura pas, a affirmé M. Fabius, de mesures fiscales nouvelles d'ici la fin de l'année.

Pour 1983, le déficit du budget sera également limité à 3 % du PIB et se situera donc à 120 milliards de francs. Une réserve de 20 milliards sera prévue (limitant en fait le déficit à 100 milliards) au cas où un collectif budgétaire devrait intervenir au cours de l'année. Un tel collectif serait financé soit sur cette réserve soit par augmentation d'impôts.

● EQUILIBRE DES REGIMES SOCIAUX

UNEDIC : Réunion prochaine des partenaires sociaux avec pour objectif un plan de financement équilibré pour 1982 et 1983 (par augmentation des cotisations des employeurs et des salariés et par contribution des fonctionnaires. *Ce plan sera arrêté au plus* tard le 15 juillet.

Sécurité sociale : le gouvernement arrêtera les mesures pour 1982 au conseil des ministres du 22 juin. M. Mauroy a confirmé les 8 milliards de francs d'économies annoncées par M. Mitterrand. Pour 1983 une concertation rand. Pour 1983, une concertation sociaux.

Le premier ministre, MM. Delors et Fabius ont en outre rappelé les grands principes de la *« seconde phase »* de la politique gouvernementale.

● *La solidarité* qui se manifeste par le maintien des augmentations du SMIC, le maintien du pouvoir d'achat des principales prestations sociales, l'augmentation des prestations familiales de 6,2 % au 1er juillet, la revalorisation de l'allocation logement de 6,8 % à la même date et l'augmentation aux *dates et niveaux* prévus des retraites.

● *L'intensification de la lutte contre le chômage* comme le prouvent le programme largement engagé d'insertion professionnelle des *seize-dix-huit* ans, la réforme du service public de l'emploi, le développement des contrats de solidarité et la mise en place d'un mécanisme spécifique pour les quatre cent quatre-vingt mille chômeurs de longue durée.

● *La relance de l'investissement* enfin, qui comportera une mise en œuvre rapide des programmes d'investissements des entreprises nationales, la relance — déjà annoncée, de l'activité du bâtiment et des travaux publics — enfin des mesures en faveur de l'épargne productive qui seront mises au point d'ici la fin de juillet.

L'amère victoire de M. Delors

Au cours de la *« deuxième phase du changement »* que M. Mauroy, entouré de MM. Delors et Fabius a annoncée dimanche 13 juin aux Français pour les jours à venir, *« la participation de tous sera nécessaire »*. Auparavant, et de *Deauville où il assistait à un* congrès des jeunes chefs d'entreprise, M. Delors avait annoncé *« un petit électrochoc »* pour l'économie.

Ainsi rapprochées, ces deux déclarations éclairent d'un jour cruel ce qui vient de se passer. Car c'est bien un choc que vont éprouver les Français en découvrant — après l'annonce déjà inquiétante en soi d'une deuxième dévaluation du franc — l'ampleur des mesures arrêtées : économies draconiennes sur les dépenses de Sécurité sociale avec tout ce que cela implique, modification (*« réaménagement »*, *dit-on*) des *prestations* sociales et de chômage, contribution des fonctionnaires au financement de l'UNEDIC et surtout blocage des prix et des salaires entraînant, pendant un temps, une baisse du pouvoir d'achat.

Certes, beaucoup de Français n'ignoraient pas les dangers qui menaçaient l'économie et les finances du pays, les indices ayant été particulièrement mauvais ces dernières semaines en matière d'inflation, de production, de commerce extérieur et de réserves de changes. Mais le pouvoir — et d'abord le chef de l'Etat — avait tenu un tel discours depuis mai 1981 que beaucoup en avaient conclu que peut-être il serait possible, une fois encore, d'échapper aux grands sacrifices. Faut-il rappeler que, pendant les premiers *mois d'exercice du pouvoir, le* gouvernement avait essayé de construire sa politique sur l'idée que seuls les riches paieraient, ce qui complétait — et d'une certaine façon parachevait — l'affirmation selon laquelle les entreprises faisaient assez de profits pour être mises davantage à contribution.

Un an après la victoire aux élections législatives, M. Mauroy ne s'adresse plus *ni* aux *riches ni* aux entreprises, mais demande la participation de tous, le blocage des salaires n'épargnant que les smicards. Assurément, les Français vont subir cet électrochoc, dont a parlé M. Delors avec un certain manque de tact. Fallait-il, en effet, promettre aussi longtemps — et contre toute vraisemblance — que le pouvoir d'achat serait maintenu ? Fallait-il *répéter aussi souvent que la France* n'alignerait pas sa stratégie économique sur celle des pays étrangers pour reconnaître maintenant que les succès remportés dans la lutte contre l'inflation par nos concurrents nous forcent *« à changer de braquet »* et *« à nous adapter »* ?

Trois étapes

En parlant d'électrochoc, M. Delors ne s'adressait-il pas aux membres du gouvernement — mais aussi au chef de l'Etat — qui, ces derniers mois, ne l'ont pas écouté — ou pas cru — ou insuffisamment suivi ? Il faut rendre cette justice au ministre d'avoir tiré très tôt la sonnette d'alarme et de l'avoir fait avec une telle vivacité que sa solitude fut complète pendant longtemps au sein de l'*équipe gouvernementale*, vis-à-vis de M. Mauroy notamment.

L'histoire de l'échec qu'est, pour les socialistes, cette deuxième dévaluation a connu trois étapes. La première est celle de la relance de juin-juillet 1981, relance somme toute raisonnable (35 milliards de francs, soit 1 % du produit national) et largement gagée par des recettes, mais relance à contre-courant des politiques menées à *l'étranger* ainsi que de la situation économique qui restait déprimée dans le monde.

La confiance était pourtant telle, que la première dévaluation, survenue en octobre dernier, ne posa d'abord pas beaucoup de problèmes. A tel point qu'aucun plan sérieux ne l'accompagnait pour rendre crédible, aux yeux de l'étranger, la nouvelle parité du franc par rapport au deutschemark. Quelques prix et tarifs furent tout de même bloqués ou mis en surveillance, mais il fallut que M. Schmidt demandât — en échange de la *réévaluation* du deutschemark — un effort de compression budgétaire pour que soit annoncé, à regret et après bien des hésitations, le gel de 15 milliards de francs de *dépenses publiques*.

On en serait probablement resté là si les importants déficits de l'assurance chômage et ceux, prévisibles, de la Sécurité sociale et du budget de l'Etat n'avaient posé le problème de leur financement. La T.V.A. fut proposée au sacrifice : impôt indolore et à grand rendement, chacun crut avoir trouvé une bonne solution qui permettrait de *poursuivre la politique de dépenses* hardies commencée six mois plus tôt avec la création de 45 000 postes de fonctionnaires.

La résistance qu'opposèrent certains — et d'abord M. Delors — au financement des dépenses sociales, budgétaires et de chômage par l'alourdissement de la T.V.A., la méfiance manifestée par M. Mitterrand vis-à-vis des arguments des uns et des autres *déboucherent* sur *trois* réunions de crise à l'Elysée qui furent aussi l'occasion pour beaucoup de socialistes de faire le point et de découvrir que les technocrates, si souvent vilipendés, n'avaient pas toujours tort quand ils affirmaient aux politiques qu'en économie tout n'est pas possible. C'est en *novembre-décembre 1981 que les membres* du gouvernement prirent conscience de l'importance de l'environnement international, du rôle hélas limité que peut jouer l'Etat pour relancer l'activité, enfin et surtout de l'impossibilité de trop accroître les impôts et les cotisations sociales pour financer les dépenses.

Cette prise de conscience, qui fut aussi crise de conscience, n'a produit que lentement ses effets. En novembre, Mme Questiaux annonçait le rétablissement du point supplémentaire des cotisations à l'assurance-maladie en même temps *qu'était retenue l'idée d'économiser* 3 milliards de francs sur les dépenses de Sécurité sociale. Mais cette seconde mesure — déjà édulcorée par rapport aux demandes de M. Delors — ne fut pas appliquée alors que la généralisation du tiers payant, annoncée il y a quelques semaines, allait plutôt dans le sens d'une accélération aux dépenses déjà trop lourdes. Le budget de 1983 *fut tout de même mis en* chantier avec le souci de limiter l'impasse.

Le passage à l'acte, c'est-à-dire à la rigueur, était si lent, l'attitude *des syndicats si décevante que* M. Delors lançait en mars plusieurs avertissements sévères. Il réaffirmait notamment que la campagne électorale pour les élections cantonales avait fait passer au second rang les problèmes les plus urgents, c'est-à-dire les problèmes économiques. Il réaffirmait aussi qu'il n'était pas question d'accroître les avantages acquis, mais de lutter contre le chômage. *Dans une émission télévisée* plus récente, M. Delors assurait que n'était pas venu *« le moment de cueillir les cerises »* et, s'adressant aux syndicats, leur reprochait de se comporter avec la gauche comme naguère avec M. Giscard d'Estaing.

Ecouté par le chef de l'Etat, mais pas au point d'être suivi dans ses conseils, le ministre aura dû attendre longtemps et se voir souvent — *et cruellement* — *désavoué* (sur les nationalisations, les économies de dépenses, la pause nécessaire...), avant d'arriver à imposer ses vues, comme il l'a fait dimanche, lors de la deuxième dévaluation du franc. Etape amère, dont M. Rocard a dit qu'elle serait celle de la rigueur socialiste.

La voie maintenant prise semble celle de la rigueur. Mais, à défaut des nombreux Français qui y semblent résignés, les syndicats l'accepteront-ils et à quelles conditions ? Beaucoup plus que la deuxième étape d'une même action, c'est, quoi qu'en disent MM. Mauroy et Delors, d'un changement radical de politique dont il s'agit maintenant.

ALAIN VERNHOLES.

A Deauville, les «jeunes patrons» ont eu la primeur de l'information

De notre envoyé spécial

Deauville. — Les membres du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise se sentaient un peu frustrés samedi 12 juin en fin de matinée. Leur congrès *national* se terminait et les huit cents congressistes venaient de voter une *« charte du bien-entreprendre »* en dix-huit commandements. On attendait le discours de M. Delors qui devait expliquer ses vues sur l'entreprise et sur son avenir.

Ces propos-là auront été finalement peu écoutés, l'attention des participants étant réservée à l'annonce que fit le ministre de la dévaluation du franc. Démarche insolite que celle qui consiste à annoncer — avant l'événement — une éventuelle modification des taux de change. C'est pourtant ce que fit M. Delors *quelques heures avant l'ouverture* de la rencontre de Bruxelles. Devant les congressistes du C.J.D., M. Delors a justifié la dévaluation et évoqué les mesures d'accompagnement. *« Un petit électrochoc pour l'économie. (...) Dès lundi, tout le monde devra être sur le pont*, dira-t-il. *Il faut réduire l'inflation annuelle à moins de deux chiffres. Nous ne dépasserons pas les 3 % ou 3,5 % au cours du second semestre de cette année, et 8 % en 1983. »*

M. Delors cherchait à atteindre, au-delà de son auditoire, le pays tout entier. Une préparation psychologique à la rigueur, sinon à l'austérité. Les congressistes ont vu et entendu un ministre blême, le visage fermé. A Deauville, dans l'entourage de M. Delors, on disait que les grandes lignes du plan d'accompagnement avaient été arrêtées quelques heures plus tôt par MM. Mauroy et Delors dans le bureau de M. Mitterrand. *Celui-ci était resté, paraît-il,* ment silencieux, une information invérifiable.

Après son exposé et à sa demande, M. Delors s'est enfermé avec M. Yvon Gattaz dans un bureau du casino de Deauville. Un bureau où, avait-il demandé, *« il y ait deux téléphones »*. Il semble bien que ce soit là qu'ait été envoyée dans deux directions opposées, vers le patronat d'une part, vers les *syndicats* de l'autre, l'annonce du blocage des prix et des revenus. A en juger par le visage du président du C.N.P.F., et ensuite par ses propos, le patronat a paru accepter la contrainte qui lui était imposée.

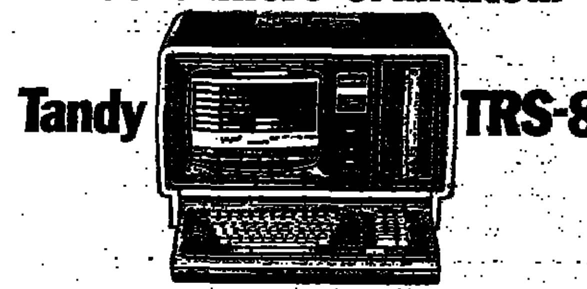
A Deauville et après M. Delors, M. Gattaz a lui aussi prononcé une allocution : celle qui mettait un point final aux travaux du congrès. Le président du C.N.P.F. a parlé du *« discours courageux »* du ministre. Il a assuré que les patrons ne *« traîneraient pas les pieds »* pour appliquer les mesures gouvernementales. A condition, dira M. Gattaz, que les efforts demandés soient acceptés par tous, salariés et syndicats y compris.

Si le président du C.N.P.F. a pris l'engagement que les patrons feraient *« tout pour contrôler les prix français »*, il a insisté sur la nécessité d'un blocage complet : tarifs des services publics y compris...

ALPHONSE THÉLIER.

Consultez jusqu'à 20.000 fiches en un éclair!

avec le micro-ordinateur



et son programme Profile II.

- Explorez votre fichier suivant 36 clefs différentes (1296 critères de sélection) définis par vous-même, par un ordre simple entré au clavier.
- Affichage immédiat à l'écran et/ou impression des données à l'imprimante en ordre trié ou non.
- Mise à jour du fichier (adjonction, suppression et modification d'enregistrements).

Démonstrations permanentes et gratuites.

Venez en faire l'essai aujourd'hui même. Ou prenez immédiatement rendez-vous par téléphone auprès des spécialistes TRS-80.

- Paris : 25, rue de la Chaussée d'Antin (Galeries Lafayette), tél. 1/285.43.44 (Métro : Chaussée d'Antin)
- Paris : 26, avenue du Maine, tél. 1/544.53.16 (Métro Montparnasse-Bienvenue)
- Paris : 199 à 207, rue des Pyrénées, tél. 1/358.27.27 (Métro : Gambetta)
- Neuilly-sur-Seine : 23, rue du Château, tél. 1/745.80.00 (Métro : Pont de Neuilly)

ainsi qu'à :

- Caluire : 12, cours Aristide Briand, tél. 7/808.43.38 (Face à la foire de Lyon)
- Nice : Galeries Lafayette, 6, avenue Jean Médecin
- Toulouse : 2, boulevard Michelet (Place Saint-Aubin), tél. 61/63.88.63

Tandy
Computer Center

TC9F-M



SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Le gouvernement entend obtenir dans un minimum de temps des résultats décisifs dans la lutte contre l'inflation

déclare M. Pierre Mauroy

M. Pierre Mauroy a fait le *13 juin, à la presse*, la déclaration suivante :

« Depuis un an, *nous* mettons en œuvre la politique que nous avions proposée au pays et qu'il a ratifiée.

Cette politique a déjà remporté *plusieurs succès*.

» En matière de croissance, nous faisons mieux que nos partenaires. Grâce aux *mesures* de relance, notre économie connaît une croissance sensible là où nos partenaires stagnent et parfois régressent.

» En *matière d'emploi nous faisons* mieux que nos partenaires. Déjà les effectifs ont cessé de *diminuer et l'augmentation du* chômage a très nettement ralenti en France alors qu'elle connaît une brutale accélération chez nos partenaires.

» Mais la reprise internationale n'est pas au rendez-vous et nous subissons les effets de l'inflation *excessive* qui nous a été léguée. Une inflation qui était, je le rappelle, de 14 %.

» Nous avons *commencé à diminuer* ce taux d'inflation, à ralentir la hausse des prix. Mais les résultats obtenus ne sont ni assez sensible ni assez rapides par rapport à l'évolution des prix de certains de nos partenaires.

» Cette situation nous conduit à *adapter* notre politique aux difficultés du parcours. C'est ce que le président de la République a *appelé* la *« seconde phase » du* changement.

» Quelles sont ses caractéristiques ?

» Nous poursuivons notre effort de relance en relayant l'action menée l'an dernier en faveur de la consommation par une aide aux investissements. *Le* gouvernement compte sur le dynamisme des chefs d'entreprise. Les nouvelles *parités monétaires offrent* des possibilités supplémentaires de développer nos industries et notre commerce, *de* reconquérir des parts du marché intérieur et notre commerce, de reconquérir des parts du marché intérieur *et de développer nos exportations*. Quant aux entreprises nationales, elles consacreront en 1983 25 milliards de francs à leurs investissements.

» *Nous poursuivons* également notre effort de lutte contre le chômage afin d'assurer et d'élargir les premiers succès. L'objectif des cent mille emplois créés ou libérés en 1982 dans le cadre des contrats de solidarité sera atteint. Nous en *sommes* déjà à *cinquante mille. De nouvelles* mesures vont en outre venir compléter le *dispositif* déjà mis en place.

» Après les contrats de solidarité et la formation garantie aux jeunes de seize à *dix-huit* ans, nous ouvrons un troisième front au profit des chômeurs de longue *durée*. Dès demain, je m'en expliquerai devant les directeurs départementaux du travail rassemblés à Paris.

» Quant à la lutte contre l'inflation, nous changeons de vitesse afin de réduire l'écart qui nous sépare, dans ce domaine, de certains de nos partenaires et qui pèse sur notre monnaie et sur la balance de notre commerce *extérieur*.

« Réduire les inégalités les plus criantes »

» *Par* une action énergique, le gouvernement entend obtenir, dans un minimum de temps, des résultats *décisifs*. En *quatre mois* — juillet, août, septembre et octobre — grâce à un blocage de l'ensemble des prix et des revenus, nous devons ramener notre taux *d'inflation* en dessous de 10 %.

» Pour que les mesures arrêtées ce matin en conseil restreint, et qui seront détaillées en conseil des ministres, atteignent leur plein *effet*, la *participation de tous* est nécessaire. Et, en premier lieu, la participation des partenaires *sociaux*. Je les recevrai donc dès jeudi afin de les associer à notre action.

» Le Parlement sera aussi saisi *prochainement* afin de *donner* au gouvernement les moyens d'ordre législatif nécessaires.

» La politique engagée depuis un an est la seule qui concilie l'impératif de croissance et la justice sociale, qui lutte avec la même vigueur contre le chômage *et contre l'inflation*.

» Nous poursuivons dans cette voie en adaptant, chaque fois que cela se révélera nécessaire, le rythme et les moyens. Car chacun sait bien qu'il est plus facile de rouler en plaine que de gravir une montagne.

» Nous nous sommes donné les les moyens de réussir. Par leur rassemblement et la mobilisation de toutes les volontés, les Français réussiront. Les contraintes d'aujourd'hui sont le prix à payer pour atteindre nos objectifs.

» Fort de la confiance toujours *renouvelée des Français*, le gouvernement a, dans une première phase, mené des actions en profondeur afin de réussir le sursaut industriel du pays. Ce furent les nationalisations et les nouveaux droits des travailleurs.

» Pour réussir la « seconde phase » du changement, *il* engage un triple effort :

» — Un effort de maîtrise de nos équilibres économiques et financiers ; »

» — Un effort pour donner un dynamisme nouveau à notre industrie et pour développer nos technologies ;

» — Un effort de solidarité et de justice sociale.

» Car, plus que amais, le pays a besoin d'être uni et mobilisé. Pour atteindre cet *obectif* il convient de réduire les inégalités les plus criantes, et d'abord celle qui sépare les Français qui ont un emploi de ceux qui n'en ont pas.

» La *solidarité* est l'expression la plus haute du civisme et, en définitive, de la liberté et de la responsabilité. C'est par la solidarité que nous réussirons tous ensemble et pour *tous*. »

« Souffrir » autrement

(Suite de la première page.)

Au préalable, dimanche après-midi, M. Mauroy s'est d'abord *employé à dissimuler que* le recours au blocage des prix et des revenus traduirait l'insuffisance de la *politique* de lutte contre l'inflation suivie jusqu'à présent. Il l'a fait en situant cette *« adaptation »* aux *« contraintes »* dans un contexte *résolument* positif, *voire optimiste*.

Le gouvernement n'a pas commis d'erreur, la *preuve* en est que la France fait mieux que ses partenaires occidentaux en matière de croissance et d'emploi, et cette *« adaptation »* n'est *justifiée que par l'absence « au rendez-vous »* de la reprise internationale, a-t-il expliqué.

Il a également souligné que cette *« action énergique »* ne s'étendra que sur les quatre prochains mois et donnera *« des résultats décisifs »*. Ainsi le chef *du gouvernement s'efforçait-il* de rester dans le droit fil des déclarations faites le 9 juin par le chef de l'Etat.

M. Mauroy a mis ensuite une certaine insistance à dissiper l'impression d'impréparation que l'annonce soudaine du réajustement monétaire européen et du plan d'accompagnement national avaient pu susciter la veille. Il a *affirmé que le processus* avait été parfaitement maîtrisé par le gouvernement en précisant que la date de l'*« opération »* avait été arrêtée *« depuis quelque temps »*, avant même, selon les *indications* données, la conférence de presse du président de la République. *« Si vous pensez que les événements nous ont pris au dépourvu*, a dit M. Mauroy aux journalistes, *vous vous trompez »*. M. Jacques Delors a abondé en ce sens.

Le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances ajoutaient en privé, diman*che après-midi, que leurs* précédentes déclarations, fin mai, sur l'opportunité d'envisager un *infléchissement de la politique* économique et sociale du gouvernement n'avaient eu d'autre but que de *préparer* les esprits à ces décisions drastiques.

La cohérence de la démarche gouvernementale eût été assurément plus manifeste si M. Mit*terrand, lors de sa conférence de* presse, n'avait semblée mettre un bémol au débat que lesdites déclarations avaient provoqué au sein de la majorité. Comment croire que le gouvernement a exercé sur les événements une maîtrise parfaite alors que le chef *de l'Etat, mercredi dernier*, renvoyait à plus tard une *« action radicale »* en matière de contrôle des prix et des salaires *(« l'action radicale ne peut être entreprise que si les autres méthodes ont échoué*, avait déclaré M. Mitterrand à ce sujet. *Ces méthodes sont et seront tentées »)* et qu'il indiquait que la *« table ronde »* avec les partenaires sociaux pour*rait avoir lieu en juillet*... ou, à la rigueur, en septembre ? Dans l'esprit de M. Mauroy, il s'agissait surtout de prévenir les critiques sur la crédibilité du pouvoir exécutif *en la circonstance*, mais était-il nécessaire d'y mettre tant d'insistance ?

Quant au fond, l'argument *sur* lequel e premier ministre entend fonder sa démarche est l'impératif de *solidarité*, porté au niveau de *« l'expression la plus haute du civisme »*. L'austérité de gauche ne saurait frapper les bas revenus, ni les familles nombreuses, ni les *retraités, les plus démunis, encore* moins les chômeurs de longue date ou les jeunes en quête d'un premier *emploi*. Ce nouvel appel à la mobilisation nationale sera-t-il mieux entendu que les précédents ?

Le gouvernement aura d'abord à convaincre sa propre majorité. Force est de constater que les militants du parti socialiste, qui *avaient souhaité* que toute modification sensible de la politique engagée il y a un an fût précé*dée d'une discussion* interne, ont été mis devant le fait accompli. Il semble que MM. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, et Christian Goux, président de la commission des finances, partisans depuis longtemps du blocage des prix et des revenus, *aient été* simplement informés des grandes lignes du plan de redressement par un coup de téléphone de M. Mauroy, samedi soir.

Pour l'essentiel, le débat interne aura donc lieu *a posteriori*, sur les modalités à retenir, et ce débat sera limité puisque les mesures annoncées doivent être arrêtées par le conseil des ministres du mardi 22 juin. M. Mauroy se déclare disposé, au demeurant, à *s'expliquer aussi* complètement que possible avec les groupes parlementaires de la majorité. Afin de solenniser l'amorce *de cette « deuxième phase »* du changement le premier ministre engagera vraisemblablement la responsabilité du gouvernement au *terme* de la déclaration de politique générale qu'il se propose de faire au Parlement, sans doute le mardi 23 ou le jeudi 24 juin.

Le premier ministre aura aussi à convaincre ses partenaires communistes qui *acceptent* que le gouvernement appelle les citoyens à *faire* des sacrifices mais à condition que ces sacrifices ne frappent pas tous les citoyens sans *distinction*. « Ce ne sont pas les petits et moyens salaires qui doivent payer », déclarait jeudi *dernier M. Georges Marchais. Le* P.C.F. se contentera-t-il de l'assurance que la « seule exception » au blocage des *salaires concernera* le SMIC ? A ce sujet ne considérera-t-il pas que la nouvelle compensation de cinquante pour cent prévue au bénéfice des entreprises par réduction des charges fiscales constitue un nouveau *« cadeau au patronat »* ?

Les premières réactions du P.C.F. ne sont pas, cependant, négatives. Tout laisse à penser que M. Georges Marchais avait été tenu informé des intentions du *gouvernement*.

La « une » de *l'Humanité du* lundi 14 juin se caractérise par une remarquable sobriété. Dans une « déclaration » publiée en pages intérieures M. Philippe Herzog, *membre du bureau politique*, reprend à son compte, l'ensemble de l'argumentation de M. Mauroy et apporte notamment la caution de son parti à l'affirmation du premier ministre selon laquelle le gouvernement ne change *« ni de route ni de cap »*, mais *« s'adapte simplement au terrain »*. Les divergences potentielles, toutefois, apparaissent en filigrane quand M. Herzog souligne que *« la régression du pouvoir d'achat des salariés réduirait l'activité économique et aggraverait le chômage »* L'évolution de la position du P.C.F. sera essentiellement *déterminée* par le sort qui sera réservé aux revenus salariaux. C'est aussi sur ce point que M. Mauroy aura le plus de fil à retordre avec la C.G.T., qu'il a invitée, dimanche soir, à Lille, à *« dépasser les corporatismes et surmonter les égoïsmes »*.

A peu près au même moment, devant la convention réunie dans la même ville par la fédération socialiste du Nord, M. Jean Le Garrec, soulignait que les syndicats n'avaient pas à se *« rallier »* au gouvernement mais à l'*« aider »* pour éviter *« une revanche de la droite, qui ne serait pas une molle alternance »*, et se traduirait par *« une remise en cause des conquêtes sociales »*.

Pour la gauche le risque serait, en effet, dans quatre mois, de ne pouvoir se prévaloir que d'un bilan modeste, après avoir tout essayé, et de voir alors sa crédibilité fortement atteinte à moins de six mois des élections municipales. A cet égard, le second semestre de 1982 sera donc décisif pour la majorité qui, après avoir exalté l'espoir *de « vivre autrement »*, puis essayé l'art de *« gouverner autrement »*, se trouve aujourd'hui dans l'obligation, vitale pour elle, de convaincre les citoyens d'accepter de *« souffrir »* autrement.

ALAIN ROLLAT.

LA POLITIQUE DU BLOCAGE DES SALAIRES

Le pari de la persuasion

Le blocage des salaires n'a jamais été *accepté* de *gaieté* de cœur en France et les expériences passées ont rarement eu une *grande efficacité*. *La nouvelle* politique des socialistes a-t-elle plus de chance, en 1982, que celle *proposée au lendemain* de la seconde guerre mondiale par la coalition du centre et de la gauche ?

C'est une histoire tourmentée que celle des blocages des revenus. *Pour mettre fin à la liberté* des négociations des salaires prévue par les lois du 25 mars 1919 et du 24 juin 1936, les gouvernements ont du adopter des mesures *législatives et réglementaires : décrets* en 1939 et 1940 qui mettent fin au régime de libre dis*cussion* par voie *conventionnelle* et loi du 23 décembre 1946. Ce dernier texte restitue aux partenaires sociaux le droit de négocier les conditions de travail mais, à *titre* transitoire, exclut celui de négocier les salaires.

L'évolution des salaires demeure un domaine réservé au gouvernement. Cette lourde responsabilité sera souvent entamée par les coups de boutoir des salariés et des *syndicats* : les grèves se multiplient ; un accord signé par les *syndicats* et le patronat est *rejeté* par les pouvoirs publics en 1947 et malgré la distance bienveillante que prend la *C.G.T.*, la base déborde les confédérations et amène les cégétistes à *durcir* leurs positions. Et c'est en partie pour leur opposition au blocage des salaires que les communistes quittent le gouvernement.

Dès sa constitution, Force ouvrière n'est pas *moins* sévère : l'une de ses principales revendications en 1948 consiste à réclamer le retour à la liberté des salaires parce que l'action de tous les gouvernements pour combattre la hausse des prix a totalement échoué. Renforçant ses pressions, F.O. *organisera même*, le 25 novembre 1949, une grève générale de vingt-quatre heures pour obtenir se rétablissement. La loi du 12 *février* 1950 donne satisfaction aux *syndicalistes*. Ce texte, modifié, par la suite, constitue *toujours* pour F.O. et les *autres confédérations* la bible de la voie contractuelle. Veillant jalousement au respect de ce droit, les centrales ouvrières et F.O. surtout rappellent régulièrement leur *attachement* à cette règle sacro-sainte du monde syndical.

Soucieux de ne pas heurter de face les salariés et donc par recréer un front commun, les gouvernements qui *voudront* rompre le cercle vicieux des hausses de prix et de salaires, agiront, dès lors, par recommandation. M. Debré à la fin des années 50 s'efforcera par une lettre restée célèbre de convaincre les partenaires sociaux de limiter la hausse du pouvoir d'achat. Plus tard M. Barre, en 1976, procédera aussi *par* recommandation, en y ajoutant toutefois une mesure interventionniste et limitée : la *loi du 29 octobre 1976* limite le relèvement des hauts salaires et impose même leur blocage pour *1977 puis 1978*, lorsque le traitement mensuel dépasse 24 000 francs.

Toutes ces mesures ont-*elles été efficaces* ? L'opinion publique n'y croit guère. L'examen des faits *invite à un jugement* plus nuancé : de 1946 à 1950 les prix de détail ont été multipliés par 4,5 environ et le salaire horaire des métallurgistes parisiens par 3,6 ; de *1976 à 1981*, M. Barre a réussi à modérer les hausses de salaires et comme l'écrivent les *auteurs de la Macro économie contemporaine* (1), le contrôle des prix et des salaires est certes *« un mauvais outil »* mais son *« impact principal »* est de *« casser les anticipations »*.

Dans les entreprises

Tel est bien l'objectif du gouvernement en 1982 : en provoquant un *« électrochoc »* les socialistes espèrent casser le rythme actuel d'évolution des salaires et des revenus. Dans un premier temps qu'ils espèrent *unique*, *ils* souhaitent... comme MM. Debré et Barre pouvoir agir par la persuasion.

La loi modifiée *mais* toujours valable du 11 février 1950 interdit aux pouvoirs publics de fixer *l'évolution* des salaires. Les accords et conventions sont la loi. Exemple : rien n'empêche les partenaires sociaux d'appliquer les accords signés récemment chez *Renault (+ 2,5 % au 1er août)*, chez Citroën (+ 2,5 % au 1er septembre) chez les fonctionnaires (+ 2,5 % au 1er septembre). Seule l'influence pédagogique du gouvernement et les liens privilégiés qu'il a noués avec les syndicats peuvent lui permettre de convaincre ces *derniers d'accepter* une pause et de mettre entre parenthèses les accords signés.

Le feront-ils ? Le pourront-ils ? Les grandes réserves qu'ont manifestées les confédérations n'est pas *forcément* de mauvaise augure. La concertation qui va s'en*gager cette semaine* pourrait amener certains syndicats à jouer le jeu, comme F.O. l'a déjà annoncé. Si rien n'est joué au niveau des états-majors, en fait *la partie* de poker que commence le gouvernement ne sera réussie qu'au niveau des entreprises : c'est là, *sur* le tas, que pouvoirs publics, patrons, délégués devront convaincre la base de mettre les pouces pour une période temporaire. Comme le démontrent les années 1946-1950, il s'agit-là d'un pari courageux mais très difficile.

Faute de consensus, les pouvoirs publics devront-*ils* avoir recours à une loi pour suspendre provisoirement *celle de 1950 ? Cette* issue n'est pas impossible. On y pense dans les sphères gouverne*mentales mais on espère ne* pas être obligé de recourir à cette méthode. Cela suppose un discours public plus courageux encore et une bonne information des Français sur les réalités économiques et sociales. Les citoyens plus réalistes qu'on ne le croit *sont-ils prêts aux sacrifices ? « La France sait qu'elle ne se relèvera que par un effort long, difficile, pénible. Elle attend qu'on l'appelle à cet effort.* » M. Mitterrand, s'il veut éviter les tempêtes politiques au sein de sa majorité et les échecs électoraux sera-t-il *convaincu par cette phrase écrite* par celui qu'il embrassait, à son arrivée à l'Elysée : M. Mendès-France ? Une phrase écrite, il est vrai, en 1945, lorsque M. Mendès-France annonçait au général de Gaulle sa démission du gouvernement.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Par Vivien Levy-Garbona et Bruno Weymuller aux éditions Economica.

LA C.G.T. CHEZ M. MAUROY

Applaudissements... et sifflets

Recevoir pour le maire d'une municipalité d'union de la gauche l'ensemble des délégués du quarante et unième congrès de la C.G.T. était un geste naturel et symbolique du changement inauguré le 10 mai 1981. Présenter à la C.G.T., comme premier ministre, le rigoureux plan d'accompagnement décidé au lendemain de la dévaluation du franc était un exercice autrement plus périlleux. Car M. Mauroy n'a pas reçu, le 13 juin au soir, les congressistes pour remettre la médaille d'or de la ville de Lille à MM. Séguy et Krasucki ou même au président de la Fédération syndicales mondiale, mais pour évoquer, au milieu de compliments appuyés à la centrale, la rigueur et le blocage des salaires. Rudes moments pour le vin d'honneur !

Tout avait plutôt bien commencé en ce lendemain de dévaluation. S'écartant fréquemment de son texte, M. Mauroy rendit hommage, sous des applaudissements nourris, à la « puissante C.G.T., combattante de la noble cause du mouvement ouvrier français ». *Le bilan rapidement dressé de l'action gouvernementale ne devait pas susciter vraiment l'adhésion des congressistes, sauf lorsqu'il fut question de rendre la sécurité sociale aux travailleurs et de démocratiser le secteur public. Le premier ministre déploya beaucoup de conviction pour affirmer :* « Nous ne changeons pas de politique. Poursuivons avec opiniâtreté dans la même voie. » *Mais la première évocation des difficultés, la nécessité de relayer la relance par l'investissement industriel, notamment par la révision en baisse de l'objectif de croissance (de 2,2 à 2,5 pour 1982), devait susciter les premiers mouvements divers :* « Nous avons à escalader une côte plus rude que prévu, *affirma M. Mauroy.* Nous ne changeons ni de route ni de conduite. Nous nous adaptons tout simplement au terrain. »

Si l'allusion à la nouvelle dévaluation — pardon : aux « nouvelles parités monétaires » *— n'a pas suscité de remous particuliers, si l'annonce du blocage des prix a recueilli des applaudissements, il n'en fut pas de même pour le blocage des salaires, SMIC excepté (+ 3,2 % au 1er juillet) qui a provoqué huées et sifflets. La C.G.T. n'aime pas beaucoup tout ce qui augure de l'austérité.*

M. Mauroy ne réussit pas vraiment à retourner l'assistance en sa faveur en attaquant M. Giscard d'Estaing, accusé d'avoir sorti le franc en catastrophe du serpent européen en 1976, lui faisant perdre 21 % de sa valeur par rapport au mark, et M. Poniatowski relégué au rang des « spécialistes du ravalement de façade et de l'économie en ruine ».

Huées et sifflets devaient redoubler lorsque le premier ministre, gommant pourtant le terme écrit de « privilège », *parlera de l'* « avantage » *de ceux qui bénéficient d'un emploi stable.*

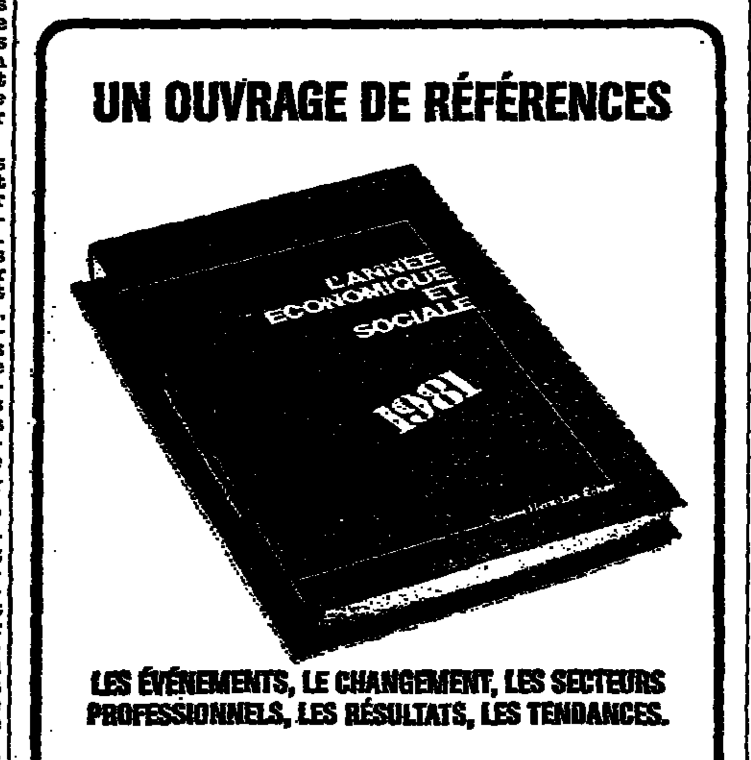
Renchérissant, il souligna : « Prenons garde de ne pas recréer par ce biais des inégalités qui, demain, pourraient diviser les travailleurs et nuire à la cohésion sociale du pays. » *« Faites payer les patrons », rétorquèrent des congressistes.*

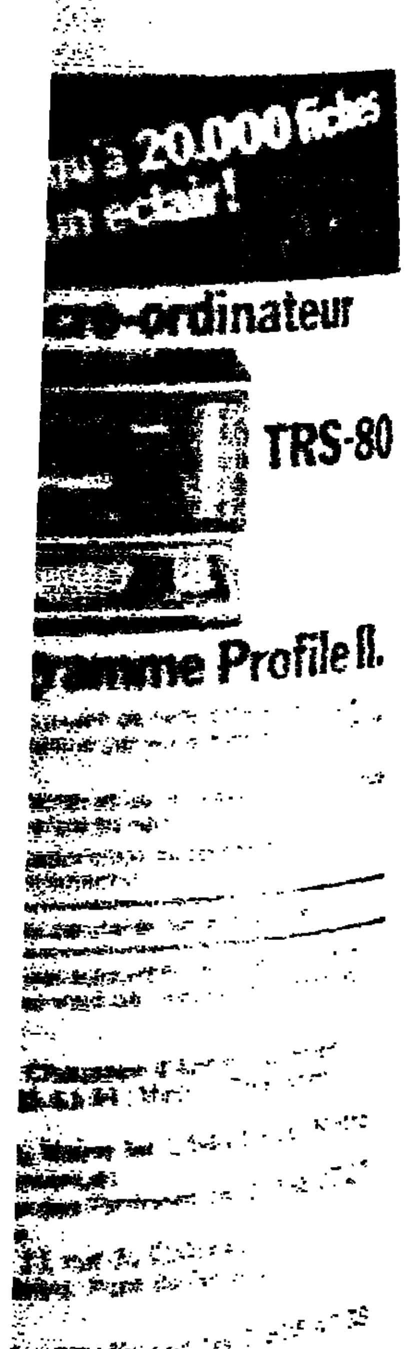
Tout en annonçant une relance de la négociation sur le temps de travail, M. Mauroy prôna « la solidarité avec les travailleurs sans emploi ». *S'écartant encore de son texte écrit, il n'ajouta pas que cette solidarité devait passer avant le pouvoir d'achat, se contentant de dire qu'elle devait être effective, l'intérêt général devant être privilégié par rapport aux intérêts particuliers.*

« Et les patrons ? », *criaient les délégués. Pour un peu, le vin d'honneur tournait à la manifestation.*

Les accolades échangées ensuite avec M. Séguy, puis avec M. Krasucki, ne rapprochèrent pas les points de vue. En décorant M. Krasucki, M. Mauroy devait noter avec un sourire mi-figue mi-raisin : « Nous allons commencer à travailler ensemble. Ce ne sera pas toujours facile. Ce n'est pas une médaille d'anticipation. »

Et, concluant cette réception animée, M. Séguy, actuel secrétaire général de la C.G.T., lançait, à l'intention de son « camarade » *Pierre Mauroy :* « Je pense que tu n'attendais pas de moi que je t'accordes l'adhésion enthousiaste de la C.G.T. Les décisions du gouvernement sont soumises aux délibérations de notre congrès. Le consensus pour la rigueur et l'effort attendu... »





LE RÉAJUSTEMENT AU SEIN DU

Les réactions à l'étranger

BELGIQUE : l'inquiétude persiste

De notre correspondant

Bruxelles. — Les Belges sont aussi fiers de leur franc que de leur victoire contre l'Argentine à la Coupe du monde de football à Barcelone. Ils avaient peur d'être entraînés dans une nouvelle dévaluation, alors qu'ils avaient mal digéré celle de février. Ils craignaient, cette fois, la rupture de la convention monétaire belgo-luxembourgeoise. Le grand-duché, plus sain économiquement et financièrement, n'entend plus, e neffet, suivre les « aventures » monétaires de la Belgique.

Les mesures d'accompagnement annoncées par le gouvernement Mauroy permettent à la coalition au pouvoir, composée de libéraux et de chrétiens-démocrates, de faire du triomphalisme. Elles correspondent dans les grandes lignes à celles prises par le gouvernement Martens, *qualifiées* depuis le début de l'année de *« réactionnaires »* par l'opposition socialiste. Le vice-premier ministre et ministre des finances, M. Willy de Clercq, s'est félicité des mesures *françaises.*

La presse de gauche ne commente pas la dévaluation, mais celle de droite se réjouit bruyamment. La *Libre Belgique*, écrit que la France vire *« du lyrisme au réalisme ».*

Cela dit, l'inquiétude, à Bruxelles, persiste et on se demande dans les milieux politiques si la parité du franc belge pourra être maintenue à terme.

PIERRE DE VOS.

PAYS-BAS : la France doit changer de politique

De notre correspondant

Amsterdam. — « *La distance énorme qu'a créée le dernier réajustement des monnaies européennes entre le franc français, le florin et le deutschemark indique que la France ne peut poursuivre sa politique économique et financière* », a déclaré le ministre des finances néerlandais, M. Fons Van der Stee.

Comme en octobre, les Pays-Bas emboîtent le pas à l'Allemagne fédérale. Il s'agit d'une indexation de fait qui est vitale, selon les experts, et les Pays-Bas tiennent à sauvegarder leur réputation. La réévaluation aura certes pour effet immédiat de handicaper la compétitivité néerlandaise ; mais cet effet négatif sera de courte durée, selon le ministre des finances, vu l'essor du commerce extérieur. Les Pays-Bas ont enregistré, ces dernières années, des excédents commerciaux importants grâce à des exportations, qui ne paraissent guère avoir été affectées par le cours élevé du florin.

Après le réajustement d'octobre 1981, les Pays-Bas auraient connu une *baisse importante du* taux d'intérêt, revenu de 14 % à 8,9 %, a constaté M. Van der Stee, qui espère une poursuite de cette tendance après les dernières mesures. Il en va de même pour *l'inflation*, qui *oscille autour* de 6 %.

M. Van der Stee est un partisan inconditionnel de l'assainissement des finances de l'Etat, ce qui avait entraîné plusieurs conflits avec les socialistes au sein du gouvernement précédent. Celui-ci avait éclaté le mois dernier, quand les ministres socialistes refusèrent la moindre réduction des dépenses publiques. Cependant, le ministre des finances a exprimé sa confiance dans le programme d'austérité arrêté par le gouvernement français.

RENÉ TER STEEGE.

ITALIE : la lire a dû suivre le franc

De notre correspondant

Rome. — Comme en octobre lors de la précédente dévaluation du *franc*, la lire a dû *« suivre »* la monnaie française, commente-t-on dans les milieux financiers italiens. M. Andreatta, ministre du Trésor, était parti pour Bruxelles avec une mission précise : éviter une *« dévaluation sauvage »* et *« chercher un ajustement technique permettant de faire face à la nouvelle situation ».*

Les Italiens sont donc satisfaits d'avoir pu maintenir le cours de leur monnaie dans les limites des 3 % que s'était fixées depuis quelques jours la Banque centrale. I' reste, fait-on remarquer a Rome, que la lire, après avoir connu des moments de tension en mars et avril, n'était pas particulièrement menacée.

Rome n'a dû dévaluer sa monnaie que pour éviter de pénaliser ses exportations. Déjà au début d'avril, la Confindustria — le patronat italien — demandait une dévaluation d'environ 4 %. La Banque d'Italie avait alors fait valoir que les avantages en seraient faibles et temporaires.

Le réajustement monétaire ne rend que plus impérative pour le gouvernement italien la nécessité d'assainir son budget. Ce problème serait l'un des points controversés du prochain *sommet de la majorité, qui décidera* du sort du cabinet Spadolini, fin juin.

M. Andreatta trouve en fait dans les mesures arrêtées par le gouvernement français (réduction des dépenses publiques et de la Sécurité sociale) un exemple qui, opportunément, sert les thèses qu'il défend, mais se heurte au veto des ministres socialistes. Au ministère des finances, on a déjà commencé à examiner les mesures qui pourraient être prises : augmentation des taxes indirectes et des impôts sur les patrimoines des sociétés. M. Andreatta présentera le 16 juin son programme au gouvernement.

Bien que le ministre du Trésor ait souligné à Bruxelles que s'étaient renforcés les liens entre les monnaies européennes en raison d'une meilleure coopération économique des pays membres de la Communauté, *on* estime à Rome que les pressions de l'Allemagne sur ses partenaires vont au-delà d'un simple réajustement et que *« le nœud de la question est la remise en ordre des économies française et italienne ».*

Pour défendre sa monnaie, l'Italie, au cours des derniers mois, a dû entamer, de manière substantielle, ses réserves en devises. *A cette hémorragie se sont* ajoutées d'importantes fuites de capitaux : de 58 milliards de dollars en 1981, les réserves sont tombées à 38 milliards au début d'avril.

PHILIPPE PONS.

Le Monde
dossiers et documents
Numéro de juin
LA CRISE DES MONNAIES
L'ARCHÉOLOGIE
Le numéro : 5 F
(Dix numéros) 45 F

R.F.A. : sans optimisme

De notre correspondant

Bonn. — La télévision ouest-allemande a diffusé, dimanche 13 juin, des interviews par tous les grands dirigeants : M. Schmidt, le président de l'opposition chrétienne-démocrate, M. Kohl, le chef du parti libéral, M. Genscher, et le bouillant responsable des *chrétiens-sociaux* bavarois, M. Strauss. Il ne s'agissait pas cependant de les interroger sur la nouvelle situation monétaire, mais de connaître leur opinion sur le championnat du monde de football.

Comment après cela pourrait-on encore prétendre que les Allemands ne respectent pas la hiérarchie des véritables valeurs et soient seulement intéressés par *l'argent ? Cependant*, la *presse* populaire du dimanche a, bien entendu, jubilé : au moment où quelques millions de citoyens vont partir en vacances, le *Bild am Sonntag* leur a donc fait savoir *en termes triomphaux qu'ils paieront* moins pour leur séjour en France ou en Italie, et que les prix du cognac comme du chianti vont devenir plus intéressants.

En toute justice, il convient de reconnaître que les milieux gouvernementaux, comme les commentateurs spécialisés, prennent les choses un peu plus au sérieux. Bien entendu, la dévaluation du franc était attendue depuis des semaines. M. Schmidt avait d'ailleurs tenu devant certains journalistes ouest-allemands des propos — naturellement démentis — indiquant que la R.F.A. serait inévitablement conduite, durant le cours de l'été, à faciliter l'opération française en procédant à une réévaluation « *modeste* » du deutschemark.

Le réajustement, toutefois, paraît être intervenu plus rapidement qu'on ne l'avait tout d'abord envisagé à Bonn et à Paris. La détérioration très rapide de la balance commerciale française a sans doute joué un rôle dans cette évolution. En outre, le taux des dévaluations et des réévaluations serait, si l'on en croit les spécialistes ouest-allemands, plus importants qu'on ne l'envisageait encore tout récemment : il y a encore quelques semaines, on disait à Bonn que le franc serait dévalué de 4 ou 4,5 %, tandis que la réévaluation du deutschemark ne dépasserait pas 2 %. Au total, la disparité devait donc être limité à 6 ou 6,5 %. Que l'on soit contraint aujourd'hui d'accepter un écart de 10 % témoigne de la rapidité avec laquelle la devise française a dû céder du terrain devant les *pressions du marché international.*

Un sacrifice

Une fois de plus, dit-on ici, la R.F.A. consent donc à faire un sacrifice substantiel sur l'autel de l'unité européenne. L'importance du réajustement monétaire ne peut qu'affecter de façon notable les exportateurs ouest-allemands et la balance commerciale de la R.F.A., qui vient de retrouver son équilibre, pourrait, une fois de plus, être mise en péril. Enfin, les risques de voir le nombre de chômeurs s'accroître de ce côté-ci du Rhin n'est pas négligeable. Tel est pourtant le prix que les dirigeants de Bonn sont encore prêts à payer pour sauver la cohésion de l'Europe occidentale.

Sur les causes immédiates des mesures françaises, la constatation simple et brutale des experts ouest-allemands — de toutes tendances — est donc que, depuis le succès de M. Mitterrand, « la *France a vécu au-dessus de ses moyens* ». La question que bien des gens se posent, surtout dans les milieux sociaux-démocrates, est de savoir pourquoi dans tant de pays, en Europe et ailleurs, les gouvernements de gauche qui sont arrivés au pouvoir n'ont jamais disposé d'une conception financière et économique réaliste. Comment expliquer autrement que, au bout d'un ou deux ans, tous ces régimes aient débouché sur une crise grave, *quand ils* n'ont pas été contraints de céder la place à une opposition dont ils avaient dénoncé l'incompétence.

A Bonn, personne ne suggère que les choses en soient déjà là sur les bords de la Seine. C'est sans aucun optimisme pourtant que même les sympathisants de la gauche française envisagent l'évolution politique et économique à Paris. S'ils s'abstiennent d'exprimer leur opinion plus clairement, c'est parce qu'ils ne veulent pas apporter des arguments à la droite française, lorsque celle-ci entend interpréter la nouvelle dévaluation comme un constat d'échec du régime socialiste.

Les perspectives françaises n'en sont pas moins vues sous des couleurs assez sombres. Même pour les sociaux-démocrates ouest-allemands — exception faite d'une aile marxiste minoritaire — le blocage des prix et des salaires est considéré comme « illusoire ». Même si ce barrage devait tenir pendant quelques semaines, la plupart des spécialistes sont convaincus que le déferlement ultérieur sera catastrophique. Aussi la promesse formulée une fois de plus à Paris que le gouvernement va ramener l'inflation à moins de 10 % ne paraît-elle guère convaincante.

Au surplus, il semble que le gouvernement français compte à nouveau sur la R.F.A. pour relancer sa propre économie et jouer le rôle de « locomotive » au sein de l'Occident. Or, si une chose est absolument certaine, c'est que les dirigeants de Bonn n'envisagent plus de stimuler l'inflation pour rendre service à leurs voisins.

JEAN WETZ.

DANEMARK : satisfaction

De notre correspondante

Copenhague. — *« Cette fois, nous avons eu notre dévaluation et sans avoir à lever le petit doigt »*, déclarait dimanche 13 juin un expert danois. Il faisait allusion à la dévaluation du *21 février opérée dans le sillage* de la dévaluation du franc belge, qui avait seulement permis au gouvernement Joergensen d'effectuer un réajustement par le bas de 3 % de la couronne, après avoir vainement essayé d'obtenir 7 % au moins de ses partenaires.

Aujourd'hui, les Danois peuvent s'estimer satisfaits puisque leur monnaie se trouve dévaluée automatiquement par rapport à celle de leurs deux plus gros clients : les Allemands de l'Ouest et *les Néerlandais* qui absorbent près de 25 % de l'ensemble de leurs ventes industrielles. Ils s'attendent *également* à recueillir des bénéfices, moindres peut-être, mais malgré tout appréciables, en Suède, aux Etats-Unis et au Japon, avec lesquels ils visent à développer davantage leurs échanges. Cet événement vient *donc à point*, car les exportations danoises, après avoir progressé de façon favorable en 1981, commençaient depuis le début du printemps à stagner.

Toutefois ces aspects positifs en cachent de moins réjouissants : la dette, qui dépasse 125 milliards de couronnes (85 milliards de francs) vas se trouver gonflée. Nombre d'emprunts extérieurs ont en effet été contractés ces dernières années par l'Etat et par les entreprises danoises en marks, en florins ou en francs suisses.

CAMILLE OLSEN.

L'ambition
et les moyens
de l'ambition

Notre avenir est votre avenir
Recherche et développement technologiques, conception de circuits et de systèmes, production, qualité, ordonnancement et lancement, vente et marketing, gestion, contrôle budgétaire, finance : venez renforcer nos équipes. Nous vous offrons les moyens de votre ambition. Une carrière de pointe dans une société française de niveau mondial. Contactez-nous. Nous serons heureux de vous accueillir et de vous présenter les différents visages de notre société.
BP. 942 - 44075 Nantes - France

L'ambition industrielle : La fabrication industrielle des circuits intégrés CMOS, bipolaires et NMOS. Objectif 86 : 50 000 plaquettes/mois. L'ambition commerciale : Leur diffusion sur le marché européen et grands marchés d'exportation. Objectif 86 : 1 milliard 200 millions de francs de chiffre d'affaires. L'ambition technologique : L'étude et le développement des filières technologiques nouvelles permettant la réalisation des produits les plus complexes (microprocesseurs, mémoires, réseaux prédiffusés). Ambitieux, dites-vous ? MHS, c'est MATRA. Ses réussites dans le domaine des télécommunications et de l'aérospatiale sont saluées dans le monde entier. MHS, c'est HARRIS, l'un des plus importants fabricants américains de composants, d'équipements et de systèmes à haute technologie. MHS, c'est aussi l'associé de INTEL, l'un des principaux innovateurs mondiaux dans le domaine des semi-conducteurs. D'ores et déjà, les résultats sont là. Le transfert et l'intégration des 2 technologies CMOS et NMOS, le lancement d'un programme de développement des générations 1984 de circuits intégrés, la réalisation d'une ligne complète de fabrication de haut niveau, la construction d'un centre opérationnel pour circuits évolués et d'une cellule d'études et de développement, la mise en place d'équipes aux compétences complémentaires, toutes de niveau international. La réalité est inscrite dans nos objectifs. MHS, le nouveau monde des micromondes.

le nouveau monde des micromondes

MHS
MATRA-HARRIS SEMICONDUCTEURS
La Chantrerie / Route de Gachet BP 942 - 44075 Nantes Cedex France



En 4 ans, le diplôme de demain.
European Business School Paris, Londres, Francfort, Madrid
TÉL. : 261.03.36

CONCOURS D'ADMISSION
PARALLÈLE EN 2e ANNÉE

LE MARDI 29 JUIN A L'EBS
8, rue de la Paix, 75002 PARIS

• Ouvert aux titulaires d'un diplôme de 1er cycle (DEUG, DUT, etc...)
• 4 ans d'études dont 1 an à l'étranger (Angleterre, Espagne, Allemagne).
• 600 élèves en France, 300 en Allemagne, 50 en Angleterre.
• *Salaire moyen d'embauche promotion* 1981 : 94.000,00 F/an.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Les réactions en France

Dans l'opposition

M. GISCARD D'ESTAING : L'improvisation

M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, a déclaré, dimanche 13 juin, devant le congrès du P.R. : *« Cette seconde dévaluation en neuf mois est un fait qui ne s'était jamais produit sous la Vᵉ République et rarement sous la IVᵉ. Elle est attristante par ce qu'elle coûte à la France. Elle est choquante par ce qu'elle révèle sur la manière dont sont conduites les affaires de la France. (...)*

» Une semaine après les fastes du sommet de Versailles, cette dévaluation improvisée a un goût amer pour le prestige de la France. (...) Une dévaluation, lorsqu'elle est nécessaire, se décide, se prépare et se réussit. [On peut se demander] si la décision de dévaluer a été prise en choisissant le meilleur moment ou subie sous la contrainte des événements ; si la préparation des mesures d'accompagnement a été méthodiquement construite et comment seront financés les déficits budgétaires et sociaux dont l'existence menace la monnaie.

» Le succès repose sur la confiance, et non sur la contrainte. Par quels moyens le gouvernement compte-t-il ressusciter la confiance extérieure et intérieure nécessaire pour que la nouvelle parité du franc puisse être ardemment reconnue et défendue ? »

● **M. LECANUET, président de l'U.D.F. : la gauche incapable de gérer.**

« Pour la deuxième fois en moins d'un an, le franc malade de la politique socialo-communiste subit une dévaluation. Les Français, hélas, devront supporter une diminution de leur niveau de vie. La gauche ne change pas. Elle demeure incapable de gérer correctement l'économie et les finances de la France. Elle veut le progrès. Mais par démagogie, elle en casse le moteur. Pour faire croire qu'il évitera une troisième dévaluation, le gouvernement annonce qu'il se convertit à l'exigence de la rigueur qu'il qu'il combattit naguère. C'est trop tard. Il a perdu la confiance. Son alliance avec le parti communiste le condamne à l'impuissance. Un jour, le pays désabusé exigera le redressement. Il sait déjà de quel côté il se tournera pour l'assurer. »

M. PONIATOWSKI : Vers une troisième dévaluation

M. Michel Poniatowski, président d'honneur du P.R., a estimé dimanche 13 juin au « Club de la presse » d'Europe 1 qu'*« une troisième dévaluation nous pend au bout du nez, dans le courant de l'année prochaine, parce que le taux choisi* (pour la seconde) *n'est pas assez élevé pour régler les problèmes économiques et financiers »*.

L'ancien ministre de l'intérieur a affirmé que *« le gouvernement essaierait de reporter cette troisième dévaluation après les élections municipales »*. Il a estimé que la dévaluation qui vient d'être décidée aurait dû être *« de l'ordre de 15 %, étant donné l'état dans lequel on a mis l'économie »*.

Il a critiqué les mesures d'accompagnement, qui, selon lui, ne seront pas efficaces. *« Le blocage des salaires, qui est une mesure courageuse, ne sera pas accompagné, dans la réalité des faits, par un blocage des prix pendant l'été,* a-t-il dit. *La sagesse aurait été de faire, il y a trois mois, une dévaluation plus importante.*

M. CHIRAC : Le résultat d'une gestion irresponsable

M. Jacques Chirac a déclaré à Brive, où il présidait le « Carrefour pour la liberté », organisé par le R.P.R. : *« La dévaluation s'est effectuée dans des conditions qui ne font pas honneur à notre pays. Elle résulte d'une gestion irresponsable. Les importations vont nous coûter 10 % de plus, ce qui va aggraver un déficit déjà considérable puisqu'il dépasse 100 milliards de francs. La France est le seul pays où les prix continuent d'augmenter.*

» La situation plus qu'inconfortable dans laquelle nous nous trouvons fait penser à une spirale sans fin que ni le P.S., ni le P.C., ne pourront stopper pour des raisons doctrinales évidentes. »

« La seule façon de s'en tirer, a-t-il conclu, *serait la mise en œuvre d'une politique d'austérité, pour résorber le déficit des finances de l'Etat, solution que ne pourra appliquer le gouvernement, car il est dans l'incapacité d'arrêter la hausse des prix. »*

● **M. MICHEL DEBRE, ancien premier ministre, député R.P.R. de la Réunion :**

« Honte, tristesse, angoisse, tels sont les sentiments que provoque cette nouvelle dévaluation. Honte devant l'abaissement de la France. L'économie allemande devient l'économie dominante à nos dépens et la monnaie de l'Allemagne la monnaie de l'Europe. Tristesse devant l'incohérence de la politique française : on multiplie les dépenses et on bloque les crédits, on surcharge les entreprises et on bloque les prix, on met en place le pouvoir syndical et on bloque les salaires. Angoisse, devant le maintien des causes intérieures d'inflation : de dévaluation en endettement à l'égard de l'étranger, nous allons à l'appauvrissement des Français que les impôts vont durement atteindre et à l'alignement de la France sur la politique de ses créanciers. Les erreurs de la IVᵉ République recommencent, l'alternance ne suffira pas à les corriger. (...) Le redressement impose d'ores et déjà un gouvernement de salut public. »

● **M. PONS (R.P.R.), secrétaire général du R.P.R. : le président de la République est un incompétent.**

« Le président de la République est un incompétent entouré par des incompétents. (...) Pour la première fois dans son histoire, la France subit deux dévaluations en moins d'un an, et cette deuxième dévaluation au bout de huit mois traduit l'incapacité flagrante du président de la République et de son gouvernement à conduire les affaires du pays. (...) Le gouvernement est tombé de vélo au début de la seconde étape. Face à une telle détérioration de la situation économique et de crédit de la France, on ne peut s'empêcher d'évoquer les désillusions et le chaos qui ont accompagné la dégradation de la situation sous la IVᵉ République. »

● **M. JEAN-MARIE LE PEN,** *président du Front national : « La deuxième dévaluation de l'année sanctionne publiquement l'échec de la politique socialo-communiste et l'appauvrissement consécutif des Français et de la France. Avant de recommander la thérapeutique de l'électrochoc, M. Delors a fait un bon diagnostic : le socialisme est bien une forme économique de la folie. »*

Dans la majorité

LE P.S. : *Dédramatiser des réajustements inéluctables*

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S., a rendu publique une déclaration selon laquelle il faut *« dédramatiser les réajustements des taux pivots dans le système monétaire européen qui sont inéluctables lorsque les rythmes d'inflation entre deux pays sont durablement différents »*. Il assure que *« le gouvernement s'est fixé pour objectif de lutter avant tout contre le chômage »* et que *« tout doit y contribuer, même la valeur de la monnaie, qui ne saurait constituer un objectif en soi mais seulement un moyen de la politique économique »*.

« Tout doit être fait, ajoute-t-il, *pour que l'écart entre les taux d'inflation français et étranger soit le plus faible possible, et les mesures d'accompagnement que le gouvernement entend prendre vont dans ce sens ; elles doivent être fermes et vigoureuses, et doivent faire contribuer l'ensemble du pays — mais tout particulièrement ceux qui sont le moins atteints par la crise — à l'effort qui s'impose à la nation. Il est satisfaisant de constater que l'objectif de justice sociale rappelé par le président de la République reste présent dans le plan du gouvernement. »*

● **M. LIONEL JOSPIN,** premier secrétaire du P.S., a souligné que *« dans la société internationale, pour laquelle le critère de la réussite n'est, en ce moment, ni le taux de croissance ni la lutte contre le chômage, mais la limitation de la hausse des prix et la déflation, le franc se trouve être une monnaie plus faible que forte »*.

M. Jospin a ajouté qu'il *« parait logique que le gouvernement n'entende pas décider de sa politique économique sans la soumettre au contrôle du Parlement »*. Le groupe socialiste examinera le programme gouvernemental dès qu'il sera présenté, mais, a précisé M. Jospin, *« nous sommes engagés pour la réussite du gouvernement »*.

● **M. PAUL QUILES,** membre du secrétariat national du P.S., a jugé « courageux » la décision d'accompagner la dévaluation d'un blocage des prix et des salaires.

Selon le député de Paris, les syndicats doivent comprendre que les mesures accompagnant la dévaluation sont indispensables *« si l'on veut inverser la tendance »* et il est *« persuadé »* qu'on parviendra à réaliser cet objectif. Enfin M. Quilès a dénoncé l'attitude de l'opposition. *« En l'écoutant,* a-t-il dit, *j'ai l'impression que ses dirigeants se félicitent des difficultés de la France. »*

M. SCHWARTZENBERG (M.R.G.) : Freiner sur les dépenses sociales

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, président du Mouvement des radicaux de gauche : *« Il est indispensable de serrer les écrous et d'aller résolument vers le rétablissement des grands équilibres. A lui seul le nouveau réajustement monétaire ne suffira pas à surmonter durablement nos difficultés. Pour qu'il réussisse, il doit s'accompagner d'un véritable plan de redressement économique (...). Celui-ci devrait comporter une véritable politique des revenus, qui soumette tous les Français salariés et non salariés, à une discipline active et équitable de lutte contre l'inflation. Il devrait comporter le freinage des dépenses sociales (...).*

M. HERZOG (P.C.F.) :

Le pouvoir d'achat des salaires doit être maintenu

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du parti communiste, souligne, dans une déclaration publiée dimanche 13 juin, que les *« causes intérieures »* de la dévaluation résident dans *« le comportement du grand patronat, des privilégiés, des dirigeants de l'industrie et du crédit »*. *« Il faut bien constater,* déclare M. Herzog, *que les investissements ont diminué, que les exportations de capitaux et les gaspillages financiers se sont encore accrus. »*

M. Herzog souligne que le coût de la dévaluation *« doit être supporté par ceux-là mêmes qui gaspillent les ressources de la France et en aucun cas par les travailleurs »*. *« Le pouvoir d'achat des salariés doit, en effet, nécessairement être maintenu,* déclare-t-il, *et il faut améliorer sans retard les bas salaires (...). Des économies sont certainement possibles dans la sécurité sociale, mais sans réduction des soins des malades. »* M. Herzog estime nécessaires des *« mesures nouvelles »* pour assurer la reprise des investissements.

Le P.C.F., indique M. Herzog, propose d' *« établir des prélèvements fiscaux sérieux sur tous les revenus et les gâchis du capital, sur les marges des activités non salariées et sur les salaires les plus élevés »*. Il propose aussi *« des mesures de rigueur dans la gestion financière des entreprises et du crédit »*, telles que *« contrôler la formation des prix et des coûts à la production et dans la distribution ; réduire les marges excessives des commerces et des services ; agir par la fiscalité : taxer les exportations de capitaux et les profits non réinvestis, changer les critères du crédit et réduire les taux d'intérêt »*. M. Herzog souligne, enfin, qu'*« une mobilisation générale est indispensable »* pour *« favoriser la reconquête du marché intérieur »*. *« C'est là qu'il faut changer de braquet »*, déclare-t-il. Il propose de réunir les comités d'entreprise *« pour examiner, avec les travailleurs, les décisions à prendre »*.

● **M. PIERRE JUQUIN,** membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré, dimanche 13 juin, au cours de la fête de la fédération communiste de la Sarthe, au Mans : *« Retomber dans la politique de Barre serait aggraver la situation. Il faut maintenir le cap. On parle d'efforts ? D'accord, mais d'abord pour les privilégiés. On parle de rigueur ? A la bonne heure, mais pour mettre en échec les gaspillages patronaux, réformer les scandaleux circuits de distribution, cesser les importations de matériel que nous pouvons produire en France, stopper la fuite des capitaux, s'en prendre aux patrons qui emportent la nation dans les plis de leurs comptes en banque. »* — (Corresp.).

● **M. PIERRE BAUBY,** membre du secrétariat politique du parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L., maoïste) : *« Le blocage des salaires pendant quatre mois, l'augmentation plus faible que prévue des allocations familiales, l'annonce de cotisations supplémentaires pour les salariés traduisent une modification de la politique gouvernementale dans le sens d'une gestion de gauche de la crise sur le dos des travailleurs. »*

Dans les syndicats

● **C.F.D.T. : « Ne pas faire obstacle aux politiques de négociations. »**

Pour M. Heritier, secrétaire national de la C.F.D.T., *« le réajustement monétaire était devenu inévitable. Il doit placer le franc à l'abri des spéculations. La lutte contre l'inflation correspond à une nécessité, mais elle ne doit pas reléguer au second plan la lutte contre le chômage »*. Soulignant que la C.F.D.T *« attend du gouvernement une politique audacieuse et rigoureuse fondée sur l'établissement de nouvelles solidarités et le changement du type de développement »*, M. Heritier a affirmé qu'en premier lieu le gouvernement doit *« confirmer son engagement de ramener la durée du travail à trente-cinq heures en 1985 »*.

« La solidarité doit s'exercer dans le cadre d'une politique de réduction des inégalités », a-t-il ajouté en estimant que *« l'annonce d'un blocage des salaires ne doit pas faire obstacle aux politiques de négociations et en particulier à la nécessaire revalorisation des bas salaires. »*

Il a préconisé un *« effort de vigilance et de contrôle »* des prix pour éviter de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs et l'application de *« mesures structurelles »* dans le domaine des politiques industrielles et de la planification.

● **F.O. : « Pas de bâton dans les roues » du gouvernement.**

M. Bergeron a déclaré :

« Je crois que le gouvernement a bien fait de laisser notre monnaie dans le système monétaire européen. Dans le contexte marqué par la crise mondiale, il n'aurait pas été bon d'affaiblir la Communauté et les institutions qui en dépendent, dont le S.M.E. En tout cas, les faits montrent que nous n'avions pas tort lorsque depuis des mois nous recommandions au gouvernement la prudence et la modération.

» Il faut maintenant se conduire intelligemment pour tenter d'en sortir. Force ouvrière ne mettra pas de bâton dans les roues, mais veillera naturellement à ce que soient préservés les intérêts légitimes des salariés (...).

» Nous approuvons le bloquage des prix jusqu'en octobre. Il suppose que les pouvoirs publics se dotent des moyens nécessaires pour qu'il soit réel en renforçant notamment les effectifs des services de la concurrence et de la consommation.

» Pour ce qui est des salaires, ils doivent être négociés. L'objectif gouvernemental de maintien global du pouvoir d'achat n'a, semble-t-il, pas été mis en cause. Dans ces conditions, c'est aux partenaires sociaux qu'il appartient, branche par branche, de décider (...). »

Dans les milieux patronaux

● **C.G.P.M.E. : « Une fois encore, on bloque le thermomètre. »**

La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) *« regrette qu'une fois encore on bloque le thermomètre pour ne plus voir la fièvre monter »*. Elle affirme que *« bloquer les prix ne servira (...) à rien de durable, sinon à freiner l'emploi »*.

« Quant à la dévaluation, si elle favorisera à un moment l'exportation, elle n'aura d'effets durables qui si sont mises en place des mesures économiques et sociales placées sous le signe de la rigueur de gestion. »

● **LE S.N.P.M.I. : « La résultante d'une démagogie coûteuse. »**

Le Syndicat national de la petite et moyenne industrie (S.N.P.M.I.) estime que la dévaluation du franc est *« la résultante d'une démagogie coûteuse »*. *« Le dogme socialiste s'est cru au-dessus des faits, mais les faits sont têtus et lui ont donné tort »*, ajoute le S.N.M.P.I. qui se déclare *« tout prêt »* à effectuer l'effort nécessaire au redressement économique.

● **CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE : « Improvisation. »**

Cette dévaluation s'est imposée *« sans préparation et dans l'improvisation »*, huit mois après celle d'octobre 1981 qui n'avait pas été suivie de mesures cohérentes, déclare M. Delerozoy, président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie. *« Le blocage des prix et les restrictions de crédit risquent de frapper mortellement de nombreuses entreprises qui ne pourront bénéficier de subventions de l'Etat, comme le secteur nationalisé »*, estime M. Delerozoy. Il ajoute : *« Nous entrons dans la deuxième phase d'un processus dans lequel les lois du marché vont être systématiquement faussées au profit des entreprises publiques, au moment où la concurrence internationale nécessiterait pour les entreprises privées davantage de libertés et de moyens pour y faire face, plutôt qu'un dirigisme aveugle de l'Etat »*.

Dans la presse parisienne

« Le constat de faillite : tel est le titre qui barre la « une » du *Figaro* ce lundi 14 juin, Max Clos écrivant pour sa part : *« Ce régime est en train de ruiner l'économie nationale, c'est-à-dire la puissance de la France, et par voie de conséquence d'abaisser son rang dans le monde. Le processus de dégradation est entamé, et l'on ne voit pas comment les socialistes pourraient le freiner.*

» Consternant. »

« Dévaluations, une, deux... » titre *le Quotidien de Paris*, Philippe Tesson écrit : *« Il y a dans tout cela trop de sottise, de démagogie, de naïveté et d'imprudence pour qu'on ne se ressaisisse pas si tant est qu'on se soit un moment jugé trop sévère à l'égard de ce clan sectaire et incapable. »*

« Après la dévaluation commence l'étape de la dernière chance » affirment en page une *les Echos* qui doute de l'efficacité des mesures d'accompagnement.

Le Matin s'arrête à un titre informatif « Après la dévaluation, prix et salaires bloqués » et dans les pages intérieures constate : *« Pour que cette dévaluation n'en cache pas une autre, la détermination gouvernementale ne devra pas se relâcher dans les prochains mois. »*

Pour *Libération*, il s'agit de « La proclamation de l'état d'austérité». Eric Landal constate : *« Mais il ne suffit pas d'expliquer, encore faut-il convaincre. Hier Mauroy n'était pas mauvais, mais il manquait de souffle. On ne peut le lui reprocher : qu'on le déplore ou non, l'héritage constitutionnel et sa dimension personnelle font que ce souffle ne peut venir que de Mitterrand (la C.G.T. peut chahuter Mauroy comme elle l'a fait hier, pas encore le président). Après sa piètre prestation de mercredi dernier, il ne lui reste plus qu'à pédaler double. Sur terre cette fois. »*

Le mot dévaluation ne figure pas à la une de *l'Humanité* ; le réajustement monétaire étant commenté dans un éditorial de Martine Bulard intitulé *« Rigueur, efficacité, audace »*.

A l'étranger

Le Financial Times, quotidien londonien des milieux d'affaires, dans un éditorial intitulé *« Le remède français à l'inflation »*, affirme notamment : *« Aux yeux sceptiques des Britanniques, il ne reste pas grand-chose du système monétaire européen mis en place en mars 1979 »*, avant de conclure : *« L'expérience britannique de contrôle des salaires, des prix et des dividendes n'a pas été heureuse. Nous étions déjà sceptiques sur l'effet à long terme pour l'économie française de la direction prise par le gouvernement : un tel tour de vis donné aux mécanismes de prix et de profit ne peut que renforcer ces doutes. »*

AU « GRAND JURY » RTL-« LE MONDE »

« Le gouvernement pratique la tromperie politique » déclare M. Jean-Pierre Fourcade

Au « Grand Jury » R.T.L.-*le Monde*, M. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre des finances de M. Giscard d'Estaing, président des Clubs Perspectives et Réalités, sénateur des Hauts-de-Seine et maire de Saint-Cloud, a dressé un réquisitoire argumenté contre la politique économique suivie par le gouvernement.

« La dévaluation marque pour moi deux choses fondamentales, et tout d'abord l'échec de la politique à contre-courant qu'a conduite la nouvelle majorité depuis son accession au pouvoir. Elle met ensuite en évidence une tromperie politique qui me paraît très grave pour ce pays. »

Estimant que la France est devenue la lanterne rouge de l'Europe et qu'elle conduit une politique exactement inverse de celle qui avait été convenue au sommet d'Ottawa (1), M. Fourcade a ajouté : *« Il est tout de même fantastique qu'on fasse supporter la même année aux entreprises la cinquième semaine de congés payés et la réduction de la durée hebdomadaire du travail sans modification des salaires. Cela se traduira par une aggravation considérable des charges. »*

Selon lui, les administrations n'auront pas les moyens de faire respecter le blocage des prix et des salaires, *« il y aura des milliers de cas particuliers »*. Au sujet du commerce extérieur, M. Fourcade a dit : *« Je me demande si la tendance actuelle d'un certain nombre de membres les plus éminents de la coalition gouvernementale n'est pas de nous pousser tout doucement vers l'isolement, le protectionnisme et le retrait de la compétition européenne et mondiale. C'est une tromperie politique d'avoir fait croire qu'on pouvait, dans une période de crise internationale très violente, avec une économie française très ouverte sur le monde et très imbriquée avec ses partenaires, pratiquer en France une politique radicalement différente de celle de tous les autres pays occidentaux. »*

Enfin, à l'heure ou se tient le congrès de la C.G.T., l'ancien ministre giscardien a lancé ce « message » aux syndicats : *« Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est l'emploi et il est impossible de faire une politique de lutte contre le chômage si, d'une part, les équilibres financiers et monétaires ne sont pas assurés et si, d'autre part, nos entreprises ne sont pas orientées, essentiellement, vers la compétition internationale. »*

(1) du 19 au 21 juillet 1981.



La Banque de France

organise un

concours spécial

de REDACTEUR (premier grade du personnel d'encadrement)
pour le recrutement d'

ANALYSTES

dans ses

services informatiques

Ce concours est ouvert aux candidat(e)s âgé(e)s de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1982, libérés OU NON des obligations militaires et titulaires d'une

MAITRISE D'INFORMATIQUE APPLIQUEE A LA GESTION (MIAG)

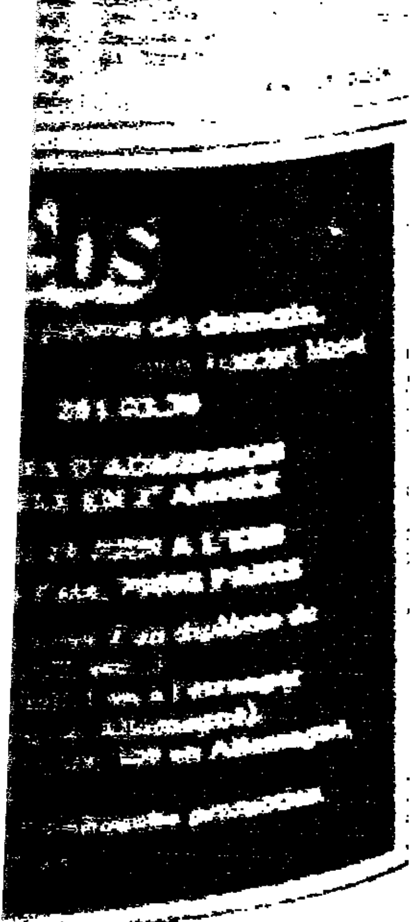
ou **au moins** d'un diplôme national sanctionnant un premier cycle d'études supérieures (DEUG, DUT, BTS...) ou du diplôme d'une école de niveau équivalent.

Les épreuves écrites auront lieu les 18 et 19 Septembre 1982. Les inscriptions sont reçues jusqu'au 28 Juillet 1982.

Les postes sont à pourvoir à PARIS.

Renseignements et documentation :

BANQUE DE FRANCE - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone : 261.56.72 Postes 35-43 et 35-44.



LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

Les réactions en France

Dans les syndicats

● C.F.T.C. : « Manque de cohérence ».

Le conseil confédéral de la C.F.T.C., réuni vendredi et samedi, a dénoncé « *le manque de cohérence de la politique économique du gouvernement qui débouche sur une nouvelle dévaluation du franc, en mettant fin à beaucoup d'illusions* ». Il approuve la décision de son bureau de « *répondre positivement à la concertation* » proposée par M. Mitterrand, mais à condition que le gouvernement « *assume ses responsabilités sur la définition des objectifs qu'il propose d'atteindre et sur les moyens qu'il entend mettre en œuvre* ».

● C.G.C. : « Des mesures à l'efficacité douteuse. »

M. Menin, secrétaire général de la C.G.C., a déclaré : « *Deux dévaluations en neuf mois, c'est de ce prix que la France doit payer le manque de cohérence dans la politique gouvernementale et la multiplication des mesures sociales, dont l'intérêt n'est pas en cause, mais dont le financement a été délibérément oublié.*

» *Se contenter maintenant de psalmodier « solidarité, solidarité », d'un ton grave et convaincu, n'apportera certainement pas la solution aux difficiles problèmes économiques*, a-t-il ajouté, *même en assortissant cette déclaration d'un blocage des prix et revenus, dont l'efficacité reste douteuse mais dont le poids risque d'être réellement supporté par les seuls salariés.*

« *La C.G.C. n'a jamais refusé les efforts*, a conclu M. Menin, *mais à la condition impérative qu'ils soient utiles.* »

● C.N.J.A. : « Modifier les monnaies vertes. »

Le président du C.N.J.A., M. Guyau, exprime au nom des jeunes agriculteurs « *une très vive inquiétude* » à la suite des aménagements qui viennent d'intervenir au sein du S.M.E.

En effet, dit-il, « *si les agriculteurs français ont tout intérêt à un freinage efficace de l'inflation qu'ils réclament depuis longtemps, la restauration des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) négatifs pour la France et l'augmentation des M.C.M. positifs allemands et néerlandais constituent pour eux un sévère instrument de pénalisation* ».

« *L'agriculture française ne peut être bradée dans l'opération en cours* », ajoute-t-il, précisant que « *le C.N.J.A. s'élève avec force contre le retour des M.C.M. et demande les modifications des monnaies vertes qui s'imposent* ».

● SYNDICATS PAYSANS : Des mesures pour les plus démunis.

La Fédération nationale des syndicats paysans demande « *que soit sauvegardée l'augmentation des prix décidée à Bruxelles le mois dernier et que rien n'entrave sa répercussion sur les prix payés aux producteurs* ». Elle exige des pouvoirs publics que « *les petits et moyens paysans bénéficient des mesures de « droit commun » accordées aux plus démunis (« l'évolution du SMIC est préservée ») et « que s'instaurent rapidement... un revenu minimum garanti par la mise en œuvre des prix différenciés par tranches de volume et par des mesures fiscales compensatrices* ».

AU « GRAND JURY » R.T.L.-« LE MONDE »

Les collectivités locales ne peuvent pas se substituer à la responsabilité de l'État

déclare M. Fourcade

« *En tant que sénateur et président de mouvement* [les clubs Perspectives et Réalités], *je suis pour une opposition constructive. Je considère que, dans tout texte qui m'est soumis, dans toute décision qui est prise, il faut rechercher la partie qui correspond aux besoins actuels de la société française et la partie qui, procédant du système socialiste, risque de rendre irréversible l'évolution de cette société vers une réduction des libertés* », a déclaré M. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre des finances de M. Giscard d'Estaing, le 13 juin, au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* ». Cette « ouverture », M. Fourcade, maire de Saint-Cloud, sénateur (R.I.) des Hauts-de-Seine, a eu l'occasion de la manifester sur des sujets aussi divers que l'audiovisuel, la peine de mort, le prix du livre, ou certains aspects des « lois Auroux », mais aussi sur les projets de décentralisation de M. Defferre. Toutefois, il a « *très peur que les contribuables aient à « encaisser » en 1983 et en 1984, une augmentation de la fiscalité de l'Etat en même temps qu'une augmentation de la fiscalité des collectivités locales* ». « *Les collectivités locales peuvent faire beaucoup de choses, mais, franchement, elles ne peuvent pas se substituer à la responsabilité de l'Etat (...). Nous pouvons, certes, déterminer les priorités, choisir des orientations, essayer de mettre en œuvre un certain nombre de travaux et veiller à ce que tous les crédits que nous votons soient effectivement utilisés, ce qui est très important pour les entreprises. Cela étant, l'idée selon laquelle l'Etat pourrait transférer comme un ballon la responsabilité de la politique économique sur les collectivités locales et pourrait dire après : c'est la faute des collectivités locales si l'économie ne va pas bien, est une idée qu'il ne faut pas retenir et qu'en tout cas je dénoncerais comme responsable local.* »

● *M. Bastien Leccia*, délégué pour les affaires corses auprès de M. Defferre, a annoncé, dimanche 13 juin, qu'il conduira la liste socialiste pour l'élection de l'assemblée régionale de Corse.

D'autre part, le *Journal officiel* du 13 juin publie un décret sur l'organisation administrative du scrutin. Le décret, en fixant la date, sera publié prochainement.

● *Le mouvement des démocrates* qui avait organisé, samedi 12 juin, à Nantes, une réunion de ses responsables régionaux de l'Ouest et du Centre-Loire, entend être présent « *dans un maximum de communes* » aux prochaines municipales. Rappelant qu'en mai 1981, l'union de la gauche n'aurait pu, à elle seule, faire triompher M. Mitterrand et « *sachant que les municipales se jouent à 4 % ou 5 % des voix* », le mouvement estime qu'il y a place pour un « *courant démocrate* » qui reste « *nécessaire à la diversité de la majorité présidentielle* ».

● RECTIFICATIF. — Une « coquille » a rendu incompréhensible une phrase dans l'article sur la préparation des élections municipales, publié dans *le Monde* du 12 juin, page 10. Il fallait lire : « *La position du P.C.F. est, cependant, affaiblie par le fait qu'il demande, à la fois, la proportionnelle intégrale, qui signifie que le scrutin détermine le poids de chaque formation au sein du conseil municipal, et la formation de listes communes, qui implique que les sièges soient répartis avant* (et non « entre ») *le vote.* »

ipesup — sciences-po
1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC
Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30
Préparation annuelle
Stage intensif d'été
Préparation en cours du soir
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MEDECINE... PHARMACIE...

NADAUD
enseignement privé laïque
18/24, rue Tiphaine 75015 PARIS
tél. 579.82.37 et 337.71.16 +
Métro La Motte Picquet Grenelle
COURS DE VACANCES
du 23 août au 10 septembre 1982
pour l'entrée en 2e, 1res, terminales C, D, G2 et G3

POLITIQUE

AU CONGRÈS DU PARTI RÉPUBLICAIN

Manifestation de fidélité inconditionnelle à M. Giscard d'Estaing

Les rapports du parti républicain avec M. Giscard d'Estaing ont incontestablement été clarifiés tout au long du cinquième *congrès du P.R. Ce furent, samedi et dimanche, des* applaudissements enthousiastes à la seule évocation du nom de l'ancien président de la République et, après la clôture des travaux, quand « enfin » il est apparu, un triomphe. Celui d'un homme qui, un an après avoir été battu, après avoir laissé « en plein désarroi » son parti, a pu mesurer *l'inconditionnelle fidélité* des siens. L'heure n'était plus aux états d'âme, aux interrogations inquiètes, à l'amertume ou à la contestation timide : « Giscard » était là. Il donnait véritablement à « ses troupes » le signal du départ, dans le combat pour la réhabilitation des idées libérales.

Très souriant et visiblement détendu, il a serré les mains de tous les responsables alignés sur l'estrade, il a fait quelques pas de long en large pour savourer les applaudissements ou attendre qu'ils s'apaisent, paraissant prêt à franchir d'invisibles grilles qui l'auraient séparé de la foule. Pas de pupitre, un seul petit micro au revers de sa veste, les mains libres de tout discours, dans le souci de faire oublier toute la solennité de ses précédentes fonctions.

Les rôles avaient été répartis comme par le passé. La veille, M. Michel Poniatowski, président d'honneur du P.R., avait été chargé de « cogner », autrement dit d'attaquer avec vigueur et sans nuance le gouvernement et M. Mitterrand. Dimanche, M. Giscard d'Estaing se réservait de présenter un projet d'alternance. Il n'a pu s'empêcher, cependant, de donner quelques conseils concernant l'organisation du parti républicain, bien qu'il se soit défendu, ces derniers mois, de vouloir intervenir sur ces questions. Très brièvement, il a évoqué les raisons qui avaient pu le conduire à l'échec : le « socialisme latent » qui existait depuis plusieurs années et dont la crise a servi de révélateur, les critiques « inhérentes à la fonction de chef de l'État qui dépassent parfois les limites de la décence et de la cohérence », mais aussi, et c'est peut-être là l'aveu le plus difficile, une espèce d'incapacité à exprimer la générosité au profit du seul « discours de la compétence » et, reconnait M. Giscard d'Estaing, « la compétence, sans la générosité, c'est plat ».

S'il a répété qu'il fallait que les Français jugent la « réalité du socialisme en vraie grandeur », c'est pour ajouter : « Il faut que d'un mal jaillisse un bien. » Autrement dit que les Français comprennent qu'il ne pouvait y avoir rien de mieux que ce qu'il proposait, lui. Il a dénoncé le combat droite-gauche dans lequel la majorité voulait enfermer le débat politique et s'est posé en homme du centre, du centre droit qui sera l'alternative au « socialisme centriste » et la revanche sur le « socialisme marxiste ». Et, peut-être parce qu'il a voulu se souvenir des réticences qu'avait provoquées dans les rangs du P.R. la création de l'U.D.F. en 1978, il a clairement dit que cette union ne devait pas simplement être une alliance électorale mais la « grande alternative française *et même européenne au socialisme* ».

Il a parfois forcé le trait dans sa volonté de se montrer proche des préoccupations et du langage de chacun en évoquant la « famille Dupont qui part en vacances avec sa caravane » et rencontre la famille « Schmidt » ou encore ces « femmes coquettes et actives » qu'il observe à la sortie des grands magasins dans le souci de regarder la « France inconnue » et de trouver comment lui parler. Il a su en tout cas provoquer le rire et imposer l'admiration.

On peut se demander toutefois si cette *manifestation* enthousiaste était nécessaire. N'aurait-il pas fallu laisser davantage de temps au P.R. pour s'affirmer comme un parti adulte, soucieux de préserver une certaine indépendance et d'oublier les *contraintes d'une ancienne allégeance. Le débat* sur le projet de manifeste républicain semblait montrer qu'il avait la capacité de le faire. Dans certaines fédérations, on avait discuté virgule après virgule, mot après mot, le poids de chacun des termes employés et l'on avait senti cette volonté de retrouver la logique et la justesse d'un combat. *Le débat* sur le développement de la démocratie à l'intérieur du parti semblait aussi receler quelques promesses. Mais, déjà dimanche, on s'interrogeait sur les préférences que pourrait avoir M. Giscard d'Estaing pour tel ou tel candidat à la tête du parti.

Manifester son indépendance au P.R., cela signifierait-il se résigner à occuper le temps entre deux interventions de M. Giscard d'Estaing ou préparer un congrès en attendat sa venue ?

M. Jacques Blanc, sous forme de boutade, lançai : « L'indépendance ? *Il n'y a que Valéry Giscard d'Estaing qui la souhaite pour nous !* » Il oubliait sans doute les velléités d'autonomie de certains responsables de son parti. Mais ceux-là se sont tus, estimant qu'ils n'étaient pas là pour donner le coup de pied de l'âne. Ils étaient peut-être là, comme d'autres, pour oublier un complexe, ce mystérieux complexe évoqué à maintes reprises : celui d'être giscardien ou, plutôt, celui d'avoir été battu.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Samedi après-midi, les rapports examinés le matin en commission (*le Monde* daté 13-14 juin) sont soumis à la discussion *générale en séance plénière* et votés. M. Hervé de Charette, secrétaire général adjoint rappelle les priorités du projet de manifeste dont il est le rapporteur et déclare : « *Il y a un an, nous étions une armée en déroute, aujourd'hui, nous sommes réunis pour lever le doute. Giscard est encore le meilleur d'entre nous, c'est encore lui qui porte la meilleure part de nos espérances... Soyons des giscardiens patients et sans complexe...* »

M. Alain Griotteray, ancien député, estime que « *la fidélité ne consiste pas à s'effacer mais à s'affirmer* ». M. Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'Etat, met en garde le P.R. contre « *toute dérive droitière* » et il invite à se battre ceux qui estiment M. Alain Madelin, député de l'Ille-et-Vilaine demande que le projet de manifeste ne soit pas considéré comme « *un solde de tout compte* » mais comme « *un point de départ.* » M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur des Hauts-de-Seine, s'oppose à la « *valorisation* » de certains socialistes. Il faut, dit-il, « *combattre tout le socialisme. Associer MM. Delors et Rocard aux orateurs de Valence : ils sont aussi dangereux* ». M. Pascal Clément, député de la Loire, dit ses certitudes : « *Le P.R. se situe au centre droit, c'est un parti de gestionnaires dont le point faible* est de *ne pas sembler avoir un idéal comparable à ceux des socialistes.* »

M. Roger Chinaud, conseiller politique, relit son rapport sur la stratégie du parti et insiste sur l'importance des élections municipales. M. Patrick Gérard, président du mouvement des Jeunes Giscardiens, exprime le désir de voir « *Giscard continuer à jouer un rôle.* »

M. François Léotard, député du Var déclare : « *Il n'y a pas de stratégie sans moyen et sans langage. Le P.R. doit être une machine. Ceux qui regardent du côté du R.P.R. ne regardent ni le leader, ni la doctrine mais une machine qu'ils souhaitent avoir pour eux-même. Trop souvent,* ajoute-t-il, *nous avons eu un langage d'expert-comptable.*

M. Gérard Longuet, président de la Fédération de la Meuse, demande aux congressistes « *d'être présents partout où l'on se bat pour la liberté. Nous n'avons pas le droit de rester passifs et nous contenter de motions en congrès.* »

M. François d'Aubert, député de la Mayenne, reconnaît que le bilan du précédent septennat est bon, mais il regrette que certaines réformes n'aient pas été mises en place, notamment dans le domaine de l'audiovisuel.

M. Charles Millon, député de l'Ain, après avoir rappelé les principales orientations du projet de réforme des statuts qu'il a défendu rend publics les amendements qui lui ont été soumis, notamment celui concernant la composition du bureau exécutif, qui sera élu par le Conseil national au scrutin majoritaire sur une liste bloquée. Cet amendement *propose de porter de douze* à vingt et un le nombre des membres du bureau.

Enfin, M. Michel d'Ornano s'étonne qu'on puisse parler « *du langage gaullien* » de M. Mitterrand : « *Le général de Gaulle que je sache, n'a jamais parlé pour ne rien dire.* »

M. PONIATOWSKI : M. Mitterrand est partout et la France nulle part

Après avoir fait voter à l'unanimité le rapport d'activité de M. Jacques Blanc, présenté le matin, M. Michel Poniatowski, président d'honneur du P.R., critique violemment la politique économique actuelle qui propose « *une seule relance, celle du chômage* » et la politique étrangère, « *clairement exprimée, mais faiblement consultée. M. Mitterrand est partout*, dit-il, *mais la France nulle part. Les vrais chefs d'Etat*, ajoute-t-il, *sont ménagers de leurs déplacements internationaux et préfèrent se consacrer à la gestion de leur propre pays* ». Il retient du sommet de Versailles « *les fastes de cour d'un bourgeois gentilhomme présentés par M. Zitrone* ».

Il estime que « *les subterfuges auxquels aura recours le gouvernement dans tous les domaines demeureront sans effet car le point de non-retour sera dépassé.* » Il conclut : « *La France est aujourd'hui un chef-d'œuvre en péril. Endiguer et reconstruire, tel doit être, aujourd'hui, notre quotidien effort. Nous devons proposer un projet d'alternance, pour lequel nous écouterons Valéry Giscard d'Estaing, notre véritable animateur et notre constant inspirateur.* »

La motion de politique générale présentée par M. Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, et M. Hubert Bassot est votée. Elle définit la ligne du P.R. « *fidèle à Valéry Giscard d'Estaing* » et au centre, et indique : « *Entre l'oppression de l'Etat socialiste et l'excès de réaction qu'elle pourrait entraîner, la voie est au centre (...). Le parti républicain sera au cœur des unions politiques qui seront, le jour venu, nécessaires à la conquête du pouvoir. Il confirme, la stratégie engagée en 1977 qui a permis la création de l'union pour la démocratie française* », et « *l'importance de l'appartenance de l'U.D.F. Non seulement, il entend y jouer pleinement son rôle mais il mettra tout en œuvre pour aider au renforcement de l'union.* »

notre action même, ne doivent pas, sous la pression d'un électorat traumatisé par la victoire socialiste, glisser sur une pente qui à terme nous conduirait à une assimilation au R.P.R. De la même manière, nous devons refuser avec fermeté ces visions simplistes qui font du P.R. l'aile droite de l'U.D.F. ou bien encore le refuge d'une droite traditionnelle privée d'imagination, de volonté et de générosité. »

M. Jacques Blanc, secrétaire général, prononce le discours de clôture. Il précise l'ambition du P.R. : « *Affirmer sa capacité à préparer l'après-socialisme en mobilisant les Français autour d'une espérance, la voie libérale de progrès.* » Il critique vivement la politique gouvernementale « *basée sur l'intolérance et le sectarisme* ». Il poursuit : « *Nous voulons le renouveau pour la France. Nous voulons une opposition sans concessions, mais constructive, qui ait un projet et une ambition à proposer aux Françaises et aux Français. Le parti républicain se trouve dans l'U.D.F. comme la France dans l'Europe. Il ne doit perdre son âme. Il doit sans cesse travailler à la renforcer s'il veut avec elle et par elle porter son message. Entre l'U.D.F. et le R.P.R. doit exister beaucoup plus qu'un pacte de non-agression. Nous voulons un pacte de défense des valeurs qui nous sont communes. A son heure, comme conséquence naturelle, nous définirons un programme de gouvernement.* »

A son arrivée, l'ancien président de la République est longuement acclamé. Sa première réflexion porte sur le renouveau de l'organisation du P.R. Il déclare notamment : « *C'est à partir de la base que se fera la France (...). Votre présence sur le terrain doit être démocratique. On ne peut demander à des militants de se dévouer pour des idées et de servir après la cause d'ambitions.* »

« Réconcilier le libéralisme et le rêve »

L'ancien président de la République évoque ensuite le renouveau des idées. Il déclare notamment : « *Le rôle des partis politiques est insuffisamment assuré en France.* [Il doit être] *d'accompagner la réflexion des Français, de susciter leurs interrogations et pas seulement de préparer les échéances électorales. Je souhaite que nous agissions ensemble pour combattre ce retard du débat politique. Je souhaite que le débat et le jugement portent bien plus sur le système que sur les hommes ou sur les mesures. Les mesures n'ont pas beaucoup d'importance quand le système est mauvais. (...)*

» *Depuis vingt-cinq ans, il y avait cette idée latente que peut-être le socialisme apporterait quelque chose de meilleur aux Français. Quand la crise est venue, tous les espoirs ont été exaltés par les promesses qui ont été faites. Il faut que les Français jugent l'expérience* [socialiste] *en vraie grandeur. Ce mouvement est en marche, nous l'avons vu apparaître lors des élections législatives partielles, s'amplifier aux cantonales et dérouter tous les observateurs.* » M. Giscard d'Estaing dénonce « *ceux qui évoquent l'héritage : ce sont des hommes qui n'acceptent pas encore un an après de prendre en charge les responsabilités que la France leur a confiées* »

L'ancien président de la République poursuit : « *On cherche à faire croire que les Français et les Françaises ont opté pour un socialisme irréversible. En fait, ils l'ont mis à l'essai. L'alternance ne sera pas la revanche, ou, plus exactement, ce sera la revanche sur le socialisme - marxiste et l'alternance sur le socialisme centriste.*

» *Il faut réconcilier le libéralisme et le rêve. Vous ne mobiliserez pas les Français autour d'un libéralisme froid et calculateur. Le libéralisme du futur, il faudra que les Français l'attendent avec joie comme une alternative de progrès. Il doit avoir une forte dimension sociale. Pour les socialistes, le scandale, c'est qu'il y ait des riches et des inégalités de revenus ; pour nous, c'est qu'il y ait des pauvres et des inégalités de chances... La compétence sans générosité, c'est plat. La générosité sans compétence, c'est vide. La générosité quitte le camp de l'actuelle majorité. Il faut que vous l'accueilliez. Nous devons faire en sorte, vous et moi, que d'un mal puisse jaillir un bien.* »

M. Valéry Giscard d'Estaing demande aux militants d'aller regarder et aimer la « *France inconnue* » (M. Valéry Giscard d'Estaing préfère cet adjectif à celui de « profonde » qu'il dit ne pas — ou ne plus aimer). Lui-même regarde la France : « *Ces Françaises, si soignées, si coquettes, si actives, et ces jeunes, détendus, inventifs et modernes* », et se demande comment il faut leur parler. Il rend hommage à M. Lecanuet qui préside « *avec brio* » l'U.D.F. Selon lui, l'U.D.F., c'est « *l'union intime des familles de pensée qui représente la véritable alternative* ». Il précise : « *L'U.D.F. n'est pas une alliance électorale, une combinaison, c'est une union active des courants de pensée qui constituent la grande alternative française, et même européenne, au socialisme.* » Il évoque l'alliance avec le R.P.R., qui est « *une alliance faite pour gagner* », qui doit « *être conduite pour assurer le succès* ». « *Je veux être utile comme vous vous l'êtes dans vos fédérations vos circonscriptions, vos départements* », conclut M. Giscard d'Estaing. Les congressistes se lèvent et l'ovationnent.

M. GAUDIN : en finir avec les lamentations

Dimanche, quelque deux mille cinq cents personnes attendent sous le chapiteau la venue de M. Valéry Giscard d'Estaing. M. Philippe de Bourgoing, président du groupe des républicains indépendants du Sénat, souligne l'importance des prochaines échéances municipales. Selon lui, « *socialistes et communistes tentent de préparer en coulisses la meilleure recette possible pour limiter la nouvelle défaite qui risque de les attendre (...). La magie du verbe n'aura qu'un temps : les grandes eaux de Versailles n'étaient-elles pas là pour cacher beaucoup de vide ?* »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, propose au P.R. de prendre un « *nouveau départ* » en « *fermant définitivement le chapitre des lamentations* ». Il déclare notamment : « *Le parti républicain doit marquer sa spécificité car notre réflexion, notre vision de l'avenir,*

ipesup — médecine pharmacie
1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC
Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30
Stages de préparation en septembre
Encadrement annuel par matière
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MEDECINE... PHARMACIE...

Un entretien avec M. Defferre sur la sécurité

(Suite de la première page.)

— Vous avez souvent parlé de la nécessité de donner à la police « les moyens de son action ». En dehors de l'accroissement des effectifs que vous évoquez, quelles sont les mesures qui vous paraissent nécessaires, sinon indispensables ?

— Il faut que les contrôles d'identité puissent se faire légalement. Il faut qu'en cas de refus, par qui que ce soit, de justifier de son identité, les personnes interpellées puissent être amenées au poste sans que les policiers risquent pour autant d'être traduits en justice et d'être condamnés. C'est pourquoi j'ai tellement insisté pour obtenir un texte qui permette aux policiers de remplir leurs missions dans des conditions juridiques indiscutables. J'ai constaté que, bien souvent, c'était par des contrôles d'identité que des délinquants ou des criminels importants étaient découverts. Renoncer aux contrôles d'identité, c'était renoncer à l'un des moyens les plus efficaces de découvrir les malfaiteurs.

— Vous aviez avancé l'idée de réviser les textes concernant l'usage des armes par les policiers. Avez-vous l'intention d'y revenir ?

— Pas pour le moment. J'ai doté les policiers d'armes plus modernes, plus performantes, d'un plus gros calibre, de gilets pare-balles et de moyens accrus de communication radio. Il faut maintenant les former. C'est pourquoi j'ai créé une direction de la formation : il est nécessaire de leur donner tout à la fois une formation intellectuelle et même psychologique adaptée à la société actuelle et une formation technique, leur apprendre à tirer pour qu'il n'y ait plus de « bavures ». Dans le passé, les policiers n'ont pas été suffisamment entraînés au tir.

— En ce qui concerne le « malaise de la police » qui existait lorsque vous avez pris vos fonctions, subsiste-t-il encore des points de friction ?

— J'ai le sentiment que les choses se sont beaucoup améliorées. On constate qu'il y a beaucoup moins de communiqués, moins de querelles. Je n'ai pas la prétention de dire que tout est parfait, mais il y a une incontestable amélioration. Il était normal qu'au départ les choses soient difficiles parce que nous étions depuis vingt-trois ans dans l'opposition. Une certaine politique avait été pratiquée par les gouvernements précédents alors que nous en préconisions une autre.

— Parmi les très nombreuses suggestions contenues dans le rapport Belorgey sur les orientations de la police, en avez-vous retenu beaucoup, et lesquelles ?

— Une trentaine sur quarante. Le rapport Belorgey est un document très complet, très étudié, très intéressant.

» J'ai recommandé d'éviter les grands déploiements de forces en cas de manifestations pacifiques. Les services du ministère de l'intérieur feront moins de renseignement politique et davantage de renseignement orienté vers les milieux extrémistes et terroristes. Les charges indues de la police, dont je vous parlais il y a un instant, seront allégées. Les sociétés privées de gardiennage et de surveillance seront réglementées ; un projet de loi est en préparation. Comme le recommande le rapport Belorgey, les missions des polices municipales seront mieux délimitées. Toutes les formes de délinquance seront réprimées avec un effort particulier pour la petite et la moyenne délinquance, car l'impression d'insécurité résulte moins des grands hold-up ou des grands crimes que de l'insécurité dans la rue, des cambriolages, du vol à la tire, à la roulotte, etc.

» J'ai aussi décidé de concentrer les forces de police dans les zones urbaines et, pour cela, de revoir le découpage des compétences avec la gendarmerie : un groupe de travail intérieur-défense est saisi de cette question. Les autres propositions auxquelles j'ai donné mon accord sont les suivantes : réduire le nombre des unités spécialisées de la sécurité publique pour revaloriser la tâche des gardiens de la paix ; réorganiser les C.R.S. avec une réserve nationale et des réserves régionales ; mettre fin à la rivalité entre les services ; incorporer la prime de sujétion à la retraite des policiers demandée depuis plus de vingt ans : c'est enfin chose faite ; recruter les policiers plus tôt : c'est en cours ; permettre aux jeunes d'effectuer un service civil dans la police : sur ce sujet, je me suis mis d'accord avec le ministre de la défense ; améliorer la formation : les choses sont en cours ; pas de mutations sans avis de la commission paritaire ; pas de sanctions disciplinaires sans consultation du conseil de discipline ; maintenir l'interdiction de faire grève ; préciser la déontologie des policiers ; supprimer les écoutes téléphoniques, avec la garantie que cette suppression sera effective, sauf évidemment pour le contre-espionnage et le grand banditisme ; légaliser les fiches de police et les contrôles d'identité ; développer la concertation entre la police et les élus ; étendre progressivement la qualité d'officier de police judiciaire et d'agent de la police judiciaire ; améliorer la situation des personnels administratifs et des personnels servant à Paris. J'en passe, mais vous voyez que j'ai retenu l'essentiel des suggestions de ce rapport...

Pas de temps à perdre

— Quelles sont les mesures que vous n'avez pas retenues, et pourquoi ?

— Le rattachement de la sûreté urbaine aux S.R.P.J. ne me paraît pas être une bonne mesure. La création de directions départementales et régionales de la police ne me semble pas non plus souhaitable, car cela risquerait de diluer les responsabilités. L'institution d'une obligation juridique de mobilité pour les commissaires de police ne me semble pas nécessaire. Pour ma part, j'ai muté quatre cent trente-huit commissaires de police depuis un an : mon prédécesseur en avait muté quatre cent trente et un dans le même délai. La possibilité de faire appel à des sanctions disciplinaires devant le Conseil supérieur de la fonction publique ne se justifie pas puisque la police a son inspection et ses organes administratifs propres. De même, l'augmentation des compétences du comité technique paritaire ne me paraît pas nécessaire. Fusionner les corps de policiers en civil avec les corps en tenue ne me paraît pas non plus être une bonne chose. Renforcer les responsabilités juridiques du commandement ? Elles le sont suffisamment... Placer à la tête de l'inspection un non-policier est également une mesure que j'ai refusée. Il en va de même pour la création d'une commission qui serait chargée d'examiner les litiges mettant en cause la police.

» Accentuer le contrôle de la justice sur la police ? Il faut que la police puisse agir vite. Elle n'a pas de temps à perdre. Or, il arrive qu'en attendant l'autorisation de justice on perde des heures ou des jours... Prenez par exemple le cas de l'affaire d'Auriol : la perquisition au siège du SAC et chez M. Debizet n'a pu être faite que trois jours après que l'affaire eut éclaté. Si la police avait pu agir immédiatement, elle aurait peut-être trouvé des choses intéressantes.

L'indispensable prévention

— Vous parlez souvent de prévention...

— Oui, je constate de plus en plus fréquemment que des enfants commencent, parfois à l'âge de six ans, et, en tout cas, couramment à dix ans, à voler des voitures et à les massacrer. Des bandes de jeunes attaquent désormais le centre des villes et cassent pour casser. Tout cela crée une situation réellement dangereuse. On oublie trop, dans les salons parisiens, que, pour un ouvrier qui s'est endetté et a signé des traites pour acheter une voiture, le fait de la retrouver en morceaux est un drame. Si l'on n'y prend pas garde et si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes en prenant simultanément des mesures de sécurité, notamment pendant l'été, il y aura d'une part de violentes réactions de la population, qui en a assez des vols, des violences, et d'autre part des représailles : il est déjà arrivé que des victimes de vols répétés tirent. Il est à craindre que cela ne se reproduise ; des enfants pourraient être tués. Quand ces enfants sont arrêtés, la justice les relâche puisqu'elle ne peut rien faire d'autre. Cela pose un vrai problème auquel il faut que nous trouvions une solution.

— Laquelle ?

— Il faut sortir ces enfants du milieu dans lequel ils vivent, leur donner une formation, leur apprendre quelque chose. Si on les laisse en circulation, si on les abandonne à eux-mêmes et au phénomène de la bande de jeunes délinquants, cela finira mal à tous points de vue et pour tout le monde. Ces gosses seront perdus, seront tués ou deviendront des truands. Par ailleurs, ce sera la révolte. Leur entourage ne pourra plus les supporter. Leur comportement, leur violence, feront le jeu de l'extrême droite après avoir fait celui de la droite qui n'a pas su résoudre ce problème. Je suis décidé à traiter ce problème à fond, quelles que soient les critiques dont je puisse être l'objet. Ce n'est pas parce que j'ai lu dans certains journaux que je voulais reconstituer les maisons de correction, ce qui n'est pas vrai, que je me laisserai décourager.

» J'ai demandé à Gilbert Trigano du Club Méditerranée, un homme plein d'imagination, de réfléchir à ce problème et de voir ce qu'il est possible de faire pour ces enfants. De même, j'ai demandé à Pierre Mauroy son accord pour que je sollicite le club Léo-Lagrange, qu'il a longtemps présidé. J'ai téléphoné à M. Derosier, l'actuel président, pour lui demander de m'aider dans cette tâche. Je connais à Marseille quelques exemples d'enfants qui étaient en train de mal tourner et qui sont devenus, une fois pris en main par le club Léo-Lagrange, des enfants « comme les autres ». Bien sûr, il ne s'agit pas dans mon esprit de critiquer le travail efficace accompli avec dévouement par les travailleurs sociaux, mais de susciter des réflexions et des suggestions pouvant être un apport positif dans un problème qui concerne tout le monde.

» Je pense que, dans un premier temps, il faut sortir ces enfants du quartier où ils sévissent. C'est pour cela que je cherche des solutions. Il est indispensable de les arracher à cet engrenage. S'il est possible de leur donner une formation, les sortir de leur milieu, leur faire suivre des cours, leur donner une instruction, la partie sera gagnée. Mais, dans un premier temps, surtout en ce début d'été, la première chose à faire est, je le répète, de les sortir de leur quartier — en accord avec leurs parents, — comme nous faisons des classes de neige, des classes de mer ou des stages d'équitation. Cela dit, je n'ai jamais parlé de « clubs de vacances ».

— Mais c'est l'éducation surveillée qui est chargée de la prévention, c'est-à-dire le ministère de la justice. Vous marchez sur les plates-bandes de M. Badinter.

— Il ne s'agit pas de savoir si on marche sur les plates-bandes de quelqu'un. La situation est tellement grave, il est tellement important de résoudre ce problème, que la question n'est pas de savoir si je marche sur les plates-bandes des autres ou si l'on marche sur mes plates-bandes à moi. Ce qu'il faut, ce sont des résultats, et, dans ce cas-là, les questions d'amour-propre... Tous les ministres le savent, tous sont prêts à unir leurs efforts pour trouver une solution à ce problème.

— Vous avez évoqué il y a un instant le problème des polices parallèles. Etes-vous partisan de la dissolution du SAC ou non ?

— Lorsque l'affaire d'Auriol a éclaté, je me suis dit : « Il faut dissoudre. » Puis j'ai réfléchi. Et je me suis rendu compte que ce n'était pas le moment de le faire. Il fallait d'abord que l'enquête judiciaire suive son cours. Là-dessus l'Assemblée nationale crée une commission d'enquête. Il ne pouvait pas être question de dissoudre avant que cette commission ait commencé ses travaux : cela aurait été pour le moins maladroit et inopportun. Lorsque la commission aura achevé ses travaux, à ce moment-là il faudra apprécier l'état des dossiers et, le cas échéant, dissoudre. Dès maintenant, je perçois ici et là des organisations qui se mettent sur pied pour remplacer le SAC. Faudra-t-il les dissoudre aussi ? Tout cela méritera examen le moment venu.

— Vous pensez que des organisations d'extrême droite sont en voie de reconstitution ?

— Face à un gouvernement de gauche, l'extrême droite se rassemble et cherche à agir. C'est dans la logique. C'est un fait constant. Et il est normal aussi que le gouvernement entende faire respecter la loi, ce que je fais. Ces groupuscules de droite se constituent, se divisent et se reconstituent. C'est un phénomène classique. Cela ne me surprend pas. Mon intention, en tout cas, est de ne pas les laisser faire n'importe quoi.

Le secret

— Le président de la République a parlé de « lutte implacable contre le terrorisme », et vous avez pour votre part déclaré que la France ne reculerait devant « aucun moyen » pour le combattre. Avez-vous l'impression que le message a été entendu ?

— Je ne peux pas vous répondre. L'une des grandes exigences de ce genre d'action est le secret.

— Vous faites souvent une distinction entre le terrorisme interne et le terrorisme international.

— Effectivement. Jusqu'à présent, par sa politique, le gouvernement a réussi à diminuer dans des proportions considérables (plus de la moitié) le terrorisme interne. Beaucoup de ceux qui se révoltaient contre le pouvoir central semblent avoir renoncé à poser des bombes, grâce à la politique de décentralisation. Nous étions engagés dans un processus attentat-répression-Cour de sûreté de l'Etat. Cela a changé.

» Pour ce qui concerne le terrorisme international, les moyens de lutter sont totalement différents. Je rappelle que, au moment de l'attentat de la rue Marbeuf, nous n'avons pas attendu pour prendre des décisions. Le jour même, j'ai annoncé le départ de quelques diplomates. J'ai pris, d'autre part, des mesures de toute nature, en accord avec le Quai d'Orsay et le ministère de la justice, mesures dont je ne peux pas parler ici. J'espère que, de ce côté-là aussi, nous parviendrons à des résultats.

» Je me rappelle que nos prédécesseurs se contentaient de traiter, eux, avec les terroristes. Je ne dis pas qu'il ne faut pas user de cette méthode dans certains cas, mais, pour eux, c'était le seul moyen employé. N'employer que cette méthode est dangereux ! C'est prendre le risque de pousser à ce que cela recommence, se résigner à céder (dans ce domaine aussi, nous avons des vues plus larges, plus étendues).

La gauche n'est pas utopique

— Il y a beaucoup d'études sur la sécurité qui ont été faites avant le changement de gouvernement, parfois très fouillées, très généreuses, avec des idées pertinentes, notamment le rapport sur la violence, de tonalité libérale, même s'il a été dévié ensuite de ses intentions par son auteur, M. Peyrefitte. Quels sont les atouts dont vous disposez, vous ?

— D'abord, nous sommes des hommes de gauche. Nous considérons que nous avons des devoirs envers les plus déshérités, ce qui n'était pas toujours le cas des gouvernements précédents. Deuxièmement, nous avons confiance dans la nature humaine, et nous pensons que même les enfants les plus difficiles peuvent être remis sur la bonne voie, à condition de faire ce qu'il faut. Il est nécessaire de leur donner une instruction, une formation intellectuelle et ensuite du travail. Ce n'était pas ce que nos prédécesseurs faisaient. Enfin, nous sommes contre la ségrégation qui existe dans toutes les villes du fait du prix qu'atteignent les terrains. Cela empêche la construction des H.L.M. dans les quartiers dits « résidentiels », sauf rares exceptions. Par exemple, à Marseille, je fais construire des immeubles dans le quartier de la Plage, c'est un des quartiers les plus agréables de la ville ; il y aura 50 % de H.L.M. Nous avons une autre conception de la vie et de l'évolution des hommes que ne l'avaient nos prédécesseurs. Je pense que nous devrions mieux réussir en nous attaquant à la fois, à long terme, au fond du problème et aussi, à court terme, en prenant des mesures de police préventive et répressive. En fait, nous avons une volonté politique que les autres n'avaient pas.

» Dans le domaine du terrorisme international aussi, nous avons une vue plus large, plus étendue, plus ferme, que nos prédécesseurs. Quant au terrorisme interne, il a fallu un certain courage au moment où on ne savait si la trêve durerait pour mener une politique de réformes pour aboutir à une paix civile durable.

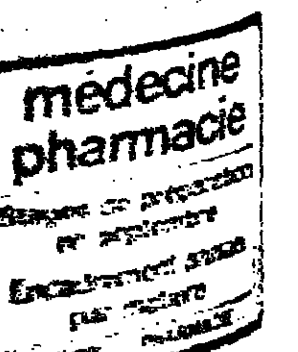
» La politique de gauche n'est pas une politique utopique ; ce n'est pas une politique d'hommes qui font des rêves, c'est une politique réaliste qui ne cherche pas les solutions de facilité mais les solutions de fond. Nous voulons résoudre les problèmes, ne pas nous contenter de les masquer. Etre généreux, confiant et énergique doit permettre de « gagner », d'obtenir des résultats, même dans un domaine aussi difficile que celui du rétablissement de la sécurité. »

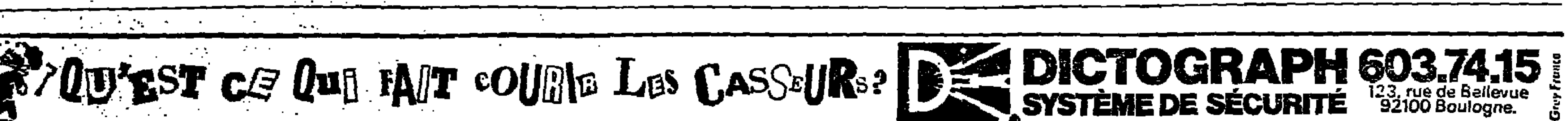
Propos recueillis par
J.-M. DURAND-SOUFFLAND
et BERTRAND LE GENDRE.

Halte au Vol
1 serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE ou PICARD
Matériel GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier 15/10e
+
4 goujons d'acier anti-dégondage
+
renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier
+
1 cornière anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte
3.350 F TTC
Pose et dépl. compris PARIS-BANLIEUE
Société PARIS PROTECTION
55, av. de la Motte-Picquet 75015 PARIS
566.65.20
CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS



Bon réponse à envoyer à GEFIC - 4 Place d'Iéna - 75116 PARIS
Monsieur, Madame : ______
Adresse : ______
______ Tél. : ______
☐ Se rendra le ______ vers ______ heures à la réunion d'information sur "Le Fairway".
☐ Souhaite l'envoi d'une documentation M





SOCIÉTÉ

La lutte contre le terrorisme en France

Le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) n'est plus silencieux. Sans le dire, il a rompu la trève qu'il a décrétée unilatéralement au mois d'avril 1981. Deux de ses militants ont ainsi été arrêtés le 11 juin après une tentative d'attentat par explosifs contre un magasin à grande surface, près de Calvi. MM. Stephane Brunini, *vingt et un ans*, et *Jean Antonelli, vingt-six ans*, ont indiqué aux enquêteurs que le soir même, un magasin de la même chaine, dans les Alpes-de-Haute-Provence, devait être visé par une autre équipe... ce qui arriva. C'est la première fois, depuis le vote de la loi d'amnistie au cours de l'été 1981, que des individus se réclamant du *F.L.N.C.* sont écroués. Notre correspondant à Bastia *fait* ci-dessous le point sur l'action de cette organisation clandestine en Corse.

Au Pays basque français les policiers ont d'autre part arrêté *une trentaine* de *réfugiés* basques espagnols. Tous ont *été* remis en liberté à l'exception de Txomin Iturbe Abassolo, responsable de l'ETA-militaire, selon la police espagnole, et deux autres personnes dont les identités n'ont pas été révélées.

CORSE : Deux cent cinquante attentats depuis le début de l'année

De notre correspondant

Bastia. — Plus de deux cent cinquante attentats ou tentatives d'attentats perpétrés en Corse depuis le début de l'année. On est loin du « calme plat » *qui a suivi l'élection* présidentielle. La trêve décrétée, le 3 avril 1981, par le F.L.N.C., à l'occasion du voyage de M. Mitterrand dans l'île, semble avoir fait long feu. Officiellement pourtant, elle n'a jamais été rompue. La « nuit bleue » du 11 février dernier (un légionnaire avait été tué), revendiquée par l'organisation clandestine, n'avait été, selon elle, *« qu'un avertissement au pouvoir »*. Depuis le mois de mars pourtant, les plasticages ont repris au rythme de un à trois par nuit. Ils ne sont jamais revendiqués, ce qui est nouveau. Les cibles, éparpillées et diverses, ne *permettent pas de distinguer une* quelconque *« ligne politique »* comme cela pouvait être le cas avant 1981. A doses homéopathiques, l'opinion *publique insulaire semble donc* se réaccoutumer aux attentats quotidiens. Elle n'en est pas moins *« vaguement troublée »*, selon le mot de M. Nicolas Alfonsi (M.R.G.), député d'Ajaccio.

Le F.L.N.C. se trouve marginaliser au moment où deux mouvements nationalistes légaux sur trois s'engagent dans *l'élection* de l'Assemblée de Corse. Cette marginalisation a cependant *peu* d'incidence sur sa *« force de frappe »*. *L'organisation clandestine* est-elle un mouvement sans tête politique ? Un « bras armé » ingouvernable ? Est-elle, au contraire, une organisation mieux *structurée* et plus secrète qui laisse *agir sur* ses marges des francs-tireurs isolés mais ne contrôle plus des demi-soldes qui parlent en son nom et pratiquent le racket ? Questions sans réponse. Plusieurs continent: « x » ont en tout cas été sommés de payer *« l'impôt participation à la lutte de libération nationale »*. Celui-ci varie, semble-t-il, entre 30 000 et 60 000 francs.

Des lettres « d'imposition » ont été envoyées ces dernières semaines *dans plusieurs régions* de Corse. L'une d'elles a été publiée dans : presse régionale. Elle était adressée au Dr Jean-Marie Llapassel, directeur d'un foyer de personnes âgées à Corte. A Petreto Bichisano (Corse du Sud), c'est un pharmacien, M. Thierry Cazon, qui était visé ; en Balagne, un architecte. Par son canal habituel, qui permet l'authentification de ces messages, le F.L.N.C. a démenti *« toute participation aux tentatives d'extorsion de fonds »* mettant en garde *« ceux qui, pour couvrir des affaires de droit commun ou des rivalités commerciales, utilisent son sigle »*. Mais dans *« Uribellu »* (le Rebelle), *qui passe pour* l'organe officiel du mouvement clandestin, l'une des personnes rackettées a retrouvé, en bonne place, le *numéro de code qui lui avait été* attribué par son interlocuteur anonyme afin de servir d'authentification. *« Uribellu »* est-il toujours contrôlé par la direction du F.L.N.C. ?

Plus « politique » est la *« lettre aux Français »*, signée du F.L.N.C., qui a été largement diffusée le mois dernier en Corse et notamment en Balagne : *« Le Français qui arrive et s'installe* [en Corse] *doit savoir qu'il prend par là même une part active au génocide par substitution de notre peuple. Il ne peut y avoir pour le Français en Corse de neutralité »*, conclut la missive. Ce discours-là renoue avec celui de 1978 : période où le F.L.N.C. était offensif.

DOMINIQUE ANTONI.

A Paris

ATTENTATS CONTRE DEUX CAFÉS ISRAÉLITES

***Deux attentats à l'explosif* ont été commis le dimanche 13 juin, vers 5 h 30, à quelques secondes d'intervalle, contre deux cafés-restaurants appartenant à des israélites et fréquentés presque exclusivement par une clientèle appartenant à cette confession, rue François-Miron, à Paris (4e).**

***Ces deux attentats* qui n'ont pas été revendiqués, ont causé d'importants dégâts matériels (vitrines et portes brisées, mobilier endommagé), et blessé sans gravité un passant *qu'il n'a pas été nécessaire* d'hospitaliser. Les propriétaires des établissements ont déclaré aux enquêteurs n'avoir jamais été l'objet de menaces.**

PAYS-BASQUE : Arrestation de « Txomin »

De notre correspondante

Bayonne. — Trente et un réfugiés basques espagnols, militants présumés de l'ETA militaire, ont été interpellés, *samedi 12 juin*, sur la côte basque française. C'est la découverte, trois jour auparavant, dans la région bordelaise, de deux cents passeports vierges destinés aux milieux proches des réfugiés, qui a déclenché cette opération (1). Dans l'après-midi du dimanche 13, vingt-huit personnes étaient remises en liberté et trois restaient en garde à vue. Parmi elles, Domingo Iturbe Abasolo, dit Txomin. Selon la police espagnole, Txomin serait un homme fort de l'ETA militaire, *le principal* responsable de l'appareil militaire.

Issu d'une famille nombreuse de Mondragon, en Guipuzcoa, Txomin, âgé de trente-neuf ans, est réfugié en France depuis 1968 avec sa femme et ses deux enfants, onze et neuf ans, en classe dans une école en langue basque. Son frère, réfugié à Bayonne, est également soupçonné d'appartenir à l'ETA militaire. Depuis 1968, Txomin a échappé à plusieurs attentats *commis par des commandos* espagnols d'extrême droite. Le 15 novembre 1975, à Bayonne, son véhicule explosait peu avant qu'il y entre avec ses deux enfants.

Le 22 avril 1976, deux hommes armés de mitraillette pointaient leursarmes sur le concirge de l'immeuble où il vivait, pensant avoir affaire au réfugié. S'apercevant de la confusion, ils s'enfuyaient. Le 4 juillet 1979, sur la R.N. 10, près de l'aéroport de Biarritz, on tirait sur lui deux balles de revolver qui ne l'atteignaient pas. Mais peu de temps après, Juan Lopatetui Carrasco Pantu était tué à ses côtés, sur une plage, à Angiette.

Le 27 février 1980, c'est la police *qui* le blessait légèrement alors qu'il forçait un barrage en compagnie d'un autre réfugié, à Biarritz, où il avait un rendez-vous avec Jakin Gorostidi, maintenant élu au Parlement basque. Détenteur d'une arme, il avait été condamné à trois mois de prison avec sursis. C'est également en possession d'un P 38 et de 10 000 F en pesetas et en francs, qu'il a été interpellé samedi dernier.

Cet homme costaud, taciturne *et* discret, dit devoir porter une arme pour sedéfendre. La garde à vue dont font l'objet Txomin ment et un autre réfugié devait se terminer lundi matin 14 juin.

PATRICIA GANDIN.

(1) N.D.L.R. — L'opération doit aussi, selon toute vraisemblance, être rapprochée de l'ouverture, dimanche 23 juin, du Mundial ainsi que de la visite officielle en Espagne que doit faire M. Mitterrand à partir du 22 juin.

● *Un garde civil* a été tué au Pays basque espagnol et un autre blessé au cours d'un attentat commis dimanche 13 juin à Pasajes, dans la province de Guipuzcoa. Les deux gardes civils étaient en faction dans le port de Pasages lorsque deux individus à *bord d'une voiture ont tiré sur* eux plusieurs balles et ont pris la fuite. Cet attentat a eu lieu une heure après le début du Mundial.

SCIENCES

LA PLANÈTE NEPTUNE SERAIT ENTOURÉE D'ANNEAUX

La planète Neptune, tout comme les autres planètes géantes du système solaire, Jupiter, Saturne et Uranus, aurait des anneaux. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette découverte ne résulte pas de mesures faites par l'une des sondes interplanétaires que les Américains ont lancées ces dernières années, mais du réexamen poussé, par trois Américains de l'université Villanova (Pennsylvanie), MM. Edwards Guinan, Craig Harris et Frank Maloney, d'informations recueillies en 1968 par l'observatoire néo-zélandais du mont John.

***Selon ces chercheurs,* la planète Neptune, qui est distante du Soleil de 4,5 milliards de kilomètres, serait entourée de deux anneaux dont la largeur serait de 1 900 kilomètres. A plusieurs reprises, l'hypothèse d'un système d'anneaux autour de Neptune avait été évoquée, mais sans doute faudra-t-il attendre l'occultation d'une étoile par la planète ou son observation plus détaillée par la sonde américaine Voyager-2, en 1989, pour en apporter la confirmation.**

ÉDUCATION

● RECTIFICATIF. — *Les élections professionnelles chez les instituteurs et institutrices.* — Plusieurs erreurs de composition se sont glissées dans les résultats des élections à la Commission administrative paritaire nationale (C.A.P.N.) des personnels enseignants du premier degré, dans nos premières éditions datées du 12 juin. Il fallait lire : 1) La répartition des sièges n'est pas modifiée : 9 sièges au SNI-P.E.G.C. et 1 au SGEN-C.F.D.T. ; 2) Force ouvrière : 2,66 % (et non 26,66 %) ; 3) Syndicat C.F.T.C. (et non C.F.D.T.) de l'éducation nationale, de la recherche et des affaires culturelles (SCENRAC) : 0,99 %.

LISEZ LE
Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle
IPEC Enseignement supérieur privé
45, bd Saint-Michel. Paris 6e
Téléphone : 633.81.23/329.03.71/354.45.87

FAITS ET JUGEMENTS

Bagarres entre jeunes Maghrébins et « punks » à Avignon : un mort.

Avignon. — De violentes bagarres ont eu lieu, vendredi 11 et samedi 12 juin, dans le centre d'Avignon, opposant des Maghrébins, des Gitans et des « punks ». Une bataille rangée dans le centre de la ville a provoqué, vendredi, la mort d'un jeune garçon âgé de dix-sept ans, Farad Medjellek, et fait une quinzaine de blessés, dont un, M. Louis Fernandez, vingt-sept ans, a été grièvement *atteint* d'un *coup de couteau*. Partie de la place de l'Horloge, cette flambée de violence s'est poursuivie durant la nuit de vendredi dans différents quartiers de la ville, où des groupes de Maghrébins pourchassant les « punks » ont dévasté plusieurs établissements, dont une pizzeria et des appartements. Ces véritables chasses à l'homme ont continué samedi après-midi dans un grand magasin et dans la rue de la République, faisant encore six blessés dans les rangs des « punks ».

Inquiets, à trois semaines du début du Festival, des commerçants avignonnais ont fait circu*ler une pétition demandant* au maire de prendre d'urgence des mesures de prévention efficaces. Dans une déclaration, M. Henri Duffaut, sénateur et maire d'Avignon (P.S.), a souligné l'insuffisance des effectifs de police dans les grandes villes.

Dimanche, la journée s'est déroulée sans incident. Les inspecteurs de la sûreté urbaine d'Avignon ont appréhendé et déféré au parquet *trois personnes* à la suite du décès du jeune Farad. Il s'agit de Paul Fernandez, vingt et un ans, inculpé *« de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donnée »*, de Jean-Luc Galdéano, dix-neuf ans, et de Daniel Servent, vingt-quatre ans, inculpés de *« coups et blessures volontaires »*. Tous trois ont été écroués. — *(Corresp.)*

● *M. Francesco Piperno*, ancien dirigeant du groupe italien Pouvoir ouvrier, n'a pas été autorisé à séjourner en France. Arrivé du Canada samedi 12 juin à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle il a été remis trois heures plus tard dans le premier avion pour Montréal. Soupçonné par la justice italienne de complicité dans l'enlèvement d'Aldo Moro, M. Piperno avait été extradé de France en 1979. Il avait ensuite été remis en liberté par la justice italienne pour « insuffisance de preuves ».

● *Le corps d'une fillette âgée de douze ans*, et dissimulé sous un buisson, a été découvert par un passant dimanche matin 13 juin, à 7 h 30, au square des Abbesses, à Paris (18e). La victime, Véronique Duchaux, a été tuée à l'aide d'une lourde pierre après *avoir, semble-t-il, subi* des violences sexuelles. Le corps a été conduit à l'institut médico-légal pour y être autopsié. L'hypothèse d'un crime de « maniaque *sexuel » serait retenue* par les enquêteurs.

Véronique Duchaux, résidant habituellement avec sa mère et six frères et sœurs à Savigny-sur-Orge (Essonne), passait le week-end chez son père, ouvrier divorcé et habitant dans un petit hôtel situé à une centaine de mètres du square.

RELIGION

Jean-Paul II se rend à Genève le 15 juin

A peine revenu d'Argentine, Jean-Paul II repart pour la Suisse où il passera la journée du mardi 15 juin, à Genève, sur l'invitation du Bureau international du travail (B.I.T.). Avant de quitter l'Argentine, le pape avait annoncé au général Augusto Pinochet, président du Chili, au cours d'un *entretien téléphonique*, qu'il se rendrait l'année prochaine à Santiago. Et dans l'avion qui le ramenait de Buenos-Aires à Rome, dimanche 13 juin, *Jean-Paul II* s'est déclaré prêt à se rendre *« même au Liban, si les circonstances le permettaient »* et si sa présence *« pouvait être utile »*.

Pour son quatorzième déplacement à l'étranger, le pape fera une visite-marathon aux institutions installées dans la cité de Calvin. Outre le B.I.T., il visitera le Centre européen pour la recherche nucléaire (CERN) et le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), qui, en dépit de son nom, est un organisme humanitaire strictement helvétique.

En quelque douze heures, le pape accordera une douzaine d'audiences et d'entretiens et prononcera des discours et des allo*cutions représentant* un temps de parole de deux heures et demie. Il conclura sa visite en concélébrant une messe avec les six évêques catholiques de Suisse du nouveau palais des expositions (Palexpo), près de l'aéroport de Genève.

Si Jean-Paul II a renoncé, cette fois-ci, à faire une visite pastorale aux catholiques suisses, ou même à se rendre au Conseil œcuménique des Eglises à Genève — *comme Paul VI l'avait fait* en 1969, — c'est parce qu'il a décidé de partager en deux le voyage en Suisse qu'il aurait dû devait ajourner à cause de l'attentat dont il fut victime. Après cette première visite, à caractère que, le pape retournera en Suisse à une date ultérieure, pour une tournée plus pastorale et œcuménique.

CARNET

Mariages

— Le professeur et Mme Marc REINHORN,
M. et Mme Michel ROUSSEAU,
ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants,
Thierry et Françoise,
qui sera célébré le 26 juin 1982, à Mordelles (35310).

Naissances

— M. Alain BOUBLIL et Mme, née Armand, Antoine et Laurent, ont la joie de faire part de la naissance de
Elodie.
Paris, le 10 juin 1982.

— Bruno et Ghislaine de CHAISEMARTIN, née de Bélizal, laissent à Adrien la joie d'annoncer la naissance de
Juliette.
Paris, le 7 juin 1982.

Décès

— Nous apprenons le décès, survenu le samedi 12 juin 1982, de
M. Jacques BAUCHE,
capitaine de frégate honoraire,
compagnon de la Libération,
dont les obsèques auront lieu le jeudi 17 juin, à 11 heures, en l'église de Sury-en-Bois, par Vitry-aux-Loges, *dans le Loiret.*

[Né le 26 juillet 1914 à Paris, Jacques Bauche est second maître timonier en apprentissage à l'école des chefs de quart à Brest lorsqu'il décide de rejoindre Londres dès *l'appel de juin 1940 du général de* Gaulle. La France libre manquant d'officiers de marine, il est promu aspirant et s'engage dans les fusiliers-marins.

Jacques Bauche participe à toutes les campagnes de la France libre (Dakar, Erythrée, Syrie, Libye, Tripolitaine, Italie et France), d'abord comme chef de batterie anti-aérienne (notamment en 1942 à Bir-Hakeim et à El Alamein) et ensuite comme commandant d'un escadron de chars de la 1re *division* de la France libre. Il sera fait compagnon de la Libération le 26 septembre 1945 et finira la guerre comme capitaine de corvette (promu capitaine de frégate à titre honoraire).

Après la guerre, Jacques Bauche entre comme adjoint administratif à la société *Monoprix* et il écrit un livre, « Jean-Marie de l'île de Sein », qui relate l'évasion d'un jeune marin lors de l'occupation *allemande, qui sera tué en Italie.*]

— Nous apprenons le décès de
M. Marcel BOUSSEAU,
ancien député de la Vendée.

[Né le 6 août 1916 à *Mortagne-sur-Sèvre* (Vendée), docteur en pharmacie, Marcel Bousseau avait été élu *député* U.N.R. de la deuxième circonscription de la Vendée en novembre 1962. Réélu en mars 1967 et *juin 1968, il avait été battu en mars 1973.* Conseiller général du canton de Luçon, de 1970 à 1973, il était maire de La Tranche-sur-*Mer* depuis *mars* 1977.]

— On nous prie d'annoncer le décès du peintre dijonnais
André CLAUDOT,
survenue à Garches, le 11 juin 1982,
(70100) Gray, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

— Mme Louis Chenu,
Alain et Nancy Chenu et leurs filles,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part de la mort du
lieutenant-colonel
Eugène Louis CHENU (E.R.),
officier de la Légion d'honneur,
survenu à Garches, le 11 juin 1982,
à l'âge de quatre-vingts ans.

— M. COHEN Isaac, son époux,
Et toute la famille,
ont le regret d'annoncer le décès *de*
Lysiane,
née Lévy.
L'inhumation se fera dans la stricte intimité.
Selon les vœux de la défunte, aucune fleur ni couronne.
Des dons peuvent être faits à l'Institut Gustave-Roussy :
C.C.P. Paris 709-36 Z.

— On nous prie d'annoncer le décès brutal de
M. René DUGRE,
censeur au lycée Descartes
à Rabat,
survenu le 27 mai 1982.
De la part de sa famille.
Lycée Descartes,
B.P. 768 Rabat - Agdal.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Avignon.
M. et Mme Cyril Debeaux,
Catherine et Emmanuelle,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Jean-Paul DEBEAUX,
née Henriette Fournier,
diplômée de l'Ecole du Louvre,
conservateur de musée honoraire,
survenu à Avignon, le 5 juin 1982, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, à Caumont-sur-Durance (Vaucluse), le 7 juin 1982.
26, rue Gustave-Eiffel,
84000 Avignon.

— M. et Mme Germain le Foyer de Costil et leurs enfants,
M. et Mme Paul Lemoult et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Michel et leurs enfants,
Le docteur et Mme André Caillard et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Jean le FOYER de COSTIL,
chevalier de la Légion d'honneur,
conseiller honoraire
à la cour d'appel de Paris,
sociétaire de la Société des gens de lettres,
survenu dans sa quatre-vingt-unième année.
La cérémonie religieuse a eu lieu le 10 juin 1982.

— Mme Milda Krasno,
Et ses enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de
Rodolfo KRASNO,
survenu subitement le 10 juin 1982.
L'incinération aura lieu le vendredi 18 juin au cimetière du Père-Lachaise.
Sa famille, ses amis, se réuniront, à 9 h. 30, à l'entrée principale.
Sans fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de
M. Louis MIALHE,
ont la douleur de faire part de son décès, survenu à Nice, dans sa quatre-vingt-onzième année, le jeudi 10 juin 1982.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.
Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 16 juin 1982, à 17 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (Paris-1er).

— M. et Mme Jacques Mortier et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Pierre MORTIER,
survenu le 10 juin 1982, à l'âge de vingt-six ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine (158, avenue Charles-de-Gaulle), le mardi 15 juin 1982, à 13 h. 30.
26, rue de l'Eglise,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires

— Des amis restés fidèles au souvenir de
Jean MOULIN (Max)
se recueilleront le jeudi 17 juin, à 18 h. 30, au Panthéon, en souvenir des tortures qu'il a subies, le 27 juin 1940, alors que, préfet de Chartres, il résistait aux Allemands.

— Le 15 juin 1980,
Georges J. SEDBON
nous quittait.
Pour tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, il est toujours présent par la pensée.

Communications diverses

— L'Association pour l'étude et la diffusion de la culture yiddish convie toutes les personnes intéressées par l'étude du yiddish à venir le mardi 15 juin, à partir de 18 h. 30 au 52, rue René-Boulanger, Paris-10e (métro République). Ils pourront rencontrer des enseignants et des étudiants des divers cours de yiddish de Paris.

LÉGION D'HONNEUR

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Sont nommés chevaliers :
MM. Eric Philipponnat, Jean-Jacques Sénis, Jean Demange, Jacques Chanson, Robert Drouillé, Guy Oelton, Henri Dalmasso, Bernard Lissonde, Jean Couillault, Fabien Taddei, Gérard Tardif.

BAC — SEPTEMBRE
Unités Pédagog. Active Sari 720-36-80



DES LENTILLES CHEZ OSIRIS
1re ADAPTATION : (offre exceptionnelle) + examens : 200 F jusqu'au 15 juillet
396 F LA PAIRE
Vos lentilles en 1 heure ; satisfait ou remboursé (par contrat)
Compétence technique ; 1er fabricant mondial (Bausch & Lomb)
OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES
Laboratoires OSIRIS
5 centres spécialisés
BORDEAUX - 4 cours Alsace-Lorraine (56) 52.96.26
LILLE - 10 rue du Palais Rihour (20) 54.42.78
LYON 6e - 4 quai du Gal Sarrail (7) 824.12.46
PARIS 1er - 20 quai de la Mégisserie (1) 233.00.20
PARIS 8e - 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99

FAITS DIVERS

LE LICENCIEMENT D'UNE PSYCHOLOGUE A CHAMBÉRY

Amour thérapeutique

De notre envoyée spéciale.

Chambéry. — *« Nous, nous travaillons avec l'amour ».* Cette formulation, dans la bouche du docteur Jean Morenon, chef de service à l'hôpital psychiatrique de Bassens, près de Chambéry, et de son épouse, Martine, psychologue clinicienne dans trois établissements pour enfants cas sociaux, n'a rien d'une abstraction. Elle a valu à Mme Morenon, il y a trois semaines, d'être licenciée ; elle vaut aux deux époux une convocation par la police judiciaire : après son mari, Mme Morenon sera entendue ce lundi 14 juin pour violation du secret professionnel.

Mme Morenon plaide son dossier avec vigueur. Son mari n'est pas de reste qui déclare : *« C'est un procès de sorcellerie... »* La jeune femme travaillait comme psychologue dans trois établissements gérés par une organisation, Le Gai Logis, située à Albertville (Haute-Savoie) : une association sans but lucratif, qui se charge d'enfants cas sociaux, abandonnés ou sous la tutelle du ministère de la santé. Martine y utilisait des méthodes atypiques, organisant des psychodrames, des jeux de rôles, montrant aux enfants, sur leur demande, leur dossier, leur expliquant la genèse de leur placement...

Récemment, Martine prend en charge un enfant de neuf ans, F..., dont elle estime qu'il présente les signes avant-coureurs d'une sexualité perverse et qu'elle juge utile de « redresser ». Pour ce faire, elle imagine un « projet thérapeutique » qui comporte, entre autres, la projection à l'enfant d'un film représentant les relations sexuelles d'un couple, en l'occurrence elle, Martine, et son époux. Le « projet » suscite quelques remous. Puis l'affaire est relatée dans le détail — y compris l'histoire mouvementée du jeune F... — par la revue *Actuel* (1). C'en est trop : Martine, jugée complice du contenu de l'article, est mise à pied puis, quelque temps plus tard, licenciée.

Dans la lettre de licenciement, il n'est fait mention que d'une *« grave faute professionnelle »,* en particulier d'un manquement par la psychologue à ses « obligations de réserve » et à celles du secret professionnel, le tout étant de nature à *« porter gravement atteinte à la personnalité »* de l'enfant.

Le don du plaisir

Mais pour Mme Morenon et pour son époux, qui revendiquent hautement leur appartenance au P.C., la cause réelle du licenciement déborde de loin cette affaire, qui pourrait ressembler à un conflit du travail sans grande portée. Ce qui est visé, disent-ils, est une certaine attitude thérapeutique, une vision « libérée » de la psychiatrie et une conception particulière de la sexualité.

Il nous arrive, disent les deux époux, *« d'avoir des relations sexuelles avec les malades ».* Cette pratique, qu'ils ont inaugurée il y a quelques années, *« a donné d'excellents résultats »* et montre les méfaits, disent-ils, de la répression sexuelle. Quelles sont les bases théoriques d'une telle méthode ? *« Les nôtres. »* Ils exposent d'ailleurs leur conception dans un texte où l'on peut lire notamment que, lorsque des relations sexuelles ont eu lieu entre soignants et soignés dans le contexte de répression actuelle, elles se sont toujours soldées *« par la mort de l'un des partenaires ».* Pour éviter de telles issues tragiques, il convient de réhabiliter une telle pratique, et d'en parler. Pour ce faire, ajoutent-ils, il faut qu'un tiers participe aux « thérapies » pour *« éviter la relation duelle »,* car *« il est essentiel d'offrir à la personne en thérapie notre plaisir et notre désir dans un discours totalement réciproque ».*

En d'autres termes, Martine et Jean ont pris en « thérapie » des malades isolés ou des couples, le plus souvent extérieurs à l'hôpital de Bassens, où ils résident ; ils les ont associés à leurs propres relations sexuelles puis ont filmé des « séances » pour pouvoir ensuite les projeter aux malades ainsi « traités ». L'équipe soignante, consultée, a donné, disent-ils, son accord. La pratique de cette sexualité « partagée » a d'ailleurs suscité dans l'hôpital quelques émules.

Les fondements doctrinaux de cette pratique ne sont surtout pas à chercher, ajoutent-ils, dans la psychanalyse *« qui fonctionne comme une secte »* et est de toute façon incompatible avec l'exercice de la psychiatrie publique. Nous pensons, disent-ils, que ces « transgressions » font partie *« des exigences de la profession »* sous réserve que le tout *« soit réalisé avec toute la transparence voulue ».*

Nos pratiques, concluent-ils, sont certes subversives, mais la maladie mentale est engendrée par la société, ajoutent M. et Mme Morenon. Cette société a fabriqué l'asile. L'asile dont a besoin la petite-bourgeoisie régnante pour exercer son pouvoir, *« car elle exige la présence des fous ».* Par conséquent, la subversion est nécessaire, surtout à l'intérieur de la psychiatrie. Sur ce chapitre, disent-ils, il y a eu, depuis le 10 mai, une forte régression, malgré la participation des communistes au pouvoir : *« Car c'est aujourd'hui le règne des classes moyennes, donc celui de l'ordre moral ; c'est un retour en arrière... »*

A Chambéry, où l'affaire est connue d'un cénacle d'initiés, règne sur le sujet un certain silence. L'asile, il est vrai, n'est pas propice à la parole : ni à celle des malades, ni à celle de leurs familles, ni même à celle de la justice. Jusqu'à ce licenciement.

CLAIRE BRISSET.

(1) Numéro d'avril.



DÉFENSE

A L'ECOLE DE SAINT-MAIXENT

M. Hernu annonce une série de mesures en faveur des cadres

De notre envoyé spécial

Saint-Maixent. — Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, proposera au Parlement, lors de l'examen du projet de budget militaire pour 1983, une quinzaine de mesures en faveur des cadres d'active, après la trentaine de mesures déjà appliquées cette année au bénéfice des appelés du contingent.

Cette annonce, M. Hernu l'a faite, samedi 12 juin, à l'Ecole nationale des sous-officiers d'active (E.N.S.O.A.) de Saint-Maixent (Deux-Sèvres), où il a présidé la cérémonie de remise de leurs galons de sergent aux deux cent quatre-vingt dix élèves de la promotion « major Raymond-Berring », du nom de ce sous-officier pilote de l'aviation légère de l'armée de terre, mort en service aérien en août 1979 à Olette (Pyrénées-Orientales), aux commandes de son hélicoptère.

Dans le discours qu'il a adressé, au-delà des élèves de la centième promotion de l'E.N.S.O.A., aux 67 000 sous-officiers de l'armée de terre, le ministre de la défense a seulement indiqué qu'il s'agissait, pour l'essentiel, de mesures propres à améliorer la condition matérielle et morale des cadres d'active, touchant, par exemple, aux contraintes inhérentes à leur mobilité, aux limites d'âge en fin de carrière et à l'organisation du conseil supérieur de la fonction militaire, dont il faut mieux assurer la représentativité.

Pour reprendre l'expression de l'un de ses anciens commandants, le général de division Pierre Lemaire, aujourd'hui major régional de la IVe région militaire à Bordeaux, l'E.N.S.O.A. est à la fois *« le Saint-Cyr des sous-officiers »,* auxquels elle donne une formation initiale de neuf mois, et *« une école universelle »,* par les cours de recyclage et de perfectionnement, par correspondance, qu'elle dispense aux sous-officiers, hommes et femmes, de carrière confirmés.

En 1982, le quart des élèves sous-officiers de Saint-Maixent sont de famille ouvrière et un cinquième fils de militaire. Un peu plus du quart a un diplôme égal ou supérieur au baccalauréat.

Face à des appelés qui veulent être traités comme *« des citoyens majeurs »,* a dit M. Hernu, l'E.N.S.O.A. a dû modifier sa pédagogie et recourir davantage à la technique audiovisuelle de l'apprentissage au dialogue pour un commandement plus facile et *« décrispé »* du temps de paix.

J.I.



L'exemple de Toulon - Grand Var (ouverture : 1978) : 54 000 m² / 100 boutiques / 400 emplois / 8 000 000 de visiteurs par an / Chiffre d'affaires 1981 : 897 millions de francs.

LA CREATION D'ESPACES UTILES

L'immobilier dans la distribution : un investissement productif

PREMIÈRE ACTIVITÉ nationale, la construction immobilière ne se réduit pas à la construction de logements. On ne sait pas assez que, chaque année, l'immobilier industriel, commercial et touristique représente un peu plus du tiers des surfaces construites et un peu plus du tiers des investissements.

La fonction commerciale est primordiale dans la naissance et la croissance des villes.

Depuis douze ans, la Banque Privée de Gestion Financière, BPGF, assure, avec le concours de compagnies d'assurances et de caisses de retraite et de prévoyance, ou au travers de sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie, le financement des murs de centres commerciaux.

Au début de 1982, 600 000 mètres carrés de surfaces de vente avaient été construits grâce à son intervention.

Le but est triple : aider à la modernisation de l'appareil de distribution français dans l'équilibre des formes traditionnelles et modernes du commerce, participer au développement régional (création d'emplois permanents, valeur ajoutée, recettes pour l'Etat et les collectivités locales), offrir à l'épargne longue des possibilités de s'investir dans de bonnes conditions de rentabilité et de sécurité.

Quelques références

Rénovation de centres villes
Montpellier, Le Polygone.
Strasbourg, Place des Halles.

Centres commerciaux de villes nouvelles
Cergy-Pontoise, Les Trois Fontaines.
Le Vaudreuil.

Centres périphériques
Toulon, Grand Var.
Tours, Chambray 2.

Centres commerciaux spécialisés
Le Havre - Gonfreville.
Villeneuve-la-Garenne.

Centres de voisinage
Masséna 13, Paris 13e.
Centre Saint-Didier, Paris 16e.

Des projets

Angers, Grand Maine.
Montgeron.
Carcassonne, Salvaza.
Senlis, Villevert • Sète, Balaruc.

BANQUE PRIVÉE DE GESTION FINANCIÈRE
BPGF
département immobilier - 61, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. 256.48.48

culture

MUSIQUES

Africa-fête et Tropica-rythmes

C'était bien, ce n'était pas un énénement. La pluie, le football et les Rolling Stones : le contexte était dur ! *Raisons* internes ensuite : on ne peut pas mettre dans le même panier des groupes folkloriques avec de grands inventeurs de rythmes et de sons (Mazurka et Ray Barretto, par exemple).

Quelque chose s'est passé pourtant de vendredi à dimanche à Africa-fête et Tropica-rythmes, une ambiance, une joie de danser ensemble *(le Monde* du 12 juin). On ne peut nier aujourd'hui le besoin de la communauté « Black » à Paris – africaine et antillaise – de se retrouver sur des musiques qui lui appartiennent. Il y avait des Français, aussi. Pendant trois jours, deux nuits, plusieurs milliers de personnes ont passé d'une fête à l'autre (ça n'était pas cher, 75 francs et 70 francs pour dix et vingt-quatre heures de musique), dansant quoiqu'il arrive reggae, salsa, gro'ka, mais aussi afro-reggae, afro-beaut, soul-reggae, ethno-rock... nouveaux rythmes, dont les noms défient les classifications, et qui témoignent sinon toujours de la qualité, du moins de la vitalité des musiques noires.

Après la recherche mystique des racines la mode est à la « musique-fusion ».

Akendengue, Aswad, Toure Kounda, Dollar Brand, Djamel Allam, le ballet-théâtre Lemba, Xalam, Dou, Manu Dibango sous le chapiteau de l'Hippodrome de Paris (pour Africa-fête). Cabo Verde Show, Gordon Henderson, Guy Konket, M'bamina, Zacca Percussions, Galaxie, Hypomene, Ekambi Brillant, Toure Kounda Mazurka et Ray Barretto dans le théâtre en plein air du parc de La Courneuve (pour Tropica-rythmes). De tous ces groupes venus du Gabon, de la Côte-d'Ivoire, du Cameroun, de l'Afrique du Sud, des Antilles, de tous ces musiciens qui ont fait danser sans discontinuer un public décidé à ça, on retiendra Akendengue, le Gabonais, dont la musique s'oriente de plus en plus vers une rythmique tropicale, Dollar Brand, pianiste sud-africain (il met le feu à son piano avec une sérénité volcanique) : Konket (ce Guadeloupéen, fils de coupeur de canne na joue que lorsque c'est *nécessaire, mais* ses tambours revisités par la piano, les chants, la calebasse, viennent fouetter l'esprit et le sang).

Ray Barretto, enfin, batteur incomparable, grand maître de la salsa, a électrisé la public avec son humour tranquille, sa force calme, sa maîtrise. Il a joué deux fois. La première, à 3 heures du matin (avec une composition splendide de Chick Corea) : le lendemain, dimanche, en plein jour. Le public « tricotait » imperturbable sous le ciel qui changeait sans cesse, acclamantsous les parapluies Barretto jouant, un coude *sur le tambour, les doigts de l'autre* main cherchant – trouvant – les notes...

CATHERINE HUMBLOT.

★ Ray Barretto jouera du lundi 14 au jeudi 17 juin à 21 heures, à la Chapelle-des-Lombards.

DANIEL BALAVOINE AU PALAIS DES SPORTS

Le chanteur populaire

Trajet exemplaire que celui de Daniel Balavoine, dont le talent s'épanouit cette semaine sur la scène du Palais des sports.

Adolescent, Balavoine s'amuse d'abord dans un orchestre de bal de son Sud-Ouest natal et chante les soirs de fin de semaine, six heures durant, tous les succès standards de l'époque. Monté à Paris au début des années 70, Daniel Balavoine participe à l'éclosion d'un groupe rock, Présence. Celui-ci disparu, Balavoine met son aventure de chanteur entre parenthèses et observe, étudie de A jusqu'à Z, du studio d'enregistrement à la salle de spectacle, un métier vers lequel il se sent irrésistiblement poussé. Choriste, il prend part à de multiples enregistrements, figure dans la distribution de *la Révolution française*, la comédie musicale présentée au Palais des sports. Collaborateur de Patrick Juvet, il affûte ses armes de mélodiste et de parolier.

Quand il explose dans *Starmania*, la comédie musicale de Michel Berger, Daniel Balavoine s'est acquis une solide expérience : il est pourvu d'une analyse sérieuse de sa profession de chanteur.

En cavalier seul à l'Olympia, Balavoine chante *Mon fils, ma bataille*, élargit peu à peu son public avec des chansons émotionnelles et d'une vive modernité. Aujourd'hui, au Palais des sports, son audience est devenue populaire. Daniel Balavoine a sensiblement modifié son équipe de musiciens, a notamment intégré Christian Padovan, à la basse, et Yves Chouard, à la guitare. Lui-même a développé encore sa couleur tonique, énergique, sa tendresse un peu gouailleuse, un élan, une fougue adolescente qui masque une fragilité enfouie au fond de soi.

Daniel Balavoine a de jolies nouvelles chansons, où se mêlent la vie et le rêve, la violence quotidienne et l'amour heureux et malheureux. Il fait un triomphe parce qu'il s'affirme en homme de spectacle capable de générosité et de mouvement, de lyrisme et de confidences, de naïveté et de lucidité.

CLAUDE FLÉOUTER.

en raison des travaux
LE THEATRE DE LA VILLE
THEATRE MUNICIPAL POPULAIRE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
continue
AU THEATRE DE PARIS
15 RUE BLANCHE - METRO TRINITE
20 h 30
places 32 F et 54 F
du 15 au 27 juin
matinées 19-20-27 à 14 h 30
alwin nikolaïs
dance theatre
2 programmes
5 créations
18 h 30
une heure sans entracte 25 F
du mardi au samedi
du 15 au 26 juin
ballet-théâtre
gitan-andalou
mario maya
location
2, place du Châtelet
aux caisses et par téléphone
274.22.77

LA PHILHARMONIE TCHÈQUE A STRASBOURG

La beauté absolue

Trois mille auditeurs à la cathédrale, *deux mille samedi dans* la superbe salle du Palais de la musique, le Festival de Strasbourg n'a pas à se faire de souci pour son public, toujours aussi fervent et connaisseur, *plongé dans l'enchantement* par le concert de l'Orchestre philharmonique tchèque et des Beaux-Arts Trio. Cette petite tournée des musiciens de Prague, réservée au Théâtre musical de Paris, à Bruxelles, Saint-Denis et Strasbourg, nous a rappelé qu'il formait un des plus beaux orchestres du monde.

Dans le *Triple Concerto pour piano, violon et violoncelle* de Beethoven, ils donnaient une réplique courtoise et suave aux Beaux-Arts Trio, tournoi chevaleresque où chacun, tour à tour, rivalise de charme, de tendresse et de lyrisme dans l'exploitation des mêmes thèmes que le compositeur s'est attaché à varier avec bonheur ; et, malgré quelque redondance, ont atteint à un admirable climat de sérénité proche du *Trio à l'archiduc*. Dans cet écrin de velours, les solistes américains se délectaient de sonorités et de phrasés plus lumineux les uns que les autres.

Faut-il regretter que la Philharmonie tchèque n'ait *voyagé* qu'avec la *Symphonie du Nouveau Monde*, ultra célèbre, de Dvorak ? A peine, tant les chefs-d'œuvre ont besoin de passer de temps en temps par une *cure de beauté absolue avec des* chefs de la taille de Vaclav Neumann. Ce dernier, célèbre par ses enregistrements superbes des symphonies de Mahler et son intégrale *Dvorak* (Supraphon), évoque irrésistiblement le souvenir du grand Carl Schuricht : de grande taille, une tête ronde et harmonieuse aux cheveux blancs, un visage de chevalier du Moyen Age, il a la même autorité péremptoire, fastueuse et naturelle, et cette battue à larges gestes très simples, qui épouse la pulsation, le geste musical dans sa plénitude.

La partition resplendit de jeunesse et de sens, chaque note est un émerveillement nouveau, mille détails se révèlent dans le dosage idéal des plans sonores, la subtilité du dessin rythmique, la courbe et l'énergie expressive des mélodies, et avant tout le suprême raffinement des sonorités. Nostalgie du *largo* ou débordement d'enthousiasme, de foi et de fierté du final, on écoute toute cette symphonie le cœur battant d'une telle beauté qui rachète ce monde en feu.

JACQUES LONCHAMPT.

DANSE

MORT DE DAME MARIE REMBERT

Dame Marie Rembert, une des plus grandes personnalités du ballet anglais, est morte dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 juin à son domicile londonien. Elle était âgée de quatre-vingt-quatorze ans.

[A la différence de sa compagne Tamara Karsavina, qui était russe – mais qui s'est, en 1978, elle aussi éteinte en Angleterre, chargée d'années, à quatre-vingt-treize ans. – Marie Rembert était d'origine polonaise. Née à Varsovie, elle avait été découverte à la veille de la première guerre par Serge de Diaghilev qui l'avait engagée alors qu'elle était disciple d'Emile-Jaques Dalcroze, afin d'aider Nijinski à chorégraphier le *Sacre du printemps*. Intelligente, cultivée – elle avait fait des études de médecine. – « forte en gueule », elle avait été surnommée Rithmichka, ainsi qu'elle le raconte plaisemment dans ses Mémoires. Ensuite, ayant quitté les Ballets russes, elle avait épousé un Anglais, Ashley Dukes, et s'était établie à Londres pour la vie.

En 1920, elle ouvrit une école : en 1930, elle fonda, au Mercury Theater – *le théâtre de son mari.* – *le Ballet Club*, qui, sous le nom de Ballets Rembert, donnera des spectacles de danse classique et moderne pendant une trentaine d'années.

En 1954, à titre de fondatrice de la plus ancienne troupe de ballets anglaise, elle avait été comprise dans la liste des honneurs. Frederick Ashton, Anton Dolin, Alicia Markova, Ninette de Valois, Margot Fonteyn, ainsi que d'innombrables danseurs et chorégraphes, ont profité de son expérience et, jusqu'à ses derniers temps qui la montraient encore pleine de vitalité, recherché sa compagnie. – O. M.]

■ Après une grève surprise le 10 juin, le Ballet de l'Opéra de Paris a repris le lendemain ses activités. Un accord est intervenu entre l'administration et les délégués, *portant sur les examens* de fin d'année et la titularisation d'un stagiaire (*Le Monde* du 12 juin).

■ Les sept nouveaux élèves recrutés *cette année à l'école d'art lyrique* de l'Opéra de Paris sont : Christian Boulet, Luc Totin, Isabelle Chanoyan, Françoise Galais, Bernadette Mercier, Martine Koeningsberger et Jean-Marc Ventre.

UN FESTIVAL DE JAZZ A MOSCOU

Jeux sans frontières

Le *jazz soviétique*, existe même s'il n'est pas facile de le rencontrer. Les disques sont rares et les concerts plutôt clairsemés. Le festival organisé pendant trois jours, fin mai, à Moscou, au village olympique, a permis pourtant aux amateurs de constater que la musique improvisée se porte bien au pays de Lénine, malgré la méfiance qu'elle continue d'inspirer aux autorités.

Voici, par exemple, le pianiste Leonid Tchijik qui joue en solo ses propres compositions, esquisse de subtiles variations sur des thèmes de Duke Ellington et de Fats Waller, ou pastiche avec humour Mozart et Stravinski. Au-delà des références à des « maîtres » comme Monk ou Chick Corea, ce jeune Moscovite a son style bien à lui, tout en finesse et en intelligence.

Voici aussi le septette de German Loukianov, le sextette de Youri Markine, le quintette de Nicolas Levinovski, des groupes qui, chacun à sa manière, s'inscrivent dans la tradition la plus vivante du jazz contemporain, mais qui n'hésitent pas non plus à puiser dans le folklore russe. Voici Igor Bril, pianiste et compositeur, auteur d'un *Cours pratique d'improvisation de jazz*, dont la musique chaleureuse est dans le droit fil du blues américain.

Voici encore la petite formation de Viacesiav Galienine, sans doute l'une des plus appréciées des connaisseurs, et, jusqu'à preuve du contraire, la plus originale. Ils sont trois, habitent Vilnius, en Lituanie, où l'un enseigne la musique, tandis que l'autre joue dans l'orchestre symphonique, et le troisième au théâtre musical. Ils ont beaucoup écouté les musiciens les plus inventifs d'aujourd'hui :Braxton, l'Art Ensemble de Chicago, Portal, d'autres aussi, dont les enregistrements circulent sous le manteau, de la main à la main. Ils se sont produits l'année dernière à Berlin *et* Florence, ne demanderaient pas mieux que d'y retourner ou d'aller ailleurs, en France, par exemple.

Cela commence comme un murmure *quand la clarinette basse de* Vladimir Tchekassine engage doucement avec le piano de Galienine. Puis les échanges deviennent plus violents, soutenus, stimulés par la *batterie de Vladimir* Tarassov, qui ne dédaigne pas non plus de recourir à d'autres instruments tels que trompe, clochettes, triangle.

Aux moments de frénésie succè*dent des phases d'apaisement. Le* pianiste pratique aussi la contrebasse et la guitare, le « souffleur » joue alternativement ou, parfois, simultanément du saxo alto et du saxo *ténor*. Leur musique est à la fois savante et généreuse.

La plupart de ces groupes ont retenu aussi bien les leçons du free jazz que celles de la musique classique. Certains s'inspirent aussi de la musique populaire, comme ces deux ensembles d'Alma-Ata (Kazakhstan) ou ce trio géorgien entendus au cours du festival.

L'hebdomadaire *Culture soviétique*, qui s'interroge gravement sur le « problème national » dans le jazz, constate avec satisfaction que nombre de ces musiciens manifestent un « esprit national » et que leurs compositions ont quelque chose de « très russe », de « très slave ». Peut-être. Si c'est le prix à payer par les critiques de jazz pour n'être pas accusés de propager les goûts dépravés de la bourgeoisie occidentale, va pour le jazz slave. Mais, à entendre ces jeunes musiciens, fidèles auditeurs, en dépit des brouillages, de La Voix de *l'Amérique*, la « *voix* de la Russie » n'est pas vraiment différente de celle des Etats-Unis ou de celle de l'Europe de l'Ouest.

THOMAS FERENCZI.

Les Rolling Stones à Paris

(Suite de la première page.)

L'immense scène d'Auteuil est prolongée par deux jetées latérales, encadrée par une montagne d'amplificateurs que cachent des toiles multicolores représentant des guitares et des bolides. Le spectacle commence à l'heure exacte et se poursuivra jusqu'à la fin avec la même précision dans les horaires annoncés. Le public restera calme, patient, bon enfant, malgré quelques jets d'eau lancés au début de l'après-midi par des membres de l'organisation. Il n'y aura pas de bouteilles volantes. Pas de violence. Près de la scène, les gorilles devront se contenter de mettre un peu d'ouate dans leurs oreilles et d'aider des secouristes distribuant des gobelets d'eau aux spectateurs entre deux prestations.

C'est George Thorogood qui ouvre *le spectacle avec un rock dans la tra*dition, sans fioritures et sans bavures, carré. Puis J. Geils Band prend la place avec des rock-blues flamboyants joués par de très bons musiciens. (J. Geils *lui-même* à la guitare et Dick Magic à l'harmonica notamment) et chantés par le trépidant et bondissant Peter Wolf. Ce n'est pas la première fois que J. Geils *Band se présente en première partie* des Rolling Stones. Mais, à Auteuil, il a su montrer sa force, ses grandes qualités de rythme, de punch et d'harmonie.

Un lâcher de ballons multicolores accompagne l'arrivée sur scène des Rolling Stones, à 16 h 30. Alimentée avec une inspiration apparemment intarissable, la superbe machine déploie aussitôt toute sa vigueur. Souverains et infatigables, Mick Jagger, Keith Richard, Ron Wood, Bill Wyman et Charlie Watts, si dissemblables aujourd'hui dans leurs personnalités, mais une fois de plus réunis dans la musique, balaient tout doute : ils ne sont ni dépassés ni assagis, même si leur rock est un peu rentré dans le rang.

Un plaisir fou

Pour la tournée, les Rolling Stones sont secondés par Ian Stewart au piano, Ian McLagen aux keyboards et Ernie Watts au saxophone. Ensemble, ils jouent beaucoup de nouveaux titres, que présente parfois dans un français approximatif Mick Jagger. Celui-ci, vêtu d'un collant à rayures blanches et rouges, d'un tricot de corps bleu et d'un blouson de survêtement bleu, jaune, rouge, porte plus que jamais en lui le génie du spectacle. Dans le Rock'n roll circus des Rolling Stones, où la liberté est agressive et superficiellement provocante, Mick Jagger tient à la fois les rôles de l'acrobate et du clown, du *dandy et du mime. Il sautille sur* place, court puis s'arrête dans un flash, dans un plan fixe de dérision, danse jusqu'au bord de la scène, s'offre aux mains qui se tendent et se *détourne brusquement, hurle*, se déchaîne, se contorsionne, chante avec cette fameuse voix nasale qui se promène entre le parlé et le chanté.

Keith Richard, le patron musical des Stones, virevolte, bondit près de Jagger, chante avec lui, jette avec sa guitare des effets sauvages, développe un chorus magistral, et conduit avec Jagger au-devant de la scène. Tout le long du concert, Keith Richard et Mick Jagger auront un dialogue privilégié soulignant ainsi que les Rolling Stones se définissent d'abord par leurs deux personnalités. Charlie Watts à la batterie et Bill Wyman à la basse tiendront comme d'habitude leur emploi avec toute l'efficacité requise et avec discrétion. Ron Wood *fera des chorus* avec Keith Richard, accompagnera Mick Jagger sur une plate-forme s'élevant brusquement vers le ciel.

Près de vingt titres *(Under my thumb, Time is on my side, Miss you*, mais aussi des chansons des années 50) sont joués, maîtrisés par les Rolling Stones – pour faciliter les mouvements, toutes les guitares ont des « H.F. » – et interprétés par Mick Jagger avec un plaisir fou, de l'humour, une certaine distance.

Suivant la tradition, le concert *s'achève avec Satisfaction*, le titre-fétiche avec lequel les Rolling Stones se sont fait connaître dans le monde entier. Mick Jagger chante ce final, monté dans une grue qui survole la foule.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Ce lundi 14 juin, à 13 heures. Les Rolling Stones apparaîtront à 19 heures. Mercredi 16 juin, ils seront au stade de Gerland, à Lyon.

OUVERTURE

Dès 8 h 30 dimanche matin porte d'Auteuil, il y a un air de kermesse avec une foule de jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans défilant entre une double rangée de stands : sandwiches, merguez, jus de fruits, *badges et tee-shirts. Les vendeurs* de billets au marché noir sont déjà là aussi :

« Combien tu vends tes billets ?

– 170 francs.

– Moi, je ne vends pas à moins de 200 francs.

– J'ai pas envie d'attendre toute la matinée. Je brade. »

La route des lacs qui mène de la porte d'Auteuil à l'entrée de l'hippodrome est envahie par un cortège ininterrompu de jeunes, souvent munis de sacs en matière plastique, de baguettes de pain et d'eau minérale sous le bras, tout le monde marche d'un pas vif mais sans se bousculer et en silence.

Le soleil fait de timides apparitions entre deux nuages. Les chiens de garde hurlent inutilement dans l'enceinte fermée.

A 10 h 10, les portes s'ouvrent devant une dizaine de milliers de spectateurs déjà rassemblés. Les premiers entrés se précipitent au pas de course sur la pelouse, près de la scène. Ils attendront trois heures avant que le spectacle commence. – C. F.

L'important, c'était d'y être

L'important, finalement, c'était d'y être. Pour le meilleur et pour le pire. A vrai dire, on s'attendait au pire. Le souvenir des concerts, à l'Olympia et au Palais des sports, qui s'étaient terminés en pugilat généralisé, laissant peu de vitrines intactes à plusieurs centaines de mètres à la ronde, était encore présent dans les esprits. A R.T.L., on invitait à la prudence, conseillant aux spectateurs de se munir du strict minimum. Des policiers entouraient le champ de courses, et un service d'ordre serré filtrait les entrées. La légende est tenace. Mais quand les portes se sont ouvertes les gens sont entrées docilement. La paranoïa passée, dans l'après-midi on a même vu bâiller quelques membres du service d'ordre. Cela aussi, Jagger l'avait expliqué : *« En 1976, nous avions décidé d'arrêter les tournées pour un temps. Les gens ont changé, ils sont beaucoup plus calmes, ils viennent avec leurs parents, leurs enfants. Il y a moins de violence maintenant. »*

Tout le monde va voir les Rolling Stones aujourd'hui. Ceux qui ont acheté les premiers disques et qui ont grandi avec eux, les purs, les durs, qui emmènent leurs enfants, ceux qui les décriaient, ceux qui les ont pris en route, ceux qui les découvrent aujourd'hui par le jeu des médias. Ceux aussi qui se déplacent par curiosité, les touristes, comme ces deux jeunes gens modernes, la mise soignée, le cheveu coupé court, dont l'un disait à l'autre, en désignant un groupe, de regarder *« ces vieux avec leurs cheveux dégueulasses »*. Les vieux avaient trente ans et tout à coup c'était le monde à l'envers, le conflit de générations à rebours. Evidemment, ceux qui s'entendaient dire à longueur de journée par leurs parents que les Rolling Stones ressemblaient à des *filles* étaient loin d'imaginer ça. Il avait fallu lutter pour laisser pousser les cheveux, dé*sormais il fallait* les couper.

Connus, trop connus

Vers 13 heures, chacun avait plus ou moins trouvé sa place. Le choix avait été délicat. Lorsque George Thorogood est entré en scène, sur la pelouse on a pu constater que le son se répercutait dans les tribunes avec un effet d'écho désagréable. Des tribunes, le son était meilleur quoique un peu lointain. On voyait bien la scène, belle, grande, imposante, avec ses immenses motifs qui rappellent la pochette du nouvel album *Live* des Rolling Stones (*Still Life*) dans des couleurs de mauve, de rouge et d'orange.

C'était pour voir les musiciens que l'affaire se compliquait. On avait beau se mettre sur la pointe des pieds, rien n'y changeait. Les minuscules silhouettes qu'on distinguait à peine s'entêtaient à ne pas grossir. Evidemment, la meilleure façon d'être en plein cœur de l'action, au risque d'une syncope, c'était de s'entasser devant la scène. Des jets d'eau étaient prévus pour rafraîchir les spectateurs du devant et, accessoirement, pour repousser ceux qui se montraient trop entreprenants. Régulièrement, on en dégageait quelques-uns sur des civières.

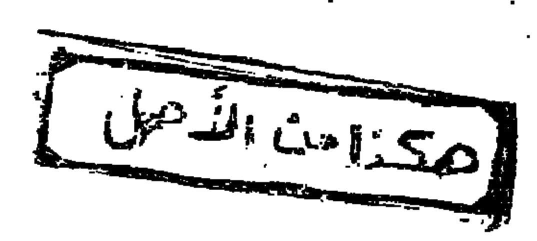
Plus loin, allongé sur l'herbe, on somnolait en attendant le J. Geils Band. On faisait sagement la queue devant les stands de boissons et de sandwichs dont la vente se faisait par l'intermédiaire de tickets. Les parents jouaient avec les enfants, et quand *le soleil* apparaissait on en profitait pour se laisser bronzer en contemplant les lieux ; la pelouse verte, la tour Eiffel, la tour Montparnasse, l'immense Vespa symbole *de la société Piaggio qui sponsorisait* le concert. Quand la pluie tombait un peu trop fort, on se protégeait sous les bâches qui recouvraient la pelouse de la société des steeple-chases de France. Sur le dos des billets on avait précisé qu'aucune représentation ne serait annulée pour cause de mauvais temps. Dans l'ensemble, on l'a échappé belle.

Pour tout dire, on se sentait en force. Les uns disaient cinquante mille personnes, les autres soixante mille, quelques-uns assuraient même avec générosité que nous étions quatre-vingt mille. Les plus malins s'étaient munis de jumelles, de parapluies et même de pique-niques. Une manière de Woodstock en quelque sorte. Faute de les réussir, on aime bien jouer aux festivals, c'est un mythe qui tient ferme en France, cette époque en 1968, où, aux Etats-Unis, on s'était mis en tête de refaire le monde à force de paix, d'amour et de musique. Un an plus tard, les Stones, justement, devaient mettre un terme à ce leurre avec le Festival d'Altamont qui, après plusieurs heures tumultueuses, s'était soldé par le meurtre d'un spectateur. Il est vrai que *Jagger ne chante plus Street Fighting Man* ou même *Sympathy for the Devil*. Qui pourrait lui en vouloir ? Et quand bien même. *Brown Sugar*, une apologie de l'héroïne, est l'un des morceaux les plus acclamés du concert. Qui s'en soucie ?

Qui se soucie des textes de *Jumpin'Jack Flash* ou d'*Honky Tonk Woman* ? Le public répond à des airs connus. Trop connus pour être encore choquants. Et les Stones ne choquent plus. Pas seulement parce que les mœurs ont changé ou que depuis peu le rock est entré dans les habitudes en France, mais parce qu'on n'a plus besoin de s'impliquer pour les aimer, parce qu'ils sont installés et reconnus comme l'étalon du rock. Parce qu'ils ne sont plus un point de rupture entre les générations et qu'ils sont de plus en plus lointains. Lointains comme Jagger, qui accentuait chaque mouvement pour être vu de tous.

Dimanche, on ne pouvait s'empêcher de penser que dans les années 70 le rock a failli mourir de ce genre de gigantisme, coupé du public et sauvé *in extremis* par l'explosion punk qui l'a ramené à une dimension humaine. Alors, les Stones ont effectivement donné un bon concert mais sans l'électricité, sans l'urgence dont ils étaient capables. Celles d'un groupe comme Clash, par exemple, qui représente maintenant ce qu'ils représentaient hier. Evidemment, pour la plupart des gens qui vont voir les Stones aujourd'hui, Clash ne fait probablement pas de la musique. Ce sont les mêmes qui méprisaient les Stones dans les années 60, Presley dans les années 50...

ALAIN WAIS.



SPECTACLES

théâtres

LES SPECTACLES NOUVEAUX

DINER BOURGEOIS, Vincennes, Sorano (374-73-74), 21 h.
LA FORÊT DES BIENFAITS, Espace Gaîté (327-95-94), 22 h.
LA VIE MODE D'EMPLOI, Montreuil, TEM (858-65-33), 20 h.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 : Marie Tudor.
Chaillot (727-81-15), 20 h 30 : grand foyer, 20 h 30 : Poésie avec Martine Broda.
Centre Pompidou (277-12-33), Débats, 19 h : la revue Sud autour de Jean Malrieu.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan (Schoenberg, Tchaïkovski).
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 21 h : Phèdre.

Les autres salles

Atelier (606-49-24), 21 h : le Nombril.
Cartoucherie, Atelier du chaudron (328-97-04), 20 h 30 : Performance.
Centre culturel du Marais (272-73-52), 20 h 30, Boustiffilles.
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière (584-14-12), 21 h, Hystérie.
Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 30 : Figaro solo ; 20 h 30 : Jafabule.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : Koudechapo ; 22 h, le Jour le plus con.
Huchette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : l'Homme du sous-sol.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir : 18 h 30 : l'Île des esclaves ; 20 h 30 : le Cratère de Chicago, le Sang des fleurs ; 22 h 15 : Sylvie Joly ; Théâtre rouge : 20 h 30 : Tchoufa ; Petite salle : 18 h 30 : Parlons français ; 22 h 15 : le Fétichiste.
Marigny (256-04-41), 21 h : Amadeus.
Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage perdu.
Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.
Péniche-Opéra (670-11-61), 21 h : Actualité.
Poche (548-92-97), 21 h : Souvenirs du Faucon maltais.
Ranelagh (288-64-44), 20 h 15 : Pas sur la bouche.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
Théâtre du Marais (278-50-27), 20 h 30 : Henri IV.

FESTIVAL DU MARAIS
(887-74-31)

Essaïon I, 18 h 30, L'île de Tulipan ; 20 h 15, Le blanc cassé ; 22 h, Il s'appelle peut-être Dupont ; II, 18 h 30 : J. Charby ; 20 h 30 : La Kabale selon Aboulafia ; 22 h 15, De quelle falaise, dites-vous ?
C.E.S. F.-Couperin, 21 h 45, Théâtre d'ombres de Surakarta.
Hôtel d'Aumont, 21 h 30, Compagnie Alain Germain.

FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE
Chapelle du château de Vincennes
Mardi 15 juin à 21 h et 22 h

LE JEU DE DANIEL
Drame liturgique du XIIe siècle
trad. et adapt. : G.E. HOURANT
musique : Julien SKOWRON
avec N. NERVAL, G. AUDOUBERT, Ph. ETESSE, J. CIRON, J. BACHELIER, G. BECOT, R. GARRIGUES, E. CARLOS, B. JUNG
Mise en scène : G. AUDOUBERT
Régie : François CLOCHEZ
Rens. : 723-40-84 et 720-23-87

Le music-hall

Bobino (322-74-84), 20 h 45 : E. Gismonti.
Casino de Paris (874-26-22), 20 h 30 : Organ, D. Guichard, F. Lai, L. Malidor, G. Lenorman...
Centre Mandapa (589-01-60), 20 h 45 : V. Soppelsa.
Espace-Gaîté (327-95-94), 20 h 30 : S. Alaoui ; 22 h : Les babouches font du rock mou.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 19 h : Théâtre chez Léautaud ; 20 h 30 : Tohu Bahut ; 22 h : le Président ; 23 h 30 : Vous descendez à la prochaine.
Blancs-Manteaux (887-15-84), I, 20 h 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier ; II, 20 h 15 : Embrasse-moi idiot ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Comment ça va Zanni ?
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h 30 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 45 : Mangeuses d'hommes ; 23 h 15 : J'aurais pu être votre fils. – II, 20 h 30 : Praline et Berlingotte ; 21 h 45 : L'amour c'est comme un bateau.
L'Envol (347-33-06), 20 h 45 : Les voyages déforment les valises.
Fanal (233-91-17), 21 h 15 : Une saison en enfer.
La Gageure (367-62-45), 21 h : la Garçonne ; 22 h 30 : Ch. Aubron.
Petit Casino (278-36-50), 21 h : Douby... be good ; 22 h 30 : les Bas de Hurleveau.
Point Virgule (278-67-03) : 20 h 15 : Vincent B. : le Navigaterre ; 21 h 30 : Du ronron sur les blinis.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h 30 : C'est où les îles Baléares ? 21 h 30 : Boulevard Dimey ; 22 h 30 : Cerise.

La danse

Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h 30 : Below and above.
Centre d'art de la Ville de Paris, 21 h : concertation triale.

Les concerts

Lucernaire, 21 h : J. Tuffet, Ph. Birds (Bach, Paganini, Brahms).
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : V. Bellas (Beethoven).
Radio-France, Auditorium 105, 20 h 30 : F. Rivière (Chopin, Dutilleux, Prokofiev) ; **Auditorium 106**, 18 h 30 : Ensemble de musique arménienne ; **Grand auditorium**, 18 h 30 et 20 h 30 : cycle acousmatique (Garcia, Parmegiani, Drogoz).
Hôtel Saint-Aignan, 21 h : M. Le Dizer-Richard, A. Cazalet, C. Kling (Beethoven, Messiaen, Brahms, Mozart).
Salle Gaveau, 23 h 30 : P. Fontanarosa (Bach, Paganini, Kreisler).
Église de l'Étoile, 20 h 15 : Ensemble vocal G. George (Josquin des Prés, Lassus).
FIAP, 20 h 30 : A. La Palombara, M.-P. Soma (Pergolèse, Cimarosa).
Hôtel de Galliffet, 20 h 30 : Piccola Camerata Genovese (Telemann, Lulli, de La Vigne).
Cité internationale, Grand Théâtre, 20 h 30 : C. Molinaro (Giuliani, Bach, Rodrigo).

Jazz, pop, rock, folk

Chapelle des Lombards (357-24-24), 20 h 30 : Combinacion latina. 21 h : Ray Bareto.
Dunois (584-72-00), 20 h : F. Van Hove-A. Salis.
Espace Gaîté (327-95-94), 20 h 30 : P. Meige et connection.
Feeling (271-33-41), 22 h : S. Fasteau, B. Few, J. Olivier, O. Johnson.
New Morning (523-51-41), 21 h 45 : Ethnic Heritage Ensemble.
Olympia (742-25-49), 20 h 30 : A. Ciosi.
Petit Journal (326-28-59), 21 h 30 : Mojo Band.

En région parisienne

Asnières, Grand théâtre (790-63-12), 21 h 45 : Maîtrise de la Sainte Chapelle, orchestre A. Szajic (Haendel).
Courbevoie, M.J.C. (333-58-24) 20 h 45 : C. Ferrier, J. Wright.
Puteaux, Parvis de La Défense, 20 h 30 : A. Lockwood.
Versailles, 19e Festival (950-71-18), château, Opéra royal ; 21 h : Monserrat Caballe.

MERCREDI
HALLOWEEN II

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 14 juin

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

LES FILMS NOUVEAUX

BREL, film français de Frédéric Rossif : Forum, 1er (297-53-74) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Élysées, 6e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CAUCHEMARS A DAYTONA BEACH (**), film américain de Romain Scavolini : v.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CORRECTION PLEASE (ou COMMENT ON S'EST EMBARQUÉ DANS LE CINÉ), film franco-britannique de Noël Burch : v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio 43, 9e (770-63-40).
L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT, film français de Maria Koleva : Jean Cocteau, 5e (354-47-62) H. Sp.
HAMMETT, film américain de Wim Wenders : v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
JE HAIS LES BLONDES, film italien de Georges Capitani : v.o. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.C.G. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 12e (241-77-99).
JEUX D'ESPIONS, film américain de Ronald Neame : v.o. : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
MOURIR A 30 ANS, film français de Romain Goupil : 14 Juillet-Racine, 6e (633-43-71) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 12e (357-90-81).
LES PETITES TÊTES, film français de Bernard Menez : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Max-Linder, 2e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
VALENTINA, film soviétique de Gleb Panfilov : v.o. : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Cosmos, 6e (544-28-80).

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

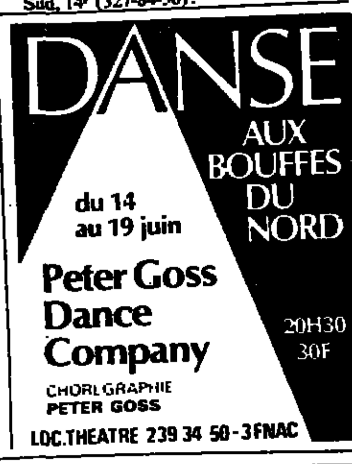
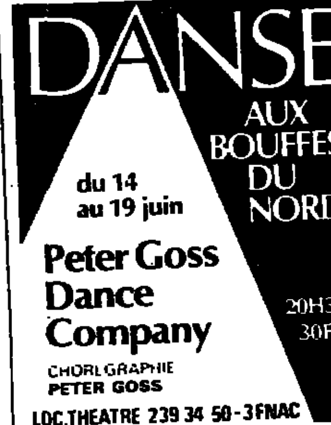
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : Le Diable dans la ville, de G. Dulac ; 17 h et 19 h : Quinzaine des réalisateurs (17 h : Le Temps suspendu, de P. Gothar ; 19 h : Irezumi - Esprit de tatouage, de Y. Takabayashi).

Les exclusivités

ABSENCE OF MALICE (All., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).
ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES ANNEÉS DE PLOMB (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 6e, (354-34-83).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; (v.f.) : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
BANDITS, BANDITS... (Arg., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LE BATEAU (All., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE BEAU MARIAGE (Fr) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
LE BOURGEOIS GENTILHOMME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).
BRUCE CONTRE-ATTAQUE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA CHÈVRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; H. sp., Ambassade, 8e (359-19-08).
LE CHOC (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
CINQ ET LA PEAU (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).
CONAN LE BARBARE (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-Ital., v.o.) (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
CONVERSA ACABADA (Port., v.o.), Action République, 11e (805-51-33).
LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
200 000 DOLLARS EN CAVALE (A., v.o.), Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA FAC EN DÉLIRE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70).
LES FANTOMES DU CHAPELIER (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
FITZCARRALDO (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). – (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Wepler, 18e (522-46-01).
GEORGIA (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (729-63-23).
LA GUERRE DES MOTOS (v.o.) George V, 8e (562-41-46) ; (v.f.) Paramount-Opéra, 9e (742-56-31)
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
L'HOMME ATLANTIQUE (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04), H. Sp.
INVITATION AU VOYAGE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LES JEUX DE LA COMTESSE DOLINGEN DE GRATZ (Fr.) : Noctambules, 5e (354-43-34).
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; Vf : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 17e (380-30-11).
LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Calypso 17e (380-30-11).
MASSACRE A LA TRONÇONNEUSE (A., v.f.) : Hollywood Bd, 9e (770-10-41) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).
MEURTRE AU SOLEIL (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Caméo, 2e (246-66-44) ; Montparnos 14e (327-52-37).
MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
MUEDA, MÉMOIRE ET MASSACRE (Moz., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
NESTOR BURMA, DÉTECTIVE DE CHOC (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-67-29).
N'OUBLIE PAS TON PÈRE AU VESTIAIRE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43).
LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 6e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Calypso, 17e (380-30-11).
PARSIFAL (All., v.o.) : Ambassade, 6e (359-19-08).
PARTI SANS LAISSER D'ADRESSE (Suis.), Forum, 1er (297-53-74).
LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).
PASSION (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Pubicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Olympic, 14e (542-46-01).
PIXOTE, LA LOI DU PLUS FAIBLE (Brés., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f., Français, 9e (770-33-88) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
POUR CENT BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenuë-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).

On nous prie d'annoncer que la société DANJAQ, S.A., productrice des films James Bond, n'a aucun lien avec la recherche de talents en vue d'un rôle principal féminin ou d'autres rôles, et un concours à Saint-Tropez, France ou ailleurs, et que toute annonce le suggérant est entièrement sans fondement.

« Le Conseil d'Administration de la SOCIÉTÉ DES AUTEURS, COMPOSITEURS & ÉDITEURS DE MUSIQUE (SACEM) dont les membres du bureau ont été élus à l'unanimité, est ainsi composé pour l'exercice 1982-1983 :

Présidents d'honneur ...... MM.	Georges Auric, de l'Institut Henri CONTET Jacques ENOCH
Président	M. Gérard CALVI, compositeur
Vice-présidents .... MM.	Guy FAVEREAU, auteur Georges JOUVIN, compositeur Philippe SEILLER, éditeur
Secrétaire Général	M. Roger DESBOIS, auteur
Secrétaire adjoint	M. Michel RIVGAUCHE, auteur
Trésorier	M. Jacques DEMARNY, auteur
Trésorier adjoint	M. René DENONCIN, compositeur
Administrateurs .... MM.	Louis AMADE, auteur Hubert ITHIER, auteur Henri BETTI, compositeur Jack DIEVAL, compositeur Alec SINIAVINE, compositeur Francis BAXTER, éditeur Jacques ENOCH, éditeur Claude A. LEDUC, éditeur Claude PASCAL, éditeur Pierre RIBERT, éditeur

POLOGNE D'HIER ET DE TOUJOURS
avec les Ballets
MAZOWSZE
120 danseurs et musiciens
1 200 costumes
le culte du passé
l'espérance en l'avenir
un spectacle éblouissant
du 15 juin au 2 juillet 1982
au
PALAIS DES SPORTS
avec RTL
Soirées à 20 h 30
les 15-17-18-19-22-23-25-26 et 30 juin et les 1er et 2 juillet
matinées à 15 h 30
les samedis 19 et 26 juin et mercredis 23 et 30 juin
matinées à 17 h 30
les dimanches 20 et 27 juin
PRIX DES PLACES
Fauteuil 1re série ...... 120 F.
Fauteuil 2e série ...... 90 F.
Balcon 1re série ...... 65 F.
Balcon 2e série ...... 40 F.
renseignements au 828.40.48
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
Remplissez ce bon en indiquant 2 dates par ordre préférentiel.
Retournez-le au Palais des Sports - Porte de Versailles - 75015 Paris, avec votre règlement à l'ordre du Palais des Sports et une enveloppe timbrée à vos nom et adresse pour la réponse.
Si vos billets ne vous parvenaient pas 5 jours avant la date la plus proche choisie, réclamez téléphoniquement au 828.40.10.
avec l'agence artistique polonaise PAGART
location au Palais des Sports de 12 h 30 à 19 h
location par téléphone au 828.40.90 sauf dimanche
location dans toutes agences et FNAC
BON DE COMMANDE à adresser au : PALAIS DES SPORTS - Porte de Versailles - 75015 Paris
Nom
Adresse
Code Postal — tél :
indiquer 2 dates différentes 1re — heure — Nbre
2e — heure — ci-joint F

SPECTACLES

RAGTIME (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

REDS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 6e (225-18-45) : Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).

ROX ET ROUKY (A.) V.f : Napoléon, 17e (380-41-46).

LES SECRETS DE L'INVISIBLE (A., v.o.) (*) Normandie, 8e (359-41-18) : Rotonde, 6e (633-08-22) : V.f. Maxéville, 9e (770-72-86).

LES SOUS-DOUÉS EN VACANCES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82).

TAXI ZUM KLO (All., v.o.) (*) : Marais, 4e (278-47-86).

T'EMPÊCHES TOUT LE MONDE DE DORMIR (Fr.) (*) : Ambassade, 8e (359-19-08).

THE MAFU CAGE (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).

LE TOUR DU « MONDE » (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

LES TUEURS DE L'ECLIPSE (A.) (v.o.) (*) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

L'USURE DU TEMPS (Shoot the Moon) (A.) (v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) : Parnassiens, 14e (329-83-11) : Marignan, 8e (359-92-62).

Y A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82).

Les grandes reprises

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A.), Grand Pavois, 15e (554-46-85) : Napoléon, 17e (380-41-46).

L'ARNAQUEUR (A., v.o.), Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.), Haussmann, 9e (770-47-55).

AVOIR 20 ANS DANS LES AURÈS (Fr.), Banc Public, 5e (326-12-39).

BABY DOLL (A., v.o.), Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*), Élysées Point Show, 8e (225-67-29).

BANANAS (A., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

BEN HUR (A., v.o.), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-23-44) : U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) : Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43).

LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND (A., v.o.), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Montparnos 14e (327-52-37).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.), Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.), Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32).

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI (It., v.o.), A.-Bazin, 13e (337-74-39).

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) (*), *Rivoli Cinéma, 4e (272-63-32)*

COLLÈGE (A.), Marais, 4e (278-47-86).

LE CRI DU SORCIER (A., v.o.), Denfert, 14e (321-41-01).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46).

2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.f.), Haussmann, 9e (770-47-55).

LES DAMNÉS (It.-All., v.o.) (*), Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32).

DEUX NIGAUDS CONTRE FRANKENSTEIN (A., v.o.), Action-Écoles, 5e (325-72-07).

DODES CADEN (Jap., v.o.), St-Lambert, 15e (532-91-68).

LE DICTATEUR (A., v.o.), Ranelagh, 16e (288-64-44).

DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.), *Denfert, 14e (321-41-01)*.

ELEPHANT MAN (A., v.o.), Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.), Ranelagh, 16e (288-64-44).

EN MARGE DE L'ENQUÊTE (A., v.o.), *Action Christine, 6e (325-47-46)*.

FELLINI-ROMA (It., v.o.), Champo, 5e (354-51-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46).

FRANKENSTEIN Jr. (A., v.f.), Opéra-Night, 2e (296-62-56).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**), Denfert, 14e (321-41-01).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.o.), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82). V.F. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) : Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) : Convention St-Charles, 15e (579-33-00) : Wepler, 17e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07).

INDISCRÉTIONS (A., v.o.), Nickel-Écoles, 5e (325-72-07).

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.), Banque de l'image, 5e (329-41-19).

LE KID (A., v.o.), Théâtre Présent, 19e (203-02-55).

LE LAURÉAT (A., v.o.), Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.), Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

1900 (It. v.o.), (2 époques) (*), Boîte à films, 17e (622-44-21).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.), Capri, 2e (508-11-69).

LE MIRAGE DE LA VIE (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46).

MON ONCLE (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.), Cluny Écoles, 5e (354-20-12).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.), St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14).

NOCES DE SANG (Esp., v.o.), St-Ambroise, 11e (700-89-16), h. sp.

LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.), Lucernaire, 6e (544-57-34).

ORFEU NEGRO (Brés., v.o.), Daumesnil, 12e (343-52-97), h. sp.

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.f.), (**), Capri, 2e (508-11-69).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).

LE PRÉ (It., v.o.), St-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.), Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LA RIVIÈRE D'ARGENT (A., v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.o.), Élysées Point Show, 8e (225-67-29) ; V.F. : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

SALO (It., v.o.) (**), Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).

SOLDAT BLEU (A., v.o.), Épée de Bois, 5e (337-57-47).

SON NOM DE VENISE DANS CALCUTTA DÉSERT (Fr.), Action République, 11e (805-51-33).

STRAWBERRY BLONDE (A., v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (*), J. Cocteau, 5e (354-47-62).

TEX AVERY FOLLIES (A., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

TIREZ SUR LE PIANISTE (Fr.), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LE TUEUR A LA LUNE DE MIEL (A., v.o.), Olympic-Halles, 3e (278-34-15) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.), *Élysées Point Show, 8e (225-67-29)*.

UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (A., v.o.), Épée de Bois, 5e (337-57-47).

UN HOMME ET UNE FEMME (Fr.), Movies, 1er (260-43-99).

VACANCES ROMAINES (A., v.o.), Champo, 5e (354-51-60).

LES VALSEUSES (Fr.) (**), U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).

Les festivals

LA VILLE, LIEU DU DRAME (v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; 16 h : les Yeux de Laura Mars ; 18 h : le Locataire ; 20 h : Themroc ; 22 h : le Récidiviste.

FILM MUSICAL (v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) : Montage cinémathèque Gaumont avec : Damia, Fréhel, Bécaud ; Romance de Paris ; D'où viens-tu Johnny + film surprise.

JOSEPH VON STERNBERG (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Fièvre sur Manhattan.

LES GRANDS SÉDUCTEURS DU CINÉMA FRANÇAIS : Studio 43, 9e (770-63-40) : Gaspard de Besse ; le Messager.

JEAN-LUC GODARD EN COULEURS : Olympic, 14e (542-67-42) : Sauve qui peut (la vie).

FRED ASTAIRE (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Ziegfield Follies.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18e (606-36-07).



et également à L'OLYMPIC LUXEMBOURG

MERCREDI



RADIO-TÉLÉVISION

ENTENDU

A la poursuite de la recherche

Il faut se faire une raison, certains auteurs, il n'y en a pas tellement, il y a Shakespeare, il y a Proust, ne peuvent en aucune façon se prêter à la vulgarisation. Imaginez – ou plutôt rappelez-vous, ça a déjà été fait – le Roi Lear *raconté en bande dessinée ! Ne s'attacher, pour rendre plus accessibles des œuvres de cette hauteur, de cette dimension, de cette touffeur, qu'au seul fil plus ou moins anecdotique de l'intrigue ou du récit, ce n'est pas les trahir, c'est les ignorer, c'est passer au travers sans les voir, à la façon d'un chien basset trottinant nez contre terre sur l'étroite piste de la jungle amazonienne.*

Prenez Un amour de Swann, *présenté samedi et dimanche à l'heure du déjeuner par France-Inter, sous les auspices du ministère de la culture. Un événement. Jusqu'à présent, les héritiers avaient tenu bon. Ils ont toujours refusé d'autoriser l'adaptation d'*A la recherche du temps perdu, *à la radio, au cinéma ou à la télé. Et puis là, pour le soixantième anniversaire de la mort de Proust, ils ont cédé. Ont-ils eu tort ? Les avis seront partagés. Et dépendront en grande partie de la connaissance – relativement peu répandue, je sais bien – que l'on a du roman.*

Si on ignore tout d'Odette, de Mme Verdurin ou de Swann, on ne s'offusquera pas de les voir, pardon de les entendre, interprétés par Fanny Ardant, Edwige Feuillère ou François Périer. Leurs visages familiers font cependant écran, quoi qu'on en ait, à la vision très précise et très particulière qu'en donne dans ce livre, le narrateur. Excellent, Sammy Frey dans ce rôle, justement, celui du narrateur. A la fois chaude, neutre, vivante et retenue, sa voix amène, en les expliquant très sommairement, en les situant dans le cours enfiévré, angoissant, douloureux de cette maladie, ce qu'est ce haut mal, le mal d'amour, des bribes de dialogues ou de courtes scènes-clé.

Françoise Giroud nous a déclaré, en guise d'introduction, que l'amour chez Proust, ce n'est pas une partie de plaisir. On ne pouvait s'empêcher de sourire. Non, forcément. Chez Racine non plus.

L'amour sans histoire se dérobe à l'examen, à l'analyse quasi clinique de sensations que, seule, révèle dans toute leur force, dans toute leur complexité, la passion, la passion jalouse. C'est ce qui rend si difficile à suivre en la résumant la lente exploration d'un monde inconnu – personne ne l'avait encore décrit avant lui – par un écrivain de génie, sans cesse obligé de renvoyer à des images, de traduire sous formes de métaphores – il n'en reste rien à la radio – les insaisissables pulsions, les mouvements imprévisibles de l'âme. Elagué, joliment taillé à la française, l'arbre sur France-Inter cachait la forêt.

CLAUDE SARRAUTE.

● *Pierre Bellemare à TF 1.* – L'animation du dimanche après-midi, sur TF 1, doit être confiée, à la rentrée de septembre, à Pierre Bellemare, en remplacement de Patrick Sabatier. Ce dernier doit lui-même prendre la place d'Anne Sinclair, qui présente l'émission quotidienne *Les visiteurs du jour* à 12 h 30.



Lundi 14 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 : Dessin animé : Popeye.

20 h 50 : Eurovision : Football.
Coupe du monde : Brésil-U.R.S.S., en direct de Séville.

22 h 50 : Série : Les transports du futur.
Et la roue envahit la terre. Réal. : Gilles Combet.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : L'étrangleur s'excite.
De E. Naggar, mise en scène : J. Rochefort ; réal. : A. Tarta. Avec J.-P. Marielle, B. Lecoq, M.-C. Descouart...
La pièce, créée en janvier, oscille entre l'humour noir, ou « blême », et le suspense ; une nuit de 1952, dans une petite ville américaine...

22 h 10 Magazine : Les rendez-vous du théâtre.
De G. Kahn.
Les premiers festivals d'été : Versailles, Lyon, Paris (festival du Marais) : Maria Carta, au Théâtre de Paris, le Faucon maltais, au Théâtre de Poche, Drôles de bobines, au Théâtre Présent, etc...

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3



20 h 30 Cinéma (le rire du lundi) : Il était une fois un flic.
Film français de G. Lautner (1971), avec M. Darc, M. Constantin, M. Hillien, M. Lonsdale, D. Ivernel (rediffusion).
Un inspecteur de la brigade des stupéfiants s'infiltre dans le milieu de la drogue, sur la Côte d'Azur, en faisant croire qu'il est le frère d'un trafiquant assassiné. On lui adjoint la veuve d'un policier et son jeune fils, pour plus de vraisemblance familiale.
Divertissement parodique sur un sujet de « Série noire ». Aventures mouvementées, cadavres pour rire et Michel Constantin, flic misogyne, aux prises avec Mireille Darc et un gamin turbulent.

22 h 5 Journal.

22 h 35 Magazine : Thalassa.

22 h 20 Musi-club.
« La Symphonie inachevée » de Schubert, par l'Orchestre de Chine.

FRANCE-CULTURE

20 h, Mademoiselle de Scudéry, d'après E. Hoffmann.
20 h 38, Musique enregistrée.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : Dieu et le bouc émissaire.
22 h 30, Nuits magnétiques : Risques de turbulence.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert de Jazz : Miles Davis (donné le lundi 3 mai 1982 au Théâtre musical de Paris « Back seat Betty », « My man's gone », « Aïda », « Call it anything », « Fat time », « Jean-Pierre », avec M. Davis, B. Evans, flûte, saxophone soprano et ténor, M. Stern, guitare, M. Miller, guitare, basse, A. Foster, batterie, M. Cinelu, percussion.
Entracte : Extrait d'un concert de Miles Davis avec G. Coleman, H. Hancock, R. Carter, et Williams donné à Juan-les-Pins le vendredi 26 juillet 1963.
22 h 45, Musiques de nuit : 23 h 5, Solistes français d'aujourd'hui ; œuvres de Ravel, Mozart, Charpentier, Auric ; 0 h 5, Guitare-nuit.

Mardi 15 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Feuilleton : La vérité tient à un fil.

12 h 30 Les visiteurs du jour.

13 h Journal.

13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
A votre santé ; 14 h 5, Feuilleton : Amicalement vôtre ; 14 h 55, Tout feu, tout femme ; 15 h 25, A faire vous-même (et à 16 h 20) ; 15 h 30, Elles comme littérature ; 15 h 45, Découvertes T.F. 1 ; 16 h, La table d'Adrienne ; 16 h 25, L'œil en coin.

17 h 5 Eurovision : Football.
Coupe du monde : Pérou-Cameroun, en direct de La Corogne.

19 h 5 A la une.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.

20 h Journal.

20 h 35 D'accord pas d'accord (I.N.C.).

20 h 40 Théâtre : Lénine.
De C. Vermorel. Avec J. Negroni, C. Maffei, J. Giraud, L. Melki...
Une première attaque d'hémiplégie oblige Lénine à prendre un repos forcé près de Moscou. Cette pause, après cinq années de guerre et de famine, lui permet de s'interroger sur le destin de la Révolution, les erreurs, les déviations. A Moscou, Staline intrigue pour prendre sa succession...

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 5 Passez donc me voir.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Emissions régionales.

13 h 45 Série : La vie des autres.

14 h Aujourd'hui la vie.
Croire, mais en quoi ?

15 h 5 Cinéma : Une corde, un colt.
Film franco-italien de R. Hossein (1968), avec M. Mercier, R. Hossein, A.-M. Balin, D. Vargas, S. Marquand.
Une jeune femme, dont le mari a été tué à la suite d'une rivalité de clans, obtient d'un aventurier, autrefois amoureux d'elle, qu'il se fasse l'instrument de sa vengeance.
Un western européen auquel Robert Hossein, réalisateur et acteur, a donné l'atmosphère implacable et tragique d'une vendetta corse.

16 h 35 Entre vous.
De L. Bériot.
Les bruits ; les enfants et l'architecture ; le canoë.

17 h 50 Récré A 2.
Une souris sur Mars ; Les quat'z'amis ; C'est chouette ; Mister Magoo.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Spécial Coupe du monde.

20 h Journal.

20 h 25 D'accord pas d'accord (I.N.C.).

20 h 35 Jeu : Des chiffres et des lettres.

20 h 55 Sport : Football.
Coupe du monde, en direct de Malaga : Ecosse-Nouvelle-Zélande.

22 h 50 Jazz : La grande parade.
De J.-C. Averty.
Jimmy Witherspoon, Roy Alexander, Eugène Edwards.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les sorciers de l'écran : Noao.

18 h 55 Tribune libre.
Défense des intérêts des pères et de leurs enfants mineurs.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'homme.

20 h Les jeux.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 35 La dernière séance.
Une émission d'E. Mitchell et G. Jourd'hui.
Le chanteur nous emmène au cinéma. Avec, comme toujours, les actualités de l'époque, des dessins animés et deux films.

20 h 50 Cinéma : la Dernière Caravane.
Film américain de D. Daves (1957), avec R. Widmark, F. Farr, S. Kohner, T. Rettig, S. Griffin, R. Stricklyn.
En Arizona, un homme, mi-Blanc, mi-Indien, qui a commis plusieurs meurtres, entreprend de guider et de sauver les rescapés d'une caravane d'émigrants attaqués par des Apaches.
Western à l'action classique mais qui prend une dimension humaine et psychologique dans les rapports d'un aventurier habitué à la violence et de pionniers menacés. C'est réalisé avec vigueur, et Richard Widmark est excellent.

23 h Cinéma : les Gladiateurs.
Film américain de D. Daves (1954), avec V. Mature, S. Hayward, M. Rennie, D. Paget, A. Bancroft, I. Robinson (rediffusion).
L'esclave grec Démétrius, gardien de la tunique du Christ, est envoyé à l'école des gladiateurs à Rome. Croyant sa fiancée morte, il perd la foi chrétienne, se livre aux jeux du cirque et devient l'amant de Messaline.
Cette suite de la Tunique, *film d'Henry Koster, qui marqua les débuts du Cinémascope, n'a heureusement pas son caractère d'imagerie édifiante. Il s'agit d'aventures « à l'antique » dans la tradition hollywoodienne, avec des personnages bien typés.*

0 h 40 Prélude à la nuit.
Grands solistes régionaux.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : Castes et classes (les castes à Ceylan) ; à 8 h 32, Ulysse parmi nous : de Shakespeare aux modernes ; à 8 h 50, L'étoile et son berger.
9 h 7, La matinée des autres : Calendrier, par J. Kelen (rediff.).
10 h 45, Etranger mon ami : Williams Carlos Williams.
11 h 2, Perspectives du XXe siècle.
12 h 5, Agora : Le miroir des femmes, avec A. Farge.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Libre parcours variétés.
14 h, Sons : Australie.
14 h 5, Un livre, des voix : « Camille Maurar », de Rolande Meunier.
14 h 47, Le monde au singulier : L'actualité selon S. Salgado.
15 h 30, Les points cardinaux : L'actualité étrangère.
16 h 30, Micromag.
17 h, Roue libre : Saint Sébastien.
17 h 15, Carnets de balle : Electrolyse d'un match de foot (à propos du match Cameroun-Pérou).
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : Regards sur les sciences humaines, par P. Thuillier.
20 h, Dialogues : Problèmes de la diplomatie chinoise, avec E. Manac'h et J. Guillermaz.
21 h 15, Musiques de notre temps : Une corbeille pour Stravinsky (pour le centenaire de sa naissance).
22 h 30, Nuits magnétiques : Risques de turbulence.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Œuvres de Grieg, R. Strauss, Sibelius, Tajevic, Smetana, Janacek, Lalo.
8 h 7, Quotidien-Musique.
9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : René Jacobs : contre-ténor ; œuvres de Purcell, Charpentier, J.-S. Bach, Haendel.
12 h, Musiques populaires d'aujourd'hui.
12 h 35, Jazz.
13 h, Opérette : « La Périchole », d'Offenbach, par les chœurs de l'Opéra du Rhin. Dir. A. Lombard.
14 h 4, Boîte à musique : Œuvres de Gutche.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, Les années d'apprentissage de Mendelssohn : œuvres de Mendelssohn.
17 h 2, Repères contemporains : critères d'écoute pour la musique électro-acoustique ; œuvres de Bério, Maticic.
17 h 30, Les intégrales : Isaac Albéniz.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du studio 106) : Œuvres de Lenot, Denis, Mullenbach, Yun, Daviddowski ; par l'atelier musique de Ville-d'Avray ; dir. : J.-L. Petit.
19 h, 38, Jazz : Les irréfutables (ténors).
20 h, Premières loges : Œuvres de Duparc, Debussy, Massenet, Debussy : avec B. Sayao, soprano.
20 h 39, Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : « Symphonie n° 5 », de Bruckner ; par le Nouvel Orchestre philharmonique. Dir. : G. Ward.
22 h, Cycle acoustique : œuvres de Boswilhwald ; Graton, Ascione.
23 h, La nuit sur France-Musique : musique de nuit ; œuvres de Albinoni, Mozart, Bach ; 23 h 35, Jazz-Club.

LE MUNDIAL

LUNDI 14 JUIN

A2 : Italie-Pologne, 17 h 15 (direct).
TF 1 : Brésil-U.R.S.S., 21 heures (direct).

MARDI 15 JUIN

TF 1 : Pérou-Cameroun, 17 h 15 (direct).
A2 : Ecosse-Nouvelle-Zélande, 21 heures (direct).

TRIBUNES ET DÉBATS

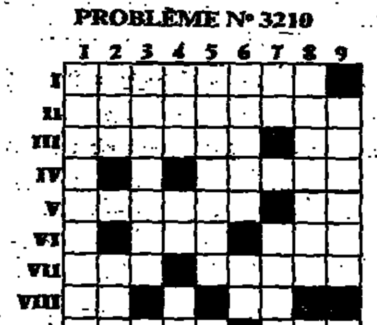
LUNDI 14 JUIN

– *M. Jacques Delors,* ministre de l'économie et des finances, est l'invité du journal de R.T.L., à 18 heures.

MARDI 15 JUIN

– *Mme Édith Cresson,* ministre de l'agriculture, est reçue à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 8 h 30.





INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3210

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II									
III							■		
IV		■		■					
V							■		
VI		■				■			
VII				■					
VIII			■		■			■	■
IX						■			
X							■		
XI	■					■			

HORIZONTALEMENT

I. Évocateurs d'une dame pour qui l'affection est plus forte que l'amour. – II. Sans elle, rien ne nous serait cher. – III. Ne se trouve jamais sur le champ et pas beaucoup mieux ailleurs. Copulative. – IV. Vaguer au dehors ou divaguer en se mettant dedans. – V. Travaille au service de l'environnement. Lettre grecque. – VI. Sa richesse ne l'empêche pas d'être sur la paille. Émergence au sein des mers. – VII. Ennuie ou fait en sorte qu'on n'ait plus à s'ennuyer. Flotte en Germanie ou barbote en Scandinavie. – VIII. Préposition. Article. – IX. Unité de force. La devise de Saint-Louis. – X. Ne fait pas partie du plan. Rumeur publique. – XI. Porte la culotte avec une dureté de fer. Même cueillis sur un pommier, ses fruits ne sont pas comestibles.

VERTICALEMENT

1. En cherchant des coquilles il peut trouver des perles. – 2. Des lignes et des traits. Parasite vivant de la richesse des troncs. – 3. Auteur d'une fameuse épreuve se terminant rarement sur un sans faute. Personnel. – 4. Le géologue et l'historien s'y intéressent à des niveaux différents. Lettres de rupture. Sa purée est mal goûtée des Londoniens. – 5. Celui qui a la guigne y expose ses radis pour des prunes. Sortie. – 6. Le café viennois s'y consomme plus souvent chaud que glacé. Personnel. – 7. Forme d'avoir. Générale dans les grandes lignes. – 8. Peut se courir avec deux jambes ou quatre pattes. Se prête plus volontiers à la chaîne qu'à la corde. – 9. On prend son coup avant de s'évanouir. Plus fort, sans doute.

Solution du problème n° 3209

Horizontalement

I. Échelle ; Déroute. – II. Nouméa ; Sérum ; Aï. – III. Virages ; Ro ; Bain. – IV. Énoncé ; Darne. – V. La ; Eunecte ; As. – VI. Énervent ; Régent. – VII. Écu ; Écervelé ; Ut. – VIII. Soin ; Usée. – IX. Gésier ; Pétase. – X. Once ; Loir ; Bénin. – XI. Usine ; Rogues ; OT. – XII. Entonnent ; Ru. – XIII. Tarée ; Isolé. – XIV. Épi ; Théâtre ; Mer. – XV. Stère ; Suée ; Pers.

Verticalement

1. Envolée ; Gouttes. – 2. Coi ; Anciens ; Apt. – 3. Hure ; Eu ; Scierie. – 4. Émaner ; Sienne. – 5. Legouvé ; Étêté. – 6. Laennec ; RL. – 7. Scènes ; Ornées. – 8. Ectropion ; Au. – 9. Der ; Vierge ; Té. – 10. Érodèrent ; Un ; Ré. – 11. Ru ; El ; Abêtie. – 12. Ombrageuses. – 13. Anse ; Sen ; Rome. – 14. Taie ; Nue ; Iouler. – 15. Ein ; Atteint ; Ers.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 13 juin :

UN DECRET

● Pris pour l'application de la loi du 2 mars 1982 portant statut particulier de la région de Corse : organisation administrative, pour ce qui concerne l'élection de l'assemblée Corse.

DES ARRÊTÉS

● Relatif au classement et à l'échelonnement indiciaire des personnels d'exécution des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics.

● Fixant les règles d'institution et de fonctionnement des réserves nationales de chasse.

UNE CIRCULAIRE

● Relative à la modification du règlement sanitaire départemental type.

PARIS EN VISITES

MARDI 15 JUIN

« Monet à Giverny », 13 h, place de la Concorde, grille des Tuileries, Mme Zujovic.

« Manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Mme Garnier-Ahlberg.

« Coulisses de l'Opéra », 13 h 15, vestibule, Mme Hulot.

« Château de Bagatelle », 15 h, entrée, route de Neuilly à Suresnes, Mme Bachelier.

« Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou, Mme Vermeersch (Caisse nationale des Monuments historiques).

« Place de la Concorde », 15 h, métro Concorde (Approche de l'art).

« École des Beaux-Arts », 15 h, 15, quai Malaquais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais », 15 h, métro Pont-Marie (P.-Y. Jaslet).

« Mystère des Templiers », 15 h, 195, rue du Temple (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h30, 12, boulevard Henry-IV (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

18 h 30 : Centre culturel du Mexique, 47 bis, avenue Bosquet : « La situation intellectuelle et sociale de la femme latino-américaine ».

19 h 30 : Sorbonne, Amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, M. R. Huyghe : « Les peintres de l'âme » (diapositives) (Université Populaire de Paris). – 20 h 30 : 26, rue Bergère : « Le sentier mystique de la Rose Croix ».

DOCUMENTATION

POUR LES CRÉATEURS D'ENTREPRISES. – Ce petit livre de 120 pages intitulé *le Dossier du créateur d'entreprises* donne de façon claire et avec beaucoup de pragmatisme conseils et renseignements juridiques et pratiques pour créer et gérer une entreprise.

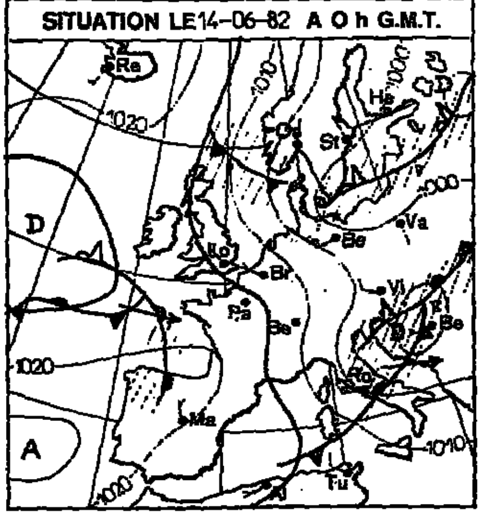
★ **35 francs en kiosque ou 42 francs par correspondance à Media Inter, 1, rue de Reuilly, 75012 Paris. Tél. : 370-67-87.**

LANGUES

LE CENTRE INTERUNIVERSITAIRE D'ÉTUDES POLONAISES de l'université de Paris-IV Sorbonne (18, rue de la Sorbonne, 75005 Paris, tél. : 326-54-88) organise des cours de langue polonaise du 1er octobre 1982 au 30 juin 1983. Les inscriptions sont ouvertes au centre au mois de juin et à partir du 13 septembre 1982.

MÉTÉOROLOGIE

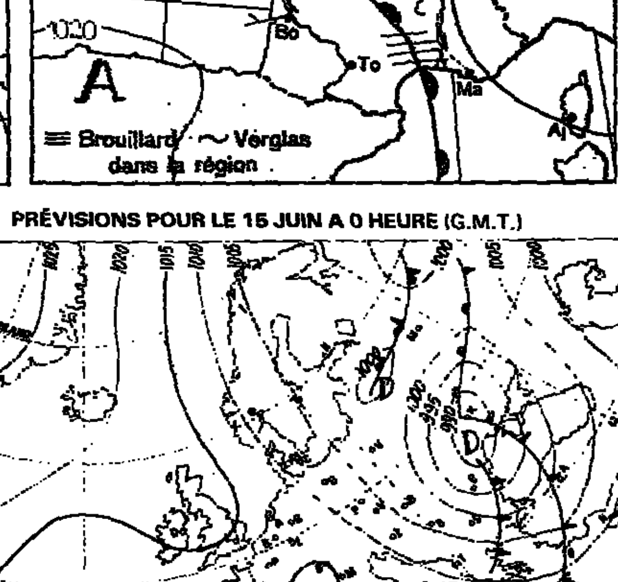
SITUATION LE 14-06-82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 15.06.82 DÉBUT DE MATINÉE

≡ Brouillard ~ Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 15 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 14 juin à 0 heure et le mardi 15 juin à 24 heures :

Un flux de nord-ouest faiblement perturbé circule sur la France, et une perturbation peu active, située le matin sur la moitié sud-ouest du pays, s'étendra lentement vers l'est, tandis que de l'air instable se maintiendra sur les régions nord-est.

Mardi, une zone de temps très nuageux à couvert, accompagnée parfois de faibles précipitations, sera située le matin de la Bretagne au Massif Central et au Languedoc. Elle se déplacera lentement vers l'est pour atteindre en soirée les régions s'étendant de la Normandie au Bassin parisien, aux Alpes et à la Corse. A l'avant de cette perturbation, les éclaircies alterneront avec des passages nuageux ; ceux-ci seront plus fréquents et parfois accompagnés d'averses sur les régions du nord et du nord-est. Les vents, faibles à modérés, souffleront du secteur nord-ouest. Les températures, toujours basses pour la saison et voisines de 9 à 12 °C le matin, atteindront 17 à 23 °C du nord au sud l'après-midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 14 juin à 7 heures, de 1 015,6 millibars, soit 761,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 juin ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14 juin) : Ajaccio, 23 et 11 degrés ; Biarritz, 19 et 11 ; Bordeaux, 19 et 10 ; Bourges, 19 et 10 ; Brest, 18 et 10 ; Caen, 18 et 11 ; Cherbourg, 16 et 10 ; Clermont-Ferrand, 17 et 9 ; Dijon, 16 et 11 ; Grenoble, 17 et 10 ; Lille, 16 et 9 ; Lyon, 11 et 12 ; Marseille-Marignane, 23 et 15 ; Nancy, 17 et 11 ; Nantes, 21 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 15 ; Paris-Le Bourget, 18 et 10 ; Pau, 19 et 8 ; Perpignan, 24 et 14 ; Rennes, 20 et 10 ; Strasbourg, 17 et 9 ; Tours, 20 et 10 ; Toulouse, 20 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 16 degrés ; Amsterdam, 16 et 9 ; Athènes, 27 et 20 ; Berlin, 16 et 10 ; Bonn, 14 et 10 ; Bruxelles, 16 et 9 ; Le Caire, 26 et 18 ; îles Canaries, 24 et 19 ; Copenhague, 14 et 6 ; Dakar, 27 et 22 ; Djerba, 30 et 23 ; Genève, 12 et 10 ; Jérusalem, 29 et 17 ; Lisbonne, 23 et 16 ; Londres, 15 et 10 ; Luxembourg, 14 et 7 ; Madrid, 27 et 15 ; Moscou, 17 et 14 ; Nairobi, 28 et 15 ; New-York, 13 et 11 ; Palma-de-Majorque, 30 et 17 ; Rome, 27 et 15 ; Stockholm, 11 et 4 ; Tunis, 32 et 19 ; Tozeur, 41 et 23.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente sur Liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS
le jeudi 1er juillet 1982, à 14 heures
APPARTEMENT et LOCAUX de STOCKAGE
deux caves et deux parkings
rue de Rosny, numéro 118, à
MONTREUIL-SOUS-BOIS (93)
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 400.000 F
S'adresser à Me Bernard de SARIAC, avocat à PARIS, 70, avenue Marceau Tél. 720-82.38 – Maître FERRARI, syndic à PARIS, 85, r. de Rivoli

Vente Étude Me SOMMIER, not. à Pontoise (95), 38, r. de l'Hôtel-de-Ville, 26 juin, 15 h.
38 PARTS S.C.I. Résidence DES LONGUES-RAIES, à DOMONT (95) représentant
APPARTEMENTS à DOMONT (95) 5 pièces, cuisine, cave PARKING
Rue Aristide-Briand ou des Cercelets
Consig. pour ench. 20 000 F **MISE A PRIX : 200 000 F**
Rens. à Pontoise : Me SOMMIER, notaire (T. 032-00-82), S.C.P. PETIT-MALAVOY Avocats (T. 032-20-77), Me H. FABRE, avocat (T. 464-07-74)

Vente au Palais de Justice à PARIS, le LUNDI 28 JUIN, à 14 heures
UN APPARTEMENT LIBRE
dans un immeuble sis à
PARIS (20e) - 98-100-100 bis, rue Orfila
Mise à prix : 100 000 francs
Me Yves TOURAILLE, avocat à PARIS-9e, 48, r. de Clichy. Tél. : 874-45-85

Vente sur licitation Palais Justice PARIS - Lundi 28 juin 1982, 14 h
EN 14 LOTS
Commune de BARROU (37)
1) PPTÉ M. à P. 160.000 F Maison d'habitation. GARAGE. TERRAIN 28 a 88 ca.
Commune de CHAMBON (37)
2) PPTÉ M. à P. 24.000 F 2 corps de bât. et TERRAIN 1 a 19 ca.
3) PARCELLE TERRAIN - Mise à Prix 1.200 F, 4 a 60 ca.
4) PARCELLE TERRAIN - Mise à Prix 12.000 F, 15 a.
5) PARCELLE TERRAIN - Mise à Prix 54.000 F 91 a 20 ca.
6) 4 PARCELLES TERRAIN - Mise à Prix 800 F, une de 7 a 68 ca, une de 12 a 46 ca, une de 8 a 36 ca et une de 10 a 9 ca.
7) 2 PARCELLES TERRAIN - M. à P. 500 F, une de 6 a 90 ca, une de 18 a 40 ca.
8) PARCELLE TERRAIN - Mise à Prix 1.500 F, 31 a 10 ca.
9) PARCELLE TERRAIN - Mise à Prix 600 F, 20 a 80 ca.
10) PARCELLE TERRAIN - Mise à Prix 50 F, 5 a 50 ca.
Commune de MÉZIÈRES-SUR-SEINE (Yvelines)
11) PARCELLE TERRAIN - Mise à Prix 12.000 F, 8 a 38 ca.
12) 2 PARCELLES TERRAIN - M. à P. 8.000 F, une de 8 a 47 ca, une de 53 ca.
13) PARCELLE TERRAIN - Mise à Prix 200 F, 5 a 32 ca.
14) Commune d'ÉPONE (Yvelines) PARCELLE TERRAIN M. à P. 300 F, 10 a 27 ca.
LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
TOTAL M. à P. 275.150 F - S'ad. Me DESCLOZEAUX
S.C.P. DESCLOZEAUX, MAZIERES, HEBERT, MOUGEOTTE, Sté d'Avocats PARIS (7e), 7, bd Raspail. Tél. 548-72-96. Me BRAZIER, avocat PARIS (8e), 78, bd Haussmann. Tél. 562-39-03. Me L. LÉGER, avocat PARIS (8e), 16, r. de Téhéran. Tél. 561-17-78. S/lieux pour visiter.

Cabinet de Me Bernard LAVELATTE, avocat, et de Me Gérard CURE, Syndic administratif judiciaire, 2, rue Amiral-Roussin, DIJON
VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES à l'audience des criées du Tribunal de grande instance de DIJON, le 24 JUIN, à 9 heures
COMMUNE DE CHAMBOLLE-MUSIGNY
5 ha 1/2 de VIGNE classée 1er CRU
en 22 lots avec faculté de réunion
Pour tous renseignements, s'adresser à Me B. LAVELATTE. Tél. (80) 32-01-06

Vente Palais Evry (91). Mardi 29 juin 1982, 14 heures
14 LOTS TERRAINS A RIS-ORANGIS (Essonne)
ZAI TERRES SAINT-LAZARE
M. à Prix : 97 995 F - 57 745 F - 131 463 F
62 400 F - 72 000 F - 85 420 F - 62 900 F - 88 184 F
85 105 F - 68 945 F - 81 704,82 F - 58 084 F - 57 024 F - 101 428 F
S'adr. S.C.P. ELLUL-GRIMAL-NOUVELLON-ROUZIES, Avocats 3, r. Village à Evry (T. 077-96-10) - Me GUILLOT T. 088-07-42 à Corbeil (91)

Vte s/folle enchère Pal. Just. Evry (91). R. Mazières, 22 juin, 14 h.
IMMEUBLE A CHILLY-MAZARIN (91)
25, RUE D'EIFFIAT - 23 A. 32 CA. compr. Pavillon élevé sur s/sol divisé en garage, chauffage, rang. div. - R.-de-ch. surélevé div. en hall ent. 3 Pces, cuis., s. d'eau, w.-c. - rem. cour - jard., couv. tuiles - mazout.
MISE A PRIX : 400 000 F Consig. pour ench. 100 000 F
Me DU CHALARD, Av. S'adresser « Le Mazière », rue des Mazières T. 077-15-57 à Evry (91)

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, JEUDI 24 JUIN 1982, à 9 h. 30
MAISON CHOISY-LE-ROI (94) 67-69, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
59, rue des Frères-Reclus, angle de ces deux voies, élev. sur s.-sol form. buand. R.-de-ch. : entr., cuis., s. à m., s. d'eau. Attenant, pet. construct. d'une pce à us. salon. 1er ét. : div. en 3 ch., s. de bains, GRENIER, JARDIN, GARAGE.
Cce 534 m² **M. à Px : 225 000 F** S'adr. **Me TOUNY** avocat à Paris
3, rue Franklin (16e) - Tél. : 524.06.40. – A tous avocats près des tribunaux grande instance de PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL ET NANTERRE.

Vente sur conversion de saisie immobilière en vente volontaire au Palais de Justice dese PARIS - Jeudi 28 juin 1982, à 14 heures
En un seul lot
UN APPARTEMENT à PARIS 16e
comp. d'une entrée, trois chambres, salon, salle à manger, salle de bains, W.-C., cuis., débarras, placard, dégt, accès s./escalier de service, usage de l'ascenseur au 4e étage droite.
DEUX CHAMBRES au 6e Etage
numéro 4 et numéro 5
au sous-sol une cave portant le numéro 8
150, avenue Victor-Hugo et 117, rue de Longchamp
MISE A PRIX : 750 000 FRANCS
S'ad. pr ts renseignements à : la S.C.D. SCHMIDT, DAVID, DUFFOUR, avocats au barreau de PARIS, 76, av. de Wagram, à PARIS (17e). Tél. : 766.16.69 - Me Gustave JOHANET, av. à PARIS, 43, avenue Hoche, 75000 PARIS. Tél : 766.03.40 - Et sur les lieux pour visiter.

Vente Palais Justice NANTERRE mercredi 23 juin 1982, 14 h., 2 LOTS
ASNIERES (92) 3 à 9, av. d'ARGENTEUIL
1) **BOUTIQUE** form. 2 lots de coprop.
2) **BOUTIQUE** et un local à usage de dépôt en sous-sol
MISES A PRIX 1) 40 000 francs 2) 30 000 francs
S'adr. **Me BOISSEL** Avocat Paris
14, rue Sainte-Anne. Tél. : 261-01-09.
Me B. CAHEN Avocat PARIS, 4, rue Galliera. 720-16-45.

Vte s/saisie au Palais de Justice de MEAUX, le jeudi 24 juin 1982, à 14 h.
UN TERRAIN de 1 ha 20 ca à USAGE INDUSTRIEL avec BATIMENT de 500 m²
bureaux, ateliers, réfectoire, vestiaire, w.-c.
en Zone industrielle de MITRY-MORY-COMPAS (77)
Rue Edouard-Branly
LIBRE D'OCCUPATION – Mise à Prix : 1 000 000 de francs (frais en sus)
S'adresser pour les renseignements :
Me GAVAUDAN, avocat à Meaux (77), 2, rue des Cordeliers-Tél. : 434-50-56.

Vente au Palais de Justice de Paris, le LUNDI 28 JUIN, à 14 h.
EN TROIS LOTS
Premier lot :
UN IMMEUBLE A PARIS (20e)
3, rue Bretonneau
OCCUPÉ - Mise à prix : 200 000 F
Deuxième lot :
UN APPARTEMENT LIBRE A PARIS (20e)
92, rue Pelleport - 1, rue du Surmelin – Mise à prix : 65 000 F
Troisième lot :
UNE CHAMBRE LIBRE A PARIS (20e)
1, rue du Surmelin – Mise à prix : 6 000 F
Maître Guy DAYRAS, avocat à Paris, 145, bd Saint-Michel
Maître Yves TOURAILLE, avocat à Paris, 48, rue de Clichy, t. 874-45-85
Maître Ed. COHEN, avocat à Paris, 6, rue Laborde

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS
le jeudi 24 juin 1982, à 14 heures - En deux lots
1er lot - UN APPARTEMENT à PARIS 11e
sis au 5e ét., 2e pte dr. s/cour, comp. de : entr., 2 pces, cuis., déb. et une cave n° 7 form. le lot n° 50 de la div. de l'imm. 9, imp. des Jardiniers et 22, pass. Dumas - OCCUPÉ, le quart en usufruit de lot 49 de la divis. de l'imm. consist en
UNE CHAMBRE AU 5e étage
gauche, 1re porte droite s/cour et une cave n° 22 - Dt aux w.-c. comm. du 5e.
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
2e lot - UN TERRAIN, commune de CHESSY (77)
Lieudit - La Plâtrière - pour 4 ares 95 centiares
MISE A PRIX : 5 000 FRANCS
S'adr. à Me J. Lyonnet du Moutier, avoc., 152, rue de Rivoli, Paris-1er, tél. 260-20-49. Me B. Meille, synd. à Paris-3e, 79, rue du Temple. Au greffe des criées du T.G.I. de Paris où le cah. des ch. est déposé. Et sur les lieux pr vis.

sports

L'OUVERTURE DE LA XIIe COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

La colombe et les bombes

La colombe de la paix de Picasso, joliment reconstituée par deux mille figurants sur la pelouse du stade Nou Camp de Barcelone, pour la cérémonie d'ouverture, dimanche 13 juin, de la douzième Coupe du monde de football, n'était, hélas ! qu'un symbole. Un rêve, piétiné chaque jour aux Malouines, au Liban, à San Salvador, à Belfast, etc.

Les organisations indépendantistes basques et les groupes de résistance antifascistes du 1er octobre ont annoncé qu'ils ne s'attaqueraient pas « directement » au Mundial, mais qu'ils s'en serviraient comme « caisse de résonance » pour appuyer leurs revendications : cent soixante-seize chaînes de télévision retransmettent cet événement, à l'adresse d'un milliard et demi de téléspectateurs, et il est évident que le moindre incident peut être mondialement exploité.

Déjà, alors qu'Argentins et Belges disputaient la première rencontre de cette Coupe du monde de football, un garde civil était tué et un autre blessé par des coups de feu tirés d'une voiture, à Pasajes, dans la province basque du Guipuzcoa, près de Saint-Sébastien. Et, vers 2 h 15, dans la nuit de dimanche à lundi, quatre bombes de faible puissance ont explosé presque simultanément, ne provoquant que des dégâts matériels, devant des bâtiments dépendant du ministère de la défense à Madrid. Ces attentats n'ont pas encore été revendiqués.

Plusieurs dizaines de milliers de policiers espagnols sont mobilisés pour assurer la protection de ce Mundial, et les joueurs *eux-mêmes sont munis de « cartes* spéciales de police » pour pouvoir pénétrer dans les stades. Il y a, au propre comme au figuré, un policier derrière chaque participant.

C'est sans doute cette ambiance – et un système de « vente forcée » de billets – qui contribue peut-être à refroidir l'enthousiasme du public espagnol, pourtant fanatique de football. De nombreuses réservations ont été annulées, indiquent les agences de presse, *et le stade Nou Camp de Barcelone*, qui comportent quelque cent trente mille places, n'a accueilli, pour la cérémonie d'ouverture et le premier match, que quatre-vingt-dix mille spectateurs, alors que les organisateurs s'attendaient à refuser du monde.

Une rencontre – c'est la première note optimiste – qui a été marquée par un joli geste sportif, les Argentins envoyant délibérément une balle en touche pour permettre de soigner un joueur belge blessé. On était encore, *il est vrai*, sous *l'émotion du Concerto en la mineur* de Bacarisse et de cette colombe de Picasso, qu'on a cru voir, un instant, s'envoler. Les téléspectateurs britanniques n'auront, eux, rien vu de tout cela : la B.B.C. a boycotté cette première soirée, en raison de la présence argentine.

M. C.

Les défis de Don Cesar Menotti et de Diego Maradona

De notre envoyé spécial

Barcelone. – Don Quichotte est de retour. Ou plutôt Don Cesar Menotti, l'entraîneur argentin qui emprunte au héros de Cervantes sa longue silhouette de *flaco* (maigre) et *son goût pour les missions impossibles*. Vénéré dans son pays, après avoir mené les footballeurs argentins à leur première victoire en Coupe du monde, le voici en effet qui relève le défi de conserver ce trophée alors que, depuis 1958, seul le Brésil a réussi – trois fois, il est vrai – à empêcher le succès final du pays organisateur.

Avec cette prestance et ce profil d'aigle qui impressionnèrent tant de pellicules lors du Mundial argentin en 1978, Menotti n'a apparemment pas changé depuis quatre ans. Celui qui donna alors à la junte la plus belle occasion de célébrer un triomphe de l'Argentine s'est souvenu depuis de ses premières convictions politiques pour dénoncer ceux qui, *« dans leur tuerie insensible, ne se rendent pas compte des souffrances du peuple argentin » (le Monde* du 12 février 1982). Il n'ignore pas qu'un nouveau succès des footballeurs permettrait à la junte de minimiser auprès de l'opinion publique la portée de ses échecs militaires aux Malouines : mais peut-être son amour de la Coupe du monde et du football, ses deux dulcinées, est-il plus fort que la raison.

Dévaluation

Dans sa nouvelle quête du précieux trophée d'or, Menotti n'est d'ailleurs pas seul puisque neuf des Sancho Pança de l'aventure de 1978, frôlant aujourd'hui la trentaine, étaient au rendez-vous du Nou Camp pour le match d'ouverture. D'Osvaldo Ardiles, toujours gominé et moulé dans son maillot comme un danseur de tango, à Mario Kempes, l'ex-roi des buteurs à la *crinière de lion, ses fidèles compagnons* ont eux aussi la même apparence. Mais les missionnaires de 1978, devenus pour la plupart ambassadeurs du football argentin dans les championnats anglais, italiens ou espagnols, *ont-ils* toujours la même foi ?

Aujourd'hui, Kempes, qui faisait régner la terreur devant les buts adverses, n'impressionne vraiment plus le monde. Tout comme le football *argentin en général*, ce *prince* en guenilles, ruiné par la crise économique. Si la victoire de 1978 avait fortement revalorisé ses auteurs, elle n'avait pas enrichi les clubs. Or, pour tenter de conserver les premiers, les seconds avaient accepté de négocier les nouveaux contrats en dollars. Un taux d'inflation de 131 % en 1981 et les dévaluations successives du peso de 500 % par rapport au dollar ont mené les clubs à la banqueroute.

Faute de pouvoir honorer les traites du transfert, River Plate, le club le plus célèbre et le plus puissant du pays avec ses cent mille membres, devra laisser repartir Kempes à Valence après la Coupe du monde. Il vient aussi de transférer Daniel Passarella, le capitaine de la sélection nationale, à Florence – pour 1 200 000 dollars (7 200 000 francs) – et Ramon Diaz à Naples. Ubaldo Fillol et Alberto Tarantini, les deux autres *internationaux du club, partiront aussi* s'ils sont sollicités après le Mundial.

Commando

Si, dans ce contexte, Menotti a accepté de relever le défi, c'est sans doute parce qu'il a pu bénéficier de conditions de préparation comparables à celles de 1978. Depuis le 14 février, les joueurs ont en effet *été retirés aux clubs* et *réunis en* stage à Mar del Plata pour vivre une préparation de commando. Mais c'est aussi et peut-être surtout parce qu'il pense que l'Argentine peut conserver son titre grâce à l'apport de Diego Maradona.

Avant même de donner son premier coup de pied en Coupe du monde, Maradona vient en effet, à vingt et un ans à peine, de battre un fameux record : celui du plus gros *transfert de l'histoire du sport* puisqu'il en coûtera près de 800 millions de pesetas (48 millions de francs) au Football Club de Barcelone pour son transfert, auquel s'ajoutent les 450 millions de prime à la signature pour Maradona (1).

A peine conclu, ce transfert a déjà suscité de vives polémiques en Espagne, pays le plus touché par le chômage après la Turquie, où le salaire minimal est fixé à 30 000 pesetas (1 800 francs). M. Pablo Porta, le président de la Fédération espagnole *et madrilène*, a *parlé de « monstruosité »*. M. Jesus Hermida, le secrétaire d'État aux sports, a fait remarquer qu'avec une telle somme on pouvait construire et équiper soixante-dix terrains de football. Les Catalans voient dans ces critiques une nouvelle manifestation d'hostilité du pouvoir central. La polémique entretenue par les journaux vient de remonter jusqu'au ministère de l'économie et du commerce, qui désirent avoir plus d'informations sur la nature des transactions et l'importance des sorties de devises.

Le défi de Menotti se double donc d'un défi plus personnel de Maradona, soucieux de justifier devant son nouveau public et devant les hautes personnalités de l'État, le roi Juan Carlos ou le chef du gouvernement, M. Leopoldo Calvo Sotelo, présents au match inaugural, l'énormité de la transaction.

Déboulonneurs

Auteur d'invraisemblables prouesses techniques dans le championnat argentin, Maradona les a encore *rarement confirmées dans* les grands matches internationaux, où le marquage est beaucoup plus impitoyable. Pour lui, comme pour Menotti, le test était d'autant plus significatif que, depuis leur deuxième place au Championnat d'Europe avec une équipe sans grande vedette et remarquablement homogène et bien organisée, les Belges se sont forgé une solide réputation de déboulonneurs d'idoles.

Avec leur défense de zone très regroupée et s'appuyant fréquemment sur le piège du hors-jeu, leur technique individuelle dépouillée et l'engagement *constant vers le* but adverse de dévoreurs de grands espaces comme les deux buteurs, Erwin Van den Bergh et Jean Ceulemans, les vice-champions d'Europe n'ont pas leur pareil pour prendre l'adversaire dans leur nasse avant de lui donner le coup de grâce.

Tour à tour pris en charge de très près par Ludo Coek ou par Marc Baecke, selon sa zone d'évolution, Maradona n'a pas échappé à la règle, *même s'il a peut-être un peu* trop vite renoncé. Le but de Van den Bergh, parti à la limite du hors-jeu, n'a fait ensuite que confirmer, à la soixante-troisième minute, la maîtrise des Belges en contre-attaque. Pour la première fois depuis 1966, le match inaugural ne se terminait pas par un score nul et vierge, et on sait désormais que Menotti et Maradona auront bien du mal à aller au bout de leur défi.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Selon *As*, un quotidien sportif de Madrid, cette somme est ainsi répartie : 590 millions de pesetas pour Argentine Juniors et 200 millions de pesetas pour Boca Juniors, les deux copropriétaiRes actuels du joueur ; 450 millions de pesetas de prime à la signature pour Maradona, et 6 millions de pesetas de salaire mensuel pendant six ans.

AUTOMOBILISME

AU GRAND PRIX DU CANADA

Riccardo Paletti, le 29e mort de la F 1

(De notre envoyé spécial.)

Montréal. – Cinq semaines après l'accident mortel qui avait coûté la vie au Québécois Gilles Villeneuve, lors des essais du Grand Prix de Belgique, à Zolder, le jeune pilote italien Riccardo Paletti, de l'écurie italienne Osella, qui disputait, à vingt-quatre ans, sa première saison de formule 1, s'est tué, dimanche 13 juin, sur le circuit de l'île Notre-Dame, à Montréal, au moment du départ du Grand Prix du Canada.

Transporté par hélicoptère à l'hôpital Royal Victoria, à Montréal, le pilote italien est décédé des suites d'hémorragies à l'abdomen et au thorax, un peu plus d'une heure après que sa voiture eut frappé de plein fouet l'arrière de la Ferrari de Didier Pironi, figée sur la ligne de départ à la suite d'ennuis d'embrayage.

L'accident est survenu quelques minutes après que M. Jean Drapeau, maire de Montréal, eut officiellement rebaptisé le circuit au nom de Gilles Villeneuve.

Les pilotes, Jean-Pierre Jarier (Osella) et Lees (Theodore) ont renoncé à prendre le deuxième départ du Grand Prix qui a été donné avec deux heures de retard. L'épreuve, que huit voitures seulement ont terminée, a été dominée par la Brabham à moteur B.M.W. turbocompressé du Brésilien Nelson Piquet, champion du monde en titre, et celle de l'Italien Riccardo Patrese équipée d'un moteur Ford-Cosworth atmosphérique.

Des voitures françaises, seule la Talbot-Ligier de l'Américain Eddie Cheever a fait bonne figure jusqu'à trois tours de la fin avant d'abandonner à la suite d'ennuis de moteur.

Les pilotes des Renault ont abandonné au vingt-huitième tour et au trentième tour, Arnoux, qui était en deuxième position, ayant fait un tête-à-queue, et Prost, qui était troisième, ayant cassé son moteur.

Le starter vient de faire passer le feu rouge au vert. Sur la grille de départ, les voitures démarrent dans le bruit infernal qui caractérise les *courses de formule 1. La voiture de* Didier Pironi, en première ligne, reste figée. Derrière, René Arnoux fait une manœuvre pour la doubler ; Alain Prost est déjà en tête. La course est lancée. Tous les pilotes évitent Didier Pironi, sauf un : Riccardo Paletti, en avant-dernière ligne, qui, apparemment, n'a pas vu le pilote de Ferrari. La monoplace de l'Italien percute celle de Didier Pironi qui heurte, à son tour, les monoplaces de Boesel (March), Salazar (A.T.S.) et Lees (Theodore). Didier Pironi sort indemne de sa monoplace et se porte au secours du pilote de l'Osella. La voiture s'enflamme alors que le jeune Italien, les deux jambes fracturées, l'aorte perforée, reste coincé. Une fois le feu maîtrisé et le nuage de fumée provoqué par l'incendie dissipé, on fera au pilote italien, qui est dans un état critique, des massages cardiaques.

Mort de Gilles Villeneuve hier. Mort, aujourd'hui, de *Riccardo* Paletti. Sur le podium où se déroule la cérémonie de récompense, comme le veut la tradition, quoiqu'il arrive, le Brésilien Nelson Piquet entend M. Desjardins, président-directeur général d'une grande brasserie canadienne qui finance le Grand Prix de Montréal, remercier *« le public d'être venu si nombreux assister au spectacle malgré la grève »* qui affectait, dimanche 13 juin, le métropolitain de Montréal. Pour sa victoire, le pilote brésilien reçoit, en outre, des mains de M. Villeneuve père, le trophée Gilles-Villeneuve *créé au lendemain de la disparition* du coureur québécois.

N'aurait-on pas la moindre pudeur dans les milieux de la formule 1 ? Pour avoir estimé inconvenant qu'un hommage ne soit pas rendu au *Québécois Villeneuve*, au terme d'un Grand Prix de Belgique, nous n'en sommes que plus à l'aise pour nous étonner que la mort du jeune pilote italien n'ait pas été honorée.

Un pilote ne serait-il, finalement, qu'un numéro dont on attend qu'il « coure et se taise ». Même s'il semble qu'aucune faute n'ait été commise à Montréal par les organisateurs et par les pilotes, prendra-t-on enfin un jour plus sérieusement en compte leurs exigences ? Le pouvoir sportif réunira-t-il autour d'une table les organisateurs, les constructeurs et les coureurs pour discuter sérieusement de tous ces problèmes ?

Il faudra pour cela que M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), permette aux pilotes de voter au sein de la commission de sécurité, qu'il restaure une crédibilité sérieusement entamée et qu'il fasse preuve, enfin, d'une ferme autorité.

GILLES MARTINEAU.

JUDO

Les Soviétiques champions du monde officieux par équipe

C'était un officieux championnat du monde par équipe que proposait samedi après-midi, 12 juin, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, le Racing-Club de France, à l'occasion de son centenaire : les équipes du Japon et de l'Union soviétique étaient en effet, confrontées à deux *formations* françaises.

En dépit de la date inhabituelle pour la pratique du judo de compétition, on ne comptait pas moins de deux champions olympiques, un champion et deux vice-champions du *monde, ainsi que* quatre vice-champions d'Europe.

Les Français qui avaient l'avantage théorique de présenter deux équipes, ont cependant pâti des forfaits de Thierry Rey, vice-champion d'Europe des mi-légers, et de Bernard Tchoullouyan, champion du monde des moyens. La plupart des sélectionnés étant de surcroît en période d'examen, ce furent des combattants un peu émoussés qui se présentèrent. Ainsi les bonnes prestations de Guy Delvingt, Michel Nowak et Roger Vachon contre le Japon, n'ont-elles pas suffies pour que l'équipe « A » soit qualifiée pour la finale tandis que l'équipe « B » était nettement dominée par l'U.R.S.S.

Le trophée de prestige devait donc être disputé entre les Soviétiques et les Japonais. Ceux-ci avaient à cœur de renouveler leur victoire collective du Tournoi de Tokyo en 1978, au cours de l'unique expérience du genre antérieure. Ils alignaient pour cela Moriwaki, le champion du monde des super-légers, toujours très opiniâtre en dépit de ses trente et un ans, Nose, le vice-champion du monde des moyens, en progrès depuis l'année dernière, et Fujiwara, un lourd qui prétend à la succession de Yamashita. Tous les trois tinrent leurs promesses : ils battirent respectivement Tletseri, Yaskevitch et Tiurine, champions d'Europe dans les trois catégories, à Rostock en mai dernier, en déployant une activité technique et tactique qui a fait la réputation du judo nippon et l'admiration des quelque trois mille spectateurs très avertis des secrets de cet art martial.

Toutefois, ces trois vitoires ne donnaient que dix-sept points aux Japonais. Ils avaient besoin de plus de vingt pour battre les Soviétiques, car les victoires de Parchiev, Habarelli et surtout celle de Churov – un mi-lourd vainqueur du dernier tournoi de Tokyo, qui porta une clé de bras définitive à Watanabe, vainqueur, lui, à Tbilissi – valurent plus au total. Les Soviétiques sortaient donc vainqueurs de l'épreuve. Et il se confirmait que les Japonais ont désormais de plus en plus de difficulté à constituer des formations de niveau aussi homogène que les Européens.

ALAIN GIRAUDO.

ATHLÉTISME

Les trois jours de congé d'Adrien Pheulpin

Le Français Adrien Pheulpin a gagné le 12 juin l'épreuve Paris-*Colmar à la marche. Il a couvert les* 513,5 kilomètres en 66 heures 3 minutes et 49 secondes. C'était sa septième participation à cette odyssée qu'il avait terminée deuxième en 1981 derrière le Belge Pietquin, classé cette année sixième.

Agé de trente-six ans, Adrien Pheulpin pratique la marche de compétition depuis 1973 et Paris-Colmar constitue le seul objectif véritable de sa saison. Ouvrier à la chaîne chez Peugeot à Montbéliard, Pheulpin s'entraîne le soir, après le travail, à raison de 22 à 30 kilomètres par jour, autour de Lure (Haute-Saône), où il réside. Pour participer à Paris-Colmar, Adrien Pheulpin a pris trois jours de congé.

Cette année, il avait mis tous les atouts dans son jeu, en s'entourant d'une équipe d'une trentaine d'amis de Pontarlier, dont un médecin et un podologue. Cela représente un budget d'environ 40 000 F, financé par son club, le C.M. Pontarlier, et par un commanditaire. Pour sa victoire dans Paris-Colmar, Pheulpin recevra une mini-voiture à conduite sans permis, d'une valeur de 28 000 F. Complètement désintéressé, il ignorait d'ailleurs, à son arrivée, la nature du premier prix.

Adrien Pheulpin, qui a la particularité de marcher sans chaussettes, est arrivé assez fatigué à Colmar, mais dans un parfait état physique : il a perdu seulement 1 à 2 kilos pendant l'épreuve. Cependant, pour la première fois depuis qu'il participe à cette course, il a souffert d'ampoules aux pieds pour avoir utilisé des chaussures légèrement trop petites. *Des vingt-neuf concurrents* au départ, il est le seul à ne pas avoir eu de défaillance. Six marcheurs sont arrivés à Colmar en moins de quatre-vingt-trois heures. Cinq autres ont été stoppés alors qu'ils leur restaient de 40 à 150 kilomètres à parcourir. La seule femme de l'épreuve, la Néerlandaise Annie Van der Meer, avait abandonné après 185 kilomètres.

LES RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX F1 DU CANADA

1. Nelson Piquet (Brés., Brabham-B.M.W.), 1 h 46 min. 39 sec. 57 ; 2. Ricardo Patrese (Ital., Brabham-Cosworth), à 13 sec. 79 ; 3. John Watson (G.-B., McLaren), à 1 min. 1 sec. 83 ; 4. Elio De Angelis (Ital., Lotus), à 1 tour ; 5. Marc Surer (Suis., Arrows), à 1 tour ; 6. Andrea de Cesaris (Ital., Alfa-Romeo), à 2 tours ; 7. Derek Daly (Irl., Williams), à 2 tours ; 8. Mauro Baldi (Ital., Arrows), à 2 tours ; 9. Didier Pironi (Fr., Ferrari), à 3 tours ; 10. Eddie Cheever (É.-U., Talbot), à 4 tours ; 11. Jochen Mass (R.F.A., March), à 4 tours ; les autres concurrents ont abandonné ou n'ont pas été classés.

Classement du Championnat du monde des conducteurs : 1. John Watson (G.-B.), 30 points ; 2. Didier Pironi (Fr.), 20 ; 3. Riccardo Patrese (Ital.), 19 ; 4. Alain Prost (Fr.), 18 ; 5. Keke Rosberg (Finl.), 17.

BASKET-BALL

TOURNOI DE BARCELONE

Première journée :

Tchécoslovaquie b. France	88- 78
Catalogne b. Brésil	81- 76

Deuxième journée :

Brésil b. Tchécoslovaquie	85- 76
Catalogne b. France	111- 98

Troisième journée :

France b. Brésil	121-116
Catalogne b. Tchécoslovaquie	110- 98

Classement final : 1. Catalogne, 6 points ; 2. *Brésil*, 4 ; 3. Tchécoslovaquie, 4 ; 4. France, 4 points.

CYCLISME

TOUR DU LUXEMBOURG (OPEN)

Classement général final : 1. Hinault (Fr.), Renault-Gitane, 19 h. 47 min., 11 sec. ; 2. Kuiper (P.-B.), à 31 sec. ; 3. Bokov (U.R.S.S.), à 1 min. 20 sec. ; 4. Da Silva (Port.), à 2 min. 31 sec. ; 5. Ferebauer (Tchéc.), à 5 min. 8 sec. ; 6. Tackaert (Belg.), à 5 min. 21 sec. ; 7. Dietzen (R.F.A.), à 5 min. 26 sec. ; 8. Criquielion (Belg.), à 5 min. 34 sec. ; 9. Didier (Lux.), à 6 min. 22 sec. ; 10. Urbany (Lux.), à 6 min. 23 sec. ;...

SPORTS ÉQUESTRES

CHAMPIONNATS DU MONDE DE SAUTS D'OBSTACLES (DUBLIN)

Classement individuel après la finale tournante – 1. Koof (R.F.A.), 0 point ; 2. Pyrah (G.-B.), 12 pts ; 3. Robert (Fr.), 12 pts ; 4. Mullins (Irl.), 16 points.

TENNIS

TOURNOI DU QUEEN'S (150 000 dollars)

Quarts de finale : McEnroe (É.-U.) bat Hoopper (É-U), 6-3, 6-4 ; Lewis (N.-Z.) bat Buehning (É-U.), 6-2, 4-6, 6-1 ; Connors (É-U.) bat Edmondson (Aus.), 6-1, 6-2 ; Curren (Af.-S.), bat Gottfried (É.-U.), 6-1, 6-1.

Demi-finales : Connors bat Curren, 7-5, 6-4 ; McEnroe bat Lewis, 6-0, 6-2.

Finale : Connors bat McEnroe, 7-5, 6-3.

VOILE

LA ROCHELLE - LA NOUVELLE-ORLÉANS

1. Follenfant (*Charente-Maritime*), arrivé le 8 juin à 22 h 5 ; 2. Pajot (*Elf-Aquitaine*), arrivé le 12 juin à 7 h 16 ; 3. Delage (*Lestra-Sports*), arrivé le 12 juin à 9 h 31 ; 4. Morvan (*Jet-Service*), arrivé le 13 juin à 19 h 38 ; 5. Terlain (*Gautier-III*), arrivé dans la nuit du 13 au 14 juin ; quinze voiliers restent en course.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

numéro de juin

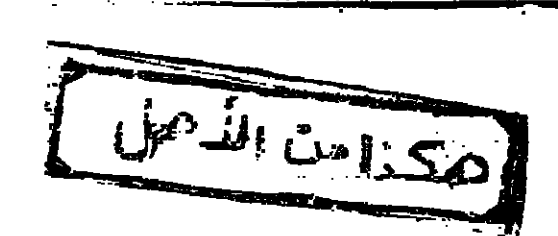
EXCLUSIF

LE PREMIER BILAN DU COLLÈGE

A quoi servent les associations de profs ?

L'avenir des Écoles normales supérieures

En vente partout : 10 F.



C'E
DE
DE V
PLA



J. WALTER THOMPSON

"MA PREMIÈRE GARANTIE, C'EST DE VOUS VENDRE DES APPARTEMENTS DE VACANCES, PAS DES PLANS D'APPARTEMENTS DE VACANCES."

Jean-Marc Penchinat

Trop souvent, la différence est grande entre le rêve que l'on vous vend et la réalité qui déçoit.

La première garantie de mes appartements de vacances, c'est que je vous les vends terminés. Pas sur plans. Vous ne payez donc chez le notaire qu'après complet achèvement. Clés en main. Vous achetez une réalité que vous pouvez juger. Pas un rêve.

Voilà pourquoi, toujours, je construis sérieusement et solidement car, sinon, moi seul en subirais les conséquences. Moins de 2% de constructeurs en France offrent cette sécurité totale. Et j'ai été l'un des premiers à en faire partie.

Cette politique qui est la mienne depuis vingt-deux ans, je l'applique au Cap d'Agde, pour la réalisation des grands studios, 2 et 3 pièces de mon immeuble sur port, mais aussi pour mes autres Villégiales de Port-Camargue, du Grau-du-Roi, du Golf de Nîmes-Campagne et bientôt de Val-Thorens et des Arcs.

Rencontrons-nous.



18, bd Victor-Hugo, 30000 Nîmes. Tél. (66) 67 62 61

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71.00	83.50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56.45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM CAPITAUX	140 00	164.64

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14.18
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31.00	36.45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Précontrainte Industrielle
Directeur Général Outre-Mer

Prendre la direction d'une usine neuve qui sera opérationnelle sous quelques semaines, dont vous aurez à monter les équipes, structurer les services, ceci dans un pays où vous serez totalement responsable de notre filiale : voilà l'enjeu de ce poste qui va être votre création.

Vous êtes profondément tenté par le désir d'une expérience à part entière à l'étranger. Un démarrage : au fond c'est ce que vous attendiez. Une large autonomie : c'est ce que vous souhaitiez. Ingénieur type A.M. ou T.P., vous maîtrisez parfaitement depuis plusieurs années la technologie de la précontrainte industrielle. Vous avez acquis autour de cette spécialité des qualités plus globales d'ingénieur généraliste, gestionnaire d'hommes, d'objectifs, négociateur et assistant technique de gros marchés.

Seul maître à bord dans le pays où vous viendrez et où cette filiale aura le leadership total dans son domaine d'activités, vous serez attiré par les perspectives de développement attendu de cette affaire : ce sera votre œuvre dans un pays où le marché est très porteur.

C'est dans un pays francophone où les infrastructures scolaires sont sérieuses que nous avons décidé cette nouvelle implantation. Notre groupe a suffisamment d'ancienneté et de diversifications dans plusieurs pays pour vous assurer une solidité de carrière. Bien entendu, vous bénéficierez du statut et avantages du personnel expatrié et d'une rémunération en conséquence.

Si vous vous sentez motivé par ce poste, écrivez sous référence 274 LM à notre conseil, le Cabinet CLEAS qui étudiera avec vous votre candidature et se porte garant de la plus grande discrétion et confidentialité concernant votre démarche.

CLEAS

6 Place de la République Dominicaine 75017 PARIS

GROUPE COMMERCIAL
FRANCAIS DE
DIMENSION INTERNATIONALE
recherche pour le NIGERIA

CHEF DE PRODUIT POMPES

PROFIL :
— Diplômé d'une école d'ingénieur
— Compétence éprouvée dans le domaine des pompes (tous types et spécialement de surface)
— expérience en irrigation ou en traitement des eaux appréciée

Homme d'action, convaincu de la nécessité du travail en équipe, il devra développer cette ligne de produit selon des méthodes modernes de gestion (stocks, commandes, rentabilité)..

Ce poste implique :
— grande disponibilité pour déplacements à l'intérieur du Nigéria
— excellente pratique de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. sous no 38176 à CONTESSE Publicité
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

Technical Director - Nigeria
Cocoa Processing Plant

Applications are invited from suitably experienced candidates for the post of Technical Director at a modern cocoa processing plant near Ibadan/Nigeria.

Candidates should have a detailed knowledge of processing cocoa into liquor, butter and cake, as well as experience of the relevant quality control systems necessary to meet stringent international specifications. The applicant should have worked already in Africa and must be able to speak English fluently.

The salary and conditions of service will commensurate with this responsible post and applications with *full career details* should be sent to

K.G. HOBUM Handels - und Beteiligungs
Gesellschaft AFRIKA mbH. & Co.
Seehafenstr. 2-6, D 2100 Hamburg 90, West-Germany.

SITA

SOCIETE INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS
AERONAUTIQUES
RESEAU MONDIAL DE TELECOMMUNICATIONS
recherche un

CONTROLEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER pour L'AFRIQUE

(BASE A PARIS)

Ce poste implique les domaines suivants :
— Budget
— Contrôle comptable
— Gestion du personnel .

Le candidat :35 ans environ, langues anglaise/française, expérience en Afrique souhaitée. Nombreux déplacements.

Envoyer CV détaillé et prétentions à : S.I.T.A.,
Direction du Personnel, 112, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

INGENIEURS SUPPORT INTERNATIONAL

Notre Société d'ingénierie informatique cherche à construire l'équipe **support international** *d'un produit sophistiqué de réseaux d'ordinateurs.*
Nous proposerons aux 10 collaborateurs retenus une **formation** *de 5 mois sur le terrain avant d'être responsables des implantations chez nos clients et à l'étranger (Brésil, Nouvelle Zélande...).*
Pour être des nôtres, il vous faut être • **ingénieur débutant** *(notion informatique souhaitée)* • *parler* **anglais** *(seconde langue étrangère appréciée)* • *accepter de nombreux déplacements à l'étranger pendant 2 ans* • *souhaiter évoluer vers le poste* **d'ingénieur logiciel**.

Envoyer CV + photo sous référence MDPS à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média system

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



SPIE BATIGNOLLES
Un chantier pluridisciplinaire à l'étranger est à votre mesure

dans ce cas Spie Batignolles, l'un des leaders dans les travaux publics et l'équipement électrique vous propose d'intégrer son département **entreprises générales industrielles** pour renforcer l'équipe des

Ingénieurs de travaux

qui réalise des complexes industriels au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud-Est.
Vous êtes ingénieur Supelec, ENSAM, INSA...
Vous avez une expérience de 5 à 10 ans en réalisations industrielles à l'étranger et une bonne pratique de l'anglais .

Vous souhaitez poursuivre quelques années votre activité à l'étranger en assurant vos capacités de manager avant d'évoluer vers d'autres responsabilités.

Envoyer votre CV, sous réf. 146, à la Division Spie, Direction du Personnel, 202 quai de Clichy, 92111 Clichy Cedex

média-system

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

TRES IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche

Assistante trilingue

pour le Directeur Industriel de ses filiales en RFA. Poste intéressant convenant à une personne **autonome**, *mobile. possédant impérativement les trois langues. c'est à dire Allemand. Anglais et Français. Nationalité indifférente.*

Rémunération motivante. Poste en RFA.

Ecrivez ou mieux téléphonez au 766.70.70 à Melle ABELA. réf. 1242

SVP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Logelbach 75017 Paris

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

IMPORTANTE SOCIETE
D'ENGINEERING
recherche

INGENIEUR ECONOMISTE

PONTS – CENTRALE - MINES ...
de bon niveau
Minimum 35 ans
pour une mission de 3 à 5 ans en
Afrique Francophone

INGENIEUR SPECIALISE EN TRAVAUX PORTUAIRES

PONTS - T.P. ...

pour une mission de supervision de chantier de 2 à 3 ans en Afrique Francophone

Adresser C.V., photo et prét. sous no 38596 à CONTESSE Publicité 20,av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

Battelle
Centres de recherche de Genève

désire engager pour son équipe **SYSTRID**

CHEFS DE PROJETS CFAO

Les candidats doivent pouvoir justifier d'une formation supérieure et d'une expérience professionnelle de plusieurs années en mécanique et en informatique.

LANGUES : français et anglais courants, allemand souhaité.

Les personnes intéressées sont priées de faire offre avec curriculum vitae, photographie et prétentions de salaire, au chef du personnel,
BATTELLE. 7. route de Drize,
CH-1227-CAROUGE-GENEVE.

IMPORTANTE ENTREPRISE CHIMIQUE
située en
BELGIQUE
DANS LE SUD LUXEMBOURG
recherche
pour son service
DÉVELOPPEMENT ET EXPLOITATION

JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

DOMINANTE GÉNIE CHIMIQUE

La technicité des installations et la contrainte du service continu exigent en plus des compétences techniques :
- grande disponibilité,
- sens de l'organisation,
- aptitude au commandement,
- capacité de travail en équipe,
- esprit de synthèse et de décision,
- fort potentiel d'évolution.

Une expérience industrielle de 3 à 5 ans ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise seraient très appréciées.

La fonction exige d'habiter dans la région ou d'être prêt à s'y installer.

Faire offre manuscrite avec C.V. à RÉGIE PRESSE, s/Nº T 034.064 M. 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

emplois régionaux

ALSTHOM ATLANTIQUE



APPAREILLAGE HAUTE TENSION

Le *groupe* Alsthom Atlantique représente 42000 personnes en France dans 43 établissements, a réalisé en 1981 *un chiffre d'affaires* de 16 milliards de Francs.

Propose en Région **RHONE - ALPES** pour *son Etablissement* de VILLEURBANNE d'intéressantes possibilités en électromécanique dans le développement de technologies de pointe à de

jeunes ingénieurs

Mines, ESE, CENTRALE, A et M, ION, IEG...

Trois filières sont actuellement ouvertes :
- ***Commercialisation*** :
  a) Agences Françaises
  b) Commerce international.
- ***Recherche appliquée.***
- ***Bureau d'études.***

Ces opportunités s'adressent à des **Ingénieurs Débutants** ou ayant une première expérience professionnelle. Une formation est prévue. Possibilités d'évolution dans le Groupe. Bonnes connaissances de la langue anglaise indispensables. Seconde langue appréciée pour les postes commerciaux.

Merci d'adresser votre candidature
sous référence 6450-M à
MAMREGIES
3 rue d'Hauteville - 75010 Paris
qui transmettra

LA BANQUE DE BRETAGNE (1200 personnes)
renforce son réseau (96 agences) et recrute plusieurs

SUP de CO ou EQUIVALENT
- débutants -

Les fonctions proposées devront leur permettre dans un premier temps d'acquérir sur le terrain une solide connaissance des produits et techniques bancaires. Les possibilités d'évolution, très ouvertes vers des postes à dominante opérationnelle, nécessitent une réelle mobilité sur la Bretagne ou Paris.
Merci d'adresser C.V. + lettre motivée + photo sous réf. 2065 M à Olivier PLESSE.

Conseil d'Entreprises
CEIP 35 28, rue de Brest
35000 RENNES

Postes basés en BRETAGNE

Réponse assurée.
Les premiers entretiens se dérouleront au siège de la Société.

média-system

INTER ELEC
Filiale du Groupe Matra
Spécialisée dans la conception et la fabrication de systèmes automatiques complexes (pilotes automatiques, robots, signalisation...) recherche un

INGENIEUR FIABILITE ET SECURITE
de Systèmes Numériques

Au sein d'une petite équipe et en parallèle avec le groupe étude, il participera à l'élaboration de concepts de sécurité et au contrôle de la réalisation du matériel et du logiciel.

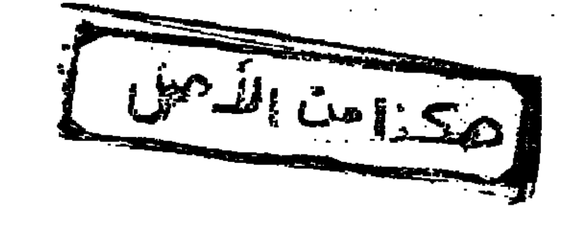
Ce poste s'adresse à un ingénieur d'étude ayant une première expérience industrielle dans le domaine de l'électronique ou de la micro informatique et souhaitant faire profiter de son expérience des équipes d'études travaillant sur des projets très diversifiés.

Ecrire avec CV détaillé et rémunération actuelle sous référence 200M à Catherine ROZES

plein emploi

10 rue du Mail 75002 PARIS







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DEVELOPPER NOS VENTES EN GRANDE BRETAGNE

En 2 ans, nous avons plus que triplé nos ventes en Grande Bretagne et entendons bien confirmer cette percée.

Pour cela, nous avons des atouts majeurs :
- une gamme de produits (grand public, non alimentaires) bien adaptés,
- des importateurs motivés,
- des premiers contacts prometteurs avec les grandes centrales.

Il nous faut maintenant *l'homme capable de développer notre pénétration sur ce marché et de coordonner l'ensemble de nos activités en Grande Bretagne.*

Rattaché au Directeur des Ventes Europe, il sera basé à notre siège français (ville universitaire située à 1 heure de Paris).
- Il travaillera d'abord son marché en y voyageant *une semaine sur deux,*
- *Rapidement, il sera amené à créer une filiale commerciale à Londres,* comme nous l'avons fait dans d'autres pays.

Notre Société internationale, filiale de l'un des premiers Groupes industriels français, offre de réelles perspectives de carrière.

média-system

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous réf. 11314 Z, un dossier complet de candidature, en précisant *leur rémunération actuelle* à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
LONDON PARIS LYON MILANO PERUGIA NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

Directeur industriel dans l'Ouest

Prendre en charge la direction - c'est-à-dire l'animation, la coordination - d'un ensemble industriel dont le patron est appelé à d'autres fonctions, voilà le challenge proposé. Ceci dans une région de France fort agréable, à mi-route entre l'Atlantique et la vallée de la Loire. Dans une société en développement dont la croissance *bénéficiaire est une satisfaction pour le puissant goupe* international qui la possède.

Ses productions : des biens d'équipement *de moyenne série dont la fabrication ne fait pas appel à une technicité* pointue mais exige une finition toujours plus grande. C'est dire que de nouveaux progrès sont constamment à faire tout comme les améliorations de productivité. Les différents services concernés en sont conscients et ne demandent qu'à être épaulés dans cette démarche. Leurs responsables sont compétents, fort attachés à leur entreprise et à son terroir. *Un véritable esprit d'équipe les anime.*

C'est à vous qu'incombera la responsabilité *de mener plus loin ces quelques six cents hommes et femmes.* Vous serez à l'aise dans cette tâche parce que vous avez déjà une large expérience de la production et de tout ce qui l'entoure : planning de mise en fabrication en liaison avec le commercial, approvisionnements, gestion de stocks,...

Sans doute votre formation est celle d'un ingénieur, mais cela n'est pas un absolu du moment que vous êtes un vrai patron. *Toutefois pour que vous puissiez faire carrière dans le groupe,* il est *préférable que, jeune encore, vous soyez* diplômé d'une grande école et pratiquiez l'anglais. Adressez un dossier, sous réf. 177 LM aux consultants du cabinet de recrutement CLEAS. Ils sont chargés de réunir et étudier les candidatures.

CLEAS
6 Place de la République Dominicaine 75017 PARIS.

Un ingénieur électronicien, pour concevoir nos moyens de test.



PICART LEBAS, *filiale du Groupe* **MATRA,** *numéro un français de l'intercommunication, souhaite confier l'étude et la conception* de nouveaux moyens de test à un jeune ingénieur électronicien.

Au sein du département méthodes, il **encadrera 5 techniciens.**

Cette équipe aura la responsabilité de la définition, du suivi de la fabrication et de la mise en place des **testeurs destinés au contrôle final des produits.**

Pour réussir dans cette fonction, une bonne connaissance de la logique programmable et la maîtrise de l'anglais sont nécessaires. L'aptitude à animer une équipe est indispensable.

Ce poste, à pourvoir dans notre Centre Industriel (2 unités de production), situé à **Chateaudun** (120 km Sud-Ouest de Paris), *vous intéresse.*

Adressez, sous réf. M/23, lettre *manuscrite, C.V., photo et prétentions* à **TPL - Service du Personnel** - B.P. 89 - 28200 CHATEAUDUN.

PICART LEBAS
MATERIELS TELEPHONIQUES ET TELEMATIQUES



MEDIA PA

Chef des Ventes France

MACHINISME AGRICOLE - Nous sommes la filiale française d'un groupe européen de machinisme agricole, en progression constante, fabriquant et commercialisant une large gamme de matériels destinés à l'agriculture (vibroculteurs, sous-soleurs, charrues, semoirs, distributeurs d'engrais, chargeurs frontaux...). Nous recherchons notre Chef des Ventes France.

Placé sous l'autorité du Directeur Commercial, il a pour mission essentielle l'animation et le soutien de notre équipe de vente : *9 inspecteurs de vente* couvrant l'ensemble du territoire national et en contact permanent avec un vaste réseau de concessionnaires fidèles à notre marque. Jeune et dynamique, doué d'une forte personnalité, il doit posséder *des qualités indiscutables de vendeur et de négociateur.* Une formation d'école supérieure de commerce et la connaissance de la langue anglaise seraient appréciées.

Cette activité comporte *de nombreux déplacements* en France. Voiture de fonction fournie par la société. La rémunération de départ sera liée à l'expérience du candidat. Poste basé à Orléans.

Adresser C.V. + photo + prétentions à la Direction Générale.

KONGSKILDE FRANCE S.A.
Av. Ampère, Z.I., B.P. 57.
45802 St-Jean-de-Braye. Tél. (38) 86.10.32.

Le Laboratoire de Recherches Balistiques et *Aérodynamiques de* **VERNON** (Eure) recherche

UN RESPONSABLE DE LA FONCTION APPROVISIONNEMENT

Ce poste est à pourvoir en région normande dans un cadre agréable (forêt de Vernon) à moins d'une heure de ***PARIS*** et ***ROUEN.***
Logement assuré.

Les candidats de nationalité française peuvent adresser C.V. photo et prétentions à L.R.B.A. Service du Personnel. BP 914 27207 VERNON Cedex

L.R.B.A

100 kms Nord de LYON

P.M.E., 140 personnes, intégrée dans un groupe anglo-saxon modifie sa structure et crée un service

Comptabilité, finances, contrôle de gestion

Le collaborateur (jeune de préférence) qui prendra *cette responsabilité devra maîtriser parfaitement* les techniques comptables et financières, assimiler rapidement les méthodes de reporting anglo-saxonnes et jouer un *rôle moteur dans la mise en place et* le fonctionnement du contrôle de gestion.

Intégré à l'équipe de direction de l'entreprise, il sera aussi un partenaire pour les services financiers du groupe.

Les candidatures seront étudiées avec la plus *grande* discrétion par Josette Vanden Borre.

média-system

v.d.b conseil
Chamandre - 01340 Foissiat.



Filiale du groupe européen, nous produisons et distribuons en France une large gamme de produits alimentaires (snacks-biscuits) avec un *CA de 650 MF.*

Notre directeur de production recherche pour NOYON (60) le

RESPONSABLE DU SERVICE ACHATS

Il négocie les achats des matières premières et gère *un* budget de l'ordre de 100 M.F. *en forte* progression.

En liaison avec la production et le marketing il utilise sa parfaite connaissance des fournisseurs et des marchés pour proposer des solutions *novatrices.*

Vous avez une formation technique ou commerciale et/ou E.S.A., une solide expérience de la négociation et de la gestion au sein d'un service achat de préférence dans l'Agro-Alimentaire, et vous voulez développer votre autonomie d'action.

La pratique de l'anglais et/ou de l'allemand est un atout supplémentaire.

Ecrire avec CV détaillé en précisant la rémunération actuelle sous réf. 189M à Denis *JOUSSET*

plein emploi
10 rue du Mail — 75002 PARIS



Nos usines en France (biscuits et snacks) ont bénéficié de l'expérience de notre groupe pour réaliser des lignes de conditionnement très modernes.
Nous recherchons pour notre unité de NOYON (60) un

INGENIEUR responsable du conditionnement

Rattaché au Directeur de l'usine, il aura l'entière responsabilité des ateliers de conditionnement (150 personnes, 8 lignes automatisées) et *il collaborera à la conception des programmes* d'investissement en liaison avec le service Travaux Neufs.

*Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur mécani-*cien (A & M, ICAM,...) ayant une expérience réussie d'encadrement dans un service d'empaquetage conditionnement.

Ecrire avec C.V. détaillé en précisant la rémunération actuelle sous référence 185M à Denis *JOUSSET.*

plein emploi
10 rue du Mail — 75002 PARIS



La recherche permanente d'une haute qualité a permis en neuf ans un très fort développement de notre production en France dans le secteur de la biscuiterie.

Pour poursuivre cet objectif, notre Directeur de Fabrication recherche pour NOYON (60), le

RESPONSABLE QUALITE

Il assure :
- le contrôle qualité des *matières premières* et des produits finis dans deux unités de production (Noyon et Nîmes) avec une equipe de sept personnes,
- la coordination de la *RECHERCHE* et du DEVELOPPEMENT,
- le *suivi* et la *mise en œuvre* des dispositions legislatives.

Ce poste conviendrait à un ingénieur Grandes Ecoles Agro-alimentaires, ayant une première expérience réussie du contrôle qualité et *souhaitant élargir son champ de responsabilités* dans une société sachant déléguer.

Pratique de l'allemand souhaitée.

Ecrire, avec C.V. détaillé, en precisant la rémunération actuelle sous réf. 192M à Denis JOUSSET

plein emploi
10 rue du Mail - 75002 PARIS



NORDON & Cie
9, avenue du XX° Corps
54 000 NANCY

Société de tuyauterie et chaudronnerie de 1.800 personnes
recherche

INGÉNIEUR CHEF DU SERVICE CHAUDRONNERIE

De formation technique supérieure, possédant une expérience de plusieurs années, acquise dans l'activité chaudronnerie.

Le candidat dépendra directement du Directeur du département équipement et, assisté d'une équipe, sera chargé d'intervenir pour tous les problèmes touchant au domaine de la chaudronnerie générale :
- ◇ la prospection et le suivi de la clientèle,
- ◇ l'élaboration des devis et études,
- ◇ *le suivi de la réalisation des commandes.*

La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est nécessaire.

Adresser curriculum vitae avec photo et prétentions à :

NORDON et Cie
B.P. 441 - 54001 NANCY cedex

EN PRECISANT BIEN LE POSTE CONCERNE.

HA 011141 — *Pub Moderne Nancy*

ORGANISME BANCAIRE, basé dans une ville importante **d'ALSACE,** recherche pour *faire face à son expansion un*

Cadre bancaire

doté d'une forte expérience **d'EXPLOITATION.**

Rattaché à la D.G., *il assure une fonction* d'encadrement d'un service d'une trentaine de personnes avec, bien entendu, plusieurs responsables.

Une base très polyvalente est indispensable pour satisfaire les trois pôles de la fonction : DEPOTS, CREDITS, SERVICES. Son activité s'oriente vers de gros volumes et il participe *au développement commercial.*

Ce poste concerne une personnalité ouverte aux techniques nouvelles bancaires, informatiques et d'automatisation.

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 35 ans au moins, justifiant d'une expérience d'au moins dix anx dans l'exploitation. Ses aptitudes de contact et son leadership en *feront un leader efficace. De solides perspec*tives d'évolution lui sont assurées.

Adressez votre C.V. détaillé + photo sous réf. N° 3766 M à notre conseil
40 rue du TIVOLI
67000 STRASBOURG

managing

MEDIA PA

SAFT Groupe CGE

DIVISION ENERGIE

Nous sommes le 1er Français dans le domaine de la conversion d'énergie de petite et moyenne puissance.

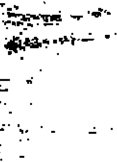
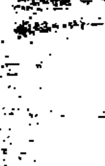
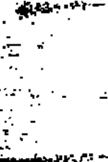
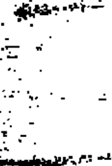
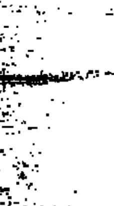
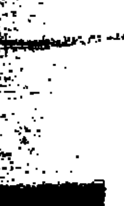
Nous recherchons
pour notre laboratoire d'électronique à TOURS, un

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Après formation, il aura au sein d'une équipe technique performante à concevoir ou à adapter des dispositifs de *conversion d'énergie (Convertisseurs, Alimentation, Redres*seurs, Onduleurs).

Ce premier poste doit lui donner la base indispensable à une evolution de carrière correspondant à ses aspirations au sein de notre Societé.

Adressez votre candidature sous reférence M.2.32
à SAFT, Direction des Ressources Humaines,
119, *rue du Président Wilson* 92300 LEVALLOIS.








REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FUTUR DIRECTEUR D'UNE IMPORTANTE UNITE DE PRODUCTION

Au premier plan dans notre profession, nous sommes une société française qui affirme avec succès ses ambitions et ses moyens à l'Exportation.

L'opportunité que nous proposons à un INGENIEUR A et M *(ou équivalent)*, c'est d'occuper à terme la fonction de Directeur de l'une de nos usines située «au vert», dans une ville agréable de LORRAINE. Cette unité importante (plusieurs centaines de personnes) - spécialisée dans la mécanique de précision en série - suppose de s'attacher le concours d'un bon professionnel de la production.

Familiarisé avec l'outil informatique et les méthodes évoluées de gestion de production, il doit se prévaloir d'une excellente expérience de responsable de fabrication et/ou méthodes dans une usine de bonne taille. Il est certain par ailleurs, que des qualités humaines et une aptitude à «réaliser» s'imposent.

La rémunération est largement ouverte et à la hauteur des responsabilités demandées.

Merci d'adresser dossier de candidature (c.v., photo et prétentions) à M. CATHALAN, 364, rue de Vaugirard 75015 Paris. Discrétion assurée.

IMPORTANT GROUPE IMPLANTÉ
A STRASBOURG
cherche

JEUNE COMPTABLE NIVEAU SUPÉRIEUR

Dynamique. Bonnes connaissances fiscales. Sens de l'organisation, devra s'intégrer dans une équipe de 4 à 5 personnes. Tenue de comptabilités de *plusieurs sociétés. Certificats supérieurs* D.E.C. *ou* D.E.C. *complet appréciés.*
Expérience souhaitée.

Réponse avec C.V. *détaillé et prétentions* au nº 8523, *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

Microélectronique à 90 kms au sud de paris, cherche Ingénieurs et Cadres performants

Unité à taille humaine (400 personnes) du groupe THOMSON-CSF, nous sommes le premier fabricant français de microélectronique en circuits-hybrides.

La poursuite de notre croissance, la conquête vigoureuse de nouveaux marchés nous conduisent à recruter pour notre activité de **PRODUCTION :**

INGENIEUR METHODES — Réf. M 1
Débutant, Electronicien ou Electromécanicien de préférence.

INGENIEUR CONTROLE — Réf. M 2
Débutant, pour contrôle d'entrée de composants électroniques.

INGENIEURS DE PRODUCTION — Réf. M 3
Plusieurs années d'expérience (si possible dans domaine similaire) pour postes à responsabilités.

INGENIEUR OU CADRE CONTROLE DE PRODUCTION — Réf. M 4
Quelques années d'expérience sont nécessaires.

INGENIEUR «ENGENEERING TEST» — Réf. M 5
Electronicien de formation : — il sera chargé de la coordination de l'utilisation de nos moyens automatiques (Teradyne, H.P., Genrad, L.T.X.,...) d'ajustage et de tests des circuits. — il participera au développement de notre FAO.
Plusieurs années d'expérience dans le test (numérique et analogique) sont indispensables.

THOMSON-CSF - DCH

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en rappelant la référence du poste choisi à :
THOMSON-CSF DCH - BP. 32 - 45390 PUISEAUX

Trésorier

vous verrez vos banquiers tous les jours

- Votre rôle sera d'assurer le refinancement de nos contrats (leasing et location) par "Blocs" d'environ 10 MF.
- La signature de notre maison mère est de premier ordre puisqu'il s'agit d'une des plus grandes banques américaines basées en Californie et très profitable.
- Vous avez trois à quatre ans d'expérience de financement ou de refinancement, acquise soit au sein d'un établissement financier, soit dans une industrie louant des équipements à forte valeur unitaire.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, veuillez envoyer votre C.V. sous réf. 145.18 à :

ONOMA Tour Crédit Lyonnais 69431 LYON Cedex 3

Une fonction complète à prendre en main :

informatique scientifique et technique

- Nous sommes la filiale d'un grand groupe industriel privé français et le poste se situe dans une de nos unités de production en Lorraine.
- Vous répondrez aux besoins en informatique des services techniques en détectant et analysant leurs besoins.
- Vous définirez les méthodes et les moyens les mieux adaptés.
- Vous créerez et animerez une petite équipe et gérerez les moyens matériels nécessaires.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, veuillez envoyer votre C.V. sous réf. 164.02 à :

ONOMA Tour Crédit Lyonnais 69431 LYON Cedex 3

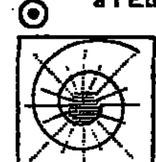
UNE COMPAGNIE PETROLIERE FRANCAISE
recherche pour renforcer l'encadrement du DEPARTEMENT ENTRETIEN d'une de ses plus importantes Raffineries de PROVINCE, un

ingénieur de maintenance

diplômé d'une grande école (X - Centrale - Mines - A & M - etc) et ayant une expérience d'au moins 3 ou 4 ans, de préférence dans un service entretien ou construction d'une grosse unité. Des connaissances en informatique seraient *très appréciées.*

Selon son expérience et ses compétences, il se verra confier des responsabilités (techniques, humaines et de gestion) au sein d'un service entretien général d'une des divisions ou dans un service central spécialisé. Il dirigera une équipe de techniciens très qualifiés.

D'importantes perspectives d'évolution sont offertes, soit au sein du département, soit ultérieurement en production, principalement en France mais aussi à l'Etranger.



Adresser curriculum vitae et photo sous référence M 211 (discrétion assurée) à Charles RAYNAUD
SOLARA *recrutement*
17, Quai de Grenelle 75015 PARIS.

coméli
La Compagnie du Métro de Lille
1er métro au monde entièrement automatisé
recherche un

INGENIEUR SECURITE

Ce poste difficile exige une formation technique très pointue d'ingénieur *en électronique et automatisme, consolidée par d'importantes connaissances* en réglementation et normes de sécurité.

Rattaché à la Direction Générale, il sera responsable au plus haut niveau de la sécurité du système (procédures et matériels), du personnel (maintenance et exploitation) et des voyageurs.

Ce poste offre, dans le cadre d'un contexte technologique de pointe, un travail passionnant hors des sentiers battus.

Envoyer lettre + C.V. à B. DELVALLEE qui étudiera confidentiellement votre candidature s/réf. 22.23.52 M

CREED 13 rue Faidherbe 59800 LILLE

Importante Société d'Équipements automobiles recherche
— B.T.S. ou D.U.T.
pour assurer la responsabilité *de la section* APPROVISIONNEMENT ET ACHAT.
Évolution de carrière cadre suivant résultats.
Ecr. s/nº 8.538, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CERAM Centre d'Enseignement et de Recherche Appliqués au Management

POUR FAIRE FACE AU DEVELOPPEMENT DE SES NOUVEAUX PROGRAMMES
LE CERAM RECRUTE DES

PROFESSEURS ET ASSISTANTS-PROFESSEURS EN MANAGEMENT, MARKETING ET FINANCE

Les candidats doivent faire la preuve :
- d'un potentiel élevé dans le domaine de la recherche appliquée, de l'enseignement et du conseil aux entreprises ;
- de fortes capacités d'autonomie, de dynamisme, d'initiative ;
- d'une aptitude au travail en équipe et à la gestion par projet ;

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Ecrire au CERAM - Sophia Antipolis - BP 20 - 06561 Valbonne Cedex
Le CERAM est un établissement du complexe scientifique de Valbonne-Sophia Antipolis.



PREMIER FABRICANT EUROPEEN DE MATERIAUX D'ETANCHEITE ET DE BARDEAUX DE COUVERTURE IMPLANTATION INTERNATIONALE.
recherche

INGENIEUR CHIMISTE

- **ADJOINT AU DIRECTEUR RECHERCHES ET METHODES** vous animez notre laboratoire de recherches situé dans l'une de nos unités de production (Pays de Loire).
- Chargé d'un certain nombre d'études à caractère scientifique marqué vous assurez également le soutien technique à la commercialisation au sein des instances professionnelles et auprès de la clientèle sur le terrain.
- de formation ECOLE NATIONALE SUPERIEURE CHIMIE DE PARIS, INSTITUT GENIE CHIMIQUE TOULOUSE, ou équivalent, vous possédez si possible une expérience Recherche-Développement acquise dans la grande industrie chimique. Véritable animateur vous êtes ouvert aux relations industrielles. Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à R. Terrade SIPLAST S.A. *12, rue Cabanis 75680 Paris Cedex 14.*
Discrétion assurée.

Jeune ingénieur développement

Les produits que nous concevons, fabriquons et distribuons sont essentiellement du **matériel médical**, à usage unique, à base de matières plastiques.

En fonction des progrès de la médecine, des législations et de la plasturgie, nous concevons de nouveaux produits et développons ceux existants dans nos usines **(FRANCE et EUROPE).**

Le poste, de type fonctionnel, situé à l'intersection de nos départements Technique et Marketing, comporte une double mission. Technique d'abord, puisqu'il s'agira de proposer des solutions d'amélioration de nos prix de revient et de la qualité, comme de participer à la création de nouveaux produits au plan technique. Marketing ensuite par un dialogue constant avec les chefs de produit, la force de vente, les clients, l'objectif étant une meilleure adéquation du produit fabriqué au marketing.

A un **jeune ingénieur (CHIMISTE ou MECANICIEN) de formation supérieure**, pouvant justifier d'une première expérience industrielle et connaissant l'Anglais, nous proposons ce poste à la fois très ouvert et valorisant pour la suite de sa carrière : responsabilité de **PRODUCTION ou MARKETING** au sein de notre Groupe.

Le poste est basé dans une ville universitaire du **Sud-Ouest** et comporte de fréquents déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions, sous la Réf. 2484, à **OCS** notre Conseil qui vous garantit la confidentialité de votre candidature.

OCS *Conseil en recrutement*
1, rue Guillaume Brochon
B.P. 37 - 33024 BORDEAUX CEDEX

MEDIA PA

Société de robinetterie industrielle très connue sur le marché français et à l'étranger recherche pour sa nouvelle Division Robinetterie nucléaire

Un ingénieur calcul

Il sera chargé d'établir et vérifier toutes les notes de calcul, de consigner les spécifications d'approvisionnement, de contrôler les plans.
Une solide connaissance des normes et des codes français et anglo-saxons est indispensable pour ce poste, acquise dans le domaine de l'ingénierie, et si possible dans le domaine nucléaire. Connaissance de l'anglais indispensable.
Il participera, avec l'équipe du bureau d'études et celle de la production, au développement de ce nouveau département.

L'usine est implantée en Seine-Maritime au bord de la mer.

Veuillez écrire, sous réf. 3228 M à :

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

Importante Société région Rhône-Alpes
recherche

RESPONSABLE SYSTÈME INFORMATIQUE

Notre informatique : IBM 4341, important réseau de télétraitement.

Votre mission :
- diriger l'équipe système au sein du service informatique,
- assurer le fonctionnement des différents logiciels d'exploitation,
- développer des outils susceptibles d'optimiser les performances,
- apporter un support technique à l'équipe de développement et à l'exploitation.

Votre profil :
- formation supérieure,
- plusieurs années d'expérience dans une fonction d'ingénieur système,
- connaissance des systèmes IBM : VM, DOS/VSE, CICS, DLI,
- anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. L1358 à Média System, 93, rue Édouard-Herriot, 69002 LYON, qui transmettra.

média system

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Analyste crédit — Lille

Notre client est un organisme financier implanté nationalement, filiale d'un très important groupe financier. Connaissant actuellement une forte expansion, il recherche pour son siège de Lille, dans le cadre du développement de l'activité financement des entreprises, un analyste crédit. Le titulaire du poste sera chargé, au sein du service étude et contrôle des risques, de l'étude des demandes de crédit émanant des entreprises, de l'évaluation des risques. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure à dominante économique et comptable ayant acquis une expérience de la fonction dans une banque ou dans un établissement financier. La rémunération annuelle de départ tiendra compte des compétences du candidat. Ce poste peut ouvrir de réelles perspectives d'avenir à un candidat de valeur. Ecrire à M. OLARI. Réf. A/4591M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

DIRECTEUR DU PERSONNEL

200.000 F — PROVINCE OUEST

Une Société française spécialisée dans la fabrication de matériels de pointe, recherche pour son usine de 600 personnes un DIRECTEUR DU PERSONNEL.

Sous l'autorité du Directeur de l'établissement, il se verra confier la gestion du personnel ainsi que les relations sociales de l'usine. Il sera chargé de définir et de coordonner la politique de Relations Humaines, en liaison avec la Direction Générale de l'Entreprise, située à Paris.

Le candidat retenu, âgé au moins de 35 ans, possédera une expérience professionnelle acquise au sein d'une société industrielle de taille moyenne et aura participé à des négociations avec les partenaires sociaux.

Envoyer lettre manuscrite et C.V., sous la référence 9916 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OUI TRANS.

DRESSER (FRANCE) S.A. — DRESSER

INGENIEUR D'ETUDES COMPRESSEURS CENTRIFUGES

DRESSER-FRANCE est une des filiales de la Société DRESSER INDUSTRIES Inc. qui se caractérise par ses produits de haute technicité pour l'industrie énergétique.

DRESSER FRANCE au Havre fabrique des compresseurs centrifuges, des pompes et de l'équipement de forage.

Nous recherchons un candidat ingénieur mécanicien débutant ou ayant quelques années d'expérience en machines tournantes avec une formation orientée vers la mécanique et la thermodynamique. Une bonne connaissance de la langue anglaise est souhaitable (perfectionnement assuré par l'Entreprise si nécessaire).

Dans cette fonction d'ingénieur d'études, vous travaillerez au sein d'un groupe d'ingénieurs et de techniciens en liaison avec les ingénieurs d'affaires, le bureau d'études, les services contrôle qualité et essais. Après une période de formation interne, votre tâche consistera à étudier et résoudre les problèmes qui se posent sur les compresseurs centrifuges aux différents stades de l'étude de la fabrication et de la mise en route.

Formation souhaitée : ENSI, IDN, CENTRALE LYONNAISE ou équivalent.

Salaire compétitif - Perspectives d'avenir excellentes.

Lieu de travail : HAUTE NORMANDIE.

Si le poste vous intéresse, envoyer C.V. à DRESSER FRANCE S.A.
SILIC L 192 - 5, rue d'Antony - 94563 RUNGIS Cedex
à l'attention de Monsieur CARDEILLAC.

IMPORTANTE SOCIETE NATIONALE, PLUSIEURS ETABLISSEMENTS EN FRANCE ET AFRIQUE
recherche
pour son Siège Social implanté dans importante ville Ouest

INGENIEUR SERVICES GENERAUX ET ENVIRONNEMENT

Rattaché au Responsable Etudes et Travaux Neufs, il prendra en charge les projets relatifs aux bâtiments, énergie et environnement pour l'ensemble des usines.

L'ingénieur recherché possède une solide expérience en charpentes métalliques, électricité, fluides, traitement des eaux et pollution.

Déplacements fréquents.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à No 38149, CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



"DIRECTION ET DÉVELOPPEMENT"
d'une structure régionale
Marseille

Notre Société filiale d'un important groupe français (agro-alimentaire) offre des produits/services aux entreprises, administrations et autres collectivités.

Directement rattaché à la D.G. votre **MISSION** sera principalement axée sur le **DÉVELOPPEMENT** par la négociation de nouveaux contrats de gestion, et ce dans le cadre de la responsabilité de votre région Alpes-Provence-Côte-d'Azur.

Notre recherche porte sur des candidats âgés de - de 30 ans, de formation supérieure, justifiant d'une expérience réussie dans le **SECTEUR TERTIAIRE.**

Une rémunération fixe et motivante vous est proposée ainsi qu'une voiture de fonction.

Vous serez reçu à Paris ou à Marseille. Merci d'adresser rapidement votre dossier avec photo en précisant la référence DRM 06/82 pour un premier contact.

NORAY CONSULTANTS
28, rue de l'Echiquier 75010 Paris - T 246 12 28
Réponse et discrétion garanties
Membre de la CSNCR

bleu

SAVAM

Premier spécialiste français en transports volumineux, 550 véhicules, CA 200 MF recherche pour son siège à SOISSONS, un

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Il sera notamment chargé
- de diriger et d'animer le service exploitation (20 personnes),
- de gérer l'ensemble du parc au niveau de la production, de la tarification, des études statistiques.

En contact avec la clientèle, il sera l'interlocuteur sur un plan technique de la direction commerciale.

Ce poste conviendrait à un candidat rompu aux négociations commerciales, possédant une expérience réussie de la gestion et de l'animation d'une équipe dans un contexte technique (planning, expéditions, S.A.V....).

Une expérience dans le domaine du transport serait naturellement appréciée.

Si cette proposition vous intéresse, écrivez sous référence 194M en précisant votre salaire actuel à Bernard CLEMENT.

plein emploi
10 rue du Mail – 75002 PARIS

chef du service technique
(AMIENS)

Importante Société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits destinés à l'industrie, recherche pour son usine d'AMIENS un Ingénieur Grande Ecole (formation mécanique) âgé de 31 ans environ dont les missions consisteront :

- au niveau USINE : à préparer les plans d'investissement, à améliorer la productivité, à contrôler la rentabilité des investissements et à prendre en compte les essais technologiques.
- au niveau SOCIETE : à assurer la liaison Maison-Mère et filiales pour tous les problèmes concernant les équipements, les méthodes, les procédés et à étudier les problèmes de rationalisation des productions de l'ensemble des usines du Groupe.

Pour ce poste, la connaissance de l'anglais est impérative. Une formation économique complémentaire serait appréciée.

Adresser C.V., photo et salaire actuel, sous ref. 41.08/TG/463 à ADEQUATION, 62/64, avenue Emile Zola - 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT





recherche pour SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

CHEF COMPTABLE

- Responsable d'un service de 4 Personnes.
- Chargé des tâches liées à la comptabilité générale déclarations fiscales, trésorerie.
- Établissement du bilan.
- Connaissances informatiques.

Le candidat possédera une formation du niv. DECS et une expérience globale de la fonction comptable, acquise au sein d'une P.M.E. (50/100 personnes).

Adr. C.V. détaillé + lettre manuscrite + prétentions à M. LAGARDE, A.N.P.E. LE HAVRE, 144, bd de Strasbourg, B.P. 8, 76600 LE HAVRE.

Adjoint au responsable de production

Nous sommes spécialisés en conception et fabrication d'équipements de haute technicité pour la mesure et la régulation de l'énergie.
Ce poste, basé à Châteauroux, s'adresse à un :

Jeune ingénieur mécanicien
débutant ou presque

Directement associé à toutes les responsabilités de production en fonderie sous pression d'aluminium, il se verra également confier diverses missions plus spécifiques telles que promotion de nouvelles techniques, organisation, amélioration de la fiabilité des procédures de fabrication.
Une très bonne aptitude au commandement, de l'imagination et le goût de l'efficacité permettront à un candidat de valeur d'évoluer vers de plus larges responsabilités au sein d'un groupe international de premier plan.

Adresser dossier de candidature complet, sous la référence S 142 à Thierry JOLIVET, FLONIC SCHLUMBERGER
12 place des Etats Unis 92541 Montrouge Cedex

média-system

FLONIC
Schlumberger

Nous faisons plus de 25 % de notre CA à l'Export
Nous voulons dépasser très vite 30 %
Nous recherchons

CHEF DE SERVICE Administration Export

Sous l'autorité du Directeur Marketing Export, il sera chargé de tous les problèmes de transports, douanes, transit, assurances, contrôles des paiements, suivi de la réalisation des commandes, . . .



Si vous avez une formation supérieure
Si vous êtes bilingue français - anglais et plus
Si vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans un poste identique
Adresser CV, photo et prétentions à
SEB - Direction du Personnel - 21260 SELONGEY

COFAP

Responsable informatique

Agé d'au minimum 30 ans votre expérience vous a permis d'assumer les fonctions d'analyste ou de chef de Projets.

Familiarisé avec l'environnement IBM et la gestion des Entreprises, vous avez *aujourd'hui le souci d'exercer la responsabilité globale d'un service informatique.* L'extension de nos activités dans le cadre d'un regroupement portant nos effectifs à plus de 400 personnes nécessite un développement important de nos systèmes d'information. A la tête de notre équipe informatique et autour d'un IBM/34, vous aurez pour mission de revoir les applications existantes et d'en *développer de nouvelles dans tous les domaines de la gestion d'une Entreprise.*

L'aptitude au management, le souci d'apporter le meilleur service possible aux utilisateurs et la connaissance de l'Anglais sont indispensables.

La réussite dans le poste est susceptible d'ouvrir de larges perspectives d'avenir au sein de notre groupe. Le poste se situe en Province (100 km de Paris).

Notre Conseil traitera de façon confidentielle vos dossiers de candidature (lettre + C.V. + prétentions) que vous lui ferez parvenir sous référence 642/LM.

MEDIA PA



ROQUEFORT



Adjoint de fabrication

Notre Directeur de Production (lait) et de Fabrication (fromages) veut s'adjoindre un collaborateur expérimenté, capable de participer à la définition et à la mise en œuvre de notre Politique. Il lui confiera la surveillance et l'animation des fabrications dans les différentes unités géographiquement dispersées. *prévoir et organiser le démarrage comme l'arrêt* des fabrications, assurer la maintenance des installations, prendre en charge la mise en route d'unités nouvelles est un travail de spécialiste. Même si chaque unité dispose de sa *propre structure, ses responsabilités s'étendront* aux prévisions de production, à la planification des fabrications, aux investissements concernant de nouveaux produits.

Le candidat recherché est donc un professionnel de l'Industrie laitière (Ecole Supérieure de NANCY, ou Ecoles Nationales de Laiterie -BTS ou - Formation Ingénierie Agro-Alimentaire). Il aura acquis par ses stages comme par une expérience minimum de cinq *années des fabrications issues du lait, des compétences variées qui lui permettront* de tenir avec efficacité ces responsabilités. Ce poste de bon niveau est basé bien sûr à Roquefort sur Soulzon (100 km au nord de Montpellier).

Les consultations auront lieu à Paris aussi bien qu'à Bordeaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous la Ref. 2480/LM - à **OCS** notre conseil.

MEDIA PA



Conseil en recrutement
1, rue Guillaume Brochon
B.P. 37 - 33024 BORDEAUX CEDEX

INGENIEUR STATISTICIEN



LE GROUPE D'ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE 1000 agences - 1500 salariés,

recherche, pour son siège social à CHARTRES, jeune diplômé I.S.F.A. - I.S.U.P. - D.E.A. STATISTIQUE
pour assister le responsable des résultats IARD et des études statistiques.
Une connaissance de l'Assurance serait appréciée.
Envoyer C.V., photo et prétentions à G.A.M.F.
Direction du Personnel - 7, av. Marcel Proust 28032 Chartres

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

emplois régionaux

Le Groupe d'Assurances Mutuelles de France à CHARTRES, recherche



X - E.C.P. - H.E.C. - E.S.S.E.C. - SUP. de CO. PARIS

ou formation universitaire de haut niveau complétée par un Institut Supérieur de Gestion

débutants

Pour renforcer son potentiel humain dans tous ses domaines d'intervention.
La préférence sera donnée aux qualités humaines, aux facultés d'intégration et au sens de l'engagement professionnel.
Au terme d'une période d'insertion progressive dans des structures de notre Groupe, les candidats retenus se verront confier des responsabilités concrètes conformes à leurs aspirations et à leurs possibilités.
Notre Groupe offre de réelles perspectives d'évolution pour des candidats de valeur.
Adresser CV, photo et prétentions à G.A.M.F. Direction des Relations Sociales 7, Av. Marcel Proust 28032 CHARTRES

Banque Populaire Provençale & Corse

recherche pour son agence de BASTIA

UN CHARGE DE CREDITS

Collaborateur direct du Responsable de l'agence, votre fonction comportera deux aspects essentiels : FINANCIER ET COMMERCIAL.

En effet, nous vous confierons d'une part un portefeuille de clients (commerçants et artisans) que vous serez chargé de gérer et de développer.
D'autre part vous assurerez, pour l'ensemble des clients de l'agence, le montage et le suivi des prêts immobiliers, artisanaux et professionnels.

Ce poste requiert une expérience confirmée soit dans une fonction similaire, soit comme responsable d'une petite agence ou bien de rédacteur dans un service de siège.

CLASSIFICATION GRADE

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions au Service du Personnel
16 rue Léon Paulet 13008 MARSEILLE



ANNECY (Haute-Savoie)
La Société Nouvelle de Roulements
Mécanique de Précision
4.200 personnes 4 usines
Filiale Régie Renault

1/3 de son CA à l'exportation,
recherche pour son service des ventes internationales, en plein développement

RESPONSABLE DE ZONE

ventes export

Pour une zone géographique donnée, il aura la responsabilité d'un budget et devra être capable en clientèle de réaliser ses objectifs de CA annuel tout en créant un réseau commercial solide.

- Minimum 30 ans
- Formation Grandes Ecoles Commerciales
- Expérience de vente indispensable, de préférence dans l'industrie
- Anglais parlé obligatoire. Une deuxième langue souhaitée (allemand ou espagnol)

Le poste est basé à Annecy et suppose des déplacements fréquents à l'étranger.
Intéressantes possibilités d'évolution dans le groupe pour qui fera ses preuves dans la fonction.
Réponse souhaitée avant le 24 juin 1982.

Ecrire avec CV détaillé et photo à
SNR Service Emploi, réf. RZ.
1, rue des Usines, BP 17, 74010 ANNECY Cédex



responsable filiales distribution

NORD

Un important groupe Agro-alimentaire du *Nord de la France crée le poste de RES*PONSABLE des filiales de Distribution (7 sociétés - 300 personnes).

En liaison avec la Direction Générale du Groupe, il aura la pleine responsabilité du développement, de l'organisation et de la gestion de l'ensemble des Sociétés filiales.

Ce poste passionnant et difficile sera confié à une personnalité jeune (35ans minimum), pragmatique, associant les compétences du commercial, de l'organisateur et du gestionnaire, dotée d'un sens aigu de l'efficacité et de la rentabilité.

La formation, l'expérience, et plus encore la personnalité désigneront le candidat.

Adresser au **Cabinet R.C.C.** qui garantit la discrétion de la recherche, lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la réf. 230-M

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AV DU COQ - 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

de sportswear homme
région Rhône-Alpes
recherche un

COLLABORATEUR

pour lancement nouvelle marque, plus spécialement réservée au sportswear femme.
Le candidat aura la responsabilité de l'animation du réseau de vente sur le terrain.
Expérience de la branche indispensable.
Situation d'avenir.
Rémunération : fixe + intéressement sur chiffre d'affaires.
Avantages divers.
Libre rapidement.
Téléph. : 16 (74) 65-56-25.

L'HOPITAL DE CARVIN
recherche

1 MÉDECIN ANESTHÉSISTE

pour la période du 30 juillet au 30 août 82
Logement assuré de l'établ.
Adresser les candidatures à :
Mme le Directeur
de l'hôpital de Carvin,
76, rue de Lille, 62200 CARVIN.

Dans le cadre
du développement de sa branche
CLÉS EN MAIN
dans le secteur
AGRO-ALIMENTAIRE

SEITHA

recherche pour son siège social à
LYON-VILLEURBANNE

Ingénieur agronome

Il assistera dans ses domaines de connaissances l'équipe de conception de grands projets à l'exportation, et devra assurer la tenue à jour de l'information, en particulier dans le domaine de l'élevage bovin.

Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.
La pratique de l'anglais est nécessaire.

Écrire à CABINET GATIER, Réf. 407,
32, rue Barrême, 69006 Lyon.

média-system

Cabinet Gatier

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
BRETAGNE

Concevant et fabriquant des matériels très élaborés à base de chaudronnerie Inox, cette PME implantée dans la région rennaise a acquis une excellente image de marque grâce à l'avance technique et la qualité de ses produits. Elle compte parmi ses clients les grands noms de l'industrie agro-alimentaire, de la chimie et du nucléaire.
Son créateur, qui assume toutes les responsabilités de l'entreprise, veut confier la fonction commerciale à un cadre technico-commercial qui devra développer les ventes en utilisant les potentialités actuellement inexploitées.
Formation ESC, ingénieur mécanicien ou ENSIA.
Expérience de la vente de biens d'équipement techniques, de préférence en milieu agro-alimentaire. Anglais courant.

Adresser CV détaillé s/réf. 222/20M à

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

LES HOSPICES CIVILS DE LYON
recherchent
pour leur Département Informatique

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

2 ans d'expérience souhaités
mini et micro-informatique.

Adresser lettre manuscrite (en précisant rémunération) curriculum vitae et photo.

HOSPICES CIVILS DE LYON
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE,
61, boulevard Pinel, Boîte Postale 40,
69671 BRON CEDEX.

CELAR BRUZ (près RENNES)
recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Diplômés Centrale Supelec, INSA, maîtrise informatique.
Même débutants.
Chargés d'effectuer des études dans les domaines du génie logiciel et de la télé-informatique.
Fréquents déplacements dans la région parisienne.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions au : CELAR,
Centre électronique de l'armement, 35170 BRUZ.

Ingénieur de formation
A.E.M., Centrale, Mines
pour encadrer le Service
GESTION-ORGANISATION
préparer et participer
à l'intégration
de notre système informatique
dans le système groupe.
Évolution de carrière vers poste
OPÉRATIONNEL
ou FONCTIONNEL
suivant résultats.
Ecr. s/nº 8.540, *le Monde* Pub.,
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Recherche
Animateur Socio-Culturel
pour F.J.E.P.
Saint-Jean-de-Maurienne
Envoyer candidature et C.V. à
F.O.L.
20, avenue de Mérande
73000 CHAMBÉRY.

Laboratoire en recherches en neurophysiologie INSERM à LYON recrute

JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Débutant ou possédant quelques années d'expérience, pour conception et mise au point de systèmes temps réel sur minicalculateurs et microprocesseurs et de leurs interfaces.
Adres. C.V. s/nº 228.236 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Recherche pour BRETAGNE Sud ETUDIANTE anglaise AU PAIR juillet-août. Ecr. sous réf. 2202, 72, bd de Sébastopol, 75003 PARIS.

Importante Société
d'Équipements Automobiles
recherche
— B.T.S. FABRICATION.
Pour un poste de Technicien
d'atelier sur chaîne
automatique.
Évolution de carrière
vers poste maîtrise.
Ecr. s/nº 8.538, *le Monde* Pub.,
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur de formation
A.E.M., Centrale, Mines
pour encadrer le Service
GESTION-ORGANISATION
préparer et participer
à l'intégration
de notre système informatique
dans le système groupe.
Évolution de carrière vers poste
OPÉRATIONNEL
ou FONCTIONNEL
suivant résultats.
Ecr. s/nº 8.540, *le Monde* Pub.,
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Recrute, 1er septembre :
Animat. mi-temps lecture,
Animat. mi-temps cinéma.
Écrire : F.O.L.
38, rue N.-Chorier,
38000 Grenoble.

Ch. DR. 3e CYCLE BIOCH., connaissant protéines pour poste Assistant H.U. URGENT.
S'adresser : Pr DROSDOWSKY,
CHU CAEN.
Tél. : (31) 94-81-12, P. 42-98.

MAYENNE

L'Office municipal social et culturel de Mayenne recrute :
UN(E) ANIMATEUR(TRICE)
Responsable
du foyer de Mayenne.
Expérience souhaitée
et niveau DEFA.
Adresser C.V. + photo
pour le 30 juin 1982
à M. le Président de l'Office municipal social et culturel,
B.P. 138, 53100 MAYENNE.

Société 300 millions
chiffre d'affaires
ayant activité dans matériel
de mine, recherche :

JEUNE INGÉNIEUR

pour poste technique et commercial, expér. quelques années dans secteur minier souhaitable.
Écrire : JD/447, HAVAS,
B.P. 907, 76023 Rouen Cedex.

LA DIVISION
CLIMATOLOGIQUE
DU C.S.T.B. - NANTES
cherche

UN INGÉNIEUR OU UN DOCTEUR

Formation mécanique et énergétique pour études et recherches en environnement et énergies nouvelles.
Pratique de l'informatique.
Anglais indispensable.
Goût *pour* l'expérimentation.
Plusieurs années expér. en laboratoire vivement souhaitées.

Adresser C.V. à :
Philippe DUCHENE-MARULLAZ,
C.S.T.B. NANTES,
11, rue Henri-Picherit
44300 NANTES.

Pour ville universitaire
LORRAINE
recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

pour animation et suivi
d'opérations publiques.
Quelques années d'expér.
en quartier ancien
et communication.
Ecrire sous le nº T 034087 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Importante Société
Pétrochimie
recherche

POUR HAUTE-NORMANDIE

JEUNES INGÉNIEURS

- Formation CHIMIE, génie chimique.
- Anglais écrit et parlé courant.
- Après un début de carrière en fabrication, les candidats retenus pourront évoluer vers d'autres fonctions.

Adresser C.V., photo et prétentions sous le nº 034094 M,
RÉGIE-PRESSE
85bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT
CENTRE D'ETUDES
TECHNIQUES AGRICOLES
DU NORD DE LA FRANCE
RECHERCHE INGÉNIEUR
AGRO OU AGRI
Le candidat aura:
- Une expérience de 2 à 4 ans ;
- Une bonne connaissance des grandes cultures (blé, B.S., p. de t., légumes...) ;
- Une solide formation de gestionnaire (informatique compris) ;
- Une bonne aisance dans les relations humaines.

Ordre de grandeur de rémunération *annuelle : 150.000 F,*
+ avantages.
Envoyer C.V. manuscrit au journal qui transmettra.
Ecr. s/nº 8.554 le Monde Pub.,
service ANNONCES CLASSÉES,
5, *rue des Italiens*, 75009 Paris.

DANS LE CADRE DU PLAN
GOUVERNEMENTAL
DE RELANCE DU
THERMALISME FRANÇAIS
sont créés de nouveaux emplois à haut niveau
de responsabilités

ANIMATEURS THERMAUX

AGENTS
DE DÉVELOPPEMENT
DE STATIONS THERMALES

L'INFAC

recrute des candidats ayant une bonne expérience d'animation et de gestion sociales, en vue d'une formation professionnelle rémunérée de 2 ans.
Rentrée début OCT. 82, H./F.
27 ans mini., expérience bénévole ou professionnelle d'animation *minimum* 7 ans.
Demander informations et dossier de candid. s/ référence,
2607 M à PSYCHOREC
INFAC, 88, r. François-Rolland,
94130 Nogent-sur-Marne.

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DYNAMIQUE
COMMERCIALISANT UN PRODUIT DE POINTE DANS LA
GESTION DU PERSONNEL
recherche

JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

- Formation complémentaire à la gestion appréciée.
- Profil technico-commercial (études, réalisations, mise en place, suivi).
- Intéressé par une activité largement autonome, bien rémunérée, présentant des possibilités de développement personnel.

Lieu de travail à PARIS + déplacements.

URGENT transmettre C.V. + photo à RÉGIE-PRESSE,
sous le nº T 034.112 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

PHILIPS

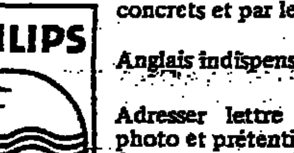
recherche

jeunes ingénieurs

Formation Ingénieurs Electroniciens
ISEN - ISEP - ISEO - INSA - ARTS & METIERS

Expérience environ 3 ans dans la conduite de projets audio/vidéo/télécommunications.

Hommes de terrain intéressés par des problèmes techniques concrets et par les contacts humains.



Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à PHILIPS
Département du Personnel
50, avenue Montaigne
75008 PARIS, sous réf. 528.

BUITONI FRANCE
800 MF de C.A. - 1100 personnes - 5 usines
intégré au groupe international
Industries BUITONI PERUGINA (I.B.P.)
recherche

1 CHEF DE PRODUITS

Pour lui confier la responsabilité d'une grande ligne de produits au sein de notre division «Produits Grand Public».

C'est un professionnel averti d'une trentaine d'années, ayant une bonne expérience des produits de grande consommation et doté d'une solide formation commerciale supérieure.

Ce poste évolutif est basé au siège social de Saint-Maur dans un cadre moderne et agréable à proximité du RER.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo récente et prétentions
BUITONI FRANCE Direction des Ressources Humaines
76, rue Garibaldi 94100 SAINT MAUR

---

ingénieurs qualité

AM, ENSI, INSA...

Importante société d'ingénierie (5000 personnes - *La Défense*), *nous concevons et réalisons des ensembles* industriels dans le domaine électronucléaire; ces installations doivent répondre à des critères permettant de garantir la qualité, tant au niveau conception, fabrication que réalisation sur chantier.
Pour ce faire, nous confions à des ingénieurs les missions suivantes :
- définition de procédures;
- audit des usines ou de la sous-traitance;
- surveillance de la fabrication ou du montage;
- *étude et traitement d'anomalies.*

L'affectation à l'une de ces missions dépend de l'expérience des candidats qui auront évolué en Bureau d'Etudes, production ou chantier.

Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 3113 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS

Message à un CHEF DES VENTES

Vous souhaitez entrer dans une société performante distribuant sur le marché français des marques connues de matériel électronique allant des composants aux périphériques haut de gamme. Notre département

instrumentation mesure

est notre dernier né. Après une phase initiale de lancement, il cherche son responsable qui saura le porter à son meilleur niveau de performance, en animant une équipe constituée pour l'instant de 2 ingénieurs commerciaux à Paris et 6 en province, en mettant en place un réseau national de distribution, en recherchant sur les marchés étrangers des compléments de gamme.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes un professionnel de la vente d'instrumentation et d'appareils de mesure, mais surtout si vous avez fait la preuve de votre efficacité et de vos talents d'animateur et de gestionnaire, et si vous parlez anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/141/B à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Nous sommes un **GROUPE FRANÇAIS ALIMENTAIRE, 1er SUR LE MARCHE EUROPEEN (35 établissements).**

Nous créons au niveau **holding** une structure légère chargée d'assurer et de coordonner la politique du personnel et le développement social.

Nous voulons que notre considération pour les hommes de l'entreprise se traduise dans les faits et nous recherchons un

Adjoint au Directeur du développement social

Ce poste est orienté à la fois vers :
- **LES ÉTUDES** : législation sociale et droit du travail, audit social des filiales françaises et étrangères...
- **LES RELATIONS** : conseil et assistance à la hiérarchie, liaisons, rencontres avec les principaux cadres européens...
- **LES RÉALISATIONS** : conception et mise en place de systèmes et moyens de gestion (banque de données, tableaux de bord, appréciation du potentiel, innovation...).

Nous recherchons un bon professionnel de la fonction Personnel aimant travailler en équipe. Sa compétence est fondée sur 5 ans au moins d'expérience industrielle et une formation supérieure. Le lieu de travail principal est en proche banlieue de Paris mais des déplacements sont à prévoir. Anglais et/ou allemand nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous la réf. B 97/LM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants
67, avenue de Suffren 75007 PARIS

MEDIA PA

PHILIPS

recherche pour
assister sur le plan technique,
LE CHEF DE PRODUITS «AUTO RADIO», un

jeune ingénieur assistant chef de produits

ayant le goût des contacts humains.
Anglais indispensable
Poste à PARIS comportant quelques déplacements.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous no 529 au Département du Personnel
50, avenue Montaigne 75008 PARIS.

THOMSON VIDEO

DANS LE CADRE DE L'EXPANSION
DE SON DEPARTEMENT VIDEO
INSTITUTIONNELLE, recherche

CADRE COMMERCIAL RESPONSABLE DES MARCHES INSTITUTIONNELS

De formation supérieure le(la) candidat(e) prendra en charge la négociation des contrats avec les grandes entreprises et les administrations impliquant des contacts de tous niveaux y compris les plus élevés.

Une grande autonomie, une personnalité développée et de l'ambition lui permettront d'évoluer au sein de notre groupe.

De solides connaissances en anglais seront appréciées.

Le poste est à pourvoir dans les plus brefs délais.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec photo à S. BOCH
SORM - 67, Quai Paul Doumer - 92400 COURBEVOIE.

à la SEP la réussite c'est une vocation

Maître d'œuvre de la propulsion du programme Ariane, la SEP a acquis également une compétence mondialement reconnue en station d'acquisition et de traitement d'images : domaine d'activité appelé à un grand développement dans les prochaines années.

INGÉNIEURS DIPLÔMÉS GRANDE ÉCOLE

La SEP vous propose de participer à son expansion en conduisant une carrière évolutive et attractive au sein de son département espace, à PARIS ou VERNON (Eure).

Nous renforçons nos équipes et nous souhaitons recruter des :

INGÉNIEURS SYSTÈMES

Ils participeront à l'étude et à la réalisation de grands projets de Logiciels d'acquisition et de traitement d'images reçues par satellites. Ils auront acquis des connaissances sur les mini-calculateurs et les Logiciels de base (Solar, Vax...). (Réf. 644)

INGÉNIEURS LOGICIEL D'APPLICATION

Ils participeront au développement de grands projets Logiciels de type temps réel dans le domaine du traitement d'images. Une bonne connaissance de la mini et ou de la micro-informatique serait appréciée. (Réf. 645)

INGÉNIEUR MATÉRIELS INFORMATIQUES

Il a une première expérience dans le développement de matériel électronique ou informatique à base de micro-processeurs et participera au développement de processeurs spécialisés et matériels électro-optique. Il assurera également le suivi des réalisations et l'implantation de matériel informatique. (Réf. 646)

INGÉNIEURS SPÉCIALISTES EN TRAITEMENT D'IMAGES

Ils ont une expérience concrète en traitement d'images ou traitement du signal numérique. Chargés du suivi et de l'amélioration des Logiciels, ils auront des contacts étroits avec des équipes de recherches extérieures en France et à l'Etranger. (Ref. 648)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Il a une expérience de trois ans minimum en circuits analogiques et digitaux micro-processeurs et asservissements.
Il sera chargé d'étudier et de développer des équipements sol ou embarqués à bord de missiles ou satellites. (Réf. 647)

INGÉNIEUR LOGICIEL GESTION/BASE DE DONNÉES

Il participera aux grands projets de traitement de l'image pour lesquels il sera chargé de la gestion d'un catalogue de données d'images reçues par satellite.

Une expérience de quelques années en informatique de gestion sous l'angle "base de donnée" (aspects système et application) ainsi que la connaissance du Cobol et éventuellement du Total sont indispensables pour réussir. (Ref. 649)

Ces postes s'adressent, soit à des Ingénieurs expérimentés (5 à 6 ans d'expérience) et qui auront alors des responsabilités d'encadrement, soit à de jeunes Ingénieurs débutants ou avec une première expérience.

Merci d'envoyer un CV complet, photo et prétentions (avec référence du poste recherché) à SEP, Service du Personnel, B.P. 802, 27207 VERNON, qui traitera confidentiellement votre dossier.

HAVAS CONTACT



SEP
Energie Propulsion Industrie

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
RECHERCHE
POUR CONSEILS FINANCIERS

UN ANCIEN DIRECTEUR FINANCIER EN FIN DE CARRIERE

DISPOSANT MI-TEMPS

- Forte expérience des rapports de haut niveau avec les banques et organismes de crédit indispensable.
- pratique de la gestion financière et des montages financiers entre société mère et filiales, souhaitée.

Rémunération intéressante

Ecrire : Agence Action
12, rue du Mail - 75002 Paris
(Ne pas téléphoner)

LE CENTRE DE FORMATION
SAPIAS INFORMATIQUE
forme

DE FUTURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS

qui, à l'issue d'une formation privée très complète
(COBOL, BASIC, TÉLÉTRAITEMENT)
d'une durée de quatre mois,
pourront se voir confier au vu des résultats obtenus
un poste au sein de notre SOCIÉTÉ
ou d'autres ENTREPRISES BAC + 2 minimum.
Adr. C.V., lettre manuscr., photo et disponib. au respons.
CENTRE DE FORMATION SAPIAS INFORMATIQUE
121, rue de Tocqueville, 75017 PARIS

deb's

Cii Honeywell Bull

pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingenieurs (toutes options) ou
DESS - DEA (disciplines scientifiques)
de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du LOGICIEL et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en banlieue ouest de PARIS), responsables du développement de ses systèmes.

Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion.

Une session de formation débutera en Octobre 1982 et s'étendra sur plusieurs mois.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 117 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

REPRODUCTION INTERDITE

Prospecter, négocier et gérer des contrats de simulateurs

Ingénieurs expérimentés

Afin de répondre aux besoins de la **formation** et de **l'expérimentation**, l'utilisation des simulateurs est devenue une nécessité tant sur le plan technique qu'économique.

C'est pourquoi le marché de la **simulation** connaît un développement important.

Avec **1200 personnes** réparties dans ses établissements de **Trappes, Cergy et Toulouse** et une société de 400 personnes aux Etats-Unis (BURTEK INC).la Division Simulateurs de **THOMSON-CSF** occupe une place de leader dans ce secteur en expansion.

Pour faire face à notre développement, nous recherchons des **INGENIEURS COMMERCIAUX** et un **CHEF DE SECTEUR APRES-VENTE.**

Vous êtes issu d'une école d'ingénieurs et après 2 à 5 ans d'expérience en milieu industriel, vous désirez **élargir vos fonctions** et mettre en valeur vos connaissances dans des **techniques de pointe...**

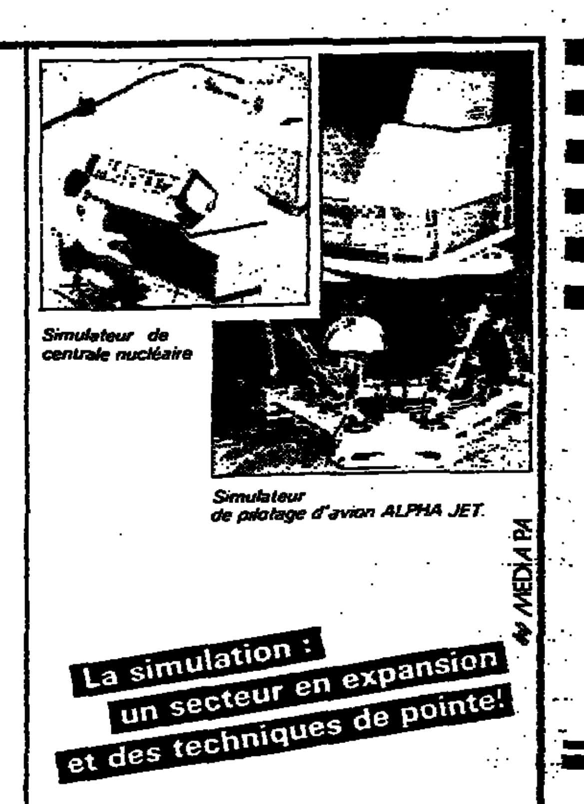
Nous vous proposons d'être responsable de la **prospection,** de la **négociation** et de la **gestion** de contrats de simulateurs dans les domaines : **aéronautique militaire, centrales nucléaires, missiles et véhicules blindés, après-vente.**

Lieu de travail : Cergy (95).

Anglais nécessaire.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence IC/11/M à François GAUDICHON - **THOMSON-CSF DIVISION SIMULATEURS** 78192 TRAPPES CEDEX.

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS


Simulateur de centrale nucléaire

Simulateur de pilotage d'avion ALPHA JET.

MEDIA PA



---

directeur administratif et financier

Filiale Européenne d'un très important Groupe Américain, nous sommes un des grands de la C.A.O.

Nous recherchons un cadre dont les missions consisteront à :

- superviser la comptabilité,
- assurer le contrôle de gestion (budgets, prévisions),
- s'occuper de la gestion du personnel (40 personnes environ),
- assurer le "reporting" au Siège Social Européen,
- prendre en compte tous les problèmes administratifs (assurances, locaux...).

Le poste, basé à LA DEFENSE, implique la maîtrise de la langue anglaise et une pratique réelle de la comptabilité française.

Une expérience semblable dans une filiale d'un Groupe Américain serait un atout.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 32 19/DF/466 à ADEQUATION 62-64 av. Emile Zola - 75015 Paris.

Adequation



L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

Cette importante Entreprise française (6000 personnes - 5 Directions Régionales 44 Centres de Travaux) se caractérise par la diversité et la complémentarité de ses réalisations. Spécialiste des TRAVAUX ELECTRIQUES, elle réalise également d'importants ouvrages de GENIE CIVIL et de BATIMENT.

Pour ces différentes activités, elle recherche :

jeunes ingénieurs

Selon votre spécialité, vos motivations et votre profil, vous serez orientés ou vers des postes de réalisations (chantiers - installations) ou vers des postes d'études (calcul - prix - méthodes).

FORMATIONS SOUHAITEES :

- *A caractère polyvalent et dominantes BTP : X - Ponts - Centrales - Mines - A et M - ETP - ENSM - INSA, etc.*
- *A dominantes Electricité : ENSIEG - HEI - ENST ou équivalent.*

Des postes sont actuellement à pourvoir dans les régions suivantes :

REGION PARISIENNE : Paris - Les Mureaux.
REGION OUEST : Nantes - Redon.
REGION SUD OUEST : Toulouse - Limoges.
REGION NORD : Lille.
REGION SUD EST : Lyon - Dijon.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant bien la région choisie (ainsi que la réf. 951 sur l'enveloppe) au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Chantelle
Lingerie féminine

Notre Société est le plus important fabricant français de soutiens-gorge et gainants. Elle emploie 1100 personnes et ses résultats financiers ont toujours été excellents.

Pour remplacer les actuels titulaires qui vont prendre leur retraite, nous recherchons :

•UN DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

Responsable des ventes sur l'ensemble du territoire national, il animera une équipe de plus de 100 personnes. Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur, d'au-moins 35 ans, ayant une excellente connaissance des circuits de détail et des produits grand public. Bien que n'ayant pas la responsabilité des Services Marketing, il devra être très ouvert à ces techniques.

Une expérience réussie dans la direction des Hommes est indispensable.

•UN CHEF DE PRODUITS (f.)

Elle aura pour mission, pour les gammes de produits dont elle sera chargée, de définir les besoins du marché français et international des soutiens-gorge et produits gainants.

En liaison avec les services de création, de production, de publicité et de vente, elle aura la responsabilité de coordonner l'ensemble des actions nécessaires à la mise au point et au lancement de ces produits. Elle assurera, d'autre part, la gestion d'une ligne de produits existants.

Une formation supérieure commerciale et une expérience de Chef de produits (ou d'adjointe) dans des produits de grande consommation (cosmétiques, lingerie...) sont indispensables. Allemand et/ou Anglais souhaité.

Ces 2 postes sont basés à PARIS.

Les candidats adresseront leur dossier de candidature en précisant leur prétentions de salaire à la Direction du Personnel de la Société 41, rue Greneta - 75002 PARIS. Réponse et discrétion assurées.

THOMSON

ELECTROMENAGER - TELEVISION - HIFI

CADRES COMMERCIAUX DIPLOMES

Vous avez déjà une première expérience de la vente réussie ou vous avez mis en valeur votre force de caractère, votre imagination, votre bon sens, et vos qualités de communication.

Nous recherchons plusieurs : «FORTES PERSONNALITES»

à qui nous offrons :
– de prendre en charge dans un premier temps en toutes responsabilités et sous tous ses aspects un secteur géographique (plusieurs secteurs à pourvoir)
– de larges possibilités de carrière en fonction des résultats et de la manière dont ils seront atteints sur le terrain.
– une rémunération stimulante: 130 000 F.(fixe+prime).

Ces postes nécessitent une mobilité géographique.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec photo à S. BOCH - SDRM - 67, quai Paul Doumer 92400 COURBEVOIE.

Le développement important et la volonté de diversification de ce groupe français de distribution (200 magasins, CA + de 600 millions de francs), l'amène à renforcer son potentiel de direction. Il recherche

UN SPECIALISTE DISTRIBUTION PRET-A-PORTER

pour lui confier à terme, un poste de

Directeur Général Adjoint

Integré au comité de direction, il sera chargé dans un premier temps, d'assurer le développement d'un nouveau style de magasins. Sa réussite lui permettra d'évoluer rapidement vers une fonction plus générale dans l'entreprise.

Pour répondre à nos exigences, le candidat retenu, 30 ans minimum, de formation supérieure, devra justifier d'une expérience réussie dans la distribution textile (si possible dans la confection féminine), à un poste d'animation et de développement commercial : recherche et création de points de vente, stimulation du personnel en magasin, promotion de l'entreprise et de ses produits, etc...

Poste basé en région parisienne.

Merci d'adresser CV manuscrit, photo et prétentions sous référence 1002 au



Cabinet Jean Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard
75015 PARIS

Ingénieurs commerciaux
HF

Vendre un système informatique, c'est avant tout résoudre le problème d'un client, c'est devenir son conseil en informatique.

Les ordinateurs de gestion et les ordinateurs scientifiques de Hewlett Packard, fruits d'une technologie avancée, répondent aux besoins des entreprises d'aujourd'hui...

Notre société qui est déjà le 3e constructeur mondial de mini-informatique vise encore plus haut.

Pour participer à notre développement, nous engageons de jeunes

Ingénieurs électroniciens et/ou informaticiens

débutants ou confirmés intéressés par des postes commerciaux à Lille et en région parisienne.

Après une période de formation rémunérée (6 à 12 mois en Europe et aux USA), nous vous offrons un travail passionnant, au sein d'une équipe jeune et motivée et de vraies perspectives d'évolution.

Pour vous épauler dans votre action, un puissant support logistique vous est fourni par Hewlett Packard.

Vous bénéficierez d'une voiture personnelle et de nombreux avantages viennent s'y ajouter.

Depuis plus de 20 ans, nous faisons progresser l'informatique, venez continuer avec nous.

Les premiers entretiens seront assurés en toute discrétion par notre conseil CECOD SELECTION, 19 rue de Calais 75009 Paris.

Merci de lui adresser, sous réf. 1103 C, lettre manuscrite, photo et CV, précisant votre rémunération actuelle ou souhaitée.




média-system

---

jeunes ingénieurs

sema informatique **micro informatique**

La division informatique de **sema metra,** groupe européen d'étude, de conseil et d'ingénierie (720 MF de CA, 2200 personnes) recherche de jeunes ingénieurs

Ils sortent d'une école (ISEP, ESEO, INSA, ESIEE...) ou d'une formation Bac + 5 orientée vers la micro-informatique industrielle (matériel et logiciel). Ils ont effectué quelques stages qui leur ont permis de mieux maîtriser l'assembleur MOTORALA, ZILOG, ou INTEL. Ils participeront à la réalisation de systèmes dans l'un des domaines suivants : **Télématique - Réseaux - CAO - Logiciel - Contrôle de processus.**

Merci d'adresser une lettre manuscrite en précisant la référence 10341/M et nº de tél. à J. Hajage. Sema-Selection : **16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE**

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

ASSURANCE QUALITE
plusieurs postes à pourvoir pour des :

INGENIEURS-ELECTRONICIENS

(INSA - ISEN...) possédant :

- soit une expérience en développement,
- soit une expérience en plate-forme d'essais (anglais nécessaire),
- soit une compétence dans la rédaction des normes de qualité.

Adresser votre C.V. à INFORELEC - 15, rue du Fbg Montmartre - 75009 PARIS, chargé de notre recrutement.

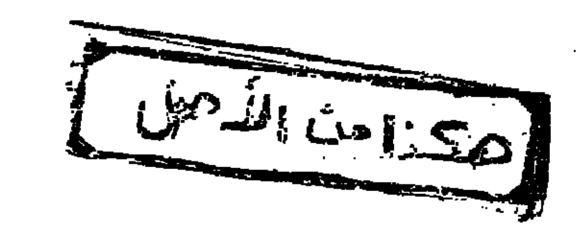
amp

FONCTION ET PROFIL
- **Responsable d'un groupe d'ingénierie spécialisé en télécommunication pour étude et réalisation de centres de transmissions multi services mettant en œuvre des techniques numériques et analogiques.**
- **Jeune ingénieur Grande Ecole nationalité française, connaissances en radio-communication, compatibilité électromagnétique, commutation et transmission de données.**



Pour la Direction des grands Projets (implantée au Plessis-Robinson - 92) de la Compagnie de Signaux et d'Entreprises Electriques, 5500 personnes dont 600 cadres.

Ecrire CSEE Direction du Personnel Service Emploi et Développement des Cadres 17, place Etienne Pernet 75015 PARIS.



REPRODUCTION INTERDITE

auditeur interne

Vous souhaitez évoluer dans le moyen terme vers un poste opérationnel de gestionnaire. Vous voulez travailler de façon autonome, intervenir dans l'ensemble des domaines d'activité d'un groupe industriel, avoir une totale indépendance dans la gestion de vos interventions, et ce dans le cadre d'un programme annuel établi par le Directeur Audit au niveau mondial.

Un important groupe multinational Nord-Américain fabriquant des biens d'équipement lourds vous offre cette possibilité. Votre mission sera de conduire, avec un homologue, les **Audits Financiers et Opérationnels** des entités françaises (CA 2 milliards, plus de 4000 personnes).

Vous avez un diplôme d'Etudes Supérieures complété par un DECS, une expérience d'audit d'environ 4 ans acquise en cabinet international ou dans l'industrie et vous pratiquez l'anglais couramment. Localisation du poste : banlieue Sud de Paris.

Votre C.V. détaillé avec salaire actuel devra être adressé sous réf. 6279-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS



Direction des affaires sociales 250/300.000 F

Un groupe industriel français de dimension internationale recherche pour le siège d'un de ses départements (plusieurs milliers de personnes et plus de 10 établissements) à Paris un cadre de haut niveau susceptible d'être ou de devenir le Directeur des Affaires Sociales. Il sera chargé de la mise en œuvre de la politique sociale : suivi de la mise en place des dispositions d'ensemble en matière de gestion de personnel (législation, accords conventionnels, règles internes...), coordination et harmonisation des procédures, assistance des établissements dans l'application de cette politique (relations sociales, moyens d'information...), gestion des cadres, études ponctuelles... Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, ayant par exemple une bonne expérience de la gestion du personnel et des relations sociales d'un établissement industriel important, désireux d'élargir son champ d'action au niveau d'un ensemble plus complexe du fait de la multiplicité des établissements et de la relative décentralisation des structures. La rémunération annuelle, de l'ordre de 250 à 300.000 francs, tiendra essentiellement compte de la compétence offerte. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A/2237M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Directeur département éditions 250.000 F

Imprimés sur catalogues - Ce groupe d'entreprises à taille humaine, du secteur de l'imprimerie, recherche pour Paris, le Directeur de son département Editions (imprimés de gestion standardisés, formulaires administratifs). Sous l'autorité directe du Président Directeur Général, il sera responsable de l'animation et de la gestion globale de ce centre de profit : catalogue, tarifs, achats, ventes, politique marketing, résultats financiers. Il définira lui-même les moyens nécessaires pour réaliser le fort développement souhaité. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, justifiant d'une indéniable compétence marketing (imagination, créativité, perception des marchés...) acquise dans un secteur lui ayant permis d'avoir une bonne vision des problèmes d'éditions (catalogues, VPC, mailings...). Il aura l'initiative et le dynamisme nécessaires à un «patron» de centre de profit. La rémunération annuelle, de l'ordre de 250.000 francs, tiendra essentiellement compte des compétences offertes. Elle pourra comprendre par la suite une formule d'intéressement sur les résultats du département. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A/2193M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

La Banque nationalisée d'une profession recherche, pour poursuivre le développement de sa clientèle d'entreprises, de promoteurs, et de particuliers :

BANQUIERS BATISSEURS D'AVENIR

1 - DIRECTEUR D'AGENCE - NICE

Destiné à prendre, après courte formation, la direction de son agence de NICE, le candidat devra avoir une formation supérieure (Ecoles de Commerce, I.A.E., Maîtrise de Gestion, ou I.T.B.), et une expérience commerciale et technique (crédits court terme aux entreprises, et placements) à des niveaux de responsabilité similaires (directeur ou sous-directeur d'agence). Moteur du développement des crédits aux entreprises et promoteurs et des dépôts, il sera responsable de la rentabilité de son agence dans le cadre d'une direction par objectifs et décidera des crédits à l'intérieur de sa délégation. Réf. 3374 M

Adresser votre CV manuscrit avec photo, classification et rémunération actuelles en précisant la référence du poste choisi ainsi que vos prétentions à ricg carrières - 48 rue St Ferdinand 75017 PARIS.

2 - ADJOINT, FUTUR DIRECTEUR D'AGENCE - PARIS

Le candidat, destiné à prendre immédiatement un poste d'adjoint dans une agence de la région parisienne devra avoir une excellente connaissance des crédits C.T. aux entreprises et une expérience commerciale dans ce domaine. Une formation supérieure (Ecoles de Commerce, I.A.E., Maîtrise de Gestion, I.T.B.) est exigée.
La réussite dans ce poste lui permettra de se voir confier, dans un délai de 1 à 3 ans, la direction d'une agence en région parisienne ou dans de grandes villes de Province. La mobilité géographique est indispensable.
Réf. 3375 M

3 - ATTACHES DE CLIENTELE COMMERCIALE - PARIS - LYON.

Rattachés aux Directeurs d'agence, ils seront chargés de conquérir de nouveaux clients (entreprises, et à LYON promoteurs), d'étudier les dossiers d'entrée en relations (crédits, conditions...) de les négocier, et par la suite d'animer un portefeuille de clientèle existante.
Ces postes s'adressent à des personnes de formation supérieure (Universitaire ou I.T.B.), ayant une expérience commerciale en matière de :
- crédits C.T. aux entreprises pour les postes de PARIS.
- crédits aux promoteurs immobiliers pour LYON (la formation aux crédits entreprises sera donnée)
Réf. 3376 M

4 - CHARGE DE CLIENTELE DE PARTICULIERS - PARIS Centre.

Chargé de prospecter, suivre et développer la clientèle de particuliers d'une agence au centre de PARIS, en s'appuyant sur une gamme de produits de placements (portefeuilles gérés, SICAV, F.C.P., Bons de Caisse...).
Le candidat devra avoir une expérience commerciale dans ce domaine de 2 à 3 ans minimum, et un bon potentiel (niveau I.T.B ou études supérieures). Le poste, rattaché directement au Directeur d'agence, est au départ en position gradé ; il doit évoluer à court-terme, en fonction des résultats, vers un statut cadre.
Réf. 3377 M

ricg carrières

TITN Société d'engineering en informatique Filiale **THOMSON CSF INFORMATIQUE**

Notre expansion rapide dans les domaines de la téléinformatique, de la gestion interactive temps réel et des microprocesseurs, nous conduit à renforcer largement nos équipes techniques et à rechercher :

Ingénieurs Chefs de Projets

GRANDE ECOLE, pour la conception et la réalisation de systèmes (téléinformatique, base de données). (Réf. 1/M)

Ingénieurs Système

GRANDE ECOLE, expérimentés sur mini ou micro-ordinateur. (Réf. 2/M)

Analystes - Programmeurs

MIAGE ou IUT informatique, pour analyse et programmation de systèmes Temps Réel sur mini et micro ordinateurs. (Réf. 3/M)

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant les références choisies à **T.I.T.N** - 1 à 5 rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

MEDIA PA

Importante banque recherche

pour ses services étranger
(crédit documentaire, service des changes etc.) des

Jeunes diplômés
du DUT de Gestion et du BTS Commerce International
libérés O.M.

Les candidats évolueront dans un contexte de travail informatisé.
Un bon niveau d'anglais est souhaité
Merci d'écrire avec C.V. photo et pretentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 1982/LM à **Média P.A.** - 9 bd. des Italiens - 75002 PARIS (réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA.

ALLO ! PHILIPPE ? ISABELLE M'A DIT QUE TU AVAIS TROUVE UN JOB SUPER !

EXACT ERIC ! UN POSTE AUTONOME, UNE AMBIANCE DYNAMIQUE ET J'ESPERE BIEN DEPASSER 100 000 F LA 1ère ANNEE !

Vous êtes diplômé d'une école de commerce, d'une université ou équivalent...
Vous voulez être jugé en fonction de vos résultats.
Vous savez vous remettre en question et vous adapter.
Vous pensez que travaillez chez un leader (5000 personnes - 2,3 milliards de C.A.) peut vous ouvrir des opportunités opérationnelles ou fonctionnelles.
Enfin, pour réussir votre carrière, vous savez que votre meilleur atout, c'est de débuter par la vente.
Des postes sont à pourvoir à **PARIS**, en **PROVINCE** et plus particulièrement en **BRETAGNE, AQUITAINE** et **NORD.**
Adressez votre candidature (lettre + C.V.) sous réf. LM/1981 à *1er EMPLOI* - 9, Bd des Italiens - 75002 PARIS *qui transmettra.*

Une carrière bien pensée passe par la vente

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

recherche
DÉLÉGUÉS
25 ans minim., excellente élocution. Bonne culture générale, dynamique, formation assurée.
Rémunérations importantes
Tél. pr R.-V. au 538-66-23, de 10 h à 12 h 30 et de 16 h 30 à 18 h 30.

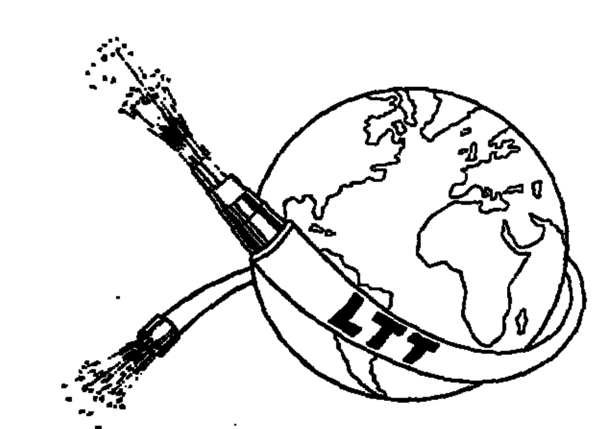
POUR IMPORTANTE STE

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Temps réel Assembleur
EXPÉR. 1 ANS à 8 ANS

SALAIRES MOTIVANTS

Tél. pour R.V. INTER-COMPUTER 806-50-00.



Importante filiale de l'un des leaders mondiaux de l'électronique professionnelle, spécialiste des systèmes de transmission dans les secteurs de pointe - télécommunications, transmissions numériques, vidéo-communication - nous assurons la conception générale, l'étude, l'industrialisation et l'installation des systèmes de transmission de demain. Le développement continu de notre potentiel industriel et humain (300 ingénieurs et cadres) nous conduit à intégrer dans nos équipes

DES INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONICIENS

ENST, ESE, ISEP, ISEN...

débutant ou ayant une expérience professionnelle, et souhaitant acquérir ou confirmer une compétence dans le domaine des techniques que nous développons (réseaux larges bandes, micro-processeurs, modems, traitement digital, numérisation du son, opto-électronique...).

UN INGENIEUR D'AFFAIRE

AFRIQUE FRANCOPHONE

Base en France, il sera responsable de la gestion et du suivi d'une importante affaire de réseau téléphonique. Il aura pour mission de lancer les appels d'offres de sous-traitance, de suivre l'approvisionnement et la fabrication du matériel dans nos unités industrielles en France, et d'en coordonner l'installation. Sa formation d'ingénieur électricien ou électronicien et son expérience dans le métier lui permettront d'être rapidement opérationnel. Son activité se développera en FRANCE et en AFRIQUE.

Nous assurons la formation à nos produits et à nos méthodes, l'importance de notre groupe et ses structures internationales permettant d'offrir des perspectives de carrière très ouvertes dans les domaines techniques, industriels, commerciaux et export.



Stéphane CHAMPETIER pour l'ingénieur d'affaire et Jean VIGREUX pour les ingénieurs d'études, vous remercient de leur adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) qu'ils étudieront avec la plus grande discrétion.

LTT - 1, rue Charles Bourseul - 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Société de Construction de

MACHINES AUTOMATIQUES

filiale d'un Grand Groupe, banlieue Sud de Paris, recherche dans le cadre de son développement

INGENIEURS-MECANICIENS

ENSAM - INSA - ESTACA ou EQUIVALENT

Ils devront diriger les études, la fabrication et la mise au point des matériels de technologie avancée.
Ces postes sont à pourvoir très rapidement et il sera répondu à toutes les candidatures.
Envoyer C.V., photo et prétentions, sous la référence 9920 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS QUI TRANS



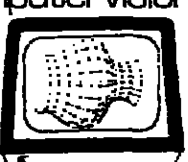
COMPUTERVISION EUROPE

Computervision France est l'une des 15 filiales européennes de Computervision Corporation, important groupe américain, leader mondial dans le domaine de l'étude, de la production et de l'installation de systèmes de conception et de fabrication assistées par ordinateur (CAO/FAO).

Computervision apporte aux utilisateurs une technologie de pointe, le soutien de ses services logistiques, et leur permet ainsi d'augmenter leur productivité.

Nous sommes une organisation jeune dynamique, performante, engagée dans un vaste programme d'expansion répondant à la demande du marché.

Computervision S.A.



JEUNE CHEF DU SERVICE COMPTABILITE ET GESTION

Venez contribuer à la gestion de notre expansion

Nous recherchons notre Chef du Service Comptabilité et Gestion qui reportera au Directeur Financier et Administratif et aura la responsabilité d'un service comptable composé de 2 personnes.

Vous serez responsable de l'intégralité de la comptabilité française ainsi que du reporting américain auprès de notre siège Européen de Londres.

Vous serez un élément moteur du contrôle de notre croissance par la mise en place d'un système d'informations de gestion.

Vous pouvez justifier d'une première expérience similaire de 2 à 3 ans dans un poste d'encadrement au sein d'une Société Multinationale.

Vous possédez une formation comptable supérieure.

Vous avez une très bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions à :
Emmanuel NICOLAS
Directeur Financier et Administratif
COMPUTERVISION S.A.
36, avenue Galliéni
93175 BAGNOLET Cedex.





Bankers Trust Company
l'une des 10 premières banques américaines, au large réseau international.



RESPONSABLE CONTRÔLE DES CHANGES

Ce poste requiert une RÉELLE MAÎTRISE :

- *de la gestion des dossiers import-export, négoce, lernie,*
- *du contrôle des opérations de transfert avec l'étranger et des investissements,*
- *des rapports aux autorités financières,*
- *parfaite connaissance de la réglementation des changes.*

Nombreux contacts auprès des clients et des responsables de comptes de la banque.
5 ans d'expérience de ces fonctions sont un minimum.
Anglais courant apprécié,
Position : classe IV ou cadre suivant expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V., photo, rémunération actuelle, à la Direction du Personnel : Bankers Trust Company, 12-14 Rond-Point des Champs-Élysées, 75386 Paris Cedex 08.



SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE EXERÇANT SON ACTIVITÉ DANS LA CONSTRUCTION DE GRANDS ENSEMBLES DU SECTEUR DU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE RECHERCHE

INGENIEUR ELECTRICIEN CONFIRME

poste THT (type CERT) pour études et suivi de réalisations d'installations de transformation.

INGENIEURS ELECTRICIENS

Supelec - IEG - ENSI - INSA ou équivalent. *Débutants ou première expérience pour* ETUDES et ANALYSES DE SYSTEMES au niveau des installations.

AGENTS TECHNIQUES ELECTRICIENS

pour études et contrôle

BTS ou DUT Automatisme.
Dégagés des obligations militaires.

Pour participer :
– soit à l'analyse de logiciels «conduite de process»
– soit à l'élaboration et à la réalisation de systèmes *de conduite d'installations* (possibilité de formation sur calculateurs et automates programmables).

Lieu de travail : PROCHE BANLIEUE SUD DE PARIS

INGENIEURS MECANICIENS

Centrale, Arts et Métiers, ENSI, INSA ou équivalent.
Pour ESSAIS SUR CHANTIERS et mise en route de systèmes faisant appel à des automatismes.

AGENTS TECHNIQUES MECANICIENS

BTS - DUT
Dégagés des obligations militaires.
Orientés vers les automatismes industriels pour ESSAIS SUR CHANTIERS.

Lieu de travail : PROVINCE

Ces postes exigent le sens du dialogue et du travail en équipe.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions au Chef du Personnel USSI - 116, Avenue Aristide Briand
Boite Postale 72 - 92223 BAGNEUX. Discrétion assurée.

amdahl®

Une fonction différente dans un contexte passionnant

INGÉNIEURS SYSTÈMES

La haute performance technologique de ses grands systèmes, l'innovation permanente dans le service personnalisé permettent à AMDAHL de répondre à l'évolution des besoins de sa clientèle.

Intégrés à la direction technique, mais autonomes, les ingénieurs systèmes, ne sont pas des hommes de laboratoire, mais la véritable interface constructeur/utilisateur. Ils sont responsable de l'assistance en clientèle; et par leurs actions, ils développent l'image de marque de la société.

Si vous pratiquez les systèmes d'exploitation compatibles Amdahl (MSV, VM, VSI, SVS), si vous êtes intéressés par une *formation* complémentaire, si vous avez notre tempérament et notre notion du service, vous pourrez progresser avec notre équipe.

Postes à pourvoir à Paris ou à Lyon.

Pour toute information complémentaire, écrivez ou téléphonez (1) 574-98-62 à Chantal Garry pour prendre rendez-vous :

AMDAHL
251, boulevard Pereire, 75017 PARIS.



Jeunes diplômés grandes écoles

(X, E.C.P., E.S.E., MINES, H.E.C.)...
Première expérience ou débutants

CEGI TYMSHARE filiale de CREDIT LYONNAIS et TYMSHARE (U.S.A.), développe rapidement ses activités dans le domaine des solutions informatiques de pointe répondant aux besoins du management des grandes entreprises et établissements bancaires.

Pour faire face à son expansion, CEGI TYMSHARE augmente régulièrement ses effectifs et vous offre une réelle ouverture de carrière. Vos premières responsabilités, aux fonctions d'Ingénieur Consultant à Paris, vous permettront d'acquérir rapidement :
— une formation pratique aux techniques de gestion (simulation financière, contrôle de production, gestion du personnel, étude marketing...) et à leurs solutions informatiques les plus évoluées ;
— l'expérience des contacts à haut niveau au sein des plus importantes entreprises nationales et internationales.

Ce poste nécessite : — *le goût des contacts et des responsabilités,*
— la faculté de s'adapter à la nouveauté et à la diversité,
— la pratique d'un langage informatique et la connaissance de l'anglais.

Rejoindre notre société, c'est participer à la croissance d'un groupe leader dans son domaine sur le plan mondial et assurer son propre avenir.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V. et photo à Mme TOURNOIS, sous référence 667.
CEGI TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD - Téléphone 602.70.12.

PUBLIVAL

Jeune cadre marketing-vente produits industriels

PME filiale d'un très grand groupe industriel français, nous fabriquons des produits en métaux spéciaux destinés aux industries de pointe. Nos perspectives de développement nous amènent à recruter un jeune cadre rattaché à notre direction commerciale.

Après une formation solide à nos produits au sein de nos deux usines, il visitera la clientèle existante en France et dynamisera nos agents locaux à l'étranger. Il aura également à détecter de nouveaux *marchés et à définir de nouveaux créneaux pour nos produits, en liaison étroite avec les usines.*

Vous avez une trentaine d'années et une expérience commerciale acquise en milieu industriel. Homme de terrain aimant la vente, vous savez prendre du recul et avez l'imagination nécessaire pour diversifier efficacement un chiffre d'affaires.

Vous avez une formation supérieure : ESC ou ingénieur. Anglais indispensable, allemand apprécié.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire, sous réf. 4542M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES



COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS TÉLÉPHONIQUES

associée à un groupe mondial, leader dans les techniques de pointe en télécommunications et consacrant 7 % de son C.A. en Europe [illegible] recherches et développement avancés

Recrute pour son activité télécommunications

INGENIEURS ET INFORMATICIENS

Pour s'intégrer dans une équipe technique de développement de très haut niveau et participer à la conception et à la programmation de systèmes en temps réel.

A des candidats confirmés ou même débutants, nous offrons des opportunités exceptionnelles de carrière, dans des domaines en constante évolution : commutation électronique avec intégration de services nouveaux, Télématique, traitement de la parole, etc...

Ecrire avec CV et rémunération souhaitée au Service du Personnel
251, rue de Vaugirard - 75740 PARIS CEDEX 15.



EUROSOFT-SYSTEMES

Pour faire face à son expansion,
renforce ses équipes chargées de concevoir et réaliser des systèmes informatiques dans les domaines :

- Conduite de processus industriels, CFAO
- Simulation, systèmes d'armes et d'aide au commandement, bancs de tests et d'essais
- Systèmes de télésurveillance, systèmes de télécommunications, terminaux spécialisés
- Bases de données et réseaux.

et recrute des

INGENIEURS débutants et confirmés

pour participer à la mise en œuvre de plusieurs grands projets.
Connaissances appréciées : MITRA, PDP 11, MINI 6, MICROS 8 et 16 BITS, TRIBU 2, CICS, IMS, SNA.

Entreprise de taille humaine, nous avons prouvé notre dynamisme : si vous souhaitez participer à des applications variées dans des techniques de pointe, nous attendons votre lettre de candidature, CV, photo et prétentions.

Ecrire à : Ariane CHARTIER
EUROSOFT SYSTEMES
BP 145 - 92154 SURESNES CEDEX





مكرر من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



THOMSON-CSF

Département Circuits Hybrides

Premier fabricant français de circuits hybrides, la forte expansion de nos activités nous conduit à rechercher :

INGENIEURS COMMERCIAUX

Réf. 1

Electroniciens de formation, familiarisés aux contacts avec des gens de systèmes, ils seront en relation avec les responsables projets des secteurs :
– Télécom
– Electronique Professionnelle
– Militaires et industriels.

Dans le cadre de leurs fonctions, ils pourront être appelés à se déplacer à l'étranger.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Réf. 2

De solides connaissances dans la technologie des hybrides sont indispensables.
Chef de produits, il aura à promouvoir fonctions et technologies nouvelles.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Réf. 3

Supelec, Grandes Ecoles et/ou quelques années d'expérience.
Chargé d'affaires, il assurera le support technique de nos ingénieurs commerciaux.
Tous ces postes sont à pourvoir Porte de Saint-Cloud.
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en rappelant la référence du poste choisi à
THOMSON CSF-DCH - Domaine de Corbeville - B.P. 10
91401 ORSAY CEDEX, France.

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

GRANDES ECOLES

TELECOM, SUPELEC
SUP AERO, INSA

LA DIMENSION SESA

Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique. Réalisateur de TRANSPAC, de réseaux publics (LUXEMBOURG, AUSTRALIE, NOUVELLE-ZELANDE - BRESIL) et privés (SNCF - ESA-UIC - HONEYWELL - LTT - CHASE MANHATTAN BANK).
Une démarche rigoureuse appliquée à tous types d'intervention : appréhension des besoins, conception des systèmes, réalisation de logiciels et de matériels spéciaux, ingénierie de projets, livraison de systèmes clé en main, assistance, formation, maintenance.
Une entreprise de plus de 1.000 personnes, présente tant en France que sur le marché international (Etats-Unis, Allemagne, Belgique, Italie,...)

LES RESPONSABILITES SESA

Notre politique répond à l'exigence principale de notre clientèle : dialoguer avec un interlocuteur unique pour l'ensemble de nos prestations (matériels, logiciels, mise en place de systèmes informatiques). Cela implique que chacun de nos Ingénieurs, à son degré de responsabilités, s'implique personnellement sur le projet auquel il participe.

LA CARRIERE SESA

Nos structures et la diversité de nos applications permettent à de jeunes diplômés, débutants ou bénéficiant d'une première expérience en informatique, d'acquérir à bonne école une parfaite maitrise des techniques de pointe : commutation de message - réseaux de transmission de données - applications temps réel - gestion transactionnelle - bases de données et logiciel de base.

Trois atouts pour une belle perspective de carrière.

Adressez votre CV détaillé, sous réf. M146 (à préciser sur l'enveloppe) à SESA - Direction du Personnel - 30, Quai de Dion Bouton 92806 PUTEAUX.

SESA

SOCIETE H. POUYET

matériels auxiliaires de lignes téléphoniques et de distribution électrique,
associée à un groupe mondial, leader dans les techniques de pointe en télécommunications
recherche

INGENIEUR CONFIRME

Formation générale ou électricité.
Connaissance de l'anglais obligatoire.

Tourné vers le futur, il sera chargé de dégager les orientations techniques et commerciales à moyen et long termes de la société et de prévoir leur introduction.

Rémunération attrayante et possibilité d'évolution de carrière importante pour un élément de valeur.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à : Direction du Personnel
251, rue de Vaugirard - 75740 PARIS Cedex 15.

Dans le cadre du développement de nos affaires avec les SSCI et les revendeurs de micro, mini et péri informatique de gestion, nous avons besoin d'informaticiens jouant un rôle de support avant et après vente en tant qu'

Ingénieur technico-commercial

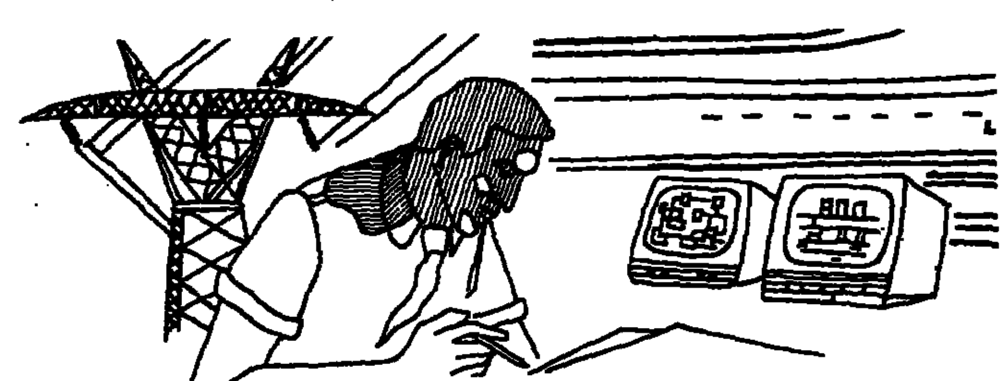
Si vous êtes âgé de 28 ans au moins, familiarisé avec le logiciel de base et/ou d'application, passionné autant par la technique que par l'aspect relationnel, vous pourrez nous rejoindre dans l'une des régions suivantes

Paris, Lille, Nancy

Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 39207 M

IPPA

BASEZ VOTRE AVENIR SUR NOTRE EXPERIENCE



Des études aux installations clés en mains sur des milliers de réalisations à travers le monde.

Développer les techniques de pointe et gérer les grands contrats d'entreprises électriques :
– contrôle-commande des centrales, transport et dispatching d'énergie, automatisation des infrastructures, informatisation et conduite de procédés.

JEUNES INGENIEURS

Systèmes – Développement – Affaires – Chantier – Production
Responsables de filiale ou d'agence

4 500 ingénieurs et techniciens vous attendent en France ou dans nos implantations à l'étranger.

Pour prendre votre avenir en mains, et maîtriser avec nous les techniques de pointe à travers le monde, contactez la
DIRECTION DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES
13, rue Antonin Raynaud – 92309 Levallois Perret
ou téléphonez au : (1) 758.13.13 - poste 4119

SOURCES

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

---

telesystemes ingenierie

Vidéotex - Courrier électronique - Nouveaux réseaux logiciel d'application.
recherche :

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

Débutants (H ou F)

Pour lancer un nouveau service, CITITEL, auprès des hôtels et des restaurants.
Nous vous offrons l'opportunité d'une carrière commerciale brillante au sein d'une société d'avant-garde, placée sur un marché d'avenir :
LA TELEMATIQUE PROFESSIONNELLE.
Rémunération de départ progressive, en fonction des résultats : Fixe (85 000 F/an moyenne) + prime d'objectif.
Vous avez une FORMATION SUPERIEURE.
(Sup de CO., Sciences Eco., Droit, I.U.T.,...)
LE GOUT DE LA VENTE, allié à de réelles qualités humaines.
Vous êtes SOLIDE, AUTONOME, AMBITIEUX.
Adressez votre CV avec photo sous référence : AW/CB - 01 à
TELESYSTEMES INGENIERIE - DOM - Tour Vendôme
204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE BILLANCOURT

Dessein





telesystemes

GROUPE INDUSTRIEL
PLUS D'1 MILLIARD DE C.A.
recherche **URGENT**

chef comptable

- Formation supérieure et D.E.C.S. complet. 30 ans minimum avec plusieurs années d'expérience en Industrie.
- Rattaché au Directeur Financier, il prend en charge la **comptabilité générale du Groupe** (Siège et **consolidation** filiales). Son utilisation de l'outil informatique doit lui permettre de traiter l'**informatisation** progressive de l'ensemble des services comptables (mise en place, suivi et évolution)..
- Poste basé à **PARIS**. Rémunération en rapport avec les responsabilités.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 880-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées).

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Ingénieur en organisation

AM, ECL, INSA, ENSI...

Nous recherchons pour le service organisation industrielle de notre Centre de Distribution de Gennevilliers (92) **un jeune Ingénieur en Organisation.**

De **formation A. M, ECL, ENSA, ENSI,** il possèdera de **bonnes connaissances en informatique (BASIC, COBOL).**

Il sera chargé de l'élaboration de programmes dans le cadre de notre plan informatique, ainsi que d'études d'organisation.

Anglais indispensable.

Première expérience appréciée - débutant possible.

Une formation complémentaire de type IAE serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. KUNERTH sous réf. K/11

MEDIAPA

3M France
Département des Relations Humaines
Boulevard de l'Oise
95006 CERGY-PONTOISE CEDEX

3M

REPRODUCTION INTERDITE

Produits de Luxe - Paris

Nous créons et diffusons une gamme diversifiée de produits de luxe et, bien que récente, notre enseigne est présente dans le monde entier **(150 franchises)** et nous voulons encore grandir. Nous recherchons :

Chef des Ventes France

capable d'être l'âme de notre réseau : transmettre efficacement les messages de la Direction et faire la synthèse des informations recueillies sur le terrain, telle est la mission. Vous organiserez des séminaires de formation, veillerez au bon usage de nos outils de gestion et au respect de nos contrats.

Nous voulons un homme déjà rompu à la négociation et à la gestion commerciale en raison d'une expérience de 5 à 10 ans et doté d'un tempérament de patron.

La connaissance de l'animation de boutiques peut être un atout mais nous ferons confiance à vos facultés d'adaptation Réf.M 335 A

Chef de Produits *HF*

jeune mais déjà doté d'un caractère trempé qui prendra en charge la recherche des nouveaux produits.

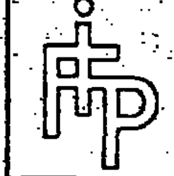
Une première expérience de 3 à 5 ans de la fonction ainsi que des qualités de rigueur et d'autonomie sont indispensables. Réf.M 335 B

Pour chacun de ces postes, une formation de type supérieur (HEC, ESSEC ou équivalent) ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais sont souhaitables en raison des perspectives d'évolution liées à notre expansion.

Envoyer votre CV détaillé, photo et dernier salaire en précisant la référence du poste choisi
106, Bd Haussmann 75008 Paris

jPv

Jean Paul VELLA Conseil



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

situé à RUEIL MALMAISON (92) recherche

DEUX JEUNES INGENIEURS

Grande école ou Docteur Ingénieur-diplômé ENSPM section forage/production souhaité, pour travaux de recherche de base et appliquée :

1er POSTE : dans le domaine de la récupération assistée des gisements par injection de gaz miscible
2ème POSTE : dans le domaine de la récupération assistée des gisements par méthodes thermiques et de la gazéification souterraine des charbons

UN JEUNE INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE

formé en analyse numérique, particulièrement sur méthodes modernes de résolution des systèmes d'équations linéaires, non linéaires, différentielles ou aux dérivées partielles sur les procédés d'accélération de la convergence sur la méthode des éléments finis, ayant une expérience pratique de leur mise en œuvre informatique.

UN INGENIEUR NUMERICIEN

5 à 10 ans d'expérience des simulateurs de gisement, connaissant les méthodes numériques modernes et la programmation sur ordinateurs scalaires et vectoriels, pour la conception et la réalisation de modèles de gisements exploités par les procédés modernes de récupération assistée.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous No 38415 en indiquant le poste choisi à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Votre prochain objectif : La direction d'un hypermarché !

Notre société ?
Une des plus importantes chaînes françaises d'hypermarchés. D'implantation nationale. En forte expansion, grâce à son dynamisme commercial, à une gestion efficace, et à une politique rigoureuse de développement des hommes.

Vous ?
Au cours d'une expérience réussie de 5 ans minimum dans la distribution, vous avez fait la preuve de votre sens commercial aigu, de vos aptitudes à la gestion, de votre capacité à animer et à encadrer une équipe. **Vous avez l'étoffe et l'envergure d'un patron.**

Ce que nous vous proposons ?
De vous intégrer à notre société en tant que **DIRECTEUR ADJOINT** d'un hypermarché. Et de vous donner tous les atouts pour évoluer rapidement vers un poste de DIRECTEUR.

Pour ces postes à pourvoir en **Région Parisienne** et en **Province**, la rémunération très motivante, sera fonction de votre expérience.

Pour en savoir plus, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) en précisant sur l'enveloppe la référence 1969/LM et le nom des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à :



(réponse et discrétion assurées)



THOMSON-BRANDT
GGP

Des Chefs de produits grand public tournés vers l'avenir

Vous savez la place que prend et prendra l'informatique dans notre vie quotidienne.
C'est maintenant dans le domaine des jeux, de l'enseignement et de la gestion que le Groupe Thomson apporte son savoir faire.
Le marché, bien que nouveau, est très prometteur et *la demande doit être considérable.*
C'est à ce stade que vous intervenez. Vous allez en effet définir, rechercher et lancer de nouvelles réalisations. Et pour rester maître de ces nouveaux produits, c'est vous qui en assurerez le suivi jusqu'à leur diffusion sur l'ensemble des réseaux de distribution en France bien sûr, mais aussi à l'étranger. Pour réussir, vous êtes diplômés d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs et, cela va de soi, vous êtes passionnés par l'informatique Grand Public.
A 30/32 ans, vous avez eu le temps d'acquérir une solide *expérience en marketing grand public, voire en commercial.*
Alors si vous avez compris que vous aviez là l'opportunité de donner un bel élan à votre carrière, écrivez sous réf. 736 M aux Consultants de ALPHA CDI 59, rue St Didier - 75116 PARIS.

ALPHA CDI

Les laboratoires de recherche d'un grand groupe industriel recrutent pour les postes suivants des :

INGENIEURS INFORMATICIENS

— Activités de recherches en **intelligence artificielle et systèmes experts** **(Réf. INF/IA).**

— Animation d'une équipe de recherches appliquées : bureautique, dialogue homme-machine **(Réf. 7610).**

— Etudes sur les **langages de spécification de problèmes et les environnements de programmation** (VAX 11/780 - UNIX MACHINE LISP - MULTICS) **(Réf. T/553/GL).**

— Fonction d'**ingénieur système** pour l'ensemble du matériel informatique du groupe
— Si possible langages PASCAL et LISP **(Réf. T/1754/S).**

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae détaillé en indiquant la référence choisie à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra, sous réf. 38024.

---

*annonce parlée**

Ingénieur de coordination
Chaudronnerie thermique

Paris - Déplacements - 30 ans mini - Anglais parlé

Struthers Wells, société américaine d'ingénierie spécialisée en récupération Thermique et Génie Chimique, recherche pour sa filiale française un ingénieur diplômé ou ayant acquis par la pratique des compétences équivalentes. Il aura la responsabilité de la conduite de contrats, de bout en bout, en animant et en coordonnant l'activité des services intérieurs et des concours extérieurs. Ce poste, évolutif, fait appel à plusieurs années de pratique de construction ou d'ingénierie de matériel chaudronné et à pression.

**Toutes informations vous seront données confidentiellement par téléphone au 763.11.15., aux heures de bureau, réf. 1239.*

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

CCIS, filiale de Sopra et de CCMC assure le traitement informatique sur Mini-ordinateurs des administrateurs de biens grâce au produit "LOCAL" qui dispose de tous les atouts pour devenir rapidement n° 1 sur le marché. Pour faire face à son expansion CCIS crée le poste de

directeur adjoint

Ingénieur diplômé d'une grande école ayant déjà au cours de sa carrière évolué dans un centre de traitement, il prendra en charge les départements "production", "service après-vente", "évolution et maintenance du produit LOCAL". Ce poste implique des qualités de gestionnaire, de manager et aussi de commercial. Une évolution de carrière est possible soit au sein de la Société soit dans les deux importants groupes informatiques qui sont à l'origine de CCIS.

Discrétion absolue assurée.
Adresser C.V., lettre manuscrite à Sopra recrutant sous Réf. 86 M. 90, rue de Flandre, 75019 Paris.

média-system

Important cabinet

AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

- **CHEF DE MISSION**
- **RÉVISEURS**
- **ASSISTANTS DÉBUTANTS**
  - Formation supérieure de gestion,
  - D.E.C.S.,
  - Langue(s) étrangère(s).

Larges possibilités de promotion et rémunération motivante pour les candidats à fort potentiel.

Envoyer C.V., photo et prétentions à CASTEL JACQUET & ASSOCIÉS, 28, boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

SANDVIK

Groupe Suédois de renommée internationale recherche pour sa filiale

SANDVIK PROCESS SYSTEMS

ingénieur

CHEF DU DEPARTEMENT PROCESS

- Ingénieur de formation avec de bonnes connaissances en mécanique, thermique et l'expérience de la vente de biens industriels (étude et/ou réalisation). Il doit avoir 35 ans minimum et un anglais courant.
- Il prend en charge le département Process de la Société qui diffuse des machines et procédés, notamment pour les industries agro-alimentaires et chimiques ; il anime une petite équipe de techniciens confirmés sur tout le marché français ; il entretient des relations permanentes et suivies avec la clientèle ainsi qu'avec les Sociétés-sœurs du Groupe.
- Son rôle est avant tout commercial, d'animation, technique et d'étude.
- Formation préalable prévue en France et à l'étranger (R.F.A., U.K., U.S.A.).

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 786-M à GUILLON Sélection (Réponse et discrétion assurées).

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

FONCTION : bourse de l'emploi du personnel non cadre, développement des méthodes de gestion de l'emploi, participation à la conception et à l'animation des stages de formation, prise en charge d'une partie du recrutement des cadres.

CADRE DE PERSONNEL ou ingénieur 30 ans environ pour équipe centrale EMPLOI FORMATION

NOUS SOMMES une société française du secteur Electricité Electronique employant 5000 personnes. Nos activités sont très diversifiées et nos implantations fortement décentralisées.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à No 38739, Contesse Publicité 20, Av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

E. M. R.

Micro-informatique et électronique industrielle recherche

B.T.S. INFORMATIQUE
B.T.S. ÉLECTRONIQUE

Envoyer C.V. et prétentions à :

E. M. R.
185, avenue de Choisy
75013 PARIS

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Organisation et informatique

Pour vous, l'informatique est avant tout un outil de gestion, un moyen, fascinant il est vrai, de résoudre des questions d'organisation. L'informaticien qui se complaît dans son ghetto, très peu pour vous. Ce que vous aimez et savez faire se situe en amont de l'exécution technique.

Assister l'utilisateur dans la formulation de son besoin. Assurer la cohérence de celui-ci avec le plan général du traitement de l'information dans l'entreprise. Prendre en compte les données humaines et financières. Rédiger le cahier des charges, les procédures. Etablir des devis, un planning. Enfin, gérer le projet. Voilà la mission que nous souhaitons confier à un jeune chef de projet, de formation supérieure (école d'ingénieur ou grande école de gestion), pouvant justifier d'une expérience de 2 à 4 ans dans l'informatique appliquée à la gestion administrative, comptable, commerciale.

Il travaillera, dans le cadre d'un service comptant une vingtaine de personnes, à la construction d'un système de gestion conversationnel et décentralisé. L'entreprise, filiale d'un puissant groupe industriel français, regroupe près de 3000 personnes. Elle est localisée en toute proche banlieue Est. Prenez contact sans tarder, sous référence 825 740M, avec les consultants du cabinet Sirca qui vous remercient de votre confiance.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

INGENIEURS SUPPORT INTERNATIONAL

Notre Société d'ingénierie informatique cherche à construire l'équipe support international d'un produit sophistiqué de réseaux d'ordinateurs.
Nous proposerons aux 10 collaborateurs retenus une formation de 5 mois sur le terrain avant d'être responsables des implantations chez nos clients et à l'étranger (Brésil, Nouvelle Zélande...).
Pour être des nôtres, il vous faut être ● ingénieur débutant (notion informatique souhaitée) ● parler anglais (seconde langue étrangère appréciée) ● accepter de nombreux déplacements à l'étranger pendant 2 ans ● souhaiter évoluer vers le poste d'ingénieur logiciel.

Envoyer CV + photo sous référence MDPS à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

dans le domaine des radars militaires

INGENIEUR EXPERIMENTE

(position III A)

pour conduite d'un programme d'étude et de développement d'un système radar embarqué. référence Z

INGENIEURS GDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG - ENSEM

pour étude et réalisation des systèmes évolués des traitements de signal. Goût de l'analyse. Travail en équipe. référence I

dans le domaine des télécommunications

INGENIEURS GDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses activités de développement dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux. référence C

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à **LCT** - BP 40 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex

Ingénieur
Mines, Centrale...

Vous n'avez peut-être jamais pensé que vous pourriez travailler dans l'assurance pourtant...

Vous êtes motivé par une fonction d'encadrement et, vous pouvez justifier d'une expérience de 5 années environ dans un cabinet spécialisé ou dans une grande entreprise au sein desquels vous avez abordé la fonction organisation dans le tertiaire.

Nous vous proposons de mettre en œuvre vos compétences dans le cadre d'un secteur opérationnel important de notre groupe. Ce poste basé à Paris vous conduira à des responsabilités en matière d'animation des hommes, d'organisation dans un contexte informatique, de développement d'un contrôle de gestion et également de technique assurance à laquelle vous serez formé. Des perspectives intéressantes pourront vous être offertes.

Prenez contact par écrit avec notre
Département Recrutement
Assurances Générales de France
33, rue Lafayette 75426 Paris Cedex 09



LE GROUPE DES ACTIVITES MEDICALES DE THOMSON CSF offre à un

INGENIEUR
DE HAUT NIVEAU
(ENSEEIHT, ESE ou équivalent)

l'opportunité de prendre en charge l'étude et le développement de nouveaux matériels utilisés en télévision numérique médicale.

Cet ingénieur, ayant de préférence quelques années d'expérience, devra être capable non seulement de diriger une équipe mais de se familiariser très rapidement avec les techniques très particulières et très avancées utilisées en imagerie numérique.

Une compétence dans le domaine vidéo sera très appréciée.

Merci d'adresser votre C.V., photo et prét. sous no 37452 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra Discrétion assurée

LA SOCIETE NOUVELLE LOGABAX

recherche pour son CENTRE TECHNIQUE d' EVRY

plusieurs

ingénieurs diplômés

(ESE ou équivalent)

Leur mission consistera à prendre la responsabilité du développement de tout ou partie d'un produit informatique à base de micro-processeurs huit et seize bits. De ce fait, nous recherchons des ingénieurs confirmés (trois à cinq ans d'expérience en études) ayant de bonnes capacités de dialogue avec l'Industriel et sensibilisé aux contraintes de plannings et de coûts.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions à Société Nouvelle LOGABAX, Direction du Personnel 79, Avenue Aristide Briand 94115 ARCUEIL Cedex.

HABITAT A ÉCONOMIE D'ÉNERGIE
(Réf. P.ES/332)

Nous vous proposons dans le centre de recherches d'un grand groupe industriel un poste pour un

INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU.

Vous assisterez directement le Directeur du département pour la **définition** et pour l'**exécution** de programmes de recherche et développement dans le domaine **des économies d'énergie et de l'énergie solaire.** Une compétence confirmée en **thermique** est nécessaire.
Des connaissances en **électronique** et en **informatique** sont souhaitées.

Veuillez adresser lettre manuscrite et curriculum vitae détaillé plus prétentions sous la Réf. P.ES/332 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra, sous réf. 38026.

L'ORGANISATION pourquoi pas ?

ingénieurs débutants

Vous êtes à la recherche de votre 1er emploi...

Vous êtes diplomés d'une Grande Ecole, Scientifique ou de Gestion, et vous vous apprêtez à entrer dans la vie professionnelle.

Avez-vous songé à démarrer votre carrière dans un poste de Consultant en Organisation ?



IOSP, filiale "Informatique et Organisation" du Groupe Compagnie Générale des Eaux vous propose cette opportunité.

Nos interventions sont de *haut niveau et débouchent dans la plupart* des cas sur de l'Informatique ou de la Bureautique.

Ecrivez sans tarder sous réf. 12.10/IO/465 à l'adresse ci-dessous. Nous vous recevrons rapidement à ADEQUATION 62-64, Avenue Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

NOUS SOMMES : une très importante Société de Construction Mécanique de la Banlieue Ouest.

VOUS AVEZ :

- Un Certificat d'Études Comptables du D.E.C.S. ou le niveau avec un D.U.T. ou B.T.S.
- 25 à 35 ans.
- Une expérience de 2/3 années de comptabilité analytique, le goût des contacts, de l'initiative...

NOUS OFFRONS : Un Poste d'ANALYSTE COMPTABLE, chargé :

- De l'amélioration des organisations.
- Des études, mise en place, suivi d'application et de procédures comptables.
- *Des relations avec les secteurs comptables, gestion et informatique.*

Les dimensions de notre Société nous permettent de vous assurer *une évolution certaine.*

Adresser votre candidature, curriculum vitae + photo + prétentions à :
PUBLICITÉ FRANÇAISE qui transmettra.
23-27, avenue de Neuilly. 75116 PARIS.
Sous référence 20.537 (nº a préciser sur l'enveloppe).

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche

1°) Pour son siège à VÉLIZY (78).

Un Ingénieur technico-commercial

pour promouvoir la vente d'amines dans les pays de l'Est. Le candidat retenu aura une formation d'Ingénieur chimiste, ainsi qu'une solide expérience de technico-commercial et une parfaite maîtrise de la langue allemande.

2°) Pour son Centre de Recherches à PARIS-19°.

Un Ingénieur chimiste

pour effectuer des recherches concernant l'utilisation des argiles dans divers domaines. Une expérience industrielle dans le domaine des argiles ou, pour un débutant, avoir soutenu une thèse sur les argiles, est une condition requise.

Un Ingénieur chimiste

pour effectuer des recherches sur des produits destinés à des applications routières, émulsifiants, dopes d'adhésivité, etc. Une bonne connaissance des techniques routières est indispensable.

Les candidats intéressés par ces postes sont priés d'adresser une lettre manuscrite + curriculum vitae, + prétentions (en précisant le poste souhaité) sous réf. 271 à Trendances, 9, r. Arsène-Houssaye, 75008 PARIS qui transm.).

collaborateurs PME

IMPORTANT CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL

recherche collaborateurs pour contribuer au développement de son **Département PME, PMI,** en pleine expansion.

Nous vous offrons :

- une formation de qualité aux techniques les plus avancées adaptées aux besoins des dirigeants de PME,
- *des outils modernes* et la collaboration de spécialistes de haut niveau : informaticiens, conseils en organisation, fiscalistes...,
- une possibilité de promotion rapide en fonction des performances.

Le poste nécessite :

- *un diplôme d'enseignement supérieur,*
- le niveau certificats supérieurs de l'expertise comptable,
- une bonne connaissance de l'anglais,
- au minimum 3 ans d'expérience acquise dans un cabinet d'expertise comptable,
- un esprit d'initiative et le sens des responsabilités.

Des déplacements sont à prévoir en province ou à l'étranger.

Disponibles début septembre 1982.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous réf. 6505-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra (en mentionnant le nom des cabinets auxquels il ne faut pas communiquer la candidature).

I.C.A. *International Classified Advertising* NEW YORK PARIS

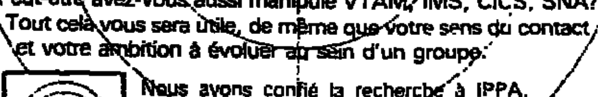
Notre parc

IBM/OS

devant être constamment optimisé et agrandi pour faire face à une augmentation continue de nos besoins nous menons en permanence des études tenant compte de l'évolution technologique.
Pour étudier et mettre en place les « outils » de demain, nous recherchons un

responsable système

Que vous soyez Universitaire ou issu d'une Grande Ecole compte moins que votre solide expérience dans le domaine du «système». Vous avez donc une vue d'ensemble et une grande pratique de MVS et si possible de VM.
Peut-être avez-vous aussi manipulé VTAM, IMS, CICS, SNA?
Tout cela vous sera utile, de même que votre sens du contact et votre ambition à évoluer au sein d'un groupe.





Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 29225 M.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Leader de la distribution pharmaceutique notre souci de performance et de rentabilité nous conduit à rechercher et mettre en œuvre des solutions temps réel de haut niveau pour satisfaire notre clientèle.

Vous êtes un

INGENIEUR DEBUTANT

(MINES - ENSIMAG - AM)

Vous voulez acquérir une compétence en informatique de pointe et vous êtes intéressé par les problèmes de production, d'ordonnancement et de gestion de stocks.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature et votre C.V. à :
O.C.P. REPARTITION
Direction des Affaires Sociales,
Service Recrutement
24, rue des Ardennes
75019 PARIS.

OCP REPARTITION

IMPORTANT ORGANISME BANCAIRE

recherche

JURISTE CONFIRMÉ (e)

en droit des affaires

Nous recherchons un juriste de haut niveau, qui aura au sein d'un groupe de juristes d'affaires (internes et internationales) la responsabilité de la conception de contrats pluri-disciplinaires ou de constructions juridiques complexes faisant appel à des connaissances approfondies tant de droit privé que de droit public ; il aura également à conseiller les Directions de l'Établissement sur les problèmes juridiques les plus divers qu'elles peuvent rencontrer.

Le poste nécessite une expérience de 5 à 10 ans acquise dans le cadre du service juridique d'une banque d'affaires ou d'une importante société industrielle ou commerciale.

La connaissance de l'anglais (lu, parlé et écrit) est indispensable : des connaissances en droit communautaire seraient très appréciées.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 41409 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

BANQUE

recherche

ÉCONOMISTES

pour l'étude de la situation économique et la solvabilité externe de divers pays étrangers.

- **Un économiste** diplômé d'études supérieures, possédant une première expérience professionnelle.
- **Un économiste confirmé** disposant d'une solide expérience dans ce domaine.

La connaissance de l'anglais est indispensable

Envoyer C.V. sous réf. 106 à Madame A. COLBERT
78, Avenue Albert Bartholomé - 75015 PARIS

Ingénieur grande école

+ IAE, MBA, ICG...

Notre compagnie fait partie des grandes sociétés françaises de taille internationale. Notre spécialisation, l'électronique nous amène à appréhender et à maîtriser les technologies d'avant-garde.

Pour faire face à notre développement constant, nous recrutons pour Paris un **INGENIEUR GRANDE ECOLE** avec une formation complémentaire en gestion du type MBA, IAE, ICG...

Cet homme âgé de 30 ans minimum aura une très bonne connaissance de la langue anglaise, une expérience dans l'audit financier ainsi que du contrôle de gestion. Il devra être habitué à l'usage de moyens informatiques (terminaux, micro-ordinateurs).

Il aura pour mission de préparer, avec différentes unités opérationnelles (France et U.S.A.), les plans financiers à moyen terme d'un groupe, de vérifier leur mise en place et d'en assurer la mise à jour permanente.

Après une période probatoire de 2 à 3 ans dans ce poste fonctionnel, il pourra, s'il le souhaite, prendre des responsabilités au niveau des unités opérationnelles du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et souhaits de rémunération) sous la réf. 1974 à

MEDIA P.A.
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

BANQUE DE TOUT PREMIER PLAN

recherche pour sa
DIRECTION DU PERSONNEL A PARIS

Juriste confirmé

spécialisé en droit social

HF

Il sera, au sein d'une équipe, chargé d'étudier des problèmes juridiques complexes et de proposer des solutions concrètes.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure (maîtrise en Droit Privé minimum), possédant une expérience d'une dizaine d'années en Droit du Travail, y compris dans ses aspects procéduraux, dans une entreprise comportant une pluralité d'Établissements.

Envoyer C.V. sous réf. 40200 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

Des achats à... la stratégie d'achat

ULMIC FRANCE

Société française multinationale (Siège à RUNGIS, usine à LA FERTE BERNARD - 150 km ouest de Paris), nous produisons les éléments de base entrant dans la fabrication de composants électroniques passifs. **Nous travaillons à froid des métaux ferreux et non ferreux** et nous recherchons notre

Chef du service achats

Au sein de l'équipe de Direction nous vous proposons d'être notre stratège en achat, c'est-à-dire : de réfléchir à la politique d'achat à moyen et *long terme, d'explorer de nouvelles sources d'approvisionnement aux niveaux national et international, d'être en contact étroit avec nos fournisseurs* et d'avoir le souci constant du prix de revient.

Secondé par votre équipe, vous assurerez également l'optimisation de la gestion des stocks, la rotation des produits, l'organisation des transports, le dédouanement...

Vous avez une **formation spécialisée (type ESAp)** une expérience réussie dans le domaine des achats, une bonne pratique de l'anglais : *nous vous offrons un poste qui vous permettra d'élargir vos fonctions et d'être associé pleinement à la réussite d'une entreprise performante.*

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 909/LM à notre conseil qui garantit la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants 57, avenue de Suffren 75007 PARIS

MEDIA PA



CONSTRUCTEUR DE MATERIELS INFORMATIQUES

EXPOSER TRANSAC

EN FRANCE ET A L'ETRANGER

... Un des rares métiers pouvant allier créativité et organisation.

En prenant en charge la réalisation et le suivi des expositions, vous serez l'interlocuteur des sous-traitants. Vos connaissances en art graphique faciliteront beaucoup vos différentes entreprises, d'autant que vous êtes déjà familiarisé avec ce type de mission.

Nous vous pensons jeune, dynamique, doué d'esprit d'initiative, etc... De toute façon, en nous répondant, vous allez trouver les termes exacts et originaux qui vous définissent !

Enfin, une bonne connaissance de l'anglais constituerait un atout intéressant, ce poste comportant de nombreux déplacements, en France certes, mais aussi à l'Etranger.

Merci d'adresser votre candidature, motivée et motivante (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) à Clotilde ZELLER - TRANSAC ALCATEL - 25, avenue de la Grande Armée - 75017 PARIS.

---

digital

No 1 de l'informatique interactive

recherche

dans le cadre du développement de son département Administration Commerciale

Gestionnaires de comptes-clients

- *Ils ou elles auront l'entière responsabilité administrative et* commerciale du suivi des commandes,
- assureront les relations directes avec les clients qui leur seront confiés ; ils seront en contact permanent avec les usines implantées en Europe.

Vous avez une maîtrise de gestion ou équivalent, une première expérience professionnelle de gestion commerciale ou financière, *de préférence dans une Société Multinationale*, vous parlez couramment l'anglais, vous avez un fort potentiel et vous aimez *les responsabilités.*

Merci d'écrire, sous réf. M 57, à la Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
18 rue Saarinen - Silic 225 - 94528 Rungis Cedex

SOURCES Benion & Gorés

PHILIPS

Data Systems

Dans le cadre du renforcement et de l'expansion de son équipe de qualification de logiciel système

recherche

ingénieurs débutants

Formation Grande Ecole
option Informatique



Pratique de l'anglais exigée.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite avec photo et prétentions au Service du Personnel - C.T.I. 4, Avenue du Général Leclerc 92260 Fontenay-aux-Roses.

Dans le cadre d'une réorganisation de ses structures commerciales dûe à une très rapide expansion, notre société (200 personnes - CA 140 Millions), fabriquant et commercialisant des biens d'équipement destinés aux professionnels de la chaussure, recherche son

Directeur Commercial

pour prendre la responsabilité de son département «négoce» représentant actuellement un CA de 40 Millions de Francs.

Dépendant du Président Directeur Général, le candidat définira la politique commerciale, réorganisera les circuits de distribution, animera une force de vente de 15 personnes, supervisera l'activité du Magasin Général (stockage, expédition).

Notre «candidat idéal», 35 ans environ, est diplômé d'une école de commerce, peut justifier d'une expérience réussie de la distribution en circuit long, s'exprime couramment en allemand et en anglais.

Mais c'est surtout un homme concret, adaptable et créatif, sachant négocier et *animer une équipe avec autant d'ascendant que de simplicité.*

- Poste basé à Paris (déplacements de courte durée en Province et à l'étranger).
- Rémunération attractive.

Si vous êtes motivé par ce poste, adresser sous réf. 206184 un dossier de candidature (lettre manuscrite, *CV, photo et prétentions*) à ORION 35, rue du Rocher 75008 PARIS. Réponse et discrétion assurées.

ORION
l'homme et l'entreprise

Diplômé d'une Grande École (Centrale, Mines, Ponts...),

DEBUTEZ VOTRE CARRIERE DANS L'INFORMATIQUE

le 19 juillet 1982

vous trouverez dans notre société de services, spécialisée en informatique de gestion :

- une formation de 4 mois aux techniques de l'informatique et à nos méthodes ;
- une expérience variée au sein d'équipes entraînées.
- une évolution rapide vers la conception de systèmes et la conduite de *projets.*

Adressez votre dossier de candidature sous référence 457



GROUPE INFORMATIQUE ET ENTREPRISE

Conseil en Informatique de Gestion
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS

Membre de Syntec Informatique

HAVAS CONTACT



Contrôleurs de gestion

Le Directeur du contrôle de gestion d'un groupe industriel de taille internationale exerçant son activité dans l'entreprise et l'ingénierie renforce son équipe de contrôleurs de gestion.

Les postes conviendraient à des débutants ou avec 2 à 3 ans d'expérience diplômés d'une école d'ingénieurs complétée par une formation de gestion ou diplômés d'une école de gestion.
L'anglais est indispensable, l'espagnol serait un atout supplémentaire.

Si vous préférez un poste comprenant plus particulièrement des audits *avec déplacements en France et à l'étranger vous répondrez sous* référence 3083 A

Si vous voulez un poste plus sédentaire mais davantage orienté vers la *fiscalité internationale, vous répondrez sous la référence 3083 B...*

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en précisant la référence du poste choisi à Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

média-system

REPRODUCTION INTERDITE



LEADER DE L'HYBRIDATION DES FONCTIONS ELECTRONIQUES COMPLEXES, la DIVISION MICROELECTRONIQUE HYBRIDE de CIT ALCATEL recherche pour développer sa gamme de produits nouveaux, des

ELECTRONICIENS :

ingénieurs INSA ou équivalent
techniciens DUT, BTS ou équivalent

décidés à prendre des responsabilités dans son équipe pour assurer : • l'élaboration, en collaboration avec ses clients, des circuits spécifiques nouvelle génération • la mise au point et le contrôle des produits à l'aide de matériels de haute performance.
Connaissances en informatiques souhaitées.
Formation complémentaire assurée aux techniques mises en œuvre.
Une bonne maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
M. JAMET - CIT ALCATEL - DIVISION MICROELECTRONIQUE HYBRIDE
1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL CEDEX

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL EN PLEINE EXPANSION
RECHERCHE UN

auditeur fiscal

chargé de procéder à des audits en matière fiscale et juridique pour le compte des sociétés internationales.
Le poste évoluera vers la fonction de conseil.

Ce poste requiert :

— une expérience de 3 à 5 ans.
— un diplôme de droit et/ou d'expertise comptable.
— la connaissance de l'anglais.

Le lieu de travail est situé à Paris.
Des déplacements en province sont à prévoir.

La motivation, l'engagement et une grande disponibilité sont des facteurs essentiels de sélection.
Les candidatures seront examinées avec la plus totale discrétion.

Adresser CV et lettre manuscrite s/réf. 7067 à PIERRE LICHAU S.A. - BP 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Nous sommes une entreprise dont la principale ambition est le progrès.
Nous croyons que celui-ci ne peut s'accomplir que par les hommes.
Pour accélérer notre expansion, nous voulons des

JEUNES DIPLOMES

pour qui le courage, l'efficacité, la disponibilité, l'humilité, la supériorité des faits sur la théorie, le progrès, l'autorité, la créativité, l'enthousiasme, la justice, la confiance dans les hommes sont des principes de vie.

Ecrire avec photo, lettre manuscrite en nous indiquant vos projets à
UNIPESAGE - SERVICE DU PERSONNEL
sous référence JD 06/82 - 68, avenue Gambetta, 93170 BAGNOLET

MUTUELLE GÉNÉRALE DU PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS LOCALES recrute pour son siège à PARIS-10e :

CHARGÉ (E) DE RELATIONS

avec les SECTIONS DÉPARTEMENTALES

- Bonne connaissance du Droit, de la Sécurité sociale et de la Mutualité nécessaires.
- *Expérience du milieu mutualiste et pratique de la dactylographie appréciées.*

Position
AGENT D'ENCADREMENT
susceptible d'évolution

Adresser C.V. sa réf. 21722 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE
recherche pour renforcer son activité dans les domaines de
l'Epargne et des Produits Financiers

Cadre confirmé

Il justifiera d'une **formation supérieure** (HEC, Sciences Po, Droit...) et d'une **expérience de 3 à 5 ans minimum dans ce domaine.** Il aura le sens des responsabilités. Il se verra confier, en fonction de ses aptitudes, l'élaboration et le suivi de produits d'épargne : SICAV, Fonds Communs de Placement, Intéressement, Immobilier... (Réf. 1963 A)

Analyste confirmé

Ce **cadre expérimenté** (3 ans environ) possédera une **formation supérieure** (HEC, Sciences Po, Droit...). Une connaissance du secteur Immobilier et du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics serait appréciée. (Réf. 1963 B)

Jeunes diplômés

De **formation supérieure** (HEC, Sciences Po, Droit...), ils se montreront intéressés par les problèmes économiques, juridiques et fiscaux, et posséderont le goût des responsabilités.
Perspectives d'évolution pour éléments de valeur.

Pour ces postes, le lieu de travail est **Paris 2ème.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi, à



(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa *Direction Informatique* à St Quentin en Yvelines (78)

Ingénieur Conseil

intégré à une équipe d'ingénieurs *Consultants, il sera chargé d'animer et de coordonner des actions d'assistance* technique auprès des Caisses Régionales, touchant les domaines de l'informatique et de l'organisation. Ce poste conviendrait à un ingénieur, possédant déjà une solide expérience de conseil dans ces domaines. **réf. D7**

Ingénieur Informaticien

responsable d'une *équipe, pour la réalisation d'applications accompagnant* un projet de pointe en matière de télécommunications au niveau national. Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant 4 - 5 ans d'expérience et une très bonne connaissance Temps Réel et Bases de Données. **réf. D8**

Ingénieur Analyste

pour concevoir et *développer des applications de gestion,* assister les utilisateurs dans la *définition de leurs besoins et mettre en place des* procédures administratives.
Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant 3 - 5 ans d'expérience et possédant une connaissance pratique de **CICS/ VSAM/Cobol** et si possible *Bases de Données.* **réf. D9**

Adr. CV, phot., sal. et prét. en précisant la réf. à CNCA
Recrutement Carrières 75710 Paris Brune

LEVI-TOURNAY PUB

JEUNES DIPLOMES
(HEC - ESSEC - ESCP ESC OU EQUIVALENT)

vous recherchez
des postes

d'auditeurs débutants

Nous vous offrons une carrière dans notre société

Nous sommes un
CABINET D'AUDIT FRANÇAIS
correspondant d'un grand nom international

Nous vous proposons :

— une formation à nos méthodes de travail, aux techniques d'audit et à l'expertise comptable,
— *un début d'expérience* professionnelle *variée au contact de grandes et moyennes sociétés* industrielles, commerciales et financières,
— des possibilités diversifiées d'évolution de carrière (spécialisation, transfert vers nos activités de conseil, formation à l'étranger).

Nos postes conviendront à de jeunes diplômés(es) possédant 2 certificats du DECS, désireux de travailler au sein d'équipes dynamiques et faisant preuve d'une grande disponibilité. De bonnes connaissances de l'anglais et de l'allemand seront appréciées.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous entretenir de
VOTRE PLAN DE CARRIERE
et vous demandons de nous transmettre votre curriculum vitae, une photo et une lettre de candidature à
BDA - Service du Personnel
2, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.

Jeunes diplômés
ESC, Sciences Eco, Bac + 4...

Dynamiques. Volontaires. Courageux. Efficaces.
En un mot : responsables.

Si vous vous reconnaissez dans ces quelques traits, vous nous intéressez.

QUI SOMMES-NOUS ? Une importante chaîne d'hypermarchés, en pleine expansion (nous engageons + de 1000 personnes par an).

QUI RECRUTONS-NOUS ? Des jeunes diplômés à qui nous confions tout de suite la responsabilité entière d'une unité. Des hommes et des femmes qui ont le goût de l'effort, et veulent faire leurs preuves rapidement.

LEUR TACHE ? Gérer, en toute autonomie, la petite entreprise que constitue le rayon : déterminer leurs prix, leurs actions promotionnelles, *leur publicité. Motiver leur équipe par l'exemple. Acheter. Gérer les stocks. Fixer leurs objectifs...*

Un travail varié. Un métier très prenant, très exigeant Qui ne peut convenir à tous, nous le savons. Mais un travail passionnant et riche d'expérience...

CE QUE NOUS LEUR PROPOSONS ? La liberté d'entreprendre, de décider par eux mêmes. Une rémunération motivante. D'importantes possibilités d'évolution liées à notre expansion.

Intéressés ? Pour ces postes à pourvoir en **périphérie immédiate de PARIS,** adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence M. 150 à **ADM** - 164, Rue de la Croix-Nivert - 75015 PARIS

MEDIA P4

Importante société Paris 16e
développant **des matériels de haut niveau technologique** vendus dans le monde entier recherche *pour son siège social* plusieurs

Contrôleurs de gestion

Leur *mission :*

- *participer à l'élaboration des budgets annuels et en effectuer les contrôles mensuels (dont calculs des en-cours),*
- *fournir tous les renseignements comptables et de gestion aux opérationnels,*
- *assurer les liaisons entre les unités de fabrication et le siège social.*

De formation supérieure (ESCAE, DECS, Maîtrise de Gestion), *les candidats devront justifier d'une* ***expérience de 4 à 5 ans*** *dans une société à vocation industrielle.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., *photo et prétentions,* en précisant sur l'enveloppe la référence 1952/M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA



MEESCHAERT
MARKETING FINANCIER

Dans le cadre du développement de notre département MARKETING notre Société de Gestion Financière recherche

UN/DEUX CHEFS DE PRODUITS
HF

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'Enseignement Supérieur :
H.E.C. - SUP. DE CO. - ESSEC

Il prendra très rapidement en charge la responsabilité *de l'organisation de produits existants et de l'étude de* la commercialisation, du lancement de produits financiers nouveaux.

Marketing et gestion des produits - détermination des conditions de vente - études de rentabilité - choix des *supports informatiques d'aide à la décision* - suivi des résultats - Documentation - promotion des produits.

En collaboration directe avec le Responsable Marketing, il lui sera donné toute latitude au plan de la gestion, de l'administration et de l'organisation.

Nous souhaitons rencontrer des "opérationnels" dotés d'un esprit "entrepreneur" possédant le goût et les aptitudes aux contacts, à l'animation, à la négociation, à la gestion, ainsi que des capacités de rédaction confirmées.

Ce poste, basé Paris, offre une rémunération de départ motivante et de réelles perspectives d'avenir pour des candidats désirant valoriser une première expérience d'entreprise (1 à 2 ans).

Adresser lettre de motivations + C.V. + Photo + prétentions à B. CEYROLLE
MEESCHAERT S.A.
12, rue Chauchat - 75009 PARIS

COFLEXIP

Leader mondial de sa spécialité : fabrication et installation de tuyaux flexibles pour l'industrie pétrolière, notre société présente dans le monde entier est en forte expansion (plus de 50 % par an).

Afin de renforcer nos équipes nous recherchons un

Contract manager

Avec le Chef de Projet, il contrôle la réalisation des projets dans les respect des procédures, des délais et des coûts, il établit des systèmes d'information permettant le contrôle des dépenses/budget, il négocie les contrats de sous-traitance et en contrôle l'exécution, il prépare, négocie et s'assure du règlement des réclamations avec les clients.

Le candidat âgé de 30 ans au moins, de formation ingénieur, maîtrise l'anglais et aura acquis une première expérience dans les projets internationaux de l'industrie pétrolière offshore.

Le poste basé à Paris nécessite des déplacements.

Nous vous remercions d'envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. 616/82 à **IS CONSEIL** 11, rue La Boétie – 75008 PARIS.

ISC I.S. CONSEIL
PARIS - LYON - MARSEILLE

MEDIA PA

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES A.I.D.

Société d'études spécialisée dans le traitement de l'information statistique

recrute

LE (LA) FUTUR (E) RESPONSABLE DE SON CENTRE DE CALCUL

UN (E) INGÉNIEUR ANALYSTE

Ayant une excellente connaissance du **FORTRAN**
et un goût pour **la STATISTIQUE.**

UN (E) PROGRAMMEUR DÉBUTANT (E)

Compétences requises :
Langage FORTRAN et CONNAISSANCES STATISTIQUES.
Niveau I.U.T.

Lieu de travail : VERSAILLES.

Envoyer C.V. et prétentions à :
A.I.D. - 12, rue Mansart,
78000 VERSAILLES.

REPRODUCTION INTERDITE



INGENIEURS ou TECHNICIENS SUPERIEURS

Vous parlez anglais, vous aimez les contacts humains, une vie active et vous appréciez les missions de courtes durées en province et à *l'étranger*.

Afin de renforcer nos équipes de formateurs, nous vous invitons à rejoindre notre entreprise spécilisée dans le domaine de la formation et du

TRANSFERT DE SAVOIR FAIRE

en Téléphonie, Télématique et Informatique.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre C.V. accompagné d'une lettre *manuscrite* à l'attention de Madame DANJOU,
COOPERATION INTERNATIONALE ALCATEL
27, *rue* Godillot - 93406 SAINT-OUEN

Important Groupe Aéronautique situé en banlieue Ouest de Paris, nous recherchons

ingénieur informaticien

Sa mission principale consistera à développer des applications de simulation en *temps réel sur des calculateurs spécialisés* (SEL 3275, ARRAY PROCESSEUR FPS, MICRO).

Le profil *requis est celui d'un Ingénieur* (INSA, ENSI, ENI...) ayant fait une option informatique, débutant ou possédant une courte expérience dans le *domaine* informatique temps réel. Une aptitude au travail en équipe est nécessaire. Nombreux avantages liés au Groupe.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous la référence 37.21/IL454 à ADEQUATION 62/64 avenue E. Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

INGÉNIEUR

ÉLECTRONICIEN
pour conception programmes-machines de test automatique

INGÉNIEUR

s/applications électroniques + SOFT, avant et après vente (relations technico-commerciales). Anglais courant.

EXPRESS ÉELECTRONIC ETT.
15, rue du Fg. Montmartre,
Paris 9e — 523-34-40.

BUREAU VERITAS
recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

ayant de préférence plusieurs années d'expérience de calcul de résistance des matériaux en charpente métallique.
Connaissances en informatique FORTRAN et BASIC appréciées. Anglais courant exigé pour études coques navires.
Travail à Paris.

Adresser C.V. sous référence Nº 41 à BUREAU VERITAS SMS/DCN/CN 1 31, rue Henri Rochefort 75017 PARIS.



RECHERCHE
POUR SES LABORATOIRES
AU PLESSIS-ROBINSON



INGENIEURS D'ETUDE

(DEBUTANTS)

Pour la conception de matériels de télécommunication faisant appel aux techniques les plus avancées dans les domaines :
- RADIOCOMMUNICATIONS
- SYSTEMES EMBARQUES
- AERONAUTIQUE
- OPTRONIQUE
- TRANSMISSIONS
- COMMUTATION (*MICROPROCESSEURS*).



INGENIEURS LOGICIEL

Débutants ou ayant une première expérience en conception et réalisation logiciel de systèmes temps réel sur mini et microprocesseurs.
Expérience en sécurité et maintenance appréciée.

Adresser C.V. à TRT, 5, avenue Réaumur
92350 LE PLESSIS ROBINSON.

LA FILIALE D'UNE IMPORTANTE
INSTITUTION FINANCIERE NATIONALE
recherche un

CHARGE DE MISSION

pour le financement de
SES OPERATIONS IMMOBILIERES

Ce poste nécessite d'abord une bonne capacité d'analyse des propositions d'intervention (appréciation du risque, étude technique et relations avec les promoteurs)

D'autre part, le responsable du poste doit participer à la décision au sein de comités où il est chargé d'exposer et de défendre les options prises par la filiale.

Seules les candidatures possédant une expérience de quelques années dans un *poste* similaire *seront* examinées.

Un niveau d'*études* supérieures et une bonne connaissance des mécanismes financiers du crédit *immobilier sont exigés.*

Envoyer C.V.. photo salaire actuel et prét.
sous no *38508* à CONTESSE Publicité
20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉLECTRONIQUE
(*matériel* haute fréquence)
leader mondial sur son marché

recherche

ÉLECTRONICIEN

pour prospecter les Pays de l'Est

Le titulaire aura à assurer des contacts commerciaux de haut niveau : démarchage, propositions techniques, signature des contrats.

Ce poste convient à des électroniciens – ingénieurs ou maîtrise – connaissant le matériel H.F. et si possible T.V., dotés d'aptitudes au commerce et à la négociation. Ils devront parler le russe (ou à défaut l'allemand), ainsi que l'anglais courant des affaires, sans être obligatoirement francophones. Ils seront disponibles pour des déplacements à raison de 40 % de leur temps. La rémunération, stimulante, sera liée aux résultats.

Adr. *lettre manuscr.* + C.V. + *photo* + *prétentions*, sous référence 207 M à

ETCHEVERRY S.A.
32, rue Pierret, 92200 NEUILLY.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
DE PRODUITS COSMÉTIQUES
recherche
pour son Centre de Recherche Appliquée et de Développement de la région parisienne, un cadre

BIOLOGISTE

IL SERA EN CHARGE :
- d'une part, du service des produits cosmétiques spécifiques et dermatologiques ;
- d'autre part, il sera le conseil en matière de biologie et de dermatologie de tous les autres services de formulation du Centre ainsi que du Marketing.

Ces responsabilités seront confiées à un homme ayant une formation I.N.S.A. ou universitaire en biologie et biochimie du niveau Doctorat et possédant une expérience professionnelle de l'ordre de 3 ans en pharmacologie et pharmacodynamie, obtenue dans un laboratoire pharmaceutique ou un grand centre de recherches. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite, photo et prétentions s/nº T 034.024 M à *RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue* Réaumur, 75002 PARIS.

Dans le cadre de sa politique de recrutement, une importante société de transports internationaux (+ de 2000 personnes), recherche

JEUNES CADRES DEBUTANTS (H)

DIPLOMES D'UNE ECOLE DE COMMERCE.
Anglais exigé - 2ème langue appréciée.

Les candidats retenus, dégagés de leurs obligations militaires, seront d'emblée intégrés pour formation dans nos agences portuaires.

Les jeunes diplomés désireux d'apprendre un métier difficile mais passionnant sont priés d'adresser leur CV., photo et prétentions à No 21742 - COFAP 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS, qui transmettra.

GROUPE BATIMENT
TRAVAUX PUBLICS
appartenant
à un ensemble international
recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

— Licence ou maitrise de droit des sociétés
— Ce poste nécessite une expérience d'environ *10 ans* dans un service juridique traitant de la constitution et du suivi des dossiers, une expérience complémentaire des dossiers d'assurance serait appréciée.

Lieu de travail : Banlieue SUD.

Envoyer CV manuscrit + photo + prétentions sous No 38.471 à Contesse Publicité
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

CGEE ALSTHOM

La Division des Ensembles Industriels,
établissement de MASSY
recherche

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

ESE - ENSI

pour service technique d'applications industrielles de la variation de vitesse (à thyristors et transistors) et des cervomécanismes.
Adressez votre candidature à :
CGEE ALSTHOM - Service du Personnel
9 rue Ampère 91301 MASSY.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche pour son SECTEUR CHIMIE, un(e)

TECHNICIEN(NE) COMMERCE INTERNATIONAL

NIVEAU AGENT DE MAITRISE

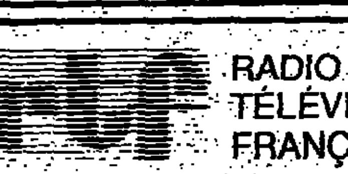
Mission :
— suivi et gestion des opérations administratives liées à la vente de produits chimiques en France et à l'exportation, en *liaison étroite avec les services* commerciaux, les usines, les transitaires.

Formation :
— BTS de Commerce International, DUT Technique de Commercialisation (option commerce international), écoles de commerce

Profil requis :
— Expérience indispensable dans le domaine exportation et dans la mise en place de l'informatique dans la gestion administrative des ventes.
— Anglais commercial
— Sens de l'initiative.

Lieu de travail : Quartier Bastille/Gare de Lyon

Envoyer CV, *prét et photo* ss no 38287
à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui trans.



Société de distribution de composants électroniques à GENTILLY recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

FORMATION SUP. DE CO., DECS
OU EQUIVALENT

Sous l'autorité du directeur financier, il aura la responsabilité de *l'ensemble* de la comptabilité de trois sociétés employant 150 personnes et réalisant un C.A. *annuel de 150 millions* de F.

Il aura une compétence affirmée en informatique (comptabilité tenue en temps réel).

Il sera responsable de la gestion de la trésorerie et du suivi de la clientèle.

Il devra mettre en œuvre la comptabilité analytique et les budgets. Une expérience similaire en entreprise ou au sein d'un cabinet d'expertises comptables serait appréciée.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions
à R.T.F. - DIRECTION DU PERSONNEL
9, rue d'Arcueil, 94250 GENTILLY

METROLOGIE

Importateur et distributeur de matériels micro-informatiques
recherche dans le cadre de l'expansion de son département

ARRAY PROCESSOR

INGENIEUR SUPPORT LOGICIEL

réf. M 037

- Expérience de 1 à 2 ans sur minis et super-minis.
- *Bonnes connaissances en traitement du signal* et en informatique scientifique.
- *Motivation pour les problèmes "temps réel"* et "informatique scientifique de pointe"

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

réf. M 038

- 1 à 2 années d'expérience dans la vente de systèmes scientifiques minis et super-minis.
- Goût réel pour la prospection, la définition et la négociation de marchés importants dans le domaine de la recherche scientifique.

Ces deux postes, basés à ASNIERES mais non sédentaires, nécessitent une bonne pratique de l'anglais.

Ecrire avec C.V., photo et pretentions, en précisant *la référence du poste choisi*, à :

Bernard PELON
Métrologie - Tour d'Asnières
4 avenue Laurent Cély - 92606 ASNIERES
CEDEX

METROLOGIE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

Située en Région Parisienne
(Banlieue Est)

recherche

CHIMISTE

Titulaire d'un DUT de chimie ou équival.

Libéré des O.M. Expérience appréciée.

Intégré(e) à un groupe, il(elle) sera chargé(e) de l'étude et de la mise au point des formulations détergentes, à usage industriel.

Anglais souhaité.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V. et prétentions s/nº 38.185, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

recherche

Acheteur Principal en matériels d'informatique et de bureautique

pour
- rédiger les appels d'offres
- négocier et établir les marchés
- *assurer le suivi des contrats.*

- Etudes supérieures souhaitées.
- Connaissances juridiques et techniques.
- Expérience technico-commercial appréciée.

Poste à pourvoir à St Quentin en Yvelines (78).
Adr. CV, phot., sal. et prét. s/ réf. MAF à CNCA Recrutement Carrières 75710 Paris Brune

---

Notre Division Avionique réalise des équipements de pointe dans un domaine en plein développement.

Nous recherchons pour le SERVICE GESTION INDUSTRIELLE un

D.U.T. gestion

Ce poste implique de nombreux contacts et le sens des responsabilités.

THOMSON-CSF
DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

Merci d'adresser CV + photo à Monsieur COLLET, THOMSON CSF
52, rue Guynemer
92132
ISSY-LES-MOULINEAUX



5 jeunes auditeurs

HF
PARIS - F 120.000 +

Un Groupe français de dimension mondiale, *réalisant 60 % de son C.A. hors de France* souhaite intégrer 5 jeunes Diplômés (spécialité Finance - Comptabilité) en recherche du premier emploi ou dotés d'une toute première expérience.

Ils intégreront l'equipe d'Audit Interne et agiront tant en France qu'à l'Etranger. *Après réussite dans la fonction (minimum 4 ans)*, ils se verront confier des responsabilités opérationnelles au sein du Groupe.

- Formation HEC, ESSEC, ESCP (MBA ou DECS très appréciés).
- Anglais courant indispensable + autres langues souhaitées (*Espagnol - Portugais - Allemand*).

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, remunération actuelle en précisant la réf. 234-M

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AV DU COQ - 75009 PARIS

Banque privée *PARIS 8e*
Clientèle PME
recherche pour son
DEPARTEMENT ETRANGER

CADRE OU GRADE EXPERIMENTE

pour seconder le chef du département

Bonne expérience en : import-export, statistiques Banque de France, trésorerie devises. Bons contacts avec la clientèle. Des connaissances en dactylo *et en télex* seraient appréciées.

Adresser CV détaillé: Mme CLAVEL,
86, rue de Courcelles, 75008 PARIS

Leader d'un marché
en progression constante

Kellogg's

Produits Alimentaires

recrute

Un(e) Assistant(e) de Marketing

Formation supérieure commerciale souhaitée.
Anglais courant.
Dépendant du Directeur du Marketing, le *candidat aura principalement la responsabilité* :
- *de la mise en oeuvre et du suivi de la* politique promotionnelle
- *de la gestion budgétaire des dépenses de* l'ensemble du département marketing.

Adresser lettre manuscrite, CV avec photo et prétentions à KELLOGG'S
Tour Bureau de Rosny 2
93118 ROSNY S/ BOIS CEDEX

LEVI JOURNAY PUB





REPRODUCTION INTERDITE

FIRME DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
à clientèle internationale
recherche

FISCALISTE EXPERIMENTE

Ayant au moins cinq ans d'expérience.
Connaissance de l'anglais.

A.J.F. & Associés, Membre de PEAT MARWICK INTERNATIONAL
Tour Fiat, Cédex 16
92084 PARIS-LA DEFENSE
M. G. de BRONDEAU - Tél. 796.20.75

ASCINTER OTIS
Filiale Française du N°1 Mondial de l'ascenseur, recherche pour son Service Informatique

analyste-programmeur

1 ou 2 ans d'expérience souhaités.
Formation IUT. Informatique ou équivalent.
Matériel IBM 4341, Temps Réel, Bases de données.
Evolution de carrière intéressante pour candidat de valeur.
Lieu de travail : Siège Social PARIS 17è
Adresser C.V., photo sous réf. 4888/JN à A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

Société, filiale d'un important groupe industriel à vocation internationale, spécialisée dans les biens d'équipements industriels, recherche :

UN CADRE FINANCIER EXPORT

MISSION :
— Au sein de la direction financière, il assurera la préparation, la mise au point et le suivi des conditions financières des contrats à l'exportation.
— Assistant les responsables de projet, il devra prévoir des déplacements de courte durée lors des négociations.

PROFIL DU CANDIDAT :
— 30 ans minimum.
— ESSEC, SUP de CO, SCIENCES PO, Option Finances. Expérience confirmée des mécanismes des contrats à l'exportation (financements, assurances...).
Une expérience bancaire en ce domaine serait particulièrement appréciée.
— Anglais impératif, seconde langue étrangère souhaitée.
— Organisation, clarté, sens critique, goût des contacts, sont les points forts de la personnalité de ce candidat.

Envoyer dossier de candidature s/réf. 3278/M à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris, Cédex 02 qui transmettra

---

La raison d'être de notre Société est la négociation des grands projets d'équipements dans le monde entier.
Nos performances résultent de la très grande technicité de nos hommes qui savent créer une ambiance de travail de qualité et riche de contacts.
Dans ce contexte, notre P.D.G. et notre D.G. qui voyagent fréquemment recherchent chacun leur

Collaboratrice

Pour que votre candidature nous intéresse, il vous faut justifier :
– d'un minimum de 10 ans d'expérience dans le secrétariat de haut niveau de direction d'entreprise,
– de la pratique courante de l'anglais ou de l'espagnol.
La rémunération que nous envisageons est en rapport avec le niveau des postes.
Par ailleurs, les locaux de travail situés dans un beau quartier de Paris sont vastes et agréables.
Adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. 3204 à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris.

média-system

LA CAISSE CENTRALE DU

Crédit Mutuel

recherche

Chargé(ée) de Mission

– pour prendre en charge tout ou partie de nos projets allant de la conception des études jusqu'à la réalisation des applications
– pour assister le responsable du service informatique auprès des instances techniques de la profession
– de formation supérieure, le candidat aura acquis en 3 à 4 ans au sein d'un organisme bancaire, une bonne pratique du COBOL dans les environnements télétraitement et base de données.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 12 RH à C.N.C.M. Direction des Relations Humaines 88/90, rue Cardinet 75017 Paris

---

Importante société d'ingénierie
La Défense - recherche

INGENIEUR METHODES

Vous avez une expérience dans la mise en œuvre des processus d'assurance de la qualité (aérospatial, nucléaire...) ou vous avez acquis par votre expérience une bonne connaissance de ces processus.

Nous vous proposons de :
– faire appliquer les procédures dans l'exécution des travaux d'ingénierie nucléaire ;
– être l'interlocuteur lors des enquêtes internes et externes d'assurance qualité ;
– participer à l'amélioration du système de l'assurance de la qualité de l'ingénierie et à sa mise en œuvre.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 74322 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

BANQUE PRIVÉE PARIS
recherche

ADJOINT (E)

AU CHEF DU SERVICE ÉTRANGER
CLASSE III-IV - Réf. A

Cette personne devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans un service étranger de banque et connaître de façon comptable et administrative tous les types d'opérations sur l'étranger.
Anglais indispensable.
Connaissance de la réglementation des changes.

GRADÉ (E)

RESPONSABLE SECTION TRANSFERTS - Réf. B

Cette personne devra justifier d'une expérience dans les opérations de transferts, rapatriements.

Bonnes notions d'anglais et connaissance de la réglementation des changes.

EMPLOYÉ (E)

BACK OFFICE CHANGE - Réf. C

Expérience 1 an minimum dans le suivi des opérations de trésorerie (comptant, terme, prêts, emprunts).

Ecrire sous N° 034.090 M
en précisant la référence de l'annonce : RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e).

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE
recherche
pour son centre d'ISSY-LES-MOULINEAUX

FORMATEUR ÉLECTRONICIEN

D'ÉQUIPEMENT
pour montage-câblage en électronique.
• diplôme B.P. minimum ;
• niveau souhaité Bac F 2 technicien ;
• 5 ans d'expérience ;
• bonne connaissance des problèmes de fabrication.

– 7 semaines de congés payés.
– Formation pédagogique assurée.

Adresser C.V., photo, prét. sous réf. 274 à : TRENDANCES, 9, rue Arsène-Houssaye, 75008 PARIS, qui transmettra.

Important groupe d'assurances
recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

pour participer à la conception et à la mise en place de systèmes informatiques de gestion pour les agents généraux.
Les postes à pourvoir demandent des qualités techniques (analyse des besoins des utilisateurs) et commerciales et des aptitudes à la formation et au conseil.
Lieu de travail : Paris - La Défense.
Déplacements en province de courte durée à prévoir.
Adresser CV et prétentions, sous référence 3288, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Si vous désirez gagner entre 12.000 et 18.000 F par mois
SOCIETE INTERNATIONALE
exerçant ses activités dans différents domaines,
recherche
pour son département PARAMEDICAL

attachés(ées) commerciaux

• Baccalauréat exigé
• Grande disponibilité
• Excellente présentation.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à : A.M.P. sous réf. 4876/JN - 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS qui transmettra

---

Une Société de moyenne importance, leader sur son marché, filiale d'un groupe multinational, recrute

son controller

Il devra décharger le Président de la fonction comptable et financière en utilisant les ressources existantes de l'entreprise : le service comptable et le service informatique dont il sera responsable.

Il devra améliorer les systèmes de gestion existants, implanter une comptabilité industrielle informatisée adaptée à l'entreprise et traiter les problèmes d'organisation.

Le candidat recherché aura **une grande puissance de travail et une expérience pratique de 10 ans minimum.** Sa formation supérieure (ESC ou DECS) lui permettra d'évoluer dans la société ou le groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite (C.V., photo et prétentions) en rappelant la réf. 37599 à Projets Publicité, 12 rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre.

SOFRA

Société de Conseil et de Formation
Secteur agro-alimentaire
pour assurer la croissance de son activité formation

recherche

COMMERCIAL FORMATION

(H.-F.)

– Ventes de séminaires et produits de formation.
– Identification des besoins des entreprises.
– Relations clientèle, prescripteurs, organismes.
– Liaisons conférenciers intervenants.

Excellents contacts téléphoniques et directs.
Intéressements sur objectifs.
Expérience poste similaire appréciée.
Rémunération 100.000 F + intéressement.

Adresser lettre, C.V. manuscrit, photo à :
SOFRA - 33, rue Raffet - 75016 PARIS.

SPÉCIALISTES DU RECOUVREMENT DE CRÉANCES COMMERCIALES

SUR FRANCE ET ÉTRANGER
recherchés
par établissement financier
PARIS

• Situations d'avenir pour hommes actifs et expérimentés.
• Déplacements fréquents.
• Anglais courant indispensable pour le poste étranger autres langues appréciées.

Ecrire : CENTRALE FACTOR
B.P. 89 - 75825 PARIS Cedex 17.

BANLIEUR EST ASS. RECHERCHE

DIRECTEUR

CLUB PRÉVENTION
dipl. éduc. et expér. prév. néces.

Envoyer C.V. à HOUDARD, 5, rue du Renard, 75004 Paris. Discrétion garantie.

Société française spécialisée en moyens d'essais dynamiques faisant appel aux techniques hydrauliques électroniques et informatiques
recherche
dans le cadre de son expansion à l'exportation
tous pays un

TECHNICIEN

B.T.S. - I.U.T. ou similaire.
Anglais courant indispensable, de formation technique, apte à voyager dans le monde entier afin de mettre en place un réseau de partenaires, représentant nos produits. Une formation de base de B.E. et/ou de plates-formes d'essais serait un atout ainsi que des connaissances en hydraulique industrielle. Nécessité d'envisager 10 jours de voyage par mois.

Ecrire Société JACOTTET - B.P. 189
78003 VERSAILLES.

Groupe en forte expansion exploitant chaîne de magasins articles divers, recherche

DIRECTEUR DE MAGASIN

POUR UNITÉ RÉGIONALE
DE 15 A 20 PERSONNES
30 ans minimum, de formation secondaire ou équivalente, vendeur et animateur justifiant d'une expérience réussie dans la grande distribution (chef de rayon par ex.), la vente de biens d'équipement ou le moyen commerce. Il assurera après formation l'organisation de l'unité, l'animation du personnel et participera activement au développement du chiffre d'affaires. Sans être indispensable, une connaissance de la législation du travail serait appréciée.
POSITION CADRE-FIXE +
INTÉRESSEMENT SUR CHIFFRE D'AFFAIRES.

Merci d'adresser dossier de candidature avec lettre manuscrite et photo récente à :
S.C.M.C. - 134, bd de Clichy, 75018 PARIS.

GROUPE BANCAIRE
recherche pour
sa Division Recherche Opérationnelle

Cadre d'Etudes

pour
- *mener des études en utilisant les mathématiques appliquées, l'économétrie et la recherche opérationnelle*
- *concevoir et réaliser des outils d'aide à la décision ainsi que des outils de gestion.*

Expérience de 4 ou 5 ans, bonne pratique de l'informatique, connaissance bancaire et/ou comptable appréciée.
Lieu de travail : **Région Versailles.**
Adr. CV, phot., sal. et prét. s/ réf. 5589 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02

Pour répondre à son développement France et export, société française recrute
pour ses services commerciaux basés à Paris

L'ASSISTANT DU CHEF DE PRODUITS

SABLAGE, GRENAILLAGE
de niveau E2 ou projeteur 1,
il lui sera demandé d'établir les dossiers de projets avec plans et nomenclature.

Expérience souhaitée dans l'ingénierie des traitements de surface.

Age 30 ans minimum.

Adr. C.V., prétent. s/réf. 7054 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

P.M.I. MELUN ACIERS INOXYDABLES

recherche

UN CHEF COMPTABLE

D.E.C.S. ou équivalent, comptabilité générale, bilan et comptes d'exploitations, paies, déclarations sociales et fiscales, trésorerie, relations banques.

UN COMPTABLE

CONNAISSANCES INFORMATIQUES EXIGÉES

Ecrire avec c.v. et prétentions sous le n° T 034.097 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L.T.P. SAINT-NICOLAS.
recherche
PROFESSEUR : pour enseignement du dessin industriel dans *les classes préparant au bac* technique diplôme souhaité : *INGÉNIEUR A. et M.*
Téléphonez au 222-83-60.

ÉTABLISSEMENT recevant 54 garçons caractériels intelligents, de 10 à 15 ans

RECHERCHE

pour rentrée *scolaire* 1982 (16 août)

ÉDUCATEUR(TRICE) SPÉCIALISÉ(ÉE) MONITEUR(TRICE) ÉDUCATEUR(TRICE)

INTERNAT (2 semaines)
convention collective 1966.
Adresser C.V., réf., photo. à M. le Directeur de l'Institut Psychopédagogique *St-Maximin, place de l'Eglise,* 60740 Saint-Maximin.
Téléphonez au (4) 424-06-10.

POUR FILIALE GROUPE ÉTRANGER

ARGENTEUIL 95
nous recherchons

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

DECS ou BTS
3 ans d'expérience minimum
Connaissance informatique de gestion nécessaire.

Anglais indispensable
Rémunération 100.000 F/an

Envoyer C.V. et photo à HORWATH ET HORWATH-FRANCE
54 av. *Marceau 75008 Paris.*

UTI SERVICES

recherche

DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT

ANALYSTES-SYSTÈME

VILLE DE BOISSY-ST-LÉGER (15 000 hab.) recherche
1 RESPONSABLE
Chargé de la direction de l'Animation *dans la commune et de* la coordination des activités *socio-culturelles.*
Expérience exigée.
Faire acte de candidature à : M. le maire Hôtel de Ville, 4, bd Léon Révillon, 94470 BOISSY-ST-LÉGER avec C.V., diplômes et photo.

ORGANISME RÉGIONAL DE SÉCURITÉ SOCIALE
(Service Prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles)
recherche

2 INGÉNIEURS

Titulaires d'un diplôme reconnu par l'État.
de nationalité française ayant une expérience *industrielle d'au moins* 5 années en mécanique ou électricité, possédant le permis de conduire VL (l'exercice de la Fonction pourra nécessiter de l'usage d'un véhicule pour lequel des *indemnités kilométriques* seraient accordées).

Adresser C.V. très détaillé avec copie du diplôme et des justificatifs professionnels à *Monsieur* le Chef du personnel de la Caisse *régionale d'Assurance*-maladie d'Ile-de-France, 17-19, *rue de Flandres,* 75935 PARIS CEDEX 19 (avant le 20 juin 82).

Sté phonographique Paris-20e rech. d'urgence pr IBM 34 256/257

RESPONSABLE DE SERVICE INFORMATIQUE

Bon analyste programmeur pr service 4 personnes.

ANALYSTE-PROGRAM.

pour exploitation implications existantes — développement nouvelles applications — seconder le *chef de service.* Profil des candidats : 2/3 ans expér. minimum. *Notions comptabilité.* Envoyer C.V. + prétent. DISQUES AZ. 13. *passage des* Tourelles, 75020 Paris.
M. RABAUD.

ÉTABLISSEMENT SECONDAIRE SOUS CONTRAT
(région parisienne)
recherche
pour septembre 1982

PROFESSEUR D'ATELIER EN MÉTALLURGIE

B.P. ou diplôme équivalent expérience en entreprise souh.

PROFESSEUR EN ÉCONOMIE FAMILIALE ET SOCIALE

diplôme B.T.S. ou plus

PROFESSEUR SECRÉTARIAT

diplôme B.T.S. ou plus

Adres. c.v. sous le n° T 034.086 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Chargé(e) d'études confirmé(e)

PARIS 16ème

Filiale d'un groupe multinational, nous sommes un annonceur important dans le domaine des produits de grande consommation avec un fort taux de progression.

Nous avons une gamme de marques bien implantées dans leur secteur. Nous travaillons également activement dans la recherche de produits nouveaux. Les études de marché jouent un rôle clé dans le développement de notre stratégie marketing et publicitaire.

Nous recherchons un(e) chargé(e) d'études qui devra définir les besoins en études de marché et y faire face pour plusieurs marques importantes. Il (elle) devra également utiliser ces études pour guider le développement de la stratégie marketing et publicitaire de ces marques.

Nous demandons environ 5 ans d'expérience dans les études de marché, acquis soit en institut, soit chez un annonceur de produits de grande consommation. Une bonne connaissance des techniques d'études ad hoc est indispensable.
De plus, une connaissance des panels détaillants et consommateurs serait appréciée. Il est nécessaire de parler et écrire l'anglais couramment, car c'est la langue de travail de la Divison Européenne de notre société.

Si vous répondez à ces conditions, et si cela vous intéresse vraiment d'utiliser les études de marché pour contribuer à la stratégie marketing et publicitaire, nous aimerions vous rencontrer.

Ecrivez-nous : Direction du Personnel - 3 rue Keppler 75116 PARIS

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
PUPITREUR

MICRO avec CP/M
IBM 4341 Model 2
MVS - JES 2 - TSO/SPF
DB/DC
Réseau - Transpac
PROTÉE

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au SERVICE DU PERSONNEL 6-14, rue La Pérouse, 75784 PARIS Cedex 16.

Importante administration recherche pour Paris

CHARGÉ(E) D'ENQUÊTES DÉBUTANT(E)

(CADRE A) - 80.000 F/AN diplômé(e) maîtrise d'Économétrie. Sup. de Co. Paris, ENSAE, ISUP, ENS Géographiques.
La personne recherchée sera chargée d'organiser et de dépouiller des enquêtes d'opinions, du contrôle des entreprises d'enquêtes, et de la présentation des dossiers. Elle aura également la responsabilité d'une équipe de 3 personnes. Nombreux avantages sociaux.

Écrire avec C.V. à Axial Pub. (s/réf. 9852), 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transm.

Etablissement financier recherche

JEUNES DIPLOMÉS

pour ses agences de Paris, Melun, Versailles, Pontoise.
- 1re année : fonction commerciale de conseiller en gestion de patrimoines.
- 2me année : fonctions d'encadrement.

Adresser C.V. à D.M. investissement, 6, rue Newton, 75116 PARIS.

Important organisme de garantie financière recherche pour son siège parisien

UN ANALYSTE FINANCIER

MISSION :
Rattaché au service études et analyses, il a la responsabilité d'apprécier en permanence le risque présenté par un ensemble d'entreprises garanties dont la surveillance lui est confiée.
LE CANDIDAT :
Débutant ou ayant une première expérience, il a acquis au cours de ses études supérieures de solides connaissances en comptabilité et en analyse de bilans, et une certaine ouverture aux problèmes juridiques.

Adresser curric. vitae + photo + prétent. ss le nº 41.525 M, à BLEU 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX.

ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE recherche

FORMATEUR

Enseignement général MATHS et FRANÇAIS
25 ans minimum. Bac exigé.

- 7 semaines de congés payés,
- format. pédagogique assur.,
- poste à pourvoir : banlieue sud-ouest bordure périphérique.

Env. C.V., photo et prétentions sous la réf. 279 à Trendances, 9, rue Arsène-Houssaye, 75008 Paris, qui transmettra.

Importante société, filiale d'un groupe international implantée à la Défense recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-CCIAL

Ingénieur physicien ou universitaire, niveau minim. 3e cycle physique, débutant de préfér., pour promotion de :
- céramiques piézoélectriques.
- monocristaux synthétiques.

Facilités de contacts avec des interlocuteurs d'horizon très différent nécessaires
Anglais indispensable

Env. C.V. et lettre man. sous le nº 2.174 à Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHE
Porte de Versailles
recrute

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Pour étude et réalisation d'appareils électroniques (prototypes) pour mesures en Génie civil et justifiant DUT Génie électrique option électronique ou B.T.S. électronique.

Notions d'informatique souhaitées.

Travail occasionnel sur chantiers. Poste stable. 39 heures. Cantine. Avantages sociaux.

Adr. C.V. et prétentions à nº 38437, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS, Cedex 01, qui transmettra.

POUR IMPORTANTE STE

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

EXPER. 5 ANS à 12 ANS
HARD OU SOFT
Poss. responsabilité projets
poss. responsabilité labo.

SALAIRES MOTIVANTS

TÉL. pour R.V. INTER-COMPUTER 806-50-00.

Sté location véhicules Paris, banlieue Nord-Est recherche

J.H. AGENTS DE COMPTOIR

Notions comptabilité et commerciales, réf. exigées permis conduire V.L.
Libres de suite
Dégagés des O.M.
Env.C.V. et photo à nº 41546 M, BLEU 17, rue Lebel 94307 Vincennes cedex.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL

recherche

UN JEUNE CONSULTANT

ayant de 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine des ressources humaines : recrutement, études de rémunération, formation.

Il s'agit d'une réelle opportunité pour une personnalité dynamique de devenir rapidement l'associé d'une petite équipe conseil de grandes sociétés.
Rémunération : 200 000 F +

Merci d'adresser votre C.V. détaillé sous réf. 8.022 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

Société spécialisée en production d'enzyme et biomasse bactérienne

recherche

TECHNICIEN

POUR SERVICE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Niveau D.U.T. (biotechnologie). Exp. professionnelle appréciée. Libéré des O.M.

Ecrire lettre manuscrite et C.V. détaillé à : ÉTS BOLL, Le Moulin-d'Aulnay, B.P. 4, 91290 St-Germain-les-Arpajon.

ANATOR S.A.

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

très bonne connaissance :
- procédure de transmission sur réseau téléphonique,
- technologie microprocesseur hard et soft.

Expérience 3 ans minimum
Poste devant déboucher rapidement sur responsabilités activités télé-transmission

Envoyer curric. vitae manuscrit, photo et prétentions, 18, rue de Sartrouville, 95240 Cormeilles-en-Parisis.

Téléphonez au (3) 978-32-96.

Mensuel à grand tirage recherche d'urgence

UN(E) SECRÉTAIRE DE DIRECTION

CONFIRMÉ(ÉE)
Adr. c.v. s/le nº T 034.026
M.RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

INFORMATIQUE

située Pont de Neuilly recherche UN

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Une expérience minimum de 2 ans en développement microprocesseurs est souhaitée

Expérience logiciels de base appréciée

Adressez dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo) en précisant sur l'enveloppe la référence 8.336 à R.S.C.G. CARRIÈRES, 48, rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris, qui transmettra.

GRANDE ASSOCIATION EUROPÉENNE

A vocation nautique recherche

ANIMATEUR

Ayant déjà exercé responsabilités de direction dans organisme social ou dans entreprise industrielle.
Bonne connaissance de l'Anglais.

Envoyer lettre et C.V. à Ph. Vinay 155, Bd. St-Germain 75006 Paris, qui transmettra.

POUR CONCESSION PARIS
500 à 800 VOITURES

DIRECTEUR

- gestionnaire,
- sens commercial aigu,
- sens des responsabilités.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à

Monsieur P.BOUBIELA

SEF TECHNIQUES

19, rue du Contrat Social
92600 ASNIÈRES

enseignement

APPRENDRE L'AMÉRICAIN
à
L'AMERICAIN CENTER

261, bd Raspail, 75014 PARIS

633-67-28

Session intensive du 28 juin au 9 juillet pour :
gens pressés
lycéens en mal d'anglais
touristes.

Méthode orale, cours dans la journée et le soir.
Début des inscriptions le 7 juin.

Egalement session du 13 au 24 septembre. Inscriptions à partir du 1er septembre.

information divers

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM M, 6, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

occasions

MIEUX QUE DES

SOLDES

20.000 m²

MOQUETTES

PRIX D'USINE
Les plus grandes marques en pure laine et synthétique MOQUETTE DE LA REINE, 109 bis, route de la Reine, 92100 BOULOGNE. 603-02-30 +.

secrétaires

Siége important groupe industriel axé sur l'énergie
ROND POINT CHAMPS ELYSEES
recherche

Secrétaire expérimentée

Formation BAC minimum + école de secrétariat. Quelques années d'expérience.

Bonne ambiance de travail. Horaires souples.

Rémunération motivante. Perspectives d'évolution. Vacances 82 assurées ou, le cas échéant, prise de fonction en septembre.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous

CORT — réf. 2834 à D. DANGER
Service Recrutement - CORT
65, av. Kléber - 75116 PARIS.

Dessein

MEMBRE DE SYNTEC

Société proche Opéra recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

confirmée

- Sténo-dactylo :
- bilingue anglais ;
- sachant rédiger et ayant bonne connaissance comptabilité générale :
- bonne présentation exigée.

Adresser C.V. et photo sous nº 38.370 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Jeune groupe dynamique région Marne la Vallée RER EST dans très beau cadre recherche pour son P.D.G.

SECRÉTAIRE

Ce poste conviendrait à une jeune femme de 30 ans environ très ordonnée, méticuleuse, excellente présentation, très bonne bilingue anglais avec sténo française. Ayant déjà assumé un secrétariat de niveau de direction générale.
Envoyez C.V., GK International Conseils en recrutement, 39, avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOI

J.F. 33 a., form. sup. sc. humaines, niv. doct., 4 a., exp. enseign. ch. empl. branche dif. Etudie toutes propos. Hurlon, 11, r. Augereau, 75007 Paris.

J. FEMME 33 ans, maît. gest. DUT F compt., exp. prof., 6 a. chef compt. de PME cherche emploi stable. Libre immédiat. Mme Belhousse, 2 bis, rue de la République, 93009 BOBOGNY.

H. 35 a. maît. gest., 8 a. assist., 8 a. ass. D.-G. PME serv.ind. coût. gest., org., adar, études inform., angl., rech. poste perspectives ouvertes. Ecr. s/nº 2.781 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RELATIONS HUMAINES ORGANISATION FORMATION

Cadre 37 ans, 15 ans exp. Etudierai toutes propositions. Ecr. s/nº 8484 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURN. CONFIRMÉE 34 ans, 11 ans exp. maison consom. environnement beauté santé. Dep. 2 ans et act. rédact. en chef trim. 200.000 ex. santé prév. ch. poste équiv. ou chef rubrique mens., préf. gd public. Ecr. s/nº 2.782 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 33 ans parlant français, anglais, allemand ch. emploi hôtellerie à partir du 1-9-82.
Ecrire s/s nº 520 à HAVAS, B.P. 490, 57017 METZ Cedex.

ASSISTANTE DE DIRECTION

20 ans d'expérience (Secrétariat direction, gestion personnel, formation). Connaissances anglais, recherche poste à responsabilités Paris banl. Ouest. Libre début septembre. Ecrire à nº 40.883 M-BLEU, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES Cedex.

MUSICIEN. Permis VL, cherche emploi stable mi-temps, temps partiel ou variable, chauffeur-livreur, etc. Niveau Bac électronique et informatique + connaissances législation Sécurité sociale. Tél. : 340-80-74 Jean-Marc Léandre.

EXPERT COMPTABLE

35 ANS
Mémorialiste
MAITRISE DE GESTION
PARIS (IXe)

Allemand + anglais.
Expérience direction service audit et DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
Compétences :
finances comptabilité, contrôle de gestion, organisation, informatique, juridique et fiscale.
Ayant travaillé 2 ans à l'étranger, recherche poste de responsabilité, grande disponibilité expatriation possible.

Ecrire sous le nº 034.083 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Assistante expérimentée

BILINGUE

Français-anglais
Secrétariat-traduction.
483-90-01 à/c. Mercredi.

La FORMATION ne peut-être efficace, adaptée, RENTABLE que si elle est pilotée de l'intérieur.

Offrez-vous une RESPONSABLE de formation « LANGUES ».
Tél. : 638-76-78, hres bur.
C. JOUAS

J.F. 27 ans, journaliste pigiste, cherche emploi dans rédaction ou presse. Tél. : 606-48-35.

CADRE ADMINISTRATIF
45 ans, expérimenté, 5 ans en Direction : financière (banques) suivi, contrôle comptab., gestion du personnel (50 pers.), assurances etc... rech. poste PARIS-BANLIEUE
Ecrire nº 38.189 CONTESSE, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

capitaux propositions commerciales

Cabinet d'ingénierie financière, de conseils financiers d'entreprises, de formation continue et d'aide à la création d'entreprise, souhaite se développer en province en franchise. Recherche créateur motivé. Relations nécessaires mais peu de capitaux exigés.
Téléphone au 260-95-08.

propositions diverses

L'Etat offre de nombreuses possibil. d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et tous avec ou sans diplômes. Dem. une doc. sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Dem. une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon 75429 Paris Cedex 09.

travail à domicile

Je frappe THÈSES (Sc. humaines, médecine, droit) mémoires, manuscrits, rapports sur machine électronique. Travail rapide, soigné. 535-28-65.

Secrétaire de direction frappe tous textes et manuscrits s/I.B.M 82 C. travail soigné. Tél. : 051-44-49.

villégiature

Loue juillet 6 pièces. SABLES D'OR, LES PINS et VAL ANDRÉ (96) 94-43-80.

automobiles

ventes

(moins de 5 C.V.)

A vendre Renault 4 GTL, 1979. 40.000 km. Bon état. Prix : 14.500 F. Tél. : 555-88-13.

(de 5 à 7 C.V.)

Fiat 127 sport, année 1981. 34.000 km. 24.000 F. Téléphone : 012-43-57.

(de 8 à 11 C.V.)

Collaborateur Peugeot, vend 504 break diesel (sortie janvier 82 encore s/s garantie 6 mois d'usine), ligne fin juin 82, 8.500 km, coul. bleu-rapsodie, int. marron. Prix : 59.000 F.
M. Settbon, tél. : 990-48-99.

divers

OCCASIONS SANS RISQUES QUALITÉ-PRIX

Volvo 245 GL	81
Volvo 264 GL	77
Volvo 345 DL	81
Volvo 244 GL	81
Fiat Ritmo 65 CL	82
Peugeot 104	79
Opel Rekord Break diesel	80
GS Break	77
CX Super	79
Datsun diesel	82
Mazda 323 1,5	82

VOLVO-NEUILLY
747-50-05
16, R. D'ORLÉANS - NEUILLY

L'immobilier

appartements ventes

(3e arrdt)

100, rue de Turenne, 35 m², 2 p., tt cft, 6e asc., 365.000. Mardi 17-19 h. 580-34-00.

(4e arrdt)

PARTICULIER 2/3 PIÈCES. Luxueux 80 m² + 2 parkings, prix sacrifié. Sur place : 14, quai des Célestins. De 15 à 19 h. T. 887-02-39.

ILE SAINT-LOUIS

PARTICULIER VEND cause départ, séjour + chambre, tout confort, joliment décorés, poutres apparentes. Très original, 365.000 F à débattre vue urgence. Visible sur place mardi de 14 h 30 à 18 h, 35, quai d'Anjou. Tél. : 624-87-83.

(5e arrdt)

JARDIN DES PLANTES

Construct. GD LUXE en cours

LE POLIVEAU

du 2 au 5 poes et DUPLEX, lundi et mardi, de 14 h à 19 h, 1 et 3, RUE POLIVEAU.

(6e arrdt)

ODÉON, 2 P., 70 m²

Luxe, ascenseur, 354-42-70.

(7e arrdt)

RUE DU PRÉ-AUX-CLERCS élégant 5 p. 150 m², caract. DORESSAY 637-23-47.

RUE DE LILLE, St-Germain, imm. exceptionnel, grand séj., 3 chbres, 2 bains, parking, excellent état. Tél. : 705-25-10.

(9e arrdt)

3 PCES, 50 m² 4e ÉT.

Immeuble rest. Asc. 370.000 F. Mardi, 14 heures à 17 heures, 10, rue Mansart.

Grand studio tout cft, cuis. équipée, 3e ét., bas prix, vue urgence. Tél. : 526-00-35.

(10e arrdt)

Rue Lafayette - Louis-Blanc, imm. p. de t. anc., stand., asc., 2 appart. ensemble ou séparé, 175 m² et 182 m². 8.000 le m². Tél. 783-89-86 - 548-54-99.

(11e arrdt)

VOLTAIRE

S/verdure, balcon, séjour, 2 chbres. Impeccable et raffiné. Téléphone : 261-51-50.

(13e arrdt)

Près Mº Tolbiac, 3 pièces, cuis., bains, entrée, 5e étage, ascenseur, 82 m² + cave + garage, 800.000 F. Tél. : 331-13-77.

MÉTRO TOLBIAC

Living, 2 chbres, lingerie, penderie, cuis., bns, chauff. central 1er ÉTAGE PAR ESCALIER PRIVÉ PRIX INTÉRESSANT
Direct propriétaire, 293-36-82.

(15e arrdt)

Champs-de-Mars, récent grand standing duplex, 6 p., 175 m², terr. plantée 225 m², box 3 voit. Vue imprenable. 3.400.000 F. Tél. 783-89-86 - 548-54-99.

(16e arrdt)

LANNES, 7 PIÈCES

Gd stand., 4 chbres, 2 bains + 2 services, 197 m², prix intér. PROMOTIC, tél. : 553-14-14.

MASPÉRO TRÈS ÉLÉGANT
4 pièces 165 m² + patio fleuri. état except., parking, service. DORESSAY 637-23-47.

HENRI-MARTIN
Immeuble récent, 9e étage, séjour double, 2 chbres, parking. GARBI, 567-22-88.

TROCADÉRO
Standing, récent, magnifique pied à terre, studio, tt cft.

EN VILLA S/TOIT

420.000 F - 345-55-10.

R. BASSANO - ORIGINAL
Séj. + 3 chbres, ref. nf. asc. 1.250.000 F. T. : 550-34-00.

MIRABEAU, STANDING RÉCENT
Très beau 100 m², bns lux. 1.000.000 F. N.B. 578-00-01.

La campagne près de l'Etoile dans restauration de qualité. Reste : studio, 2 pièces, 5 pièces, PATIO, terrasse, charme, tél. : 261-51-50.

(17e arrdt)

ARGENTINE, studio avec gde terrasse, refait nf vue impren. Prix : 625.000 F. Tél. 783-89-86 - 548-54-99.

45, AV. DE VILLIERS

Mº MALESHERBES
RÉHABILITATION PRESTIGE
Anciens ateliers artistes restructurés en DUPLEX AVEC LOGGIAS

DE 2, 4 ET 5 PIÈCES

+ quelques STUDIOS
Luxueuses prestations. Visite le lundi et mardi, de 12 h à 18 h.

Près place Wagram, séjour + 2 chbres, bns, 68 m², r.-de-ch. s/jolis jardins + jardin privé, 590.000 F. Mardi 15-18 h, 130, rue de Tocqueville.

(19e arrdt)

14, rue Eugène-Jumin 250.000 F. Avec 50.000 F. Séj. + chbre, cuis., w.-c., bains moderne, chauff., état impeccable, 46 m², bel imm. 1930. Voir pptaire sur place : mardi, merc., 14 h 30 à 19 h.

BUTTES-CHAUMONT

de très bel imm. ravalé 3 pces 60 m² + balcon, refait neuf, séjour, 2 chbres, cuis., s. de bns, w.-c., dressing, ÉTAT EXCEPTIONNEL PRIX 390.000 F. Téléphone : 973-70-86.

(20e arrdt)

Jolis 2 p., tt équipés, neufs, 260.000 F. Bel immeuble rénové, jardin, 76, rue PIXÉRECOURT, Mº Télégraphe. S/place tous les jours 15-19 h ou 590-86-06.

Mº SAINT-FARGEAU
Partic. vend BEL APPT F3, tt cft, décoré, 80 m², séjour double 38 m², 1 chambre, gd rangement, balcon 12 m², cave et parking. Prix 730.000 F. Ag. s'abstenir, bur. : 200-22-85, poste 53 et soir 363-13-86.

(92 Hauts-de-Seine)

SÈVRES

71, GRANDE-RUE
« LE PARVIS DE SÈVRES »
2 au 7 p. Commerces. Renseignem. : 82, Grande-Rue, ts les jours sf mercredi, de 14 h à 19 h, samedi et dimanche de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Téléphonez au 507-13-47 ou SERCO 723-72-00.

NEUILLY, Rue Frédéric-Passy. Duplex 5 pièces, 145 m² + 45 m² TERRASSE, plein-pied, 3e ét. (à débattre) Tél. : 550-34-00.

(Province)

Centre Dijon, bel appartem., 120 m², 4 pièces + cuisine dont séjour 45 m², tout confort + chambre indépendante. Agence Bouiller, B.P. 13, 21001 DIJON CEDEX.

Haute-Savoie, PRAZ-DE-LYS, station été-hiver près des Gets. Studio à partir de 150.000 F., location assurée. Rens. : ERIGÉ B.P. 18 GAILLARD. 74240. Tél. : (50) 38-52-89.

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez Notaire. T. : 873-23-65, même le soir.

constructions neuves

JARDIN DES PLANTES

GD LUXE, fac. pierre de taille

LE POLIVEAU
DU 2 AU 5 PIÈCES

quelques DUPLEX TERRASSES
Vue panoramique
Livrés entièrement équipés
Tissus mural, moquettes et faïences au goût acquéreur
LIVRAISON FIN 1982
depuis 13.500 F le m²
CRÉDIT POSSIBLE 80 %

Visite de l'appartement témoin lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi, de 14 h à 19 h.

1 et 3, rue POLIVEAU

Renseignements : 267-37-37.

locations non meublées demandes

(Paris)

PROPRIÉTAIRES

Pour louer rapidement SANS FRAIS et SANS AGENCE vos appartements vides et meublés à paris et banlieue. Téléphonez au : 282-12-50.

Pour notre client, recherchons CHAMBRES, STUDIOS, 2, 3, 4 pièces (sans frais)

254-62-30

PARTICULIERS
Louez sans frais d'agence
CHBRES STUDIOS
2, 3, 4, 5 PIÈCES
Loc. à partir de 600 F
TEL. 359-64-00

PROPRIÉTAIRE
LOUER SANS FRAIS
VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE SOUS 48 heures
CLIENTS SÉLECTIONNÉS LOYER GARANTIE
TEL. 359-64-00

EMBASSY - SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 Paris, rech. pr clientèle étrangère et diplomates APPART., HOTELS PARTIC. et VILLAS PARIS ou Ouest résid.
562-78-99

Diplomate français, retour de poste, recherche auprès d'un particulier, appt 3/4 pièces, de préférence dans le 17e, 16e, 8e, ou 7e arrdt. Environ 4.000 F. Ecr. s/nº 6.320 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PARIS, couple fonctionnaire, médecin psychiatre, cherche pr septembre/octobre, imm. ancien, appt 4/5 pces, 110 m² environ, usage mixte. Soleil, quartier Montparnasse élargi, reprise possible si loyer modéré. Téléphonez au 535-48-03.

PPTAIRE LOUEZ SOUS 24 H. clientèle assurée. Service gratuit. 770-88-65.

(Région parisienne)

Etude cherche pour CADRES, villas, pavil. ttes banl. Loyer garanti, 8.000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

(Paris)

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction, beaux appart. de standing, 4 pces et plus. T. 281-10-20.

bureaux

Achats

EMBASSY - SERVICE

rech. pour IMPLANTATIONS FILIALES Stés ÉTRANGÈRES bureaux, achat ou location. Quartier affaires. 562-62-14.

Locations

Création d'entreprises

SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.

ACTE S.A., 261-80-88 +.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques.

Téléphone 355-17-50.

SEVRES-BABYLONE

50 m², bureaux en duplex. A NEUF, CHARME, PARKING Prix : 2.500 F. MENSUEL. Reprise travaux. 562-62-14.

fonds de commerce

A CÉDER :
COURS DE SECRÉTARIAT Notoriété VAR. Tél. (94) 93-46-34, matin ou au 20-44-27, le soir.

Montpellier, vends belle affaire commerce - cycles/cyclomot. 800 m². Ecrire à Havas sous le nº 198.628. Montpellier (34).

URGENT. Commerce à céder pour cause de santé, restaurant oriental, cadre unique, de 150 à 200 couverts + piste de danse, meubles sculptés, situé au centre de Bruxelles, place de Brouckère, 1000 Bruxelles. Tél. 02/230-36-46. PRIX A DISCUTER. Ecrire : SFENDLA, 66, rue du Luxembourg, 1000 Bruxelles.

immeubles

6e, LOCAL 450 m²

Locataire premier ordre rapport net : 240.000 F l'an.

1.980.000 F.

PROMOTIC 553-14-14.

hôtels particuliers

PEREIRE HOTEL PARTIC. 350 m² + sous-sol. 387-71-85.

villas

10' R.E.R. BOISSY (94)
Particulier vend dans domaine grand standing (piscine, tennis, forêt, écoles C.E.S., centre commercial). VILLA liv. 54 m², 5 chbres, 3 bns, cuis. équipée, gar. 2 voitures sur terrains clos de 850 m². Prix : 800.000 F.

Téléphone 687-48-49.

Bassin Arcachon, part. vd villa 4 p. princ. tt cft, gar., 2 chais, s/terrain 1.856 m². 132, avenue Libération. 33380 Biganos. T. 82-73-82 ou 56-32-22-27.

maisons de campagne

SAINT-ZACHARIE

(Var), 30 mn de Cassis-Aix - et Marseille - grande maison de village; 350 m² 250 m² habitables, 9 pièces, 3 salles de bains, cave, terrasse et solarium, 37 m², partie principale aménagée en LOFT. Chauffage central, prévoir quelques travaux. Prix sacrifié : 390.000 F. Urgent. Téléphone : M. BRIEU, résidence (3) 976-85-00 ; bureau : (1) 225-93-42.

propriétés

HAUT-VAR

Particulier vend PROPRIÉTÉ 11 pièces pples, gd cft, terrain 6.600 m². Prix 1.250.000 F. Tél. : (16-91) 48-76-18.

Allier 300 km sud Paris MAISON DE MAITRE
Pur style Bourbonnais, tt cft, parf. restaurée, séjour 66 m², surf. habit. 300 m². Vastes dépendances. Parc 1 ha. T.b. bue. Prix total 540.000 F. Mandataire M. PEZET, B.P. 41, 03500 Saint-Pourçain/Sioule. Tél. (16-70) 45-36-70.

viagers

Excellent placement 35 km Sud de Paris sur golf, grand standing, vue imprenable, 130 m² + parking bouquet, 180.000 F, rente à déterminer sur 1 tête et pendant 5 ans.

Excellent placement 35 km sud de Paris s/golf, gd stand., vue imprenable, 130 m + parking, bouquet, 180.000 F rente à déterminer sur 1 tête et pendant 5 ans. 783-89-86 ou 548-54-99.

boutiques

VOLTAIRE NATION
MURS Boutiq. 530 m² + dép. imm. pierre de t. même locat. dép. 1963. Loy. 91.889 F. Prix : 885.000 F - 720-89-18.

ODÉON-ST-SULPICE

Cession bail tout commerce 20 m², vitr. 5 m. - 354-42-70.



Le Monde

régions

Ile-de-France

HABITANTS - ARCHITECTES

A JOINVILLE-LE-PONT

Quarante-cinq familles veulent mettre leur H.L.M. à leurs mesures

QUARANTE-CINQ logements vont être construits avenue Galliéni, à l'angle de l'avenue Allaire, à Joinville-le-Pont, dans le Val-de-Marne, par l'Office public d'H.L.M. de la ville. Ce serait là une opération classique si la conception était l'œuvre d'un architecte. Mais ici ils sont quarante-cinq, ou plutôt quarante-cinq familles, les futurs locataires, à concevoir l'immeuble, les appartements, leur distribution et les équipements communs (espaces verts, locaux d'animation...).

Les heureux bénéficiaires de cette expérience voulue par une municipalité d'union de la gauche dirigée par un communiste, ont été choisis parmi les locataires actuels d'H.L.M. de la commune : ils constituent un échantillon assez représentatif de la population communale, avec une majorité de petits employés, quelques cadres moyens, cinq familles d'ouvriers et trois de chômeurs. Ils se réunissent par petits groupes chaque semaine, dans le cadre d'un atelier d'architecture créé pour la circonstance (1). Là, avec l'aide d'un jeune architecte — il en faut quand même un — M. Patrick Berger, trente-cinq ans, qui joue le rôle d'animateur et de révélateur, ils expriment leurs idées, leurs souhaits, confrontent leurs désirs, essaient de marier le rêve avec les réalités financières (il faut rester dans les prix-plafonds des logements sociaux) et techniques.

La même communauté

D'une manière concrète, chacun peut intervenir sur la forme générale de l'immeuble, sa disposition sur le terrain et son aspect ; l'emplacement et l'aménagement des espaces extérieurs ; la disposition des cages d'escalier, des paliers ; les utilisations des locaux collectifs (salles polyvalentes, garages pour deux-roues, séche-linge...) ; tout ce qui déterminera le coût des charges (chauffage, eau chaude, ascenseurs...) ; la conception du logement (disposition et taille des pièces, extensions possibles pour balcons, loggias, terrasses, ...) ; ainsi chacun pourra cloisonner son appartement comme il l'entend.

Les réunions ont débuté en mars. Elles portent actuellement sur le bâtiment. Il faudra franchir ensuite le cap de la répartition des logements. C'est alors que seront abordés les problèmes portant sur les appartements eux-mêmes. Enfin, le tout sera fondu dans un projet définitif fin juin et le permis de construire déposé fin juillet. Les locataires devraient emménager début 1984.

Déjà, les réunions ont porté leurs fruits. L'aspect général du bâtiment a été transformé. Les F4 proposés de plain-pied à l'origine sont tous devenus des duplex. Alors qu'il était envisagé de regrouper les mêmes types d'appartements par escaliers (trois studios, douze deux-pièces, vingt trois-pièces, douze quatre-pièces), les futurs locataires ont préféré un brassage de l'habitat pour éviter des ségrégations entre les couples avec ou sans enfants, entre familles nombreuses ou non.

En construisant « leur maison », en suivant la marche du chantier, les intéressés tissent entre eux des liens amicaux qui les rendent solidaires d'une même communauté. Ce sentiment d'appartenance à une communauté devrait faciliter la prise en charge de la gestion de l'immeuble par ses habitants. Déjà une première expérience, qui préfigurait celle-ci, a été menée à bien à Joinville. Les habitants de la cité « Egalité » ont participé à la restructuration de ses trois cent quatre-vingt-cinq logements, à la création des espaces verts et des locaux collectifs. En acquérant des droits, les locataires se sont découverts des devoirs... librement acceptés. Et maintenant, alors que les enfants sont plus nombreux, les dégradations ont disparu.

Comme les architectes n'habitent jamais les logements qu'ils construisent, les locataires sont devenus architectes. Ce n'est pas le monde à l'envers, ce serait plutôt le bon sens.

FRANCIS GOUGE.

(1) L'atelier d'architecture est financé à 50 % par le ministère de l'urbanisme et du logement. Aussi le surcoût de cette initiative par rapport à une construction classique n'est que de 1 %, soit quelque 3 000 F par logement.

A CERGY-PONTOISE

Maisons à la demande

IL y a ceux qui choisissent *une maison aux Arts ménagers* comme on achète une machine à laver. Les petits carreaux, la couleur du toit, la forme de la cheminée, tout sera exactement comme sur la photo du catalogue ou le modèle de l'exposition, une fois l'objet posé sur un bout de pelouse, ou une butte de terre. Tel style, tel prix. Pas de déception, pas de surprise non plus.

D'autres ont une idée de leur maison, de la manière dont ils aimeraient vivre, qui échappe aux catégories du marketing. Ceux-là hésitent souvent à prendre un architecte et n'ont, *a priori*, ni le temps ni les moyens *de dessiner leur rêve*. Ce rêve, pourtant, neuf familles, des pionniers en somme, viennent de le *réaliser : ils se sont installés à* Cergy-Pontoise, dans le quartier de l'Hautil.

Leurs maisons sont au bord des champs, à l'extrême pointe (relégués comme des nomades ?) d'un important *quartier de maisons* de ville, résultat d'un concours organisé en 1976. A l'écart des rangées de maisonnettes, *classées par genre*, aimablement coloriées, ils sont, dans leur coin, un peu las de l'effort *fourni pendant trois ans pour* mettre au point, ensemble, la composition de leur hameau, la définition des espaces collectifs, *l'organisation*, enfin, de leur propre maison. Pour la plupart, ils doivent encore affronter d'*interminables finitions*..

Mais les maisons ont déjà un nom et les voisins une connaissance approfondie de leur entourage : six mois de discussions quasi hebdomadaires ont été *nécessaires*, au début, pour poser chaque maison (il y en avait douze au début) sur ce ter*rain de 4 000 mètres carrés*.

Un jour, on dessinait une pla*cette, et les maisons prenaient* position autour ; la fois suivante, le hameau éclatait, on se tournait *le dos ; puis on arrivait à* des compromis. C'était décidé, au quinzième plan-masse : il y aurait *une placette devant une* halle commune, et de la verdure ailleurs, un chemin serpentant parmi les maisons, un verger à *l'arrière. La dernière disposition* a été scrupuleusement respectée ; elle était devenue intou*chable, sinon tous les compro*mis s'écroulaient.

Pour le visiteur non averti de ces préparatifs lancinants, l'impression est celle d'un aimable *plan décontracté* ; plusieurs maisons sont accolées, une ou deux sont un peu à l'écart, sur leur quant-à-soi : l'une, orientée vers *la campagne, a l'air de tourner* carrément le dos aux autres.

Un drôle de truc en plâtre

Ceux qui sont trop près du parking auront le droit d'élever un muret ; d'ailleurs, on l'a *dressé*, en brique, courbe, pas rébarbatif pour deux sous, et on a pu y insérer un banc, pour *faire plus « convivial »*. Les autres ne s'enfermeront pas ; certains partageront une buanderie commune, mais pas tous.

Les conversations le confirment : ces familles qui ont *décidé de vivre ensemble sont* très prudentes à l'égard de tout excès communautaire. Elles veulent *bien faire les choses* ensemble mais pas se contraindre à la promiscuité.

« Si vous faites une éolienne, nous, on s'en va. » En arrivant chez le notaire, la crise menaçait. *Elle fut évitée*. De concessions en affrontements, les mul*tiples réunions ont émoussé les* angles.

La maison la plus insolite, celle qui affiche en façade des matériaux aussi rustiques que divers (bardage de bois, bardeaux de couleur comme une pièce au pantalon raccommodé), *doit aussi accueillir une sorte de* champignon, une excroissance de plâtre, nid d'hirondelle accroché *au pignon. Une voisine* voyait ce projet d'un mauvais œil. Mais l'architecte, Pierre Lefèvre, *le plus écolo de la* bande, qui, d'ailleurs, a rassemblé et animé l'équipe depuis l'origine, a tenu bon. Son « truc *en plâtre » est inscrit au permis* de construire : il est contractuel, il pourra le faire sans qu'on *proteste*.

Ces gens qui voulaient *« rompre avec l'anonymat et l'isolement urbain »*, entendent aussi *« oublier les habitudes répressives de la copropriété »*. Alors, ils composent.

« Seul, c'est difficile d'innover. » Ensemble, ils l'ont fait, raisonnablement. Avec quatre architectes, dont certains ont *fait plusieurs maisons*, dont certains se sont pratiquement fâchés avec leur « client » (on est *« d'accord pour l'architecte à condition qu'il respecte nos idées »*), les neuf familles ont bâti des maisons toutes différentes, pas *surprenantes* au premier abord. Mais elles ont assez de personnalité pour avoir été spontanément dé*nommées dans le village* : celle-ci, avec une pointe en proue assez haute, encore très grise, *car son matériau un peu rustique*, de l'Eternit, n'a pas encore reçu son habillage définitif, on l'appelle *« le bateau »*. Juste à côté, on trouve « la mosquée » parce que la famille a vécu en Afrique *du* Nord et en a rapporté un goût pour les espaces intérieurs à la *fois très divers (des chambres* en mezzanine, un escalier comme une tour) et très fluides (peu *de portes, des niveaux intermé*diaires autour d'un puits de lumière). La maison de l'architecte, avec sa toiture fortement pentue et couverte de capteurs solaires, c'est la plus haute ; c'est donc « la chapelle ». Et celle qui la jouxte immédiatement, simple rectangle, ce sera... « le presbytère »... Enfin, ce carré retranché, ce cube austère (qui doit être envahi par la verdure) et ouvert sur un patio intérieur, *agressivement, posé sur le sol*, c'est tout naturellement « le blockhaus »...

Vive la différence

De cette démarche *« fondée sur les différences »*, certaines *familles se sont* désolidarisées, et sont parties avant le terme. Les autres ont tenu bon, et le *groupe a utilisé les compétences* de chacun, notamment pour la mise au point d'un statut juridique et le dépôt du permis de *construire*. Les *architectes* ont servi de « garde-fous » à des constructeurs qui avaient *« pour que les maisons n'aillent pas ensemble »* et qui acceptaient l'intervention des professionnels, mais sans leur laisser carte blanche.

Ce n'est *« pas facile »*, selon Pierre Lefèvre, *« de travailler avec un groupe qui n'existe pas, mais qui se forme chemin faisant »*. Finalement, *« les gens ont fait preuve d'une ténacité stupéfiante*, estime l'architecte, mi-babacool, mi-charpentier américain. *Au fond, lorsque le client est vraiment roi, il n'est plus fainéant. »*

MICHÈLE CHAMPENOIS.

UNE INITIATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC RÉGIONAL

Garantir les emprunts des acheteurs de logements

L'ILE-DE-FRANCE connaît *deux grosses difficultés* : les transports en commun et le logement. Pour la première, un projet de réforme est *actuellement* en cours de préparation chez M. Fiterman, projet qui devrait accroître les responsabilités, et donc les charges, de la région et des départements sans que l'Etat cesse pour autant de s'intéresser au dossier. Le deuxième dossier ne peut, à l'évidence, être sérieusement réglé que par des mesures législatives nationales qui permettraient une baisse sensible du coût du logement dans les grandes agglomérations, spécialement à Paris et dans sa banlieue. Les collectivités locales ne peuvent que tenter de limiter les conséquences de la hausse du prix du terrain. C'est ce que s'efforce de faire la Ville de Paris. C'est ce que va entreprendre, aujourd'hui, la région.

Usant des nouveaux pouvoirs économiques que la loi Defferre accorde aux collectivités locales, son président, M. Michel Giraud, sénateur R.P.R., va proposer le 22 juin, au conseil régional, la création d'un fonds garantissant aux organismes financiers le remboursement des sommes empruntées par les acheteurs de logements. Pour en bénéficier, il suffira d'habiter l'Ile-de-France, de vouloir acquérir son logement principal dans la limite d'un par famille. Ainsi garantis contre tout risque de non-remboursement, les prêteurs vont pouvoir *diminuer* le loyer de l'argent. Des expériences étrangères (aux Etats-Unis, au Canada) *montrent que le coût des* emprunts pourrait ainsi baisser de un à deux points.

Les professionnels du bâtiment estiment que cette diminution devrait permettre la vente de 5 000 logements neufs supplémentaires par an, soit une augmentation de 10 % au rythme actuel. Ce serait pour la profession un ballon d'oxygène dont elle a bien besoin. En 1970, il se construisait 110 000 logements par an en Ile-de-France ; en 1981, il n'y en eut que 50 000, et il n'est même pas sûr que ce chiffre soit atteint en 1982 ; alors que les besoins peuvent être estimés à 70 000 logements. Bien entendu cela a eu des répercussions négatives sur l'emploi qui, en 1981, a chuté de 2,7 %. Or, d'après les *professionnels*, cette relance du bâtiment devrait permettre de créer 5 000 emplois *directs* et 3 500 *indirects* alors que le bâtiment en emploie actuellement dans la région quelque 240 000.

Si la proposition de M. Giraud a un aspect économique, elle traduit aussi une volonté d'intervention sociale. Il pense qu'il pourra ainsi faciliter l'achat de leur logement pour 50 000 familles et cela *tous* les ans. Il espère que ce nouveau fonds pourrait être mis en service dès le mois de septembre prochain. *Une fois* obtenu l'accord du conseil régional, il faudra en effet négocier une convention avec un *organisme* habilité à gérer ce genre de fonds, l'établissement public régional ne souhaitant *pas le* faire directement. On a pensé au Crédit social des fonctionnaires, qui pratique déjà une politique similaire pour ses ressortissants. Il en coûtera 10 millions de francs par an au budget régional (5 millions en 1982), au moins les premières années car, par la suite, le fonds pourrait fonctionner sur ses propres ressources.

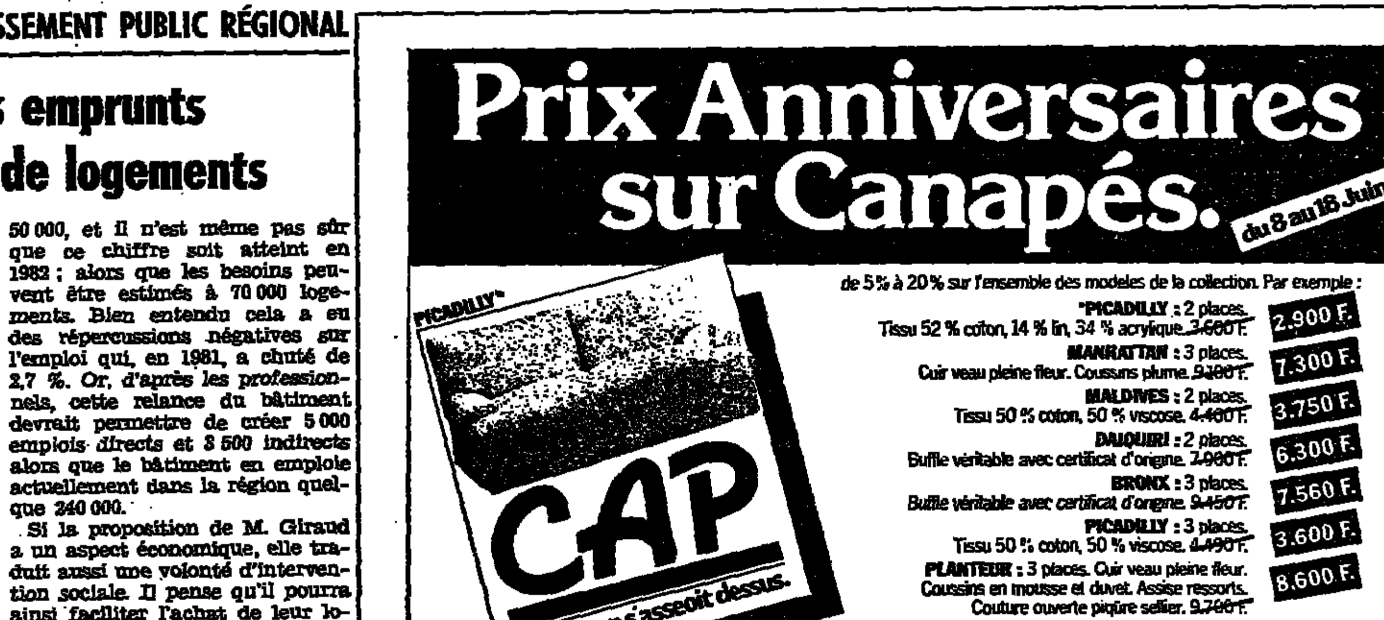
Th. B.

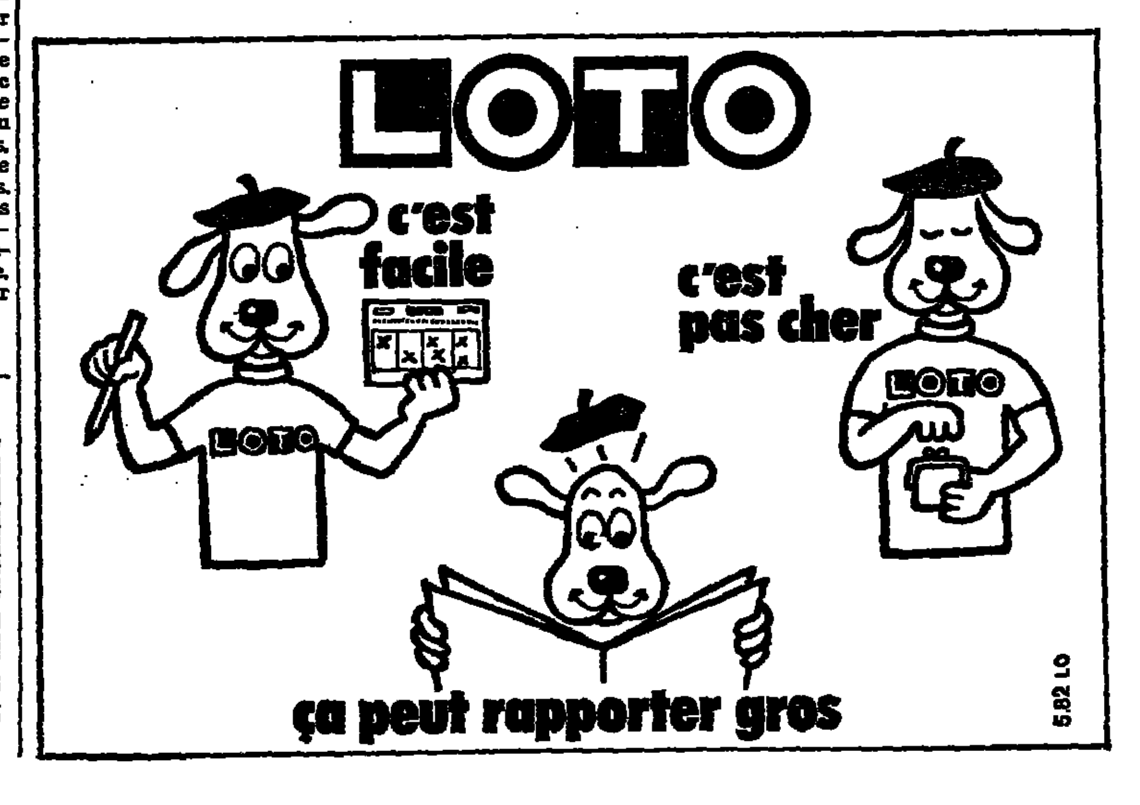
SPECIAL BAC préparation intensive
INSTITUT BARGUE
8e aux Tles ABCD
sciences po
(1) 306 77 09





VERS L'EXPERTISE COMPTABLE
préparation au
D.E.C.S.
autres préparations :
– Capacité en Droit
– Admission dans les Ecoles de Service Social
L'ECOLE CHEZ SOI
enseignement privé à distance
1, rue Thénard
75240 PARIS CEDEX 05
Tél. 634.21.99





RÉGIONS

Faits et projets

FESTIVAL D'ARCHITECTURE A HYÈRES

Quarante jeunes architectes ont été invités par la municipalité d'Hyères (Var) à concourir, sur place, du 7 au 12 juin, *pour proposer* de « nouveaux types d'habitat ». Des contrats seront passés avec les *auteurs des meilleurs projets.*

Cette manifestation s'accompagne, pendant toute la semaine, d'*expositions* (*Mallet-Stevens et* la villa Noailles, par exemple), de rencontres et de débats entre les archi*tectes et la population sur* le thème « Habitat et démocratie », et de la présentation de films. Le vœu du *maire* socialiste de la ville, M. Joseph Biancotto, est d'en faire un « *véritable festival national de l'architecture* ».

Dans une commune où le parc des résidences secondaires a doublé en *douze ans et s'accroît plus* vite que celui des logements permanents (quarante-cinq mille habitants, qua*tre fois plus l'été*), la promotion privée s'adresse aux vacanciers et aux retraités. Avec un plan de l'habitat élaboré dès 1977, la municipalité a tenté de « *ne pas subir le tourisme, mais de l'assumer* », de « *maintenir les familles à revenus modestes dans le centre-ville et de sauvegarder les zones agricoles convoitées par les spéculateurs immobiliers* ». Réclamant la « *maîtrise complète de l'habitat* », la municipalité s'est dotée d'un atelier d'urbanisme et entend porter le débat sur la place publique. – *(Corresp.)*

DES ARTISTES SUR L'AUTOROUTE

L'autoroute, ouvrage d'art, peut-elle être aussi œuvre d'art ? Peut-elle et doit-elle accueillir les productions des artistes ? A-t-elle le droit de consacrer une partie des ressources du péage *à la création artistique* et à l'action culturelle ?

Dans une communication à l'Académie des beaux-arts, M. Charles Rickard, président de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes, répond *affirmativement* à ces trois questions. S'appuyant sur des exemples pris en France et à l'étranger, il *montre que les sociétés d'autoroutes* sont de plus en plus conscientes de la nécessité d'« *humaniser* » les itiné*raires concédés en ayant recours* aux artistes de toutes les disciplines et en mettant en valeur le patrimoine historique et archéologique de la France.

M. Rickard cite les textes qui per*mettent aux constructeurs* italiens de consacrer jusqu'à 2 % du montant de leurs investissements à la *création artistique*. En France, l'arrêté interministériel pris en 1980 par les ministres français de la culture et des transports limite ce montant à un pour mille...

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACEPEDE, PARIS-5e
Téléphon. (le soir) : 707-85-64

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62



IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé en association avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, USA.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion, (2 ans à Paris, 1 an aux États-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4e année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales.

Renseignements : IFAM, 11 rue Viète 75017 Paris, Tél. 723.67.48
Établissement International d'Enseignement Supérieur Privé.

Nom :
Prénom :
Bac : 1re langue
Adresse
tél.

week-ends, sorties, vacances,
DÉPART TRANQUILLE



ALARME 2000
contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un depart tranquille, sans angoisse du retour, remplir et retourner le bon ci-contre à ALARME 2000 8, rue Gudin, 75016 PARIS ou téléphoner au 525.44.32
à votre service sur toute la France.

Nom ....
Prénom ....
rue ....
n° .... code postal ....
Ville ....
239

P.T.T.

VERSAILLES : UN FRANC SUCCÈS POUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS FRANÇAISES

Pour la direction générale des télécommunications, le sommet de Versailles a été une pleine réussite. Le succès de la vaste opération télématique montée à l'occasion de la réunion des chefs d'Etat des pays industrialisés (*le Monde* du 4 juin) a, affirment ses promoteurs, dépassé toutes les espérances. Membres des *délégations* et journalistes ont reconnu à peu près unanimement que les terminaux mis à leur disposition étaient d'un usage facile, et les techniciens pour leur part ont apprécié la fiabilité du matériel (moins de dix appareils sur deux cent cinquante ont dû être changés *et aucun* dans la salle du Sacre).

Les trois mille journalistes pré*sents ont*, de *leur côté, largement* recouru aux services offerts par les trente-cinq « points-messages » disposés en divers endroits du château (service Antiope, service spécial de Télétel, télécopieur, etc.).

Pour les seules journées des 5 et 6 juin, Télétel a enregistré cinq mille appels : deux mille cinq cents au titre de la messagerie électronique (il avait été distribué autant de cartes d'accès), mille cinq cents pour la consultation de linéaires et mille *pour des services divers.*

JAMES SARAZIN.

PRESSE

M. JACQUES SAUVAGEOT est nommé par décret P.-D.G. de la SNEP

M. Jacques Sauvageot, *ancien* gérant et directeur administratif du *Monde* – actuellement directeur des relations extérieures de notre journal, – vient d'être nommé par *décret président-directeur* général de la Société nationale des entreprises de presse (SNEP). Il remplace *M. Guy Sabatier*, ancien député (U.N.R.) de l'Aisne et ancien rapporteur général du budget, dont le mandat était venu à expiration à la SNEP.

La Société nationale des *entre*prises de presse a été créée en 1946 pour gérer les biens des cent vingt-deux entreprises qui avaient été placées sous séquestre à la Libération. C'est désormais une société holding qui contrôle quinze filiales : sept en France (notamment les Imprimeries Mont-Louis à Clermont-Ferrand et Paul Dupont à Clichy) et huit en Afrique et à Madagascar. La SNEP est en effet chargée de participer à l'exploitation d'imprimeries à l'étranger, dans les pays notamment qui bénéficient de l'assistance technique française, et d'apporter son concours aux activités visant à la défense de la langue française dans le monde.

[Né le 23 février 1923 à Paris, M. Jacques Sauvageot, licencié ès lettres, débute comme critique de cinéma en 1946. Devenu secrétaire général de *la Vie des métiers* (1952-1957), il entre au *Monde* comme directeur administratif en 1958.

Cogérant du *Monde* de 1968 à 1981, puis chargé des relations extérieures de notre journal, M. Jacques Sauvageot assume d'autre part diverses responsabilités dans la presse : il est président du Comité d'information pour la presse dans l'enseignement (depuis 1980) et président de l'Union pour l'expansion de la presse française dans le monde. Il préside aussi la Coopérative des quotidiens de Paris ; il est vice-président du Conseil supérieur des messageries de presse, de l'Office de justification de la diffusion (O.J.D.) et du comité français de l'Institut international de la presse.

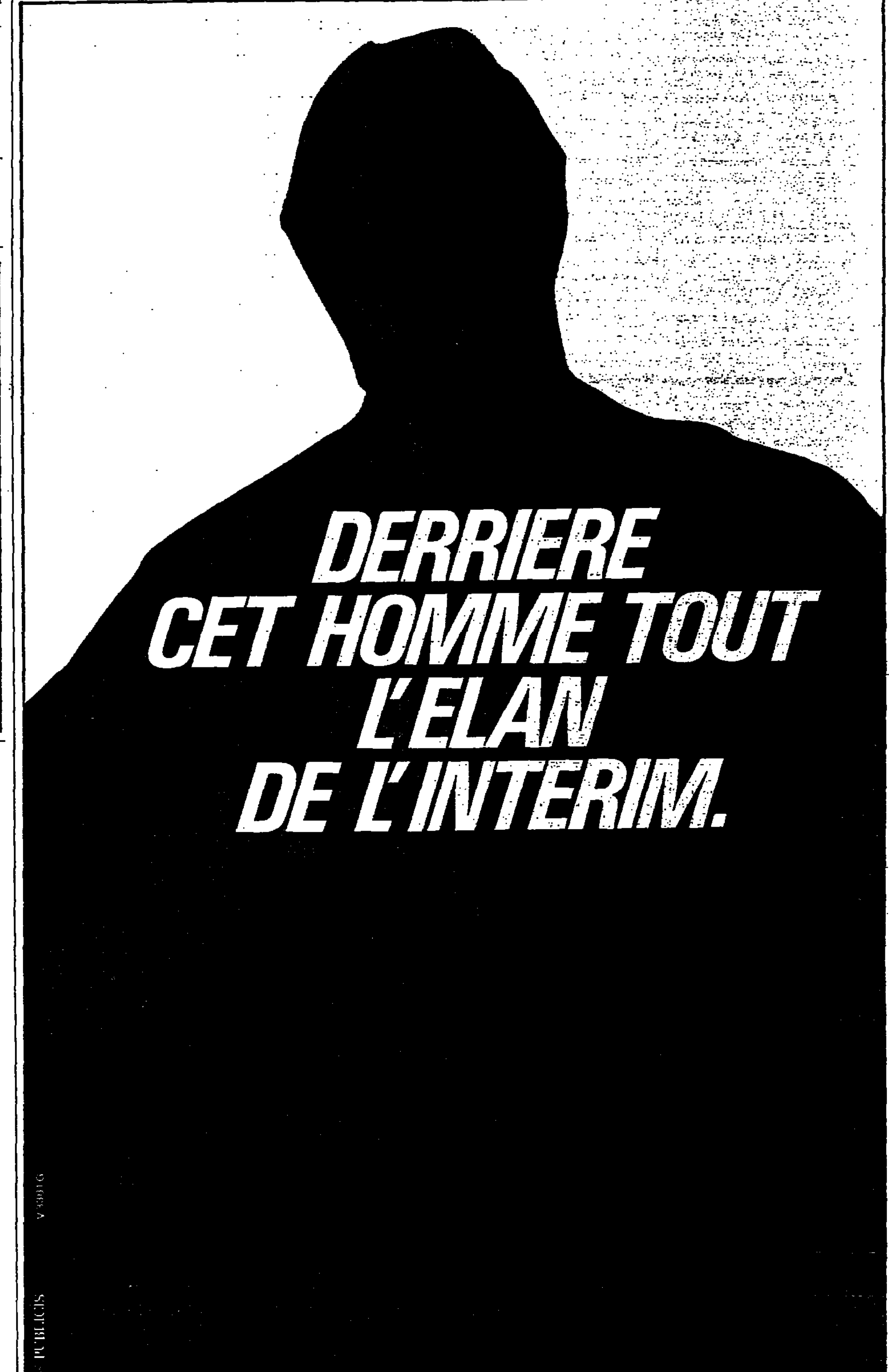
M. Jacques Sauvageot est, en outre, conseiller municipal de Calvi (Haute-Corse).]

La vente de *France-Soir*

LE LIVRE C.G.T. DÉCLENCHE DES « MOUVEMENTS TOURNANTS » DANS LE GROUPE HERSANT

Le Comité intersyndical du livre parisien C.G.T. a décidé, vendredi 11 juin, en guise d'avertissement, une série de mouvements tournants dans les entreprises du groupe Hersant, pour « *faire valoir son point de vue en faveur de l'emploi, au moment où se négocie le rachat de* France-Soir *et se profile l'abandon de* l'Aurore ». Simultanément, le Comité intersyndical a adressé une lettre au premier ministre et lancé un appel à l'opinion publique.

« *A propos de* France-Soir, *nous ne voulons pas être négociés comme du bétail* », a déclaré M. Roger Lancry, se*crétaire du Comité intersyndical* du livre parisien. Selon M. Lancry, le Livre C.G.T. n'est pas opposé au principe d'une vente, mais « *s'opposera à une transaction qui, en remettant en cause l'entité économique de* France-Soir, *entraînerait des menaces sur le titre et sur l'emploi des salariés concernés* ». D'autre part, M. Robert Hersant ayant déclaré que le journal *l'Aurore* ne passerait pas l'été, le Comité intersyndical du livre parisien « *ne saurait tolérer cette nouvelle atteinte au pluralisme de la presse et les suppressions d'emplois qui en découleraient* ».





Le Monde

économie

SOCIAL

L'OUVERTURE DU QUARANTE ET UNIÈME CONGRÈS DE LA C.G.T. A LILLE

« Ce n'est pas aux victimes d'hier mais aux profiteurs d'hier qu'il faut appliquer la rigueur », déclare M. Krasucki

Le quarante et unième congrès de la C.G.T. s'est ouvert le 13 juin à Lille devant deux mille six cents congressistes, dont mille neuf cents délégués mandatés et de très nombreux invités étrangers et français (délégations du P.C.F., du P.S., du M.R.G., du P.S.U., de la F.E.N. et de la C.F.D.T. et des représentants des ministères, etc.) par quelques entorses aux règles habituelles de ces assises. Comme Léon Mauvais le fit autrefois, c'est M. Henri Krasucki qui, sans être officiellement secrétaire général, a prononcé le discours d'ouverture. Un discours-fleuve de cent quarante-cinq pages, écouté silencieusement et interrompu à plusieurs reprises par des applaudissements. Autre fait inhabituel : au bout de deux heures quarante, le 13 juin, M. Krasucki a suspendu son intervention pour l'achever lundi 14 juin au matin, en raison de la réception à l'hôtel de ville.

Les ouvertures faites par M. Krasucki le sont à pas très calculés. Lorsqu'on se souvent des déclarations de M. Séguy sur le nombre de « divergences sérieuses » recensées avec le P.S. en février 1981, l'attitude globalement positive adoptée par la centrale à l'égard du gouvernement montre l'importance et l'étendue du chemin parcouru.

Sur le plan interne, le futur secrétaire général donne davantage dans l'autosatisfaction que dans l'autocritique, contrairement au discours de M. Séguy en 1978 à Grenoble. La C.G.T. n'est-elle pas la force syndicale « la plus importante, la plus expérimentée aussi et toujours responsable » ?

Vis-à-vis de ses opposants, M. Krasucki a fait preuve de fermeté voire de raideur, n'hésitant pas à proclamer que « le fait d'être en désaccord ne crée pas l'obligation de partir mais on peut librement le faire ».

Le 14 juin à 8 heures 45, Mme Jacqueline Lambert et M. René Buhl, anciens membres du bureau confédéral, opposants à la ligne majoritaire, se sont vu refuser l'accès du congrès par un responsable de l'union départementale du Nord. Il a fallu une intervention du bureau confédéral pour qu'ils puissent pénétrer dans la salle. Pour protester contre ce signe d'une montée de l'intolérance au sein de la C.G.T., Mme Lambert et M. Buhl ont décidé de quitter Lille dès lundi sans intervenir devant les congressistes.

De notre envoyé spécial

Lille. — Après avoir dressé une fresque de la situation de la France et de l'échec du système capitaliste, M. Henri Krasucki affirme : *« Ce qui est à l'ordre du jour, ce sont des réformes démocratiques, progressives, les plus avancées possibles, fondées sur la volonté populaire telle qu'elle résulte des votes du printemps 1981. Mais ces réformes qui sont absolument nécessaires peuvent constituer un chemin nouveau, original, pour une transformation plus profonde de la société. Ce qui domine, c'est en fin de compte le besoin de démocratie dans tous les domaines (...) et la démocratie poussée jusqu'au bout, c'est le changement de société, c'est le socialisme, c'est l'autogestion. »*

Le futur secrétaire général de la C.G.T. estime que la victoire du printemps de 1981 a *« ouvert une situation entièrement nouvelle »*, même s'il s'agit avant tout d'un phénomène de rejet. Après avoir noté que *« l'adversaire reste puissant et s'acharne »*, M. Krasucki ajoute sans nommer la C.F.D.T. : *« Il existe des forces non négligeables qui, tout en ayant voulu un changement à la tête d'une politique française, ne veulent pas autre chose qu'une gestion de gauche de la crise, qu'une austérité de gauche (...). On les appelle parfois fausse gauche ou bien gauche qui veut gérer à droite. Il faut savoir les reconnaître : elles font beaucoup de tort. »*

« La démarche sérieuse pour chacun, dit-il, *c'est l'observation des faits et leur analyse pour en tirer des déductions pour l'action et non pas de s'enfermer dans un schéma une fois pour toutes en tentant d'y faire entrer la réalité à toutes forces (...). La question de l'étendue des réformes, de leur rythme, dépend de la volonté populaire exprimée par le suffrage universel. Elle dépend aussi des conditions réelles dans lesquelles le processus complexe engagé se développera (...). Nous ne disons pas : c'est facile. Nous ne disons pas : c'est gagné. Rien n'est écrit à l'avance ni garanti. Nous disons : c'est possible. Sentier de montagne escarpé et étroit ? Peut-être, mais le passage existe. Il y a une chance historique à saisir. »* Pour M. Krasucki *« affaiblir la C.G.T. serait en réalité affaiblir toute la gauche et porterait un grave préjudice à la capacité de mobilisation des travailleurs, à la crédibilité de l'entreprise en cours et par conséquent à son succès (...). Nous aussi nous avons à nous adapter. C'est même la tâche principale de notre congrès. »*

Pour M. Krasucki, le mandat du quarantième congrès de 1978 a été largement appliqué, y compris lors de la campagne présidentielle : la C.G.T. *« n'est la courroie de transmission de personne »* et cette indépendance *« à l'égard de toutes les autres formations, à l'égard de tous les partis, à l'égard du gouvernement, si progressiste soit-il, est un atout pour la C.G.T., pour les travailleurs, pour toute la gauche et pour le socialisme lui-même »*. Avoir des syndicats *« dociles »*, note-t-il, c'est se préparer à *« des réveils douloureux »* tant dans les pays capitalistes que dans les pays socialistes.

Récusant tout attentisme, M. Krasucki déclare : *« Notre voie n'est pas l'attente du rêveur, elle n'est pas davantage celle de la crispation négative. C'est la voie de l'action positive, dynamique et responsable (...). Le gouvernement a un programme de réformes réelles qui rejoint une part importante de nos préoccupations. Mais son programme n'est pas celui de la C.G.T. Il n'est pas le gouvernement de la C.G.T. La C.G.T. n'est pas le syndicat du gouvernement. Elle ne peut d'ailleurs être le syndicat d'aucun gouvernement. (...) Pour toute une période, il faut s'attendre à une situation où des avancées sensibles se mélangeront à des mesures insuffisantes, avec des sujets d'insatisfaction et même des mécontentements »*

« Aucune solution ne peut être celle du passé, ajoute M. Krasucki (...). *Désormais la question sera à tout moment : Pour qui gérer ? Sur quoi économiser ? A qui prendre ? (...) Nous savons que pour établir la position de la France il faut une politique nouvelle, constante, de développement économique industriel et qui demande un certain temps. Cette politique, peut-on la faire ? Nous en sommes convaincus. Elle demande de la rigueur et nous ne craignons pas le mot. La question est de savoir à qui cette rigueur s'applique. (...) Ce n'est pas aux victimes d'hier mais aux profiteurs d'hier qu'il faut appliquer la rigueur. On nous permettra de faire remarquer qu'avec un peu plus de fermeté on aurait pu éviter ou retarder cette dévaluation. »*

Des économies

Après avoir confirmé la proposition de la C.G.T. d'un *« blocage collectif des prix »* et s'être déclaré décidé *« à prendre une part active à la lutte contre l'inflation »*, il affirme qu'il faut au moins maintenir le pouvoir d'achat *« de tous ceux qui relèvent des conventions collectives et des statuts »* et assurer une amélioration pour les bas et moyens salaires. Pour reconstituer le tissu industriel, il demande *« une fermeté suffisante à l'égard de ceux qui, après s'être rendus responsables d'un déclin honteux de l'industrie française, n'hésitent pas à sacrifier l'intérêt national à leurs intérêts de classes égoïstes. L'idée d'économie en matière sociale comme en d'autres n'est pas plus rebutante que celle de rigueur. Tout dépend de ce que l'on entend par là. Nous proposons nous-mêmes des économies pour la sécurité sociale sans que cela porte atteinte aux prestations (...) Nul plus que nous n'aime le beau mot de solidarité si souvent employé : la C.G.T. est née de cette idée. Solidarité de qui envers qui ? C'est sur ce critère que nous proposons »*.

Après avoir indiqué que la C.G.T. participerait à la prochaine rencontre avec la C.F.D.T. *« avec la volonté d'aller jusqu'au bout du possible dans la clarté »*, M. Krasucki déclare que *« la C.G.T. est pour l'unité d'action avec tous les syndicats représentatifs des travailleurs »*. Tout en critiquant F.O., il affirme que lorsque Bergeron exprime ses réserves à l'égard de certaines formes d'austérité, *« c'est un langage qui ne nous est pas étranger »*. A propos de la C.F.D.T., il note que, *« sur quelques points, ses propositions ne s'opposent pas aux nôtres et sont parfois voisines »*. Mais pour M. Krasucki, la congrès de la C.F.D..T. à Metz *« a confirmé l'orientation antérieure, celle qui était qualifiée de recentrage* et qui consistait, à partir d'une analyse de la crise, à admettre une part d'austérité ». (...)

« Le fait d'être en désaccord... »

A propos de l'action internationale de la C.G.T., M. Krasucki déclare qu'il est *« compréhensible »* que le recours à l'état de siège en Pologne *« ait entraîné des interrogations graves et même des positions différentes dans nos propres rangs. Nous souhaitons que l'on puisse au plus tôt lever en Pologne l'état de siège, développer des droits nouveaux, établir les libertés syndicales, et donc libérer les syndicalistes en assurant aux organisations syndicales une pleine indépendance et des droits étendus »*. La C.G.T. apporte son appui à la lutte pour la paix et le désarmement : *« Le mot d'ordre ni Pershing ni SS-20 résume leur caractère de globalité et ne laisse place à aucune considération de sélectivité.*

Traitant de l'attitude de la C.G.T., M. Krasucki déclare : *« On prédit un congrès d'autosatisfaction et recroquevillé sur une sorte de dernier carré superprolétarien. Ces gens nous connaissent bien mal. Quand on a de si grandes choses à accomplir et qu'on est la C.G.T., on ne peut se permettre la médiocrité, la suffisance et la satisfaction facile (...). Ce que nous proposons, c'est donc une réflexion sans complaisance (...). Nos défauts ont leur part dans les insuffisances, dans les reculs, dans les retards, dans les manques à gagner (...). Nous souffrons largement d'une conception étroite du syndicat. Une conception d'un syndicat quelque peu d'élites. »*

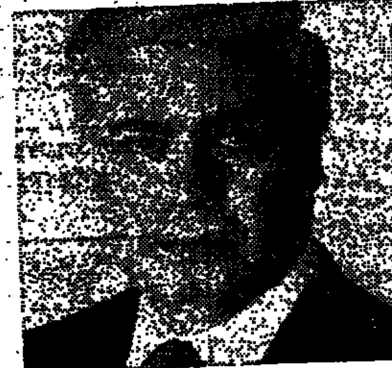
M. Krasucki rend hommage aux syndicalistes C.G.T. « ordinaires » et affirme : *« Il nous faut voir ce qui en nous-mêmes peut gêner. La conception erronée ou périmée, les habitudes, les pratiques. Il nous faut combattre, corriger, changer tout ce qui doit l'être pour créer les nouvelles pratiques bien meilleures. La C.G.T. en sera plus efficace. »* Faisant allusion aux « problèmes » surgis depuis le quarantième congrès, et aux démissions de Mme Gilles et de M. Moynot du bureau confédéral, il ajoute : *« Dans la C.G.T., le fait d'être en désaccord ne crée pas l'obligation d'en partir, mais on peut librement le faire (...). Ceux qui ne sont pas d'accord sur une question ou même sur les orientations ne sont pas obligés de parler contre leur conviction. Mais ils doivent laisser aux autres faire ce qui est démocratiquement décidé. »*

MICHEL NOBLECOURT.

ELAN
LA PUISSANCE D'UN
GROUPE-CONSEIL
EN TEMPORAIRE.

Temps nouveaux, lois nouvelles, le travail temporaire change. André Malignac répond au changement et crée Élan.
André Malignac : l'homme du travail temporaire.
1966 : Il crée la Fédération Française du Travail Temporaire et établit les premières normes professionnelles.
1972 : Il est le créateur de la garantie bancaire dans le travail temporaire et instaure la Charte Professionnelle.
1982 : Il lance en France les dix droits de l'utilisateur de travail temporaire.

Derrière cet homme d'expérience, auteur du seul ouvrage de référence sur le travail temporaire, tout l'élan de l'intérim.





ELAN : un groupe puissant occupant la 4e place du marché français existant depuis 22 ans.
ÉLAN : un groupe de professionnels responsables : 14 directeurs-associés qui refusent d'être de simples fournisseurs de main-d'œuvre, 14 « conseillers », partenaires de tous les jours dans la gestion de votre personnel.
ÉLAN : Un groupe de professionnels qui maîtrisent tout : de la gestion aux nouvelles réglementations, du choix des travailleurs aux demandes spécifiques des utilisateurs de travail temporaire.
ÉLAN Le groupe-conseil du travail temporaire.

Groupe Élan : 14 sociétés en France
A Paris : Carole Bruneau : 387·87·87 + - Paris Service Centre : 874·17·60 + - Paris Service Ouest : 947·72·80 +
Palais Royal Service : 260·34·24 + - Carole Bruneau Industries : 357·75·00 +
Direction Centrale du Groupe : 50, Chaussée-d'Antin - Paris 9e 280.36.36.
V3381D

E.P.E.C. FORMATION
RÉVISION ÉTÉ 82
— Révisions D.E.C.S. : juillet, août.
— Révisions CERTIFICATS SUPÉRIEURS (I.E.F., O.G.E.) : septembre.
— Révisions B.P. Comptable : septembre.
Renseignements :
246-59-14

LOGEMENT

Les dispositions de la loi Quilliot

Après bien des tribulations, des cris et des chuchotements, la loi Quilliot sur les rapports entre propriétaires et locataires — la plus importante en la matière depuis 1948 — a été adoptée par le Parlement le 10 juin. L'opposition sénatoriale elle-même, malgré ses réserves, a voté les textes mis au point par la commission mixte paritaire, dans la crainte avouée que l'Assemblée nationale en dernier ressort ne vote un texte plus radical.

Telle qu'elle est, la loi Quilliot se veut une loi d'équilibre entre les parties. La nécessité d'un texte législatif avait d'ailleurs été ressentie par le dernier gouvernement de M. Giscard d'Estaing, même si le projet de loi déposé par M. d'Ornano ne prévoyait guère qu'un bail initial de trois ans et l'obligation de respecter les accords Delmon sur les charges locatives.

On ne peut préjuger les effets que cette loi aura sur le marché, lorsque sera retombée chez les propriétaires une inquiétude savamment attisée. *Mais on peut regretter que le texte définitif n'ait pas réussi à faire, entre les bailleurs personnes physiques, la distinction entre les bailleurs par vocation et ceux qui n'ont acheté un logement que pour se constituer un apport personnel et sont donc des bailleurs « par accident » : la loi leur rend difficile la vente, les obligeant à passer par des prêts relais ruineux pour accéder à la propriété.* Cette lacune risque de freiner la reprise de la construction neuve, c'est indéniable.

Pour le reste, il faut attendre quelques années pour juger si la loi provoquera un blocage du marché ou établira des relations équilibrées. Il faut d'abord attendre la publication des treize décrets d'application, qui devrait intervenir en partie avant la fin juillet, en partie avant la fin de l'année.

I. — *Les rapports individuels entre bailleurs et locataires : blocage du marché ou équilibre ?*

La loi régissant les rapports entre propriétaires et locataires s'applique *dans son ensemble* à la totalité du parc locatif. Quelques exceptions cependant : les « meublés » loués par des professionnels, les logements de fonction, les logements-foyers, les appartements en location-vente, les locations saisonnières, les chambres de service lorsque l'appartement est occupé par son propriétaire ou par un locataire. En revanche, les chambres de service lorsque le propriétaire a un locataire dans l'appartement sont également soumises à la loi. Les appartements à *usage mixte* (loués à des avocats, médecins...) et *les résidences secondaires* tombent également sous le coup de la loi.

Dès avant la location, l'agent immobilier, ou tout intermédiaire, ainsi que ceux qui *commercialisent* des appartements neufs doivent donner *au locataire ou à l'acquéreur une fiche* très complète de renseignements *comportant notamment le montant* estimé ou provisionné des charges *locatives* (*décret*).

● Le bail et ses annexes

Le bail est rédigé en double exemplaire dans le cas général, mais la loi *reconnaît pour la première* fois la possibilité de locations multiples (couples *non mariés*, communautés, jeunes travailleurs...), et, dans ce cas, chaque locataire reçoit une copie du bail.

Le bail désigne clairement les locaux, les équipements privatifs et communs, *précise* la destination de l'appartement, le montant du loyer *et son rythme de paiement* (mensuel, trimestriel, à l'avance, à terme échu...), la date d'effet du contrat et sa durée. Il peut également prévoir les règles et la date de révision des loyers, le versement d'un dépôt de garantie et son montant, la reprise par le propriétaire personne physique, etc.

Le cas échéant, doivent y être annexées la dernière quittance du locataire *précédent* (sans mention de nom) et la copie de l'état des lieux au départ de celui-ci, la copie de l'accord collectif ainsi que celle du contrat d'amélioration passé avec l'État.

● Les clauses réputées non écrites

Le texte de loi énumère *dix clauses qui, même si elles figurent* dans le bail, n'ont aucune valeur *juridique*. Ainsi le bail ne doit pas imposer (en cas de vente ou de départ du locataire) un droit de visite les jours fériés ou supérieur à deux heures par jour ; indiquer la compagnie auprès de laquelle le locataire doit s'assurer ; obliger le locataire à payer son loyer par prélèvement automatique ou en signant des traites à l'avance ; prévoir la responsabilité collective des locataires en cas de dégradation des parties communes ; autoriser le bailleur à *diminuer les prestations sans prévoir* une diminution du loyer et des *charges, voire une indemnisation* ; prévoir la résiliation de plein droit sauf pour non-paiement du loyer et des charges ; autoriser le bailleur à percevoir des amendes, interdire au locataire « *l'exercice dans le respect de ses obligations principales d'une activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle* ».

● La durée du bail

C'est le bail dit à « double vitesse ».

Le bail de six ans renouvelable par périodes de trois ans *est obligatoire* pour les sociétés (personnes *morales*). *Le propriétaire individuel* (personne physique) peut opter *pour un bail de trois ans renouvelable* également par périodes de *trois ans*.

Seuls, les Français en poste à l'*étranger propriétaires bailleurs* d'un appartement peuvent, s'ils le mentionnent dans le bail, bénéficier d'un droit de résiliation à tout moment (en cas de force majeure et sauf au cours de la première année du bail) pour y habiter personnellement.

● L'état des lieux

Il n'est pas formellement obliga*toire bien qu'il doive être joint au* contrat. S'il n'en a pas été établi, on supposera que le locataire n'a, en rien, dégradé les lieux et a pris l'appartement dans l'état où il le laisse (c'est la levée de la « présomption de bon état » de l'article 1731 du code civil). L'état des lieux (à l'arrivée et au départ du locataire) peut être établi à l'amiable par les deux partenaires. Mais, au cas où cette formalité n'est pas remplie, le locataire ou le propriétaire peut demander à un huissier de le faire, à frais communs.

● Le dépôt de garantie

Il n'est pas obligatoire. Il est exigible par le bailleur si le locataire demande un paiement mensuel du loyer. Il est interdit si le loyer est payé à l'avance trimestriellement (ou à terme plus long). Il ne peut excéder deux mois de loyer. Il n'est *pas révisable. Il* est restitué dans les deux mois à dater du départ du loca*taire (amputé des sommes dues par* celui-ci), et au-delà il porte intérêt au taux légal *en* faveur du locataire.

● La quittance

Elle n'est pas obligatoire sauf si le locataire en demande une. Elle est gratuite (sauf droit de quittance) et porte le détail des sommes versées (loyer, charges par catégories, droit au bail...).

● Les charges locatives

Celles qui *sont récupérables* sur le locataire doivent être justifiées. Pour celles (comme le chauffage) qui justifient le versement de provisions, une régularisation annuelle est effectuée. Un mois avant cette régularisation, le propriétaire ou le gestionnaire envoie un décompte par catégorie de charges, ainsi que le mode de répartition de celles-ci entre les locataires d'un immeuble collectif. Les pièces justificatives sont tenues à la disposition du locataire pendant un mois. Si les charges doivent être modifiées, le locataire doit avoir communication des résultats de la dernière régularisation et un état prévisionnel des dépenses. C'est la prise en compte législative des « accords Delmon », ce qui explique que le décret sur ce point devrait *être publié avant la fin juillet.*

● Renouvellement du bail

Il est de droit pour trois ans. Lorsque le locataire abandonne son domicile ou décède, le bail est transféré à ses proches (parents directs, enfants, concubin notoire, personnes à charge) qui vivaient effectivement depuis au moins un an avec lui.

Les cas possibles de non-renouvellement du bail sont la vente, la reprise par un propriétaire individuel pour se loger, l'inexécution par le locataire de ses devoirs, la reprise de droit pour non-paiement du loyer.

● Résiliation

La résiliation du bail par le propriétaire, dans ce dernier cas, que cette clause soit écrite ou non, n'intervient qu'un mois après un commandement de payer demeuré sans résultat ; durant ce délai, le locataire peut saisir le juge des référés, afin d'obtenir des délais de paiement (au maximum deux ans, et ce doit être un plan de redressement de la situation du locataire) ; si le loca*taire a respecté ses engagements*, il retrouve ses droits. Le gouvernement *s'est engagé à déposer très vite* un projet de loi pour l'indemnisation *du propriétaire si le locataire se* trouve privé de moyens d'existence.

Le locataire peut résilier *tous les* ans sans avoir de raisons à donner ou *à tout moment pour des raisons financières*, familiales, professionnelles ou de santé.

● *Le congé*

Il est donné, par l'une ou l'autre partie, avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par huissier, et précise les raisons du congé. Si le locataire conteste la validité d'un congé, il peut saisir dans un délai d'un mois la commission départementale des rapports locatifs, et sa « *formation de conciliation* » (paritaire) donne son avis dans un délai de deux mois (décret).

● *Le maintien dans les lieux*

Il n'existe (au sens de la loi de 1948) que pour les personnes de plus de soixante-dix ans, si leurs ressources n'excèdent pas une fois et demie le SMIC, à moins d'offrir un logement silimaire, proche et compatible avec les revenus. Ce maintien dans les lieux n'existe pas si le bailleur, personne physique, est âgé de plus de soixante ans.

● Protection du sous-locataire

Le locataire n'a le droit de sous-louer (tout ou *partie* de l'appartement) qu'avec l'accord du propriétaire *et le* loyer qu'il *demande* au mètre carré ne peut excéder celui qu'il verse à son propriétaire.

● Droit de reprise du propriétaire pour se loger

La meilleure formule pour le pro*priétaire* personne physique qui souhaite pouvoir occuper son logement ou y loger un de ses proches (conjoint, ascendants, descendants de lui-même ou de son conjoint) est de choisir le bail de six ans et d'y insérer une clause faisant état de son intention : il aura ainsi la possibilité d'exercer ce droit à la fin de chaque année de contrat. Il faudra que le logement soit effectivement occupé par le propriétaire ou un ayant droit dans un délai de six mois à partir du départ du locataire, et durant deux ans au moins.

Le propriétaire dans ce cas peut également refuser naturellement le renouvellement du contrat (au bout de trois ans ou de six ans) et insérer une *clause de reprise* à chaque renouvellement.

● La vente

Pour un propriétaire personne morale, le non-renouvellement du bail après le premier contrat de six ans et au terme de chaque période de trois ans de renouvellement, est de droit.

Pour un propriétaire personne physique, le non-renouvellement du bail pour cause de vente est possible au bout de chaque période de trois ans, même dans le cas d'un bail initial de six ans, « *en cas de circonstances économiques ou familiales graves* ».

Dans tous les cas, le congé donné au locataire doit *indiquer le prix du* logement et les conditions de vente, et, *durant deux mois (quatre mois si* le locataire indique qu'il doit recourir à un prêt), le locataire jouit d'un droit de préemption. Si, ultérieurement, le logement est vendu à un tiers à un prix plus avantageux, le notaire signifie à l'ancien locataire les conditions de cette vente, et celui-ci dispose d'un mois pour se substituer à l'acquéreur.

Si l'appartement est vendu occupé, le vendeur doit communiquer à l'acquéreur le montant du dernier loyer pratiqué. Le logement restera donc soumis à la législation sur l'évolution des loyers, que nous examinerons dans notre prochain article.

● Devoirs des locataires et des bailleurs

Ils sont classiques. Les premiers doivent payer les loyers et les charges, « *user paisiblement de la chose louée* », répondre des dégradations commises, entretenir le logement de façon courante, ne pas transformer les locaux sans l'accord du bailleur, accepter que celui-ci effectue les travaux urgents, s'assurer contre les risques (incendie, dégâts des eaux...).

Les seconds doivent offrir un logement en bon état de réparation, assurer *la jouissance paisible du logement*, entretenir les locaux, ne pas *s'opposer aux aménagements s'il n'y* a pas transformation.

● Mesures transitoires

La mise en conformité avec la loi des baux en cours se fera à l'expiration du contrat initial ou du contrat renouvelé, à moins que le contrat ne soit à durée indéterminée : dans ce cas, la mise en conformité intervient sous un an après la publication des décrets d'application *et* il y a possibilité de dresser un état des lieux. Si le bail est en cours, il n'y a pas de reprise possible de la part du propriétaire pour se loger ni de refus de renouvellement pour vendre. La mise en conformité est de droit si le locataire le demande par lettre recommandée.

● Sanctions

Elles sont pénales et consistent en *amendes dans quatre* cas : si un propriétaire a exigé une somme indue, *ou imposé un droit de reprise pour* des objets surévalués (1 000 F à *30 000 F d'amende*) ; *si un locataire* a subordonné son départ à une remise d'argent ou au droit de reprise d'objets surévalués (même peine) ; si un propriétaire a usé frauduleusement de son droit de résiliation ou de non-renouvellement du bail (1 000 F à 50 000 F) ; s'il a délivré une quittance erronée (1 000 F à 10 000 F).

JOSÉE DOYÈRE.

Prochain article :

● LES RAPPORTS COLLECTIFS ENTRE PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES

● L'ÉVOLUTION DES LOYERS

Location en copropriété

Le cas est de plus en plus fréquent où un copropriétaire loue un ou plusieurs appartements. Il doit bien sûr respecter l'ensemble de la loi.

Mais, en outre, il doit remettre à son locataire un extrait du règlement de copropriété mis à jour et préciser le nombre de millièmes auquel est soumis l'appartement pour la répartition des charges.

Le syndic de copropriété met à la disposition des copropriétaires bailleurs la justification *des charges locatives (qui sont* importantes en cas de chauffage *collectif, d'existence d'ascenseur*...) à charge pour eux de les *faire connaître à leurs* locataires. De plus, le syndic tient à la *disposition de* ceux-ci les pièces justificatives.



* En 9 mois, à partir de 2000 F d'achats, 20 % comptant, à verser au Service Crédit
Après acceptation du dossier crédit Cofinoga/BHV. A l'exception des articles signalés par point vert et des services.

DANS LES BHV : RIVOLI/PARLY 2/MONTLHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE/ROSNY 2/CRETEIL.

Nos méthodes d'enseignement des langues ont fait leurs preuves

- Audit linguistique et assistance-conseil aux entreprises
- Formations en entreprises
- Stages individuels intensifs
- Formations inter-entreprise :
  - Langue courante
  - *Langue des affaires*
  - Préparation aux examens des Chambres de Commerce étrangères
  - Séminaires spécialisés :
    - stages de perfectionnement intensifs en anglais
    - anglais pour ingénieurs et cadres
    - entraînement à la conversation téléphonique en anglais
    - comptabilité anglo-saxonne
    - semaine germanique
    - espagnol du commerce.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
groupe escp
Centre de Formation Permanente
79, avenue de la République 75011 PARIS - Tél. 355.39.08 (p. 1284)

M. .... Fonction ....
Entreprise .... Tél ....
Adresse ....
Souhaite recevoir une documentation sur les cours de langue du CFP



AGRICULTURE

LA CONFÉRENCE ANNUELLE AGRICOLE 1982

A la recherche de recettes pour réduire les coûts de production

Le 15 juin s'ouvre au ministère de l'agriculture la première phase d'une conférence annuelle agricole nouvelle manière. La seconde, dite de Matignon, sera présidée par le premier ministre à la mi-juillet.

Nouvelle manière, car il s'agit d'oublier pour cette conférence annuelle la conjoncture afin d'en faire un lieu de prospective où s'élaborent les grandes options de la politique agricole. Dans le précédent gouvernement, M. Méhaignerie, contre l'avis des organisations syndicales d'alors, s'y était essayé. Mais la tenue de cette réunion en automne coïncidait trop avec la parution des comptes provisoires, certes, de l'agriculture pour l'année en cours pour qu'elle ne soit pas en fait exclusivement consacrée à la négociation des aides nécessaires pour maintenir le revenu, comme ce fut le cas en 1981. D'où cette idée d'avancer la date de la conférence annuelle. Comme en 1981 également, l'ensemble des organisations syndicales sont invitées à ce débat, avec des représentants du C.N.P.F. et des industries alimentaires, avec aussi les parlementaires concernés par le budget de l'agriculture. Tous les syndicats sauf un ont déjà participé à des réunions de travail préparatoires. La Confédération nationale syndicale des travailleurs paysans refuse, pour sa part, cette approche liminaire qu'elle considère comme de la cogestion, mais accepte de prendre part à la réunion plénière.

Trois thèmes sont à l'ordre du jour : les coûts de production, la connaissance des revenus et le financement de l'agriculture.

Des compensations ?

Sur le premier sujet, il s'agit du côté du ministère d'engager une action non pas conjoncturelle mais permanente pour maîtriser la hausse des coûts de production, qui passe par la réduction des coûts, mais aussi par une économie sur les volumes des consommations intermédiaires. La F.N.S.E.A., on le sait, réclamé avec insistance une réduction des taxes sur le fuel et vient de protester contre la nouvelle hausse de ce carburant.

La maîtrise des coût de production pose deux problèmes : une diminution uniforme des prix, quel que soit le mode de production, permettrait-elle de réorienter l'agriculture vers d'autres modèles, plus économes en volume de produits divers, le plus souvent importés ? En second lieu, les industries d'agro-fournitures peuvent-elles supporter une compression de leurs marges d'exploitation. Certains sans doute, d'autres certainement pas. M. Abonnenc, président du Syndicat des industries de l'alimentation animale, a déclaré le 9 juin : *« Si une politique de rigueur devait nous être imposée, nous demanderions que cette dernière soit également appliquée au secteur céréalier* (qui fournit les usines d'aliments du bétail). »

Quant à la connaissance du revenu, il est de fait que les compte globaux sont des instruments imparfaits. On ne connaît pas en France les revenus individuels des agriculteurs. La conférence aura pour objet de voir quelles améliorations peuvent être apportées aux outils statistiques et comment l'on peut parvenir à connaître le montant réel des aides publiques versées à chaque exploitation.

Des aides publiques au financement de l'agriculture, il n'y a qu'un pas. L'objectif du gouvernement, c'est que le financement public soit à la fois équitable et efficace. Les participants à la conférence pourront dès lors analyser les premier résultats du travail effectué par une équipe du ministère sur ce point. Ils auront aussi connaissance des grandes lignes des choix budgétaires pour 1983.

Enfin, la conférence 1982 sera aussi l'occasion de faire le bilan des actions engagées lors de la conférence de 1981. Cet examen portera surtout sur le dossier des agriculteurs en difficulté.

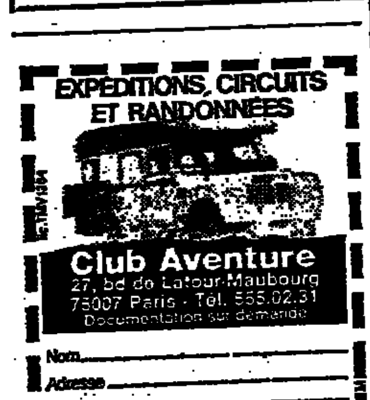
Il n'est pas impossible toutefois que les professionnels imposent un autre sujet de négociation : celui des compensations pour le retard de cinquante jours apporté à la fixation des prix agricoles européens. *« En lever de rideau de la conférence annuelle 1982, c'est cette question qui constitue la pierre de touche majeure des relations entre le gouvernement et la profession »*, écrit M. Fréjus Michon, président de la Fédération des coopératives laitières. Il est décidément difficile de sortir de la conjoncture... — J. G.

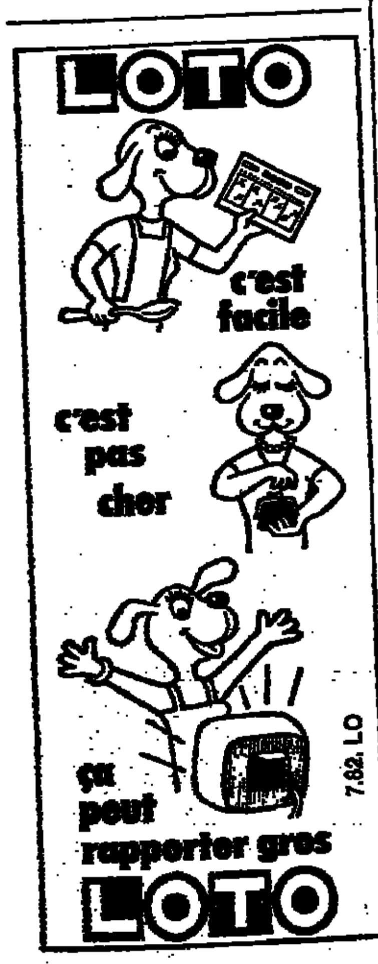
(Publicité)

Pour devenir professeur d'économie et avoir ses études rémunérées après concours

ÉCOLE NATIONALE DE COMMERCE
78, bd Bessières - PARIS 17e
627.95.89. Poste 37

627-95-89 poste 37
assure préparation
au Concours d'entrée ENSET D







DU 1er au 30 JUIN 1982
REPRISE DE VOTRE VOITURE MINIMUM 4.000 F
QUEL QUE SOIT SON ÉTAT
pour l'achat d'une berline 305 Peugeot 82
Dans la limite de nos stocks disponibles.
M. GÉRARD : 821-60-21

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

SOUS-DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 18/82 « SDMC »

Un avis d'Appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture et équipement de divers matériel concernant les lots suivants :

— LOT N° 1 : Equipement de cuisine, froid, buanderie.
— LOT N° 2 : Equipement de laboratoire (photos).
— LOT N° 3 : Equipement divers (salon barbier).

destiné à la Cité universitaire N° 1 de Blida.

Les cahiers des charges peuvent être retirés au siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, Direction de l'Infrastructure et de l'Equipement universitaire. 1, rue Bachir ATTAR - place du 1er-Mai (ALGER) représentants de firmes, courtiers et autres intermédiaires dont

Les offres, accompagnées de pièces réglementaires, devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveoppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, la mention A O I. N° 18/82 « SDMC » Fourniture et Equipement de divers matériel de la Cité universitaire N° 1 de Blida. « soumission ne pas ouvrir ».

Conformément à la circulaire n° 221 DG-CI-DMP du 4 mai 1981 du Ministère du Commerce, les offres doivent être obligatoirement accompagnées des documents suivants :

a) Le statut de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires ou associés.

b) La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social.

c) La liste des principaux actionnaires de l'entreprise.

d) Les bilans des deux (2) dernières années.

e) L'attestation de non-recours à des intermédiaires, conformément à l'article 12 de la loi n° 78/02 du 11 février 1978. portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur

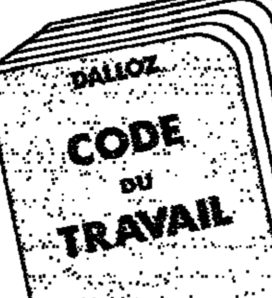
f) La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

La date limite de réception des offres est fixée à soixante (60) jours à compter de la date de parution du présent avis dans la presse nationale.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.

Il est rappelé que le présent avis exclut les regroupeurs, représentants de firmes, courtiers et autres intermédiaires dont l'intervention est prohibée par la loi n° 78/02 du 11 février 1978 relative au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

CODE DU TRAVAIL 1982



PRATIQUE
ECONOMIQUE
SÛR

Enrichi d'abondants résumés de jurisprudence et de plus de 400 pages de textes non codifiés

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

DALLOZ
La sécurité juridique
11 rue Soufflot 75240 PARIS CEDEX 05



L'INSERTION DES JEUNES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Rapport officiel de MM. J. Marangé et A. Lebon
220 pages, 35 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire, Paris 7e
165, rue Garibaldi, Lyon 3e
Vente par correspondance : 124, rue Henri Barbusse
93308 Aubervilliers CEDEX.



MICRO-EXPO 15/19 Juin 1982 Stands T 58/T 69

HP 87 A - Écran - 80 col - 16 ou 24 lignes - graphique 240 x 400 - mémoire RAM de 32 à 544 K octets - basic étendu HP - CP/M® (carte enfichable).
HP 74 70 A - traceur de courbe A 4
Vitesse : maximum 38,1 cm/s - programmable 1 à 38 cm/s, plume levée 50,8 cm/s.
Connectable sur HP série 80 - HP 125 - Interfaces : HP-IB (IEEE 488) - EIA RS 232 C

HP série 80 et HP 125 : stocks permanents de micro-ordinateurs, périphériques et consommables.
MON. 14/6/82

La Règle à Calcul 65 / 67 Bd St-Germain 75005 Paris – Tél. 325.68.88 – Télex ETRAV 220 064 F / 1303 RAC

CESA
« CONTROLEURS DE GESTION »
40e SESSION

10 au 21 Janvier 1983 et
soit du 21 au 25 Mars 1983, ou soit du 18 au 22 Avril 1983

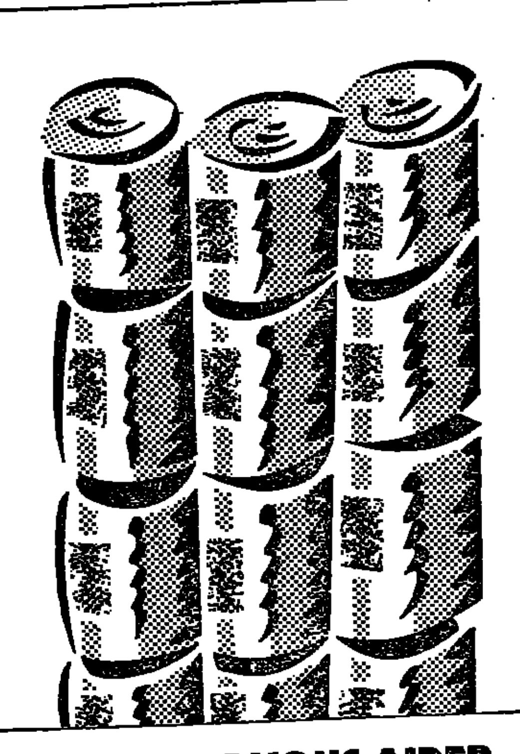
- BATIR UN PLAN D'ACTION « CONTROLE DE GESTION »
- FAIRE EVOLUER LE SYSTEME DE CONTROLE DE VOS ENTREPRISES
avec l'aide des professeurs spécialisés de l'Ecole des H.E.C. et de l'I.S.A. et des contrôleurs de gestion de grandes Entreprises Françaises.

Programme :
- Mise en place de comptabilité analytique, Tableaux de Bord, Reporting, Consolidation.
- Planification opérationnelle, Audit Budgétaire, Contrôle de Gestion, Organisation et Comportement.
- Informatique et Contrôle de Gestion.
- Interventions Courantes du Contrôleur de Gestion.
- Méthodologie de Diagnostic et de Conception de systèmes de Contrôle de Gestion.

Ce séminaire s'adresse aux Contrôleurs et Futurs Contrôleurs de Gestion.

Je désire recevoir la brochure du programme-
« CESA CONTROLEURS DE GESTION » organisé par le C.F.C. du C.E.S.A.
Nom : .... Fonction : ....
Société : .... Adresse de la Société : ....
.... Tél. : ....

Bulletin à retourner à Madame CLEMOT
« CESA - CONTROLEURS DE GESTION »
1, rue de la Libération
78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (6) 941.80.90
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES AFFAIRES (HEC - ISA - CFC)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

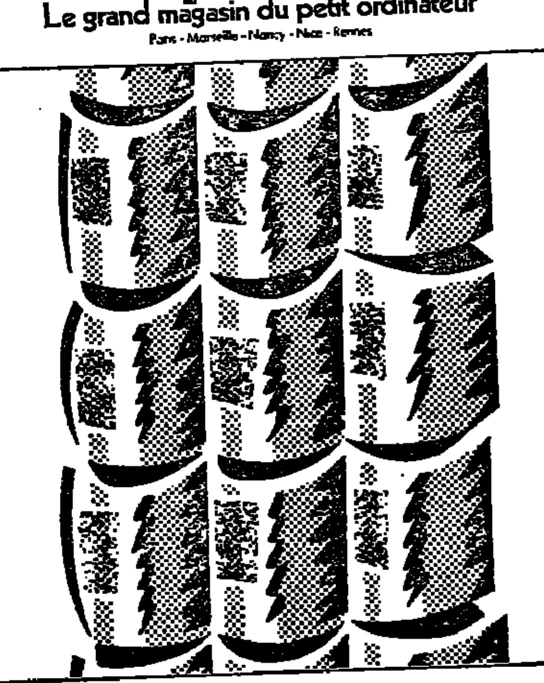


QUI PEUT VOUS AIDER A FAIRE L'INVENTAIRE EN MOINS D'UNE SECONDE ?

ComputerLand est le premier reseau mondial de magasins de micro-informatique.

Paris XV : Centre Beaugrenelle 16, rue Linois
Tél. : (1) 575.76.78
Paris-Est : 135, boulevard Voltaire 75011 Paris
Tél. : (1) 379.21.01

ComputerLand®
Le grand magasin du petit ordinateur
Paris - Marseille - Nancy - Nice - Rennes



ROUSSEL-UCLAF
OFFRE PUBLIQUE D'ECHANGE

présentée par la Banque de Paris et des Pays-Bas et le Crédit Commercial de France
pour le compte de l'Etat

contre

2 ACTIONS ROUSSEL UCLAF

remises jouissance du 1er janvier 1981

vous recevrez

2 obligations Caisse Nationale de l'Industrie de F 300

garanties par l'Etat

Une obligation à taux variable

Intérêt: annuel, payable le 1er janvier (1er coupon le 1er janvier 1983) fixé par référence aux taux du marché obligataire (minimum 11%).

Amortissement normal: au pair en totalité le 1er janvier 1992.

+

Une obligation 15% à option d'échange

Intérêt: annuel payable le 1er juillet:
1er coupon exceptionnel pour 6 mois (du 1er janvier 1982 au 30 juin 1982) de F 22,50*.

Amortissement normal: en 9 tranches égales à des prix croissant de F 307 au 1er juillet 1986 à F 343 au 1er juillet 1994.

Taux de rendement actuariel brut au 1er janvier 1982 *(en cas de non échange).* **15,50%**

Option d'échange,
à tout moment en une action à dividende prioritaire sans droit de vote de Roussel-Uclaf.

Offre valable jusqu'au 30 juin 1982
et limitée à 40%
du capital de Roussel-Uclaf.

*Les actionnaires qui échangent ne touchent pas le dividende net de F 22 pour 2 actions Roussel-Uclaf mais reçoivent à la délivrance des obligations un premier coupon de F 22,50.

Pour plus de détails, voir l'avis n° 82-480 publié à la Cote Officielle du 18 mai 1982 et la note d'information (visa COB n° 82-55 du 18 mai 1982) disponible sur simple demande auprès des banques et agents de change.

INSTITUT MÉRIEUX

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'Institut Mérieux s'est tenue à Lyon, le 4 juin 1982, et a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981.

Le chiffre d'affaires de cet exercice s'est élevé à 818 164 105 F contre 708 830 472 F en 1980, soit une augmentation de 15,4 %.

Après une dotation aux amortissements de 31 315 795 F et reprise d'une provision sur titres de participation de 15 483 000 F, le bénéfice net s'établit à 75 932 924,39 F.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 1 194 436 000 F, en progrès de 19,1 %, et le bénéfice net revenant à l'Institut Mérieux à 85 703 000 F contre 82 586 000 F en 1980.

L'assemblée générale a fixé le dividende à 16 F net par action (contre 14,50 F pour l'exercice précédent) assorti d'un avoir fiscal de 8 F, soit un revenu global de 24 F.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 1er septembre 1982 sur présentation du coupon n° 20.

L'assemblée a désigné M. Gérard Worms, directeur général de Rhône-Poulenc S.A., en qualité de nouvel administrateur de la société.

COGIFI

Compagnie d'investissements français immobiliers

Réunis en assemblée générale ordinaire le 10 juin 1982 sous la présidence de M. François Pereire, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981.

Compte tenu d'une plus-value nette à long terme de 4 472 000 F sur la vente d'éléments d'actif et du solde des pertes et profits sur exercices antérieurs, le bénéfice net de l'exercice ressort à 56 413 000 F contre 50 487 000 F pour 1980, en augmentation de 11,7 %, les dotations aux comptes d'amortissements et de provisions progressant de 7 893 000 F à 8 038 000 F.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 16,50 F dont 0,10 F en exonération de l'impôt sur le revenu) contre 14,75 F au titre de l'exercice précédent.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 30 juin 1982 contre remise des coupons nos 20 A et 20 B.

Le taux d'occupation des appartements est resté voisin de 99 %. D'autre part, tous les locaux à usage de bureaux et tous les locaux commerciaux ont été loués pendant la durée de l'exercice. La société a employé sa trésorerie disponible dans l'acquisition de locaux à usage de bureaux et de locaux commerciaux représentant un investissement *total de 26 850 000 F.*

L'assemblée a nommé administrateurs pour une durée de six années, M. François Propper et M. Jean Sabatier, directeur général. Elle a ratifié la nomination comme administrateur de M. Jacques Getten, qui a été nommé vice-président de la société par le conseil d'administration, qui *s'est réuni à l'issue* de l'assemblée générale.



Les sociétés Locafrance et Rank Xerox, leaders français de leur marché : le crédit-bail et la reprographie, ont créé ensemble une société commerciale à vocation *de location* financière du nom de Eurobail.

D'un capital de 3 100 000 F, détenu à 60 % par Locafrance et à 40 % par Rank Xerox, la société Eurobail assure dès maintenant sous le nom de Xerofi, en complément des *formules de location déjà proposées par* Rank Xerox, la location longue durée des équipements commercialisés par le groupe Xerox.

M. Robert Lafon, administrateur, directeur général de Locafrance, a été porté à la présidence de Eurobail.

Moulinex

Réunie le 29 mai sous la présidence de M. Mantelet, l'assemblée *générale* ordinaire a approuvé à l'unanimité toutes les résolutions proposées par le conseil.

Elle a fixé le dividende, identique à celui de l'exercice précédent, à 4,00 F assorti de l'impôt *déjà versé* au Trésor (avoir fiscal) de 2,00 F, soit un revenu global de 6,00 F. Il sera mis en paiement à partir du 18 juin 1982 (coupon n° 12).

Au cours de l'assemblée, il a été évoqué la situation de la filiale américaine. Celle-ci a rencontré un certain nombre de difficultés depuis son implantation en 1977.

Bien que ses résultats soient en amélioration pour 1981, Moulinex a annoncé qu'elle maintenait sa décision de rechercher un partenaire pour ses opérations aux U.S.A., partenaire qui *serait* en mesure de mettre à sa disposition un réseau commercial étendu.

Des négociations sont actuellement en cours qui pourraient permettre aux deux sociétés d'unir leurs efforts sur le marché américain.

En contrepartie, la *société* américaine prendrait une participation dans cette filiale.

LA RADIOTECHNIQUE

L'assemblée générale ordinaire de La Radiotechnique s'est tenue le 10 juin 1982 sous la présidence de M. Jean-Louis Pilliard et a approuvé les comptes et bilan arrêtés au 31 décembre 1981, qui font apparaître un bénéfice net de 68 *millions de* francs.

La distribution d'un dividende de 21 francs à chacune des 2 310 000 actions constituant le capital social a *été décidée, à laquelle s'ajoutera* l'impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal) de 10,50 francs, portant le revenu global de l'actionnaire à 31,50 francs. Le dividende sera mis *en paiement à compter du 18 juin* 1982.

Commentant ces résultats, le président a rappelé que le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe La Radiotechnique a atteint 4 189 millions de francs, en augmentation de 10,1 % par rapport à l'année 1980, et que le bénéfice net consolidé par action ressort à 23,79 F contre 30,53 F en 1980 (46,32 F hors plus-values exceptionnelles), la *marge brute d'autofinancement* consolidée étant en diminution de 23 %.

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

L'Assemblée générale des actionnaires du Comptoir des entrepreneurs, réunie le 10 juin 1982, sous la présidence de Mme Paule Dufour, président-directeur général, a examiné le compte rendu d'activité et les résultats de l'exercice 1981.

L'assemblée a approuvé les résolutions *présentées* par le conseil et nommé trois nouveaux administrateurs : MM. Jacques Roche, directeur général du Crédit lyonnais, Michel Albert, président des Assurances générales de France, et Jacques-Henri Wahl, directeur général de la Banque nationale de Paris.

Le dividende de 9,80 F par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 4,90 F sera mis en paiement le 18 juin 1982.

Dans son allocation, Mme Dufour a déclaré :

« Les résultats financiers de la Société en 1981 ont subi l'influence d'un environnement économique et financier particulièrement difficile.

» L'activité, dans le secteur du bâtiment, est restée médiocre en 1981 : si le nombre des logements mis en chantier a pu être stabilisé autour de quatre cent mille, en revanche, les transactions sur les logements anciens et les travaux d'entretien ou d'amélioration ont subi une forte diminution en raison, à la fois, du niveau élevé des taux d'intérêt et de certaines craintes relatives au statut fiscal de l'immobilier et du régime des loyers.

» Dans le même temps, les contraintes de l'encadrement du crédit, au moins pendant la première partie de l'exercice, ont été rendues plus sévères que celles en vigueur en 1980, ce qui a amené C.D.E. à contingenter strictement sa production privée jusqu'à la fin de l'été dernier. Enfin, des déséquilibres qui se sont manifestés sur les marchés de capitaux à la fin du mois de mai ont entraîné une augmentation sensible des taux et ont porté les conditions de crédit à des niveaux jamais atteints : les candidats à la propriété se sont alors réfugiés dans un attentisme prudent.

» Si, globalement, les prêts accordés par C.D.E. ont augmenté de 25,1 % en 1981, ce bon résultat d'ensemble est dû à l'effort financier important décidé en 1981 par les autorités gouvernementales en faveur des logements bénéficiant de prêts aidés pour l'accession à la propriété (PAP) ; ceci a permis une progression de plus de 37 % du montant des prêts autorisés dans le secteur public ; en revanche, la production des prêts privés a diminué, dans le même temps, de 25,6 %.

» Avec 56,4 milliards de francs au 31 décembre 1981, l'encours global des opérations gérées par la société a diminué de 0,8 % d'un exercice à l'autre. C'est la baisse de 2,9 % de l'encours des prêts du secteur public en 1981, liée à la diminution de l'encours des prêts spéciaux, non compensée par une progression suffisamment rapide des encours des PAP, qui explique cette quasi-stagnation de l'encours global des prêts. L'encours des prêts privés, quant à lui, a progressé à un taux annuel de 6,4 %.

» Le taux de croissance des dépenses de gestion en 1981 a pu être ramené aux environs de 15 %, contre 30 % l'exercice précédent.

» En résumé, en raison de l'évolution respective des encours des secteurs public et privé et de la situation générale des taux, il n'a pas été possible de maintenir les résultats financiers antérieurs.

» Le bénéfice net de l'exercice, après des dotations aux comptes de provisions aussi importantes qu'en 1980, ressort à 17,6 millions de francs contre 22,6 millions de francs un an plus tôt, soit une baisse de 22,1 %.

» Il a, toutefois, paru possible de maintenir le même dividende que l'an dernier, en fonction des perspectives d'avenir qui laissent penser que la société pourra rétablir assez rapidement des résultats satisfaisants.

» Les perspectives pour l'exercice 1982, en ce qui concerne les prêts du secteur public, sont bonnes : en effet, le montant des prêts aidés accordés pendant les quatre premiers mois de l'exercice en cours est déjà supérieur de 22 % à celui de la période correspondante de 1981. Cette production importante, liée à l'exécution des décisions budgétaires prises au titre des exercices 1981 et 1982, garantit une reprise sensible des encours des prêts du secteur public.

» Pour les prêts du secteur privé, les facteurs qui, en 1981, ont freiné leur développement et agi sur leur rentabilité continuent d'influencer les résultats des premiers mois de l'exercice en cours : attentisme de la clientèle malgré de légères baisses de taux, dépendance de C.D.E. à l'égard de marchés de l'argent sur lesquels les taux se maintiennent à des niveaux très élevés. Dans ces conditions, la progression des encours et des marges du secteur privé ne peut être aussi importante qu'il serait souhaitable.

» Pour la première fois cette année, et en application de la loi du 24 octobre 1980, la quasi-totalité du personnel de C.D.E. est actionnaire de cette société. Cet événement mérite d'être souligné car il est de nature à intéresser davantage les agents à la bonne marche de l'entreprise.

» Cependant, cet élément n'est pas déterminant ; le personnel, en effet, se sent plus encore concerné, comme nous tous d'ailleurs, par les décisions qui interviendront dans les mois à venir sur le rôle que le gouvernement entend donner aux établissements spécialisés dans le cadre de la réforme du système bancaire, et notamment sur la place de C.D.E. dans le financement du logement social.

» C.D.E. devra, tout en étant très vigilant sur ce point, intensifier également son action en direction des établissements collecteurs de dépôts pour qu'une collaboration fructueuse, déjà largement amorcée, s'intensifie et permette par là-même un développement de notre secteur privé.

» Notre entreprise dispose d'atouts importants résultant à la fois de sa longue expérience dans le domaine des prêts du secteur public, de sa grande faculté d'adaptation et de la volonté très ferme de son personnel, décidé à œuvrer pour la prospérité de notre établissement.

» C'est donc avec une grande confiance que nous envisageons l'avenir. »

VIEILLE-MONTAGNE

L'assemblée ordinaire du 4 juin 1982 a approuvé le bilan et le compte de résultats au 31 décembre 1981.

Elle a réélu M. Gérard Nagelmackers, administrateur pour un terme de six années.

M. Jean André, directeur général de la société, a été élu administrateur pour un terme de six années. *Il portera* le titre d'administrateur-directeur général de la société.

Ont été réélus commissaires, pour un terme de trois années, MM. Jean Begasse de Dhaem et René Vérians.



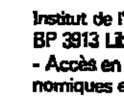
FACOM ET A.O.P.

La société Aciers et outillage Peugeot vient de céder à Facom ses participations dans les sociétés Bost et Garnache Chiquet.

Facom détient désormais respectivement 95,7 % et 99,3 % des sociétés Bost et Garnache Chiquet, leaders en Europe de la pincerie et du tournevis.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique de coopération engagée depuis de nombreuses années entre la société Aciers et outillage Peugeot et Facom dans le *domaine de l'outillage à main* et qui avait donné lieu, en 1979, à une prise de participation de Peugeot S.A. dans le capital de Facom.

REPUBLIQUE GABONAISE



Institut de l'Economie et des Finances à Libreville.
BP 3913 Libreville (Gabon).
- Accès en deux années au Corps des Administrateurs Economiques et Financiers, destinés à des fonctions importantes dans l'Administration et le Secteur Para-Public.

CONCOURS D'ENTREE (25 places)

- Le 2 septembre à Libreville et à Paris.
- Clôture des inscriptions 17 juillet 1982.
- Informations : LIBREVILLE, IEF, BP 3913, PARIS *Ambassade du Gabon,* 29, avenue Raphael, 75016 Paris, Tél. 224.79.60.

CONDITIONS POUR CONCOURIR

- Nationalité gabonaise,
- Age 30 ans maximum,
- Maîtrise ou Grande Ecole, ou pour les fonctionnaires (pas de limite d'âge) cat. A + 4 ans d'expérience.

CONSTITUTION DU DOSSIER

- Fiche d'état civil ou copie conforme de la carte d'identité,
- Copie certifiée conforme des diplômes,
- Extrait d'acte de naissance (peut être fourni ultérieurement,
- Extrait de casier judiciaire (peut être fourni ultérieurement.

Dossier à adresser à l'Institut avant le 17 juillet 1982.

All these Notes and Warrants have been sold. This announcement appears as a matter of record only.



Crédit Commercial de France

US $150,000,000 Floating Rate Notes

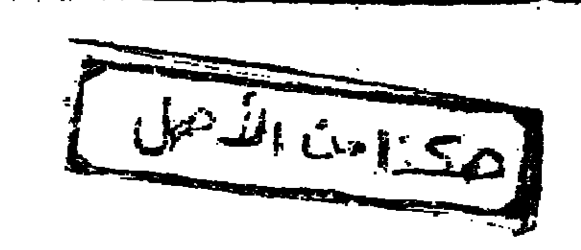
Warrants to purchase
US $150,000,000 14 1/8 % Bonds due 1992

Issue Price of the Notes: 100% of the principal amount
Issue Price of each Warrant: US $ 15.00

Crédit Commercial de France • **Credit Suisse First Boston Limited**

Al-Mal Group • Arab Banking Corporation (ABC)
Bank of America International Limited • Bank of Tokyo International Limited
Caisse des Dépôts et Consignations • CIBC Limited
Dominion Securities Ames Limited • Fuji International Finance Limited
Genossenschaftliche Zentralbank AG - Vienna • Goldman Sachs International Corp.
Kredietbank International Group • Manufacturers Hanover Limited
Merrill Lynch International & Co. • Mitsubishi Bank (Europe) S.A.
Morgan Guaranty Ltd • Morgan Stanley International
Nomura International Limited • Salomon Brothers International
Société Générale de Banque S.A. • Sumitomo Finance International
Swiss Bank Corporation International Limited • Westdeutsche Landesbank Girozentrale
Williams & Glyn's Bank plc

New Issue • May 27, 1982



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 3-6-1982
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	284 004
dont:	
Or	194 581
Disponibilités à vue à l'étranger	16 470
ECUS	60 360
Avances au Fonds de stabilisation des changes	12 591
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 014
dont:	
Concours au Trésor public	0
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	163 727
dont:	
Effets escomptés	77 856
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	55 583
5) DIVERS	8 105
Total	516 435

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	164 760
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	9 196
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	4 734
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	52 320
dont:	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	33 732
5) ECUS A LIVRER AU FECOM	48 915
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	223 381
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 266
8) DIVERS	10 861
Total	516 435

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	4 juin	11 juin
Valeurs franç. à revenu variable	835,8	841,3
Valeurs étrangères	1867,0	1843,3
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	120,6	121,4
Valeurs étrangères	252,6	249,4
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	108,1	108,8
Pétroles-Energie	90,6	91,7
Métallurgie	95,5	96,2
Chimie	111,2	111,6
Bâtim., mat. constr., trav. publics	103,7	105,5
Constructions mécaniques	108,9	111
Matériel électrique	113,3	116,4
Automobile et accessoires	109,2	102,1
Industr. de consom. non alim.	121,1	126,6
Agro-alimentaire	116,1	117,3
Distribution	111,9	111,4
Transports	113,0	112,8
Services	111,3	110,6
Assurances	105,3	104,4
Banques	110,6	108,3
Immobilier et foncier	104,8	106,1
Investissement et portefeuille	108,1	110,9
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	94,8	95,0
Emprunts d'Etat	95,7	95,6
Emprunts garantis et assimilés	94,7	94,9
Sociétés	94,6	94,8
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	84,4	84,6
Sociétés	91,2	91,4

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	107,2	107,9
Produits de base	93,6	94,1
Construction	104,5	105,2
Biens d'équipement	110,5	113,1
Biens de consom. durables	112,5	108,7
Biens de consom. non durables	121,8	124,4
Biens de consom. alimentaires	114,3	116,1
Services	108,6	108,8
Sociétés financières	109,5	109,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	98,3	96,5
Valeurs industrielles	106,4	107,4

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	102,8	104,7

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CARR SEBAG. – L'une des plus anciennes maisons de courtage de la place londonienne, la société Carr Sebag, a cessé ses activités à la suite de l'échec des négociations entreprises avec l'une de ses rivales, la firme Grieveson Grant, en vue d'une fusion entre les deux entreprises.

Carr Sebag employait 200 personnes environ au service de 5 000 clients et Grieveson Grant a aussitôt proposé d'embaucher immédiatement une cinquantaine de personnes, voire cinquante autres par la suite. Carr Sebag éprouvait depuis quelque temps déjà un certain nombre de difficultés financières qui l'avaient conduite à se séparer, au mois de mai dernier, de sa filiale de Hongkong, Wico.

3 M. – La filiale française du groupe américain 3 M (Minnesota, Mining and Manufacturing), spécialisée dans la bureautique, l'informatique, la vidéo et les télécommunications, a réalisé au cours de l'exercice 1981-1982, au 31 octobre dernier un chiffre d'affaires de 2,04 milliards de francs, en progression de 12,5 % sur le précédent, la société prévoyant une hausse de 15 % environ de son chiffre d'affaires pour l'année en cours. Quant au bénéfice net, il a atteint 90 millions de francs pour la même période, en légère baisse sur les 95 millions de francs de l'année précédente, précise 3 M France qui employait 3 945 personnes au 31 octobre dernier.

L'AIR LIQUIDE ÉTEND SON ACTIVITÉ DANS LA PHARMACIE. – La société lyonnaise industrielle pharmaceutique Lipha, filiale du groupe, vient de prendre le contrôle des laboratoires Aron, spécialisés, notamment, dans la fabrication d'un produit antidiabétique absorbé par voie orale.

Cette opération permettra à Lipha d'étendre le champ de ses activités, en Grande-Bretagne particulièrement, mais aussi d'atteindre une dimension qui mettra la société en position de mieux assurer son avenir avec un chiffre d'affaires d'environ 627 millions de francs (dont 180 millions provenant d'Aron).

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	9 juin	10 juin
Valeurs françaises	107,9	109
Valeurs étrangères	104,9	104,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	10 juin	11 juin
Indice général	107,1	107,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 14 juin .... 16 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11 juin	14 juin
1 dollar (en yens)	247	250,85

BOURSE DE PARIS Comptant 11 JUIN

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 296	6 261	6 100	6 400
Allemagne (100 DM)	260 920	262 050	254	267
Belgique (100 F)	13 808	13 879	12 300	13 300
Pays Bas (100 fl.)	236	237 060	229	240
Danemark (100 krd)	76 650	76 900	74	79
Norvège (100 k)	102 730	102 390	99	104
Grande-Bretagne (£ 1)	11 173	11 128	10 850	11 450
Grèce (100 drachmes)	9 490	9 520	10	12 500
Italie (1 000 lires)	4 724	4 728	4 550	4 950
Suisse (100 fr.)	306 340	306 700	298	314
Suède (100 krs)	105 620	105 830	101	107
Autriche (100 sch)	37 090	37 210	36 300	37 900
Espagne (100 pes.)	5 865	5 852	5 700	6 150
Portugal (100 esc.)	8 595	8 590	8 100	9 100
Canada ($ can 1)	5 006	4 971	4 900	5 140
Japon (100 yens)	2 530	2 538	2 430	2 570

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/6
Or fin (kilo en barre)	65800	66000
Or fin (en lingot)	65900	65500
Pièce française (20 fr)	593	594
Pièce française (10 fr)	465	.....
Pièce suisse (20 fr)	515	520
Pièce latine (20 fr)	474	476
Souverain	589	580
Pièce de 20 dollars	2625	2620
Pièce de 10 dollars	1380	1350
Pièce de 5 dollars	705	.....
Pièce de 50 pesos	2900	2870
Pièce de 10 florins	501	504

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *L'équipe de France contre l'Angleterre est composée.* — M. Michel Hidalgo a communiqué officiellement la composition de l'équipe de France qui affrontera l'Angleterre mercredi 16 juin à Bilbao : Ettori ; Battiston, Lopez, Tresor, Bossis ; Girard, Larios, Giresse ; Rocheteau, Platini, Soler.

Le numéro du « Monde » daté 13 juin 1982 a été tiré à 504 367 exemplaires.

OPERATION SPECIALE
3 costumes (2 pièces)
1 500 F
1 costume à partir de 500 F
pure laine, laine et polyester, velours, coton, etc.
3 pantalons 350 F
pure laine, laine et polyester, velours, coton, etc.
3 chemises 140 F
polyester et coton
TOUT LE PRÊT-A-PORTER MASCULIN
CLUB DX 131
131, rue du Fg-St-Honoré 75008
M° St-Philippe-du-Roule
ouvert tous les jours, sauf dimanche, de 10 h à 18 h 30

A B C D E F G

LA GUERRE DES MALOUINES

LONDRES : les troupes britanniques ont enfoncé les premières lignes de défense argentines de Port-Stanley

De notre correspondant

Londres. — Malgré le revers subi au début de la semaine dernière dans la bataille aéro-navale de Bluff-Cove et de Fitzroy, les troupes britanniques ont fait, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 juin, un grand bond en avant dans la reconquête de Port-Stanley.

M. Nott, ministre de la défense, a annoncé samedi après-midi une « *brillante attaque surprise* » qui a permis d'occuper, sur trois hauteurs à l'ouest de la petite capitale des Malouines, les premières lignes argentines. A la faveur de l'obscurité, des fusiliers-marins et des parachutistes ont avancé de 8 kilomètres dans trois directions en même temps. Ils ont, selon Londres, surpris les défenseurs argentins « endormis » dans leurs tranchées. Les combats ont commencé vers minuit et demi (heure locale) et ont duré toute la nuit. La surprise passée, les Argentins se sont défendus, des militaires de carrière encadrant les jeunes appelés. Les troupes britanniques, fortes de trois mille à quatre mille cinq cents hommes ont été soutenues par de violents tirs d'artillerie et des bombardements navals. En même temps, un bombardier Vulcan venu de l'île d'Ascension pilonnait la piste de Port-Stanley.

Au petit jour, les Britanniques avaient pris possession du mont Two-Sisters (dont la conquête avait déjà été annoncée quelques jours auparavant) ainsi que des monts Harriet et Longdon. Le mont Tumbledown serait la seule hauteur restant aux mains des Argentins à l'ouest de Port-Stanley. Mais les patrouilles britanniques auraient déjà atteint ce qu'il est convenu d'appeler les faubourgs de la petite bourgade.

M. Nott a qualifié ces succès de « *pas significatifs* » vers le retrait complet des troupes argentines. « *Il y a encore un peu de chemin à parcourir*, a-t-il ajouté, *mais l'issue ne fait pas de doute* ».

Le bilan des derniers combats n'est pas encore connu. Les pertes britanniques sont qualifiées de « *légères* » alors que le nombre des victimes du côté argentin serait élevé. Quatre cents soldats argentins ont été faits prisonniers, des armes et du matériel ont été saisis dont beaucoup seraient dans un piteux état. M. Nott a annoncé que, pendant le bombardement naval de Port-Stanley, le destroyer *Glamorgan* avait été atteint par des obus. Neuf marins britanniques sont morts et dix-sept ont été blessés, mais le navire serait encore opérationnel. Depuis le début du conflit, six bâtiments de la Royal Navy plus un navire civil, *Atlantic-Conveyor* ont donc été mis hors de combats.

D'autre part, la bataille pour Port-Stanley a fait ses deux premières victimes civiles : deux femmes tuées lors du pilonnage des positions argentines par l'artillerie britannique. Quatre autres civils ont été blessés.

Cependant, la Grande-Bretagne et l'Argentine ont accepté la proposition de la Croix-Rouge internationale de créer une « zone neutre » autour des bâtiments officiels de Port-Stanley pour regrouper la population civile. Selon les représentants de la Croix-Rouge, il y aurait encore six cents Kelpers (habitants des Malouines) dans la capitale, trois fois plus qu'on ne le croyait généralement à Londres.

Au cours de sa conférence de presse, M. Nott a donné, pour la première fois, des précisions sur les pertes subies par la force d'intervention britannique lors de l'attaque aérienne du 8 juin. Quarante-trois soldats (parmi les gardes gallois de la 5[e] brigade) et sept hommes d'équipage des navires auxiliaires *Sir-Galahad* et *Sir-Tristam*, qui débarquaient des troupes et du matériel à Bluff-Cove ont été tués au cours du raid des skyhawaks argentins. Cinquante-cinq ont été blessés. Ces victimes portent à près de deux cents le nombre total des morts ou disparus du côté britannique depuis le début de la campagne des Malouines.

Le ministre de la défense a justifié le silence observé pendant plusieurs jours sur le nombre des morts par la nécessité de laisser les Argentins dans l'incertitude.

DANIEL VERNET.

Après treize jours de grève

LA DIRECTION DE TALBOT-POISSY DEMANDE UN DÉLAI DE RÉFLEXION DE VINGT-QUATRE HEURES POUR POURSUIVRE LA NÉGOCIATION.

Treizième jour de grève aux usines Talbot de Poissy : après la trêve du week-end, la situation reste très bloquée. Comme chaque jour depuis le 3 juin, l'équipe du matin est arrivée à 6 h 30, l'accès à l'usine restant libre. Réunis à l'atelier B3 où sont montées les voitures, mille trois cents à mille cinq cents grévistes, en majorité immigrés, ont reconduit leur mouvement à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. La mobilisation se maintient, légèrement plus forte que le 11 juin. La maîtrise a assuré le pointage des non-grévistes — condition mise par la direction pour que ceux-ci soient payés.

Les négociations, qui devaient reprendre à 10 h 30 à Saint-Germain-en-Laye, ont été ajournées. Pas de discussion quand l'usine est occupée, a réaffirmé la direction, qui, posant en préalable à toute réunion le libre accès au B3, a aussi estimé que « *les événements économiques et monétaires survenus ce week-end* » nécessiteraient un délai de réflexion de vingt-quatre heures.

● *Chez Citroën*, à Levallois, où la direction a mis en chômage technique, les 14 et 15 juin, certains ateliers — ceux de montage et d'usinage des 2 CV, employant environ trois mille salariés, en majorité des immigrés, plusieurs centaines d'ouvriers ont manifesté devant l'usine puis devant le siège de la direction nationale.

Une décision justifiée aux yeux de la direction par la « *croissance inhabituelle des retouches due aux perturbations qui se produisent depuis la reprise du travail dans cette usine* ».

Depuis plusieurs jours, les O.S. prostestaient contre les cadences et réclamaient l'application intégrale du protocole d'accord signé devant le médiateur lors de la dernière grève.

PRÉAVIS DE GRÈVE DANS LES COMPAGNIES AÉRIENNES FRANCAISES

Le Syndicat national du personnel navigant civil (S.N.P.N.C.), qui regroupe les stewards et hôtesses de l'air des compagnies aériennes françaises, a déposé un préavis de grève pour les 16 et 17 juin afin de défendre leurs revendications, mais ses responsables se refusaient, ce lundi 14 juin en fin de matinée, à en préciser davantage les raisons.

Quoi qu'il en soit, Air France, Air Inter et U.T.A. s'efforcent de faire face aux perturbations qui résulteront de ce mouvement. Air France pense assurer, pendant ces courrier et 60 % des moyen-courriers et 60 % des moyen-courriers. Air Inter devrait ainsi modifier son programme de vol et compte recourir à des affrétements d'appareils et d'équipages extérieurs à son parc. Enfin, U.T.A. pense pouvoir assurer la totalité de ses vols, moyennant de probables modifications d'horaires.

Renseignements : Air France : Pour Paris, 320-15-55 ; Région parisienne, (1) 535-61-61 ; Province, centres de réservation régionaux ; Air-Inter : Paris, 673-13-13 ; Province, contres de réservation ; U.T.A. : Paris, 775-75-75 ou 776-41-52 ; Province, représentations locales de la compagnie.

● *M. Jean-Edern Hallier, candidat à l'Académie.* — Sans tenir compte de l'usage qui veut qu'une candidature ne soit annoncée qu'une fois enregistrée, M. Jean-Edern Hallier a fait savoir ce lundi 14 juin qu'il avait décidé de se présenter à l'Académie française au siège du duc de Lévis-Mirepoix. « *Guetteur mélancolique de notre modernité, l'Aacédmie est mon refuge naturel face à la calomnie. Tel est le sens de ma candidature, solliciter de l'institution qu'elle me réhabilite en tant que penseur et poète qui n'a partie liée qu'avec la postérité* », a-t-il déclaré.

M. Jean-Edern Hallier s'est présenté deux fois déjà à l'Académie : en 1978 au siège d'André François-Poncet et en 1981 au siège de Maurice Genevoix. Notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech a fait connaître, jeudi dernier, sa candidature.

BUENOS-AIRES : la visite du pape a permis aux Argentins de réclamer la paix

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — Au moment même où un million d'Argentins criaient en présence du pape, le samedi 12 juin : « *Nous voulons la paix* », la guerre reprenait de plus belle aux Malouines. Cette fois, on a le sentiment à Buenos-Aires qu'après deux semaines d'attente et un nouveau « désastre naval », les Britanniques ont déclenché leur offensive finale contre Port-Stanley. L'état-major interarmées a reconnu que l'ennemi avait enfoncé les lignes de défense argentines et gagné 3.500 kilomètres de terrain, ce qui le met désormais aux portes de la capitale.

L'un des communiqués officiels parle d'une attaque menée « *par environ quatre mille cinq cents hommes bien équipés, et dotés d'un armement de haute technologie* ». C'est par des précisions de ce genre que l'opinion avait été préparée, il y a deux semaines, à la chute de Port-Darwin. Les autorités militaires considèrent néanmoins que, même si l'ennemi avance, cela ne veut pas dire qu'il va gagner. « *Tout dépend de la conception défensive appliquée* », affirment-elles.

Du côté argentin, on indique que les combats commencés vendredi soir, et qui se sont poursuivis pendant plus de 24 heures, ont été intenses et très meurtriers.

Les Britanniques disent avoir livré une attaque surprise, pendant que les soldats argentins dormaient. On s'attend à ce que leur prochaine offensive soit menée également la nuit, très longue à cette époque de l'année dans la région australe. Ils disposent d'équipements à rayons infrarouges qui leur permettent de se diriger dans l'obscurité, ainsi qu'ont pu le constater les Argentins lorsqu'ils ont récupéré le matériel abandonné par les « marines » lors du débarquement dramatique de la baie « Agradable », mardi dernier.

La visite du pape aura-t-elle des conséquences sur l'issue de la guerre ? « *Elle ne peut pas en avoir sur les combats en cours*, dit-on dans les milieux catholiques. *La bataille des Malouines a sa propre logique. Quel que soit son résultat, cependant, le gouvernement militaire ne pourra pas ignorer que la population, pendant deux jours, a demandé publiquement la paix.* »

Les interprétations diverses

Ce fut en effet l'événement marquant du bref voyage pontifical. On en eut la révélation, samedi, pendant la messe célébrée en plein air par Jean-Paul II dans un parc de la capitale, en présence de la junte militaire et en compagnie de nombreux cardinaux et évêques latino-américains. A la fin de son homélie, le pape demanda aux jeunes Argentins de « *s'unir aux jeunes Anglais* » qui lui avaient demandé de transmettre leur « *désir de paix* ». Il fut longuement applaudi. « *Nous voulons la paix* », s'exclama aussitôt la foule, ce cri fut repris plusieurs fois.

Jean-Paul II devait préciser, dans son message d'adieu à l'aéroport d'Ezeira, qu'il souhaitait une paix « *juste, honorable et durable* ». Mais ceux qui s'inquiétaient à l'avance de l'effet « démobilisateur » de son message, au cas où l'Argentine devrait soutenir une guerre prolongée, ne se tiendront sans doute pas pour rassurés. La clameur de samedi est en tout cas interprétée diversement. Le voyage papal a permis aux anti-bellicistes de s'exprimer, dit-on, alors qu'ils ne pouvaient dans le climat créé par la « reconquête » des Malouines et la propagande gouvernementale.

Les autorités parlent volontiers de l'« *agression* » britannique et insistent sur le pacifisme foncier d'un pays qui n'a pas connu d'affrontement armé depuis le dix-neuvième siècle. En fait, répliquent certaines personnalités, l'Argentine vit sur le pied de guerre depuis dix ans : d'abord à cause de la guérilla, puis de la lutte contre la guérilla, ensuite à cause du différend frontalier avec le Chili sur le chenal du Beagle, maintenant avec les Malouines. Après l'euphorie suscitée par la « reconquête », une vieille fatigue est en train de remonter.

Le pape a fait allusion à ces conflits, en conseillant aux Argentins de surmonter leurs « *tensions* » et de soigner leurs « *blessures* », et en demandant aux prêtres et séminaristes, réunis vendredi dans la cathédrale, d'être des agents de « *réconciliation* », comme il fait allusion également, à son arrivée, à « *l'incertitude* » qui règne dans de nombreuses familles à propos d'un « *être cher* ». Des militants catholiques estiment que l'essentiel a été dit, avec les précautions qu'exige la situation du pays ; d'autres, au contraire, considèrent que le propos est resté vague, et que le défenseur des droits de l'homme s'est effacé, en cette occasion, devant le « *messager de la paix* ». Ils pensent que le discours sera plus clair et plus fourni lorsque le pape reviendra l'an prochain, pour une tournée qui inclura d'autres Etats du cône sud (dont le Chili).

On a vu au cours de ces deux jours de visite Jean-Paul II donner la communion au président Galtiéri, qui lui a baisé ensuite la main et l'embrasser sur la joue avant son départ. Mais les gens que nous avons interrogés ne disent pas, pour autant, que le pape s'est « *affiché* » avec lui. Ils estiment en outre que, contrairement à leurs craintes, les médias ont traité l'événement comme il fallait, sans l'exploiter au bénéfice du régime. La presse affirme que l'entourage du pape s'est efforcé, dans le programme du voyage, de maintenir une distance entre le pape et les membres du gouvernement. Exception a été faite apparemment pour le chef de l'État, avec qui Jean-Paul II a eu un entretien avant son départ. Certains journaux affirment que le pape aurait insisté sur la nécessité de parvenir à la paix, même si c'était au prix de quelques « *sacrifices* ».

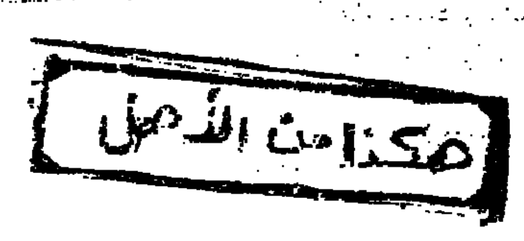
CHARLES VANHECKE.

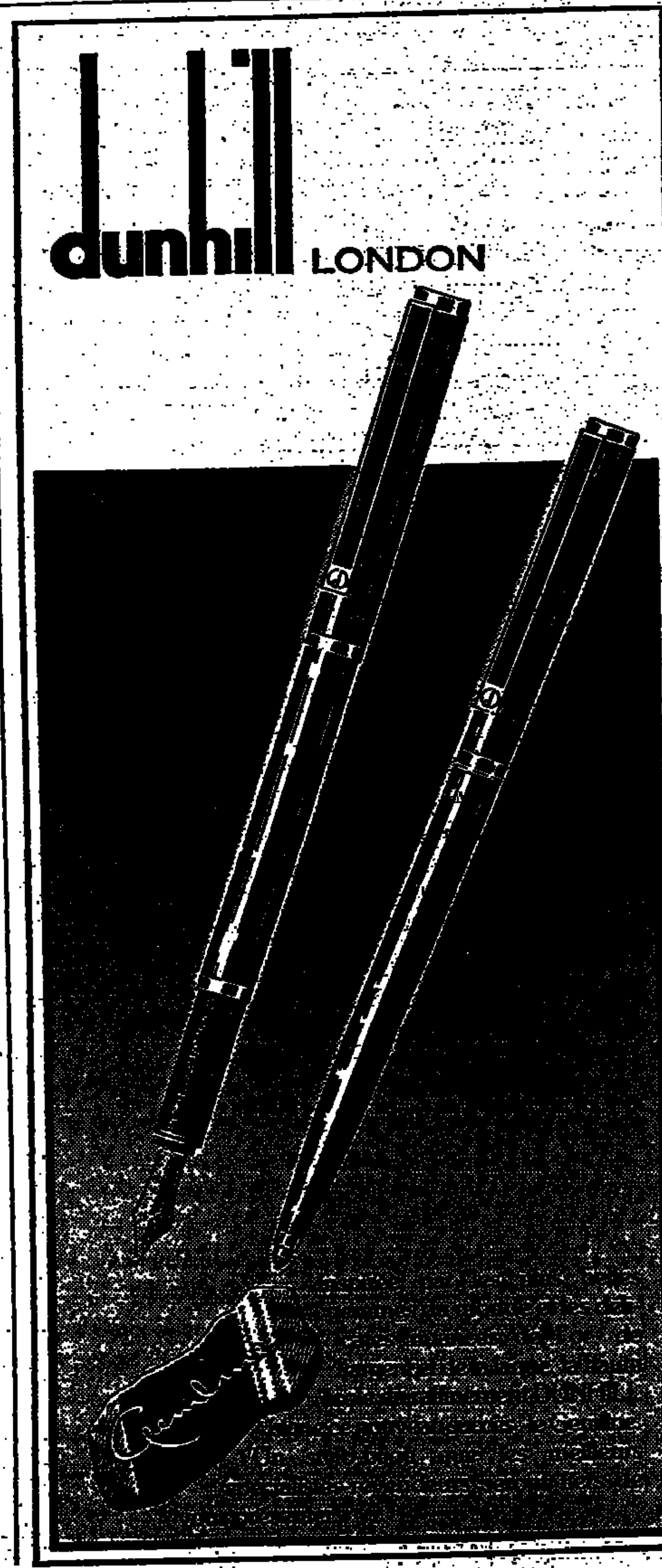
SOLDES D'ÉTÉ
LE BAZAR A TISSUS
LE PLUS CHIC
LE PLUS GRAND
LE PLUS ETONNANT
TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION"
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Véritable paille japonaise 14 F le m².
Soit 70 F le rouleau de 5 m 50, 90 F le rouleau de 7 m 30. Stock limité.
100 000 m² de moquettes et revêtements muraux en stock à des prix incroyables.
ARTIREC
5 % de remise sur présentation de cette annonce.
4, bd de la Bastille
75012 PARIS
Tél. 340.72.72.
ouvert de 9h à 19h sans interruption.

Totalement rénové.
Toute la gamme Seiko et Seiko Lassale, dans un décor prestigieux.
Un service après-vente encore plus efficace au Seiko Center.







هكذا من الأصل